

1997

abablants mis au jour  
one de croissance

# Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16162 - 7 F

SAMEDI 11 JANVIER 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

La hausse des prix en France s'est limitée à 1,7 % en 1996, un des niveaux les plus bas depuis les quarante dernières années.

Le nombre des chômeurs a franchi la barre des quatre millions en décembre 1996. Le chancelier Helmut Kohl juge ce résultat « inacceptable ».

Un double attentat a fait treize blessés à Tel Aviv. M. Nétanyahou privilégie la piste palestinienne.

26,6 milliards de francs d'aides sociales ont été attribués aux étudiants en 1996. La modification de répartition pour 1997 se fera à coût constant.

Le ministre de l'Intérieur a décidé d'expulser vers Bamako dix Maliens sans papiers, anciens grévistes de la fédération de l'église Saint-Bernard.

La bourse de Tokyo a perdu près de 11 % en une semaine, victime de la crainte d'une forte baisse de la croissance économique au Japon.

L'ancien directeur de la Pharmacie centrale des hôpitaux a été condamné à deux ans de prison pour avoir contribué à écouler des stocks d'hormones de croissance après juin 1985.

Une étude épidémiologique montre que le risque de contracter une leucémie aux abords de la Hague est supérieur à la moyenne nationale.

Lors du comité départemental du RPR, le président du conseil général de l'Essonne n'a pas obtenu le vote de confiance qu'il avait demandé.

Les recherches se poursuivent dans l'océan Pacifique pour retrouver le skipper canadien Gerry Routs.

## L'inflation au plus bas

La hausse des prix en France s'est limitée à 1,7 % en 1996, un des niveaux les plus bas depuis les quarante dernières années.

## Chômage record en Allemagne

Le nombre des chômeurs a franchi la barre des quatre millions en décembre 1996. Le chancelier Helmut Kohl juge ce résultat « inacceptable ».

## Deux attentats à Tel Aviv

Un double attentat a fait treize blessés à Tel Aviv. M. Nétanyahou privilégie la piste palestinienne.

## 26,6 milliards pour les étudiants

26,6 milliards de francs d'aides sociales ont été attribués aux étudiants en 1996. La modification de répartition pour 1997 se fera à coût constant.

## Les expulsés de Saint-Bernard

Le ministre de l'Intérieur a décidé d'expulser vers Bamako dix Maliens sans papiers, anciens grévistes de la fédération de l'église Saint-Bernard.

## Chute brutale de la Bourse à Tokyo

La bourse de Tokyo a perdu près de 11 % en une semaine, victime de la crainte d'une forte baisse de la croissance économique au Japon.

## Hormones contaminées

L'ancien directeur de la Pharmacie centrale des hôpitaux a été condamné à deux ans de prison pour avoir contribué à écouler des stocks d'hormones de croissance après juin 1985.

## Les dangers de la Hague

Une étude épidémiologique montre que le risque de contracter une leucémie aux abords de la Hague est supérieur à la moyenne nationale.

## M. Dugoin lâché par le RPR

Lors du comité départemental du RPR, le président du conseil général de l'Essonne n'a pas obtenu le vote de confiance qu'il avait demandé.

## Le skipper perdu du Vendée Globe

Les recherches se poursuivent dans l'océan Pacifique pour retrouver le skipper canadien Gerry Routs.

## La forte aspiration à la retraite dès 55 ans embarrasse les grandes centrales syndicales

Jacques Chirac est résolument hostile à cette revendication née de la grève des routiers

APRÈS les chauffeurs-routiers, qui avaient obtenu dans le règlement de leur conflit, en décembre, de pouvoir partir à la retraite à l'âge de cinquante-cinq ans, c'est au tour des salariés des transports urbains régionaux d'organiser une journée de grève, le 24 janvier, sur cet objectif.

Les centrales syndicales, embarrassées, constatent que cette idée, qui ne figure pas dans leurs plateformes, fait rêver les salariés. Selon un sondage de l'Institut BVA pour la radio BFM, six Français sur dix sont favorables à un abaissement de l'âge de la retraite à cinquante-cinq ans.

Cette aspiration va à l'encontre des souhaits présidentiels. Jacques Chirac a rappelé, jeudi 9 janvier, à l'occasion de ses vœux aux « forces vives », que « le poids du fonctionnement et de l'animation de la société ne peut reposer exclusivement sur une frange de plus en plus réduite d'actifs prise entre deux



groupes grandissants : celui des jeunes et celui des retraités ». M. Chirac s'est inquiété de voir le projet de stages diplômants devenir « de la dynamite ».

Parmi les pays occidentaux, la France est celui dont le taux d'activité des personnes âgées de cinquante-cinq à soixante-cinq ans est le plus faible. La revendication de la retraite à cinquante-cinq ans intervient dans un contexte difficile pour les régimes de retraite. Et dépit des mesures prises en 1993 pour le régime général des salariés et, en 1996, pour les caisses complémentaires (Arrco et Agirc) - mesures qui vont pénaliser actifs et retraités -, l'équilibre du système de retraite par répartition n'est pas totalement assuré d'ici à 2005. A partir de 2015, la France va absorber un choc démographique lié à la cessation d'activité des enfants du baby-boom.



## L'année de la mondialisation

L'ANNÉE 1996 a été marquée par la prise de conscience de la mondialisation, avec une affirmation de la puissance américaine dans tous les domaines. Nous en faisons le bilan, en France et à l'étranger, dans un cahier de douze pages, tandis que Plantu a sélectionné douze de ses dessins.

Lire notre supplément pages I à XII

## Les malheurs du cricket anglais, « plumé » par le Zimbabwe

LONDRES

Rien ne va plus dans le petit monde du cricket anglais. Après des résultats désastreux au Zimbabwe - moins de dix millions d'habitants et seulement dix joueurs professionnels -, l'avenir de l'Angleterre est suspendu à l'habileté de ses « Sept » face à la Nouvelle-Zélande. Si le capitaine Mike Atherton veut conserver son poste, il est impératif que la tournée hivernale de l'équipe se termine mieux qu'elle n'a commencé. Lors d'une rencontre amicale à Auckland, le capitaine Atherton a été éliminé, donc humilié, par une femme. Il est vrai qu'Emily Drummond, une des meilleures cricketteuses au monde, mais un des autres joueurs de l'équipe de Nouvelle-Zélande était un rugbyman... Après cette raclée, Mike Atherton a affirmé « ne se souvenir de rien ».

L'English Cricket Board (ECB) compte sur un sursaut de ses joueurs pour laver l'affront subi en Afrique centrale : deux test-matches nuls, une défaite contre l'obscur équipe du Mashonaland et une déroute lors d'une compétition

d'une journée avec le score le plus catastrophique de l'histoire du cricket anglais depuis 1975. Les meilleurs joueurs anglais, dont Atherton et son second Nasser Hussain, n'ont pas résisté à l'ardeur déchaînée d'Eddo Brandes, éleveur de volaille dans le civil.

Habituellement placides, les Anglais perdent leur calme quand les dieux du cricket leur sont défavorables. Car, comme le remarque Richard Little, un des directeurs de l'ECB, « le cricket n'est pas seulement le passe-temps national, mais un art de vivre. C'est comme la nourriture et le bon vin pour les Français ! ». Et d'expliquer ainsi les réactions de ses compatriotes, fustigés par une presse aux commentaires incendiaires. « Quand, l'an dernier, nous avons défait l'Afrique du Sud - avant de battre l'Inde -, les tabloïds ont réclamé que l'on anoblisse Atherton. Aujourd'hui, ils le vouent aux gémonies avec des titres comme « Rentrez à la maison ! » (Mirror), « L'Angleterre rôti par un éleveur de volaille » (Daily Telegraph) ou tout simplement « plumé » (Express). Le sérieux The Independent s'est demandé s'il s'agissait de « la défaite la plus humiliante de notre histoire ». Le

PDG de l'ECB, Tim Lamb, a reconnu qu'il existait un « sérieux problème ». « Nous avons géré notre cricket au plan national comme des bricoleurs », a-t-il précisé. Des politiciens de tout bord ont ajouté leur grain de sel, un conservateur ne cachant pas sa « honte » et un travailliste parlant de « désastre ». Le premier ministre, John Major, n'a rien dit.

Le problème est profond, estime Alan Walsh, de la London Community Cricket Association : « Les racines du déclin du cricket anglais se trouvent dans le déclin de la société britannique, car il est le sport de l'establishment. » Ce dernier ne s'est pas rendu compte que « le centre de pouvoir s'est transféré dans le sous-continent indien et que nous n'arrivons pas à l'accepter ». Actif pour développer ce sport dans les milieux populaires et urbains - généralement voués au football -, il dénonce un comportement de classe, voire raciste, des autorités du cricket face à d'excellents joueurs noirs ou d'origine asiatique. L'Angleterre marche la tête en bas sur ses battes de bois.

Patrice de Beer

## L'Asie au-delà des mythes

par Chris Patten

La où il y a dix-huit ans nous avons vu le Vietnam, premier domino du jeu, envahir le Cambodge, nous assistons maintenant à l'invasion du Vietnam par les investisseurs étrangers. C'est l'histoire de la plus grande part du continent. De Mao à MacDonald's en moins d'une génération.

Uo excès de battage publicitaire donne toujours la gueule de bois. Pour l'heure, c'est l'inverse. Un ralentissement dans la croissance en Asie de l'Est - qui résulte en partie du durcissement des conditions du marché en Amérique du Nord et en Europe, et en partie de la surproduction dans le domaine de l'électronique - transformant les pom-

mes girls d'hier en Cassandra. On nous raconte que ce qui s'est passé en Asie n'a finalement rien d'extraordinaire et que l'avenir est très noir.

Comment trouver raisonnablement notre route entre ces deux extrêmes ? Que s'est-il passé en Asie ? Que va-t-il s'y passer ? Avons-nous, nous, les pays de l'Union européenne, des leçons à en tirer en Occident ? Comment aborder les mystères de l'Orient ?

Le « miracle » : y en a-t-il eu un ? Pas vraiment. La croissance économique qui s'est répercutée en cascade du Japon sur Hongkong, Singapour, Taïwan et en Corée du Sud, puis en Malaisie et en Indonésie, et maintenant en Chine et au Vietnam, n'a rien d'extraordinaire ni d'ineffable. Elle est la réplique de ce que nous avons connu en Europe et en Amérique. La différence essentielle est qu'aujourd'hui le phénomène est beaucoup plus rapide. Après 1840, il a fallu cinquante ans aux Etats-Unis pour doubler la production par habitant. Après 1978, la Chine a fait la même chose en dix ans.

La réussite économique de l'Asie est patente. On la constate dans le développement de la construction urbaine, dans une amélioration des conditions de santé et d'habitat, dans une participation grandissante aux études postsecondaires, une augmentation du revenu disponible, des cartes de crédit, des centres commerciaux, des terrains de golf comme des parcs scientifiques.

Lire la suite page 14

Chris Patten est gouverneur de Hongkong. (Traduit de l'anglais par François Maspéro.)  
©The Economist, Londres, 4 janvier 1997.

DOMINIQUE FERNANDEZ

Tribunal d'honneur

roman

DOMINIQUE FERNANDEZ

Grasset

## Coup de colère pour l'Algérie



HOCINE AÏT AHMED

À SOIXANTE-DIX ANS, crinière blanche et silhouette toujours aussi mince, Hocine Aït Ahmed, figure historique de la guerre de libération algérienne et patron du Front des forces socialistes (FFS), l'un des rares partis d'opposition tolérés par la junte au pouvoir à Alger, reste un révolté. Dans un entretien accordé au Monde, il dénonce la manière dont les militaires verrouillent la vie politique. « Ils veulent gérer la société comme une caserne », accuse-t-il.

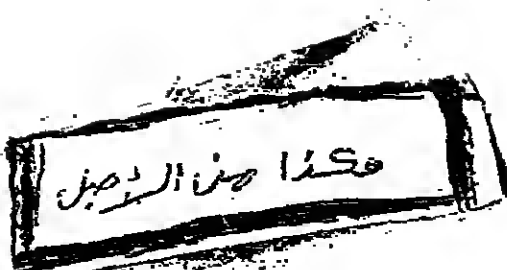
Lire page 2

International	2	Aujourd'hui	25
France	6	Jean	27
Société	8	Agenda	28
Régions	10	Abonnements	28
Carnet	11	Météorologie	28
Horizons	12	Culture	29
Annuaire classés	15	Guide culturel	32
Entreprises	20	Communication	33
Finances/marchés	22	Radio-télévision	34

la mondialisation

Le Monde





**VIOLENCE** Figure historique de la guerre de libération nationale, Hocine Aït Ahmed, président du Front des forces socialistes, dénonce, dans un entretien au Monde,

la fermeture du champ politique par les militaires. Il déplore le soutien apporté par la France au pouvoir en place à Alger et lance un appel à la mobilisation contre la guerre civile.

● EN ALGÉRIE, alors que le ramadan, synonyme de flambée des prix, a commencé vendredi 10 janvier, les habitants redoutent que cette période ne soit marquée, comme les

années précédentes, par un regain de violence. ● AUX ÉTATS-UNIS, la Rand Corporation, un centre d'études, juge inévitable, à terme, l'arrivée au pouvoir du Front isla-

mique du salut. « Il est peu probable que le FIS présente un défi majeur pour les intérêts américains et occidentaux », conclut le rapport, rédigé par un ancien responsable de la CIA.

## Sur fond de vide politique, les Algériens redoutent un ramadan sanglant

Alors que le pays vient de connaître une nouvelle vague de terrorisme et que tout dialogue entre les militaires et l'opposition paraît impossible, les Algériens vivent dans l'inquiétude et souffrent de la flambée des prix, à l'aube de la période de jeûne des musulmans

L'ALGÉRIE s'enfonce à nouveau dans la violence et la crise politique. Pas un jour ne se passe sans que la presse, étroitement contrôlée par le régime, relate un attentat à la voiture piégée, l'explosion d'une bombe ou un accrochage entre « terroristes islamistes » et forces de l'ordre. Et ce n'est sans doute pas avec le ramadan, qui commence vendredi 10 janvier, que le niveau de la violence va diminuer dans la région d'Alger, où l'essentiel des attentats se concentrent. Ces dernières années, les « terro-

ristes » ont mis à profit le ramadan pour multiplier leurs coups de main sanglants.

L'espoir ne viendra pas d'une ouverture politique. Porté à la tête de l'Etat en novembre 1995 et promettant un retour à la paix civile, le général Liamine Zeroual n'a eu de cesse, depuis, de restreindre les libertés publiques.

### PARTIS MUSULÉES

Massivement approuvé selon les chiffres officiels - mais les résultats ont été truqués -, le référendum du

28 novembre 1996 sur la réforme de la Constitution enlève par avance tout pouvoir à la future Chambre des députés. Dans ces conditions, le régime ne prend pas un grand risque à accepter la présence d'observateurs internationaux lors des élections législatives qui seront organisées au cours du premier semestre de 1997. D'autant que les partis politiques sont muselés. Une loi récente a restreint considérablement leur activité. Un autre texte est venu remettre à l'honneur l'arabisation dans l'en-

seignement et la vie publique. Le français en fera les frais, mais aussi la langue kabyle, le tamazight, parlée par plus de 6 millions de personnes.

En même temps qu'il étouffe la culture berbère, le pouvoir flatte le courant islamiste modéré, dont deux représentants siègent au gouvernement. L'article 2 de la Constitution ne rappelle-t-il pas que « l'islam est la religion de l'Etat » ? Ainsi se met en place, inexorablement, un pouvoir qui prône l'arabisation et l'islamisme. L'époque du pré-

sident Boumediène n'est plus bien loin. Face à cette reprise en main musclée de la société, la communauté internationale ne bouge guère.

### FRANCE ATTENTISTE

Les institutions financières (FMI, Banque mondiale) et l'Union européenne continuent à soutenir financièrement l'Algérie, tandis que la France, qui, héritage de l'histoire, occupe une position particulière, paraît d'abord attentiste. Les liaisons aériennes entre Paris et Alger

vont sans doute reprendre au cours des prochains mois, mais, dans le même temps, les négociations financières entre les deux gouvernements périclitent.

Il est vrai que l'Algérie bénéficie d'une aisance financière inespérée, grâce à l'envolée des cours du pétrole depuis un an. C'est un facteur dont rien ne dit qu'il durera, alors que la production industrielle du pays ne cesse de dégringoler (-12 % de janvier à septembre 1996).

J.-P. T.

## Hocine Aït Ahmed, le président du Front des forces socialistes : « Le régime veut gérer le pays comme une caserne »

HOCINE AÏT AHMED ne mâche pas ses mots. Figure historique de la « guerre de libération », ce Kabyle de soixante-dix ans, président du Front des forces socialistes (FFS) - l'un des derniers partis de l'opposition tolérés par le pouvoir -, est un critique acerbe du régime. A un gouvernement qui fait de l'« éradication » des terroristes son unique réponse à un conflit qui dure depuis plus de cinq ans, il oppose une « solution politique » qui passerait par un dialogue avec les islamistes de l'ex-FIS. M. Aït Ahmed a toujours manifesté une indépendance d'esprit et une honnêteté intellectuelle qui lui valent la considération d'une large part de l'opinion publique algérienne. Il vit aujourd'hui en Suisse. Au pouvoir, qui lui reproche d'avoir « déserté », il répond en dénonçant l'absence de démocratie.

« Quelles sont aujourd'hui les perspectives d'ouverture politique ? »

« L'opinion publique internationale sous-estime gravement la fermeture du champ politique. Le soutien constant du pouvoir algérien, c'est de revenir sur l'ouverture politique » amorcée au lendemain des événements d'octobre 1988 (NLDL : quand l'armée a ouvert le feu sur la foule, tuant des centaines de jeunes manifestants) et d'empêcher que l'Algérie, structurée depuis 1962 sur un modèle parastatalien, ne soit emportée par la vague de libéralisation politique et économique que le régime actuel récusé. Ce que veut le pouvoir, c'est gérer le pays par la violence. Il a trouvé le prétexte de l'islamisme politique. La question de la démocratisation de l'Algérie n'est plus à l'ordre du jour. Les dirigeants veulent tout ramener à l'équation armée contre intégrisme.

« Au lendemain du dernier référendum, c'est une mascarade sans précédent dans notre histoire -, nous avons senti monter une vraie révolte dans la population. Et c'est pour la canaliser que, à deux reprises, nous avons appelé à une manifestation. Elle promettait d'être grandiose. On allait montrer au monde notre refus d'une constitutionnalisation de la dictature. Et puis, avec l'interdiction de manifester, nous avons eu la preuve que le pouvoir ne veut pas de médiation politique, qu'il ne veut pas de vie politique.

« C'est la leçon du dernier référendum ? »

« La loi sur les partis en cours de préparation montre jusqu'à la caricature que les militaires attendent

des formations politiques qu'elles soient de simples courroies de transmission. Cette loi est une énormité. Même les pouvoirs les plus obscurantistes n'osent pas aller aussi loin. En organisant un scrutin présidentiel, puis un référendum, le régime a montré qu'il cherche à se légitimer mais aussi qu'il refuse toute alternance politique. Il ne connaît que les rapports de forces. Il veut gérer le pays comme une caserne.

« Comment allez-vous répondre à cette fermeture ? »

« Jusqu'à présent, nous avons toujours trouvé des formules pour résister à ce retour totalitaire. L'essentiel est que, avec les autres artisans de la plate-forme de Rome du 13 janvier 1995 (NLDL : qui a réuni l'ensemble des partis d'opposition, dont l'ex-FIS) nous avons cassé la vision selon laquelle il n'existe pas d'alternative à l'armée.

« Mais quelle est votre priorité ? »

« Alerter l'opinion publique internationale, car le soutien d'une partie de la communauté internationale a pu servir à aggraver la situation. Quand on songe que deux bombes sur le marché de Sarrajevo, en Bosnie, ont provoqué une tempête médiatique en Occident et que, en Algérie aujourd'hui, la cascade d'attentats en cours ne provoque aucune réaction, je suis révolté. Une guerre civile se déroule à deux heures d'avion de Paris, et personne ne bouge ! Ce silence de la communauté internationale est un chèque en blanc au régime du général Zeroual. Et, pourtant, l'opinion publique a été trompée. Lorsqu'il faisait campagne pour l'élection présidentielle, l'actuel chef de l'Etat avait pris comme symbole la colombe. Une fois élu, il a tourné le dos à la paix et a opté pour la guerre civile. J'ajoute que jamais Zeroual n'avait parlé d'un changement de Constitution.

« Allez-vous pourtant participer aux élections législatives qui seront organisées au premier semestre ? »

« Notre parti a toujours participé aux législatives, en partant de l'analyse - élémentaire - que, dans un système de type parastatalien, le Parlement constitue une « trouée stratégique possible ». Aujourd'hui, ne pas participer aux élections, c'est risquer de se marginaliser, alors que notre parti bénéficie d'un climat de confiance réel dans l'opinion publique ; mais, dans la conjoncture actuelle, avec la fermeture du champ politique que l'on nous im-

pose, la question de notre participation se présente en des termes nouveaux. Nous en débattons. Faut-il abandonner aux seuls islamistes le monopole de l'opposition ?

« Vous avez parlé de la responsabilité de la communauté internationale dans la crise algérienne. La France a-t-elle une responsabilité particulière dans votre esprit ? »

« Oui. Je considère que, sans le soutien politique, diplomatique, logistique et financier de Paris, le pouvoir algérien aurait été incapable de mener cette guerre qui est à sa sixième année. Celle pour notre indépendance a duré huit ans.

Une guerre civile se déroule à deux heures d'avion de Paris, et personne ne bouge !

« Sans cette complicité internationale, le pouvoir aurait été contraint de négocier avec les forces politiques représentatives. Au cours des entretiens que le FFS a pu avoir, tant auprès de l'Union européenne qu'aux Etats-Unis, souvent il nous a souvent été dit que la France n'accepte pas qu'il y ait des initiatives politiques extérieures à propos de l'Algérie.

« Depuis l'initiative de Saint-Etienne et l'émergence d'une alternative politique, nous avons assisté à une réaction très dure du pouvoir. On a vu la violence franchir les frontières de l'Algérie et s'installer en France. Nous avons le sentiment que la politique algérienne de la France est prisonnière du lobby algérien.

« Ce que nous voulons, c'est interpeller l'opinion publique française. Qu'elle débâte de la question algérienne, que le Parlement français et les médias français prennent

conscience que ce conflit a fait plus de 100 000 victimes. Il doit avoir une fin. Tous les conflits débouchent sur une négociation.

« Certains analystes qualifient le général Zeroual de « dialoguiste » face aux « éradicateurs » et, à ce titre, disent qu'il faut malgré tout le soutenir.

« Au sein de l'état-major, il n'y a pas, d'un côté, les éradicateurs et, de l'autre, les dialoguistes. Je ne connais pas un seul général laïque et démocrate. Sans doute, sur le terrain, y a-t-il des gradés partisans d'une ouverture politique. Mais l'armée est le lien du silence. La sécurité militaire y veille. A la tête de l'armée, il n'y a que des clans. Ils se disputent la route (NLDL : du pétrole). Quant à faire confiance à Zeroual, je m'y refuse. Nous lui avons passé des messages avant qu'il n'arrive à la tête de l'Etat. En vain.

« Est-ce qu'on peut imaginer un regain de violence tel que celui auquel nous assistons sans la complicité d'une certaine partie de la population ? »

« C'est la grande question. Les islamistes sont responsables d'un grand nombre des attentats, et notamment des égarés. Nous n'avons cessé de les dénoncer. Ils sont indignes de l'islam. Mais le pouvoir a aussi sa part de responsabilité. Il a infiltré le GIA (Groupe armé islamique armé). Tout le monde le sait. Ce que j'ignore, c'est le rôle des services secrets. Venant d'eux, on ne peut rien exclure.

« Concernant la population civile, vous savez que nous avons plus de trois millions de chômeurs. Les quartiers populaires sont particulièrement touchés. Là-bas, on trouve des jeunes complices du pouvoir, d'autres jeunes complices des islamistes, et d'autres encore qui vendent leurs informations au plus offrant. Il y a une conjonction de banditisme, de drogue, de corruption, qui fait que tout est possible.

Propos recueillis par le service international

## L'arrivée au pouvoir du FIS est « inévitable », estime un institut américain

WASHINGTON

de notre correspondant

La question n'est pas de savoir si le FIS accèdera au pouvoir en Algérie mais « comment » et « dans quelle mesure » il y parviendra, c'est-à-dire avec quelles autres forces politiques. Le maintien au pouvoir du régime du président Liamine Zeroual « est inacceptable sur le long terme et ne fait que polariser plus profondément le pays ». D'autre part, plus la lutte sanglante entre l'opposition islamiste et le gouvernement algérien se prolonge, plus le FIS se radicalise. Ces conclusions sont tirées d'une étude de la Rand Corporation, un institut privé de recherches de Californie, dont les vues reflètent souvent celles du Pentagone.

L'auteur, Graham Fuller, a passé dix-sept ans au Proche-Orient et en Asie du Sud, notamment pour le compte de la CIA, dont il a été un important responsable. Son analyse de la situation en Algérie est à

la fois très critique à l'égard du pouvoir actuel et moins alarmiste que ne le sont, en général, celles des diplomates américains s'agissant de la perspective de l'avènement d'un régime islamiste. Graham Fuller ne croit pas au « pire des scénarios », celui d'une Algérie transformée en un « nouvel Iran », sous la férule des fondamentalistes.

Un gouvernement du FIS ne serait pas le plus souhaitable, notamment pour les pays occidentaux, explique-t-il, mais le Front islamique du salut représente « l'alternative politique la plus populaire de la population ». Et il est probable qu'une fois au pouvoir il sera davantage le reflet de l'Algérie profonde que de l'islam en tant que tel. Un gouvernement du FIS pourrait montrer davantage de réalisme que d'idéologie, notamment en matière économique. Il n'est donc pas certain, selon l'auteur, qu'il représente un défi majeur pour les intérêts occidentaux, notamment américains.

Le FIS, assure-t-il, ne considère pas forcément l'Amérique comme un « Grand Satan », dans la mesure où Washington apparaît plus « objectif » que les pays européens à propos de l'islam.

### TROIS SCÉNARIOS

Graham Fuller envisage trois scénarios pouvant favoriser l'accession au pouvoir de l'opposition islamiste. Le premier se déroulerait « à la faveur du chaos, de la violence, de la chute du gouvernement, voire d'une révolution sociale ». La poursuite de la politique intransigeante de la « justice militaire » au pouvoir - qu'il estime « politiquement et intellectuellement en faillite » - aboutira à une telle situation, assure-t-il.

Le deuxième scénario repose sur un « marché », par lequel les militaires négocieraient un partage du pouvoir. Une telle voie perpétuerait l'absence de gouvernement démocratique et ne ferait que retarder « l'ultime affrontement poli-

tique ». Le troisième serait l'alternative démocratique, sur la base de nouvelles élections permettant au FIS de remporter une majorité relative et de former un gouvernement, « probablement avec d'autres partis ».

Graham Fuller reconnaît que les Etats-Unis ont une influence limitée en Algérie, mais Washington doit cependant œuvrer en faveur d'un compromis politique. Une politique américaine qui viserait à empêcher le FIS de devenir un acteur majeur au sein du gouvernement deviendrait « une perversion supplémentaire du processus démocratique ».

Début décembre, le responsable du FIS aux Etats-Unis, Anouar Haddam, a été arrêté. Cette décision a, en général, été interprétée comme confirmant un durcissement des Etats-Unis à l'égard des islamistes algériens.

L. Z.

francesco  
smalto  
PARIS  
SOLDES  
DU 6 AU 11 JANVIER - REMISES DE 30 à 50%  
Homme : 44, rue François 1er (8e)  
Homme et Femme : 5, place Victor Hugo (16e)  
9 h 30 - 19 h



السلامة العامة

## Un double attentat à la bombe fait treize blessés dans un quartier « chaud » de Tel Aviv

Le premier ministre israélien privilégie la piste palestinienne

Un double attentat à la bombe a blessé treize personnes dans un quartier « chaud » de Tel Aviv, jeudi 9 janvier. Les responsables de la po-

lice n'ont pas exclu la thèse du règlement de comptes crapuleux. Le premier ministre israélien a privilégié la piste palestinienne en assurant

qu'Israël réagira avec la plus grande sévérité si celle-ci est avérée. Vendredi matin, cet attentat n'avait toujours pas été revendiqué.

### JÉRUSALEM

de notre correspondant  
Attentat politique ou crapuleux ? Deux bombes artisanales de faible puissance confectonnées à l'aide d'explosifs mélangés à des clous dans deux tubes métalliques déposés dans des boîtes à ordures publiques ont, en tout cas, blessé treize personnes jeudi soir 9 janvier à Tel Aviv, dont deux assez sérieusement. L'attentat, qui s'est produit dans un quartier « chaud », situé près de l'ancienne gare routière au sud-est de la ville, a eu lieu, vendredi matin, dit-il, révélateur.

Le premier engin, déposé près d'un cinéma spécialisé dans les films pornographiques, a explosé peu avant 20 h 30. Quelques minutes plus tard, alors que la police était déjà sur les lieux, un second engin, plus puissant que le précédent, a explosé à son tour,

### blessoit légèrement deux hommes en uniforme.

C'est cette double programmation, généralement destinée à faire le maximum de dégâts, qui a tout d'abord conduit les enquêteurs à penser à un attentat arabe. D'autres éléments, comme l'heure des explosions, pas assez tardive dans ce quartier pour toucher le maximum de gens, et l'endroit lui-même, essentiellement habité par des travailleurs étrangers, africains, asiatiques, roumains et russes, et très fréquenté par les prostituées, plaident plutôt pour une action crapuleuse.

### RÈGLEMENT DE COMPTES ?

La lutte entre les différents clans mafieux locaux pour le contrôle du marché de la drogue — très présente dans le quartier — et celui de la prostitution a déjà fait de nombreuses victimes en

Israël, et certains enquêteurs s'attendaient pas, jeudi soir, l'hypothèse d'un règlement de comptes entre truands.

De fait, plus d'une heure après les explosions, tandis que Moshe Fogel, porte-parole du gouvernement, mettait directement en cause sur les écrans internationaux de télévision d'éventuels « terroristes arabes » ainsi que l'« impunité » que leur assurait le « trop souvent Yasser Arafat », le ministre de la police, Avigdor Kahalani, se refusait, pour sa part, à écarter « l'une ou l'autre thèse de l'attentat terroriste ou du règlement de comptes criminel ».

En consultation, au moment de la double explosion, avec Dennis Ross, l'envoyé spécial américain chargé du Proche-Orient, le premier ministre Benjamin Netanyahu, a rendu plus tard visite aux blessés. A sa sortie de l'hôpi-

tal, il s'est montré plus catégorique. « Il s'agit presque sans aucun doute d'un attentat terroriste. S'il s'avère, et il est assuré, que ces terroristes sont venus d'une zone contrôlée par l'Autorité palestinienne, Israël réagira avec la plus grande sévérité ».

L'attentat, qui ne ressemble guère à ceux qui avaient ensanglanté l'Etat juif à la fin du mois de février 1996, s'est produit à un moment de grande tension entre le gouvernement de M. Netanyahu et l'Olp de Yasser Arafat. Les Palestiniens ont considéré comme « une violation caractérisée des engagements signés il y a seize mois » la demande israélienne de retarder de près de deux ans les retraits de son armée hors de la plus grande partie de la Cisjordanie occupée.

Patrice Claude

## La mission de l'ambassadeur européen au Proche-Orient a pris un bon départ

LE CONSEIL européen a pris un pari risqué lorsqu'il a décidé le 28 octobre 1996 de désigner un envoyé spécial de l'Union européenne (UE) pour le processus de paix au Proche-Orient. Non seulement Israël et les Etats-Unis ne cachent pas leur hostilité à un rôle politique de l'Union européenne dans cette région, mais encore les quinze n'étaient pas tous sur la même longueur d'onde. Il aura fallu moins de deux mois à cet envoyé spécial, Miguel Angel Moratinos — désigné le 22 novembre 1996 — pour se faire admettre dans le paysage politique de la région et être reçu par les parties concernées : Israël, l'Autorité palestinienne, l'Egypte, la Syrie, la Jordanie et le Liban.

M. Moratinos s'est entretenu, jeudi 9 janvier à Paris, avec le ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette. Il avait eu la veille un entretien téléphonique avec le coordinateur américain du processus de paix, Dennis Ross, et il devait partir pour Gaza pour un entretien, samedi, avec le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, à la demande de ce dernier.

L'art de ce diplomate espagnol, ancien ambassadeur de son pays en Israël, a consisté à se faire admettre en « épousant le terrain » — selon l'expression d'un responsable français — et en écoutant les uns et les autres, pour préciser son mandat, « œuvrer avec eux au renforcement du processus de paix » et « offrir les conseils de l'UE et ses bons offices si les parties

en font la demande ». Lui-même en invoque un troisième : « réhausser le rôle de l'Union européenne ».

Sa mission semble avoir pris un bon départ. Ses interlocuteurs, y compris Israël et les Etats-Unis, l'ont tenu informé de l'état du processus de paix. M. Ross lui disait encore mercredi que, pour débloquer les négociations sur le redéploiement israélien à Hébron, il s'efforçait de définir les assurances que les Etats-Unis pouvaient offrir à l'Autorité palestinienne quant aux phases ultérieures du retrait militaire israélien de Cisjordanie. Faute de compromis, M. Ross quitterait la région provisoirement.

### COMPLÉMENTARITÉ AVEC LES ETATS-UNIS

De ses conversations avec les autorités israéliennes, M. Moratinos tire en outre l'impression que l'Etat juif serait disposé à accepter un rôle français et européen pour ce qui concerne les volets syrien et libanais du processus de paix, tous deux totalement gelés à l'heure actuelle. Ce serait, indique-t-il, l'aspect le plus positif retenu en Israël de la récente visite du président français Jacques Chirac.

Sans triomphalisme, M. Moratinos croit pouvoir imputer à l'UE certains progrès dans les relations économiques et humaines entre Israël et les Palestiniens : création par l'Etat juif d'un comité d'organisation chargé de faciliter les échanges entre les deux parties, octroi de laissez-passer aux hommes d'affaires pale-

stiniens, simplification des procédures dans le transfert des chargements de marchandises entre la Jordanie et la Cisjordanie, projet de facilité la réunification des familles palestiniennes à l'occasion du Ramadan... Ce sont autant d'exemples qui allègent un tant soit peu le bouclage des territoires de Cisjordanie et de Gaza. Paris insiste — et M. de Charette l'a réaffirmé jeudi à son interlocuteur — pour que les projets de construction d'un port — commencé par la France et les Pays-Bas — et d'un aéroport à Gaza débouchent enfin.

Néanmoins, pour qu'elle puisse offrir ses « bons offices » et ses « conseils », l'UE doit elle-même avoir des projets plus ou moins élaborés sur les différents dossiers : donner par exemple un contenu précis à sa conception de la complémentarité avec les Etats-Unis, imaginer de quelle manière elle pourrait apporter sa contribution aux pourparlers israélo-libanais — sera-ce en concurrence, en association ou, parallèlement, au groupe multinational de surveillance du cessez-le-feu entre les deux pays — et aux négociations israélo-syriennes.

M. Moratinos demeure en contact régulier avec la présidence de l'Union européenne et avec le conseil des affaires générales à l'UE. Il peut prendre l'initiative de suggérer des idées aux parties concernées par le processus de paix. Il envisage pour l'instant de s'installer à Chypre.

Mouna Naïm

## La France se prépare à revoir son dispositif militaire en Afrique

CHARLES MILLON a déclaré, jeudi 9 janvier, à l'Assemblée nationale, que la France « reverra peut-être » son dispositif militaire en Afrique, « du fait de la professionnalisation des armées ». C'est la première fois qu'il annonce une telle modification. Le ministre français de la défense a admis publiquement cette éventualité qu'il avait précédemment exclue. En février 1996, M. Millon avait démenti des informations du Monde sur la perspective d'une réduction du dispositif militaire français en Afrique. A plusieurs reprises, en 1996, lors de déplacements dans des Etats africains avec qui la France a signé des accords de défense et d'assistance militaire, il avait répété qu'il n'envisageait pas de « modifications substantielles » du dispositif militaire français, mais seulement des modifications « à la marge ».

A l'Assemblée, M. Millon a tenu à préciser que, « pour une efficacité opérationnelle identique », la France « pourra sans doute revoir les bases et le dispositif de rotation des soldats venant de France ». Il a

ajouté que la France, dont les effectifs prépositionnés actuellement s'élèvent à 8 200 soldats en Afrique, allait « étudier tout cela en pleine concertation » avec les Etats qui accueillent de telles forces.

Selon des études de l'état-major de l'armée de terre, dont le Monde du 25 octobre 1996 s'était fait l'écho et qui entrent dans le cadre des réflexions menées sur la réorganisation des armées entre 1997 et 2002, le volume global des forces interarmées françaises basées outre-mer devrait être réduit de 30 % environ. Certes, des détachements seront maintenus dans tous les pays où des forces sont actuellement prépositionnées. Mais, pour des raisons d'économies, le futur dispositif se fera sur la base d'un regroupement — ce qui suppose l'abandon de quelques emprises — des unités et d'une « interarmement » accrue, ce qui signifie la mise en commun de leurs soutiens et de leurs services par les trois armées avec un recours plus systématique au secteur civil s'il est moins coûteux.

### François Léotard souhaite un débat parlementaire

François Léotard, président de l'UDEF, a demandé, jeudi 9 janvier, l'organisation d'un « débat parlementaire » sur l'Afrique, tout en précisant que sa formation politique « soutient la politique africaine de la France ». « Je crois nécessaire non seulement d'appliquer les accords de défense que nous avons avec les pays africains, mais aussi qu'il y ait un débat parlementaire sur cette politique africaine de la France, sur ses orientations, sur ses objectifs, sur l'aspect militaire de cette politique et sur la coopération nécessaire que nous devons avoir avec les pays africains », a indiqué l'ancien ministre de la défense lors de ses vœux à la presse. « Il me semble que, à partir du moment où des soldats français sont présents de façon forte sur le continent (...) africain, il est utile que le Parlement puisse débattre des conditions de leur utilisation », a ajouté M. Léotard.

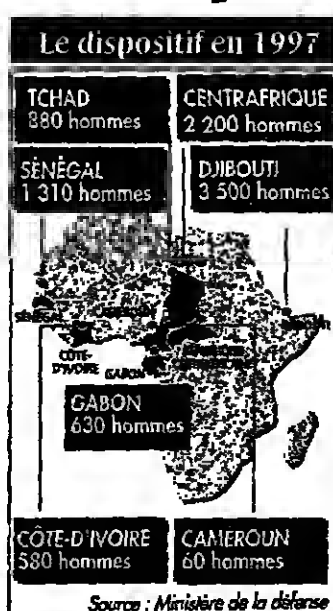
A l'exception de Djibouti, où les forces ont des missions spécifiques et où continuent de coexister deux régiments (la 13<sup>e</sup> demi-brigade de légion étrangère et le 5<sup>e</sup> régiment interarmées d'outre-mer), il ne subsistera plus dans chaque zone, en Afrique, qu'un seul régiment censé rassembler les unités proprement opérationnelles et leurs soutiens. Ainsi le 3<sup>e</sup> bataillon d'infanterie de marine (BIMA) ; la Côte-d'Ivoire, le 43<sup>e</sup> BIMA ; le Gabon, le 6<sup>e</sup> BIMA ; et le Tchad, comme la République centrafricaine, des éléments interarmées détachés par rotation depuis plusieurs garnisons disparates en France.

### CRÉDITS EN BAISSE

Les effectifs seront composés à partir de personnels permanents (avec des séjours d'un à deux ans, selon les cas) et de personnels tournants (pour des missions de plus courte durée, le général de quatre mois). Les armées veilleront à ce que ces personnels tournants proviennent des mêmes régiments, pour des raisons qui tiennent à la cohésion opérationnelle.

Ce dispositif remanié est indépendant de ce que, de son côté, la Mission militaire de coopération (MMC), qui dépend du ministère de la coopération, pourra faire au profit des vingt-trois pays africains ayant signé des accords de coopération et d'assistance militaire.

Dès 1997, les crédits de la MMC (739 millions de francs) marquent une continuation de la baisse, entamée à partir de 1987, pour ce qui est du nombre de cadres militaires



Instructeurs fournis par la France et de stagiaires africains formés. A un détail près, cependant : plusieurs Etats africains dans la zone anglophone, comme l'Afrique du Sud, le Kenya, le Malawi, le Nigeria, la Zambie et le Zimbabwe, ont demandé à bénéficier de ces programmes de formation par la France de leurs officiers et de leurs sous-officiers.

En revanche, pour l'aide en matériels, selon une analyse de la revue Défense nationale, le budget de la MMC pour 1997 est en hausse. Il doit atteindre 180 millions de francs et il est prioritairement destiné à équiper des forces nationales de sécurité, de police et de gendarmerie.

Jacques Isnard

## Immolation par le feu en Corée du Sud

SÉOUL. Un travailleur de Hyundai Motors, le premier constructeur automobile coréen, a tenté de s'immoler par le feu pour protester contre la réforme du droit du travail et se trouve dans une condition critique, a indiqué vendredi un responsable syndical de l'entreprise. Le conflit social sud-coréen avait pris un tour brutal, dans la nuit de jeudi 9 à vendredi 10 décembre, avec de violents affrontements qui ont opposé forces de l'ordre et environ deux mille manifestants. La police a en outre effectué une descente, jeudi soir, à Séoul, au siège de la Confédération coréenne des syndicats (KCTU), animatrice du mouvement, afin d'y opérer une perquisition. L'état judiciaire se resserre chaque jour davantage autour des dirigeants grévistes. Le tribunal de première instance de Séoul a délivré, vendredi 10 janvier, des mandats d'arrêt contre sept de ces derniers dont le numéro un du syndicat, Kwon Young-kil. — (AFP)

## Nouveaux combats meurtriers au Sri Lanka

COLOMBO. Près de huit cents soldats et combattants séparatistes ont été tués ou blessés, jeudi 9 janvier, lors d'une attaque des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) contre Paranthan, une ville gârisso au nord du Sri Lanka, a annoncé le ministère de la défense. L'armée gouvernementale assure avoir repoussé l'assaut des guérilleros et tué quelques cinq cents rebelles mais le secrétaire d'Etat à la défense a reconnu que les combats se poursuivaient. C'est l'attaque la plus importante depuis la défaite infligée l'été 1996 par les rebelles aux forces de sécurité dans le camp de Mullaitivu, dans le nord-est de l'île. A Londres, des représentants du LTTE ont démenti l'ampleur des pertes infligées à leurs combattants en affirmant que les informations émanant du gouvernement sri-lankais sont « fausses ». Depuis vingt-quatre ans, le conflit séparatiste déteinté par les « Tigres » a fait plus de cinquante mille morts. — (AFP, Reuters)

## L'UE demande à Belgrade d'ouvrir un dialogue avec l'opposition

BRUXELLES. L'Union européenne a demandé, jeudi 9 janvier, aux autorités de Belgrade d'entamer « un dialogue constructif avec l'opposition » et d'assurer « la viabilité de médias indépendants ». Elle insiste aussi, dans le communiqué transmis au gouvernement, pour qu'il « évite le recours à la force contre les manifestants pacifiques et les journalistes ». Le ministère français des affaires étrangères a pour sa part annoncé, jeudi, l'envoi d'un émissaire à Belgrade, pour éviter que cette visite fasse l'objet d'une manipulation en Serbie et soit présentée comme un geste de soutien au régime. Le directeur d'Europe continentale au Quai d'Orsay, Paul Poudade, doit rendre aux dirigeants serbes le souhait de la France de voir les recommandations de Felipe Gonzalez rapidement et intégralement mises en œuvre. Il va, par ailleurs, rencontrer les dirigeants de l'opposition et préciser à certains d'entre eux qu'ils doivent renoncer au discours nationaliste pan-serbe qui fut le leur par le passé, à d'autres qu'ils doivent rompre leurs liens avec l'Alce.

### AFRIQUE

■ ZAÏRE : l'ambassadeur des Etats-Unis à Kinshasa a accusé le Rwanda d'avoir agité le Zaïre en soutenant la rébellion dans l'est du pays : « Nous estimons que le Zaïre a été attaqué par le Rwanda et l'Ouganda », a déclaré Daniel Simpson, jeudi 9 janvier, à la télévision zaïroise. Nous soutenons à 100 % le principe d'intangibilité des frontières zaïroises », a ajouté le diplomate, qui a rencontré le président Mobutu avant que celui-ci ne parte pour la France, où il est arrivé jeudi après-midi. — (Reuters)

■ ALGERIE : Après trois mois de grève, le Conseil national des enseignants du supérieur (CNES) a décidé de suspendre le mouvement à compter du 13 janvier. Soumis à de fortes pressions du gouvernement, les enseignants du supérieur ont seulement obtenu du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique la création de commissions chargées d'étudier les problèmes à l'origine du conflit.

■ MAROC : le ministre français du commerce extérieur, Yves Galland, a signé jeudi 9 janvier à Rabat un protocole de 520 millions de francs destiné au financement d'un centre civil de recherche océanique et à l'acquisition de motrices diesel fournies par GEC-Alsthom. — (AFP)

### ASIE

■ INDE : seize policiers et deux civils ont été tués par des guérilleros maoïstes lors de l'attaque d'un poste de police dans le sud de l'Inde, a annoncé l'agence United News of India (UNI). Les guérilleros, membres de l'organisation interdite du Groupe de la guerre populaire (PWG), se sont emparés de treize-deux armes et de munitions. — (AFP)

### EUROPE

■ ALBANIE : Nexhmije Hoxha, veuve du dernier dictateur albanais, Enver Hoxha, a été libérée vendredi 10 janvier. Agée de soixante-seize ans, M<sup>me</sup> Hoxha avait été emprisonnée en décembre 1991 et condamnée en 1993 à onze ans de prison « pour abus de pouvoir et détournement de fonds publics ». — (AFP)

## Le fonctionnement du Tribunal international pour le Rwanda doit être amélioré

ARUSHA. Répondant à diverses critiques, l'ONU a annoncé, jeudi 9 janvier, l'envoi de nouvelles équipes afin d'améliorer le fonctionnement du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPR), établi à Arusha, en Tanzanie, pour juger les auteurs du génocide de 1994. « Le poids moral de cet organisme est énorme et les responsables de ce travail doivent répondre aux exigences éthiques et professionnelles les plus hautes », a déclaré le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan. Un rapport sur les dysfonctionnements du tribunal a été préparé et M. Annan doit prendre d'autres mesures. Des employés européens ont accusé des administrateurs du tribunal d'offrir des emplois à des parents ou amis sans qualification et d'opérer une discrimination envers les non-Africains. Le TPR a brièvement siégé, jeudi, avant d'ajourner ses travaux en raison de l'absence des témoins à charge qui n'étaient pas arrivés du Rwanda. Le véritable début du premier procès, celui de Jean-Paul Akayesu, un ancien bourgmestre hutu accusé de génocide, était prévu pour vendredi après-midi. Le Rwanda, qui, de son côté, a déjà entamé une série de procès et a critiqué les retards du TPR, a de nouveau dénoncé, jeudi, le manque d'organisation de ce tribunal. — (Reuters)



سنة من العمل

# L'Allemagne présente un piètre bilan économique de l'année 1996

La croissance a été limitée à 1,4 % l'an dernier, le nombre de chômeurs a atteint 4,1 millions en décembre. Le chancelier Kohl juge le niveau actuel du chômage « tout à fait inacceptable », mais promet une véritable reprise en 1997

Les résultats provisoires rendus publics, jeudi 9 janvier, par l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden, font état d'une croissance limitée à 1,4 % en 1996, après 2,9 % puis 1,9 % au cours des deux années

précédentes. La reprise de l'activité, aux deuxième et troisième trimestres, s'est tarie au cours des trois derniers mois de l'année, même si les exportations restent dynamiques. Le fléchissement de la

croissance est particulièrement net dans la partie orientale du pays, où certains experts redoutent la venue d'une récession. En décembre, le marché de l'emploi s'est brutalement détérioré, le taux de chômage

atteignant 10,8 % de la population active en données brutes. Le chancelier Kohl, qui a promis de diviser par deux le nombre des chômeurs (actuellement supérieur à 4 millions) d'ici à l'an 2000. Il a appelé jeudi à

une réduction des heures supplémentaires, qui permettrait selon lui de créer « des centaines de milliers d'emplois », ainsi qu'à la limitation de l'accès des étrangers au marché du travail allemand.

**LA COÏNCIDENCE** de l'annonce d'un faible taux de croissance en 1996, d'un déficit budgétaire nettement supérieur à la limite fixée par le traité de Maastricht, et surtout d'une forte détérioration du marché de l'emploi en décembre, a donné un message de nouvelle année bien pessimiste à l'Allemagne.

« Nous ne pouvons simplement pas continuer comme avant », déclarait le chancelier Kohl lors de sa traditionnelle allocution télévisée du 31 décembre. Le niveau du chômage est « tout à fait inacceptable ».

## Méfiance envers l'euro, selon un sondage

Un sondage Gallup réalisé pour quatre quotidiens européens (*Le Figaro*, le *Daily News*, le *Handelsblatt* et l'*Espresso*), et publié dans *Le Figaro* du 10 janvier, fait apparaître une méfiance croissante des Allemands envers la monnaie unique. 16 % d'entre eux seulement estiment que l'adoption de l'euro par leur pays aurait pour eux des effets positifs, contre 58 % des Italiens interrogés, 53 % des Français et 20 % des Britanniques. 38 % des Allemands pensent que cela n'entraînerait pas de changement pour eux. Ce sont les Allemands aussi qui réclament en plus grand nombre (79 %) un référendum sur la question européenne, talonnés par les Britanniques (76 %). Si une telle consultation avait lieu, 44 % des Allemands interrogés voteraient contre la création de l'euro et 43 % pour, 11 % restant indécis. Parmi les Italiens, 71 % sont partisans de la monnaie unique, parmi les Français 61 % et parmi les Britanniques 26 %.

**table**, a-t-il renchéri jeudi 9 janvier. Le chancelier a toutefois ajouté que « la conjoncture est en reprise, on parle d'une croissance de 2,5 % pour 1997 ». Après une croissance de 1,9 % seulement en 1995, le produit intérieur brut n'a crû que de 1,4 % en 1996, selon les estimations provisoires de l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden.

Et si la plupart des instituts de conjoncture ne sont pas aussi optimistes que M. Kohl, ils tablent généralement sur une croissance de 2 % environ cette année. Les exportations, traditionnel moteur de la croissance allemande, devraient rester dynamiques au cours des prochains mois, notamment grâce à la progression du dollar face au mark intervenue depuis deux ans. La modération salariale, aidée par la poursuite d'une faible inflation, et le maintien d'un très bas coût du crédit permettront quant à eux de doper les profits des entreprises et, espère-t-on, leurs investissements.

**RALENTISSEMENT DANS L'EX-RDA**  
Entre sa population vieillissante et sa faible productivité, l'ancienne RDA ne paraît plus à même de doper la croissance. Pour l'instant, l'activité croît encore à un rythme plus rapide que celui de l'Allemagne occidentale, mais le taux de 2 % enregistré en 1996 est très éloigné des 8 % à 10 % annuels observés au début des années 1990. Le taux de chômage atteint près de 16 % de la population active. La fin du boom de la construction, en particulier, a pesé sur le niveau de la production.

Il y a trois ans, déjà, de nombreux économistes se demandaient si la croissance de l'ancienne Allemagne communiste pourrait s'auto-alimenter. Ce début d'année 1997, le marasme allemand, la diminution des sub-



ventions fédérales, dans le contexte d'une conjoncture déprimée en Europe de l'Ouest et d'une vive concurrence de certains voisins de l'Est (Pologne, République tchèque...) donnent à la question une actualité nouvelle. Selon l'institut DIW, la croissance de l'ex-RDA devrait être limitée à 1 % en 1997 et déboucher, à terme, sur une récession.

Dans l'ensemble du pays, la détérioration du marché de l'emploi, amorcée depuis 1995, s'est brutalement accélérée à la fin de l'an dernier, et aucun renversement de tendance n'est prévisible à court terme. De 10,3 % de la population active en novembre, le taux de chômage est brutalement passé à 10,8 % en décembre, le nombre de sans-emploi s'établissant à 4,1 millions de personnes. Le ministre du travail, Bernhard Jagoda, a lui-même déclaré jeudi que le

nombre de chômeurs pourrait atteindre 4,5 millions en février, dépassant ainsi le record historique de 4,27 millions atteint en février 1996. Le chancelier Kohl, indiquant qu'il n'y a pas de raisons

**MAUVAIS EXEMPLES**  
Des réformes de structures, capables d'orienter la production allemande vers des secteurs plus porteurs, sont nécessaires. Elles requièrent des licenciements industriels et des investissements massifs, difficiles à réaliser dans

Le thème de l'« emploi aux Allemands », jusqu'ici réservé à l'extrême droite, est désormais repris par le chancelier Kohl et la CDU-CSU. Jeudi 9 janvier, M. Kohl a estimé « absurde » que certains emplois ne puissent être occupés que par des étrangers en période de chômage record. « Cette situation ne peut pas durer », a-t-il dit. De son côté le ministre des finances, Theo Waigel (CDU), a rappelé la proposition de son parti visant à imposer aux étrangers non ressortissants de l'UE un délai de cinq ans avant de pouvoir travailler en Allemagne. Le chef du groupe parlementaire des chrétiens-sociaux (CSU), Michael Glos, s'était élevé, fin décembre, contre le fait que « plus d'un million de permis de travail » soient accordés chaque année à des travailleurs étrangers. L'Office fédéral du travail a démenti cette interprétation abusive des chiffres. Selon lui, le chiffre de 1,3 million comprend les permis délivrés pour une durée de un à trois mois, notamment ceux des travailleurs saisonniers.

un pays doté des coûts salariaux les plus élevés du monde industriel.

En cette période de préparation active de l'euro, l'Allemagne, au cœur du dispositif, offre un exemple peu encourageant aux futurs participants à l'Union économique et monétaire (UEM). A ceux qui, comme la France, savent ne pouvoir envisager une monnaie unique en l'absence de l'Allemagne. Ou à d'autres, comme l'Italie ou l'Espagne, qui réalisent des efforts considérables pour être admis dans le premier train de l'UEM. L'Allemagne abrite déjà le siège de l'institut monétaire européen; elle s'est faite, lors du conseil européen de Dublin en décembre 1996, le plus ardent partisan du « pacte de stabilité et de croissance », qui prévoit un dispositif de sanctions à l'encontre des pays ne respectant pas des critères économiques stricts; et pourtant, avec un déficit budgétaire de 3,9 % du PIB en 1996, il lui sera difficile de respecter l'an prochain la limite supérieure de 3 % fixée par le traité de Maastricht.

Le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, a affirmé jeudi dans une interview à l'*hebdomadaire Rheinischer Merkur*, qu'il partait du principe que « le choix des pays (qui participent à la monnaie unique) sera fondé sur le respect strict des critères tel qu'ils apparaissent dans le traité de Maastricht ». Le mot « Sparpaket » - littéralement, « paquet d'économies », ou « programme d'austérité », choisi par la Société pour la langue allemande de Wiesbaden pour symboliser l'année 1996, s'adaptait particulièrement bien à 1997, surtout pour les chômeurs, victimes des coupes budgétaires dans les programmes sociaux.

Françoise Lazare

# Le Japon goûte avec amertume la dure leçon de Lima

Le coup de force contre l'ambassade nipponne au Pérou oblige Tokyo à repenser son pacifisme constitutionnel

**TOKYO**  
de notre correspondant  
Après avoir hésité à quitter Tokyo alors que la prise d'otages à la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima entraînait dans son vingtième jour, le premier ministre Ryutaro Hashimoto a commencé, mardi 7 janvier, sa tournée en Asie du Sud-Est. Les Japonais ont dû se rendre à l'évidence: un dénouement rapide ne semble pas en vue dans une crise qui a pour théâtre un territoire sous sa souveraineté - l'ambassade et ses dépendances sont territoire japonais - et dans laquelle est en jeu la vie de soixante-quatorze otages, dont une vingtaine d'hommes d'affaires et des diplomates nippons.

La partie semble pour l'instant bloquée, les principaux protagonistes se paralysant mutuellement: le président Fujimori ne se départit pas de sa fermeté verbale mais il ne peut envisager une solution de force, bloqué par Tokyo qui lui a fermement fait savoir qu'il fallait à tout prix épargner les vies humaines. Passer outre la volonté japonaise confirmerait certes la détermination du « *karate kid* » Fujimori dans la lutte contre la guérilla, mais

affaiblirait son régime en le privant de la confiance et, par conséquent, du soutien financier de Tokyo.

Les Japonais, de leur côté, ne peuvent forcer une solution revenant à obtempérer aux exigences des rebelles. Céder était traditionnellement leur attitude, qu'il s'agisse de la prise d'otages de Dacca, en 1977, par le groupuscule terroriste nippo Armée rouge (le gouvernement paya une rançon de 700 millions de dollars et libéra six membres de l'organisation emprisonnés à Tokyo) ou de celle du Mexique, où, en août 1996, Sanyo versa 2 millions de dollars pour faire libérer le directeur de sa filiale enlevé à Tijuana quelques jours auparavant.

**RUMEURS DE POURPARLERS**  
En 1977, le cabinet Fukuda, qui justifia son action par la noble formule « une vie humaine vaut plus que toute la richesse du monde », avait été critiqué par les pays occidentaux. Cette fois, le Japon, membre du prestigieux Club des Sept, est lié par les engagements pris en matière de lutte contre le terrorisme au sommet de Lyon. Après avoir hésité, il a compris que

sa crédibilité internationale était en jeu, évitant soigneusement de se placer en position de médiateur.

La tentation d'une solution « biaisée » n'a cependant pas disparu, comme en témoignent les rumeurs insistantes de négociations parallèles en vue du versement

**Deux journalistes de la télévision Asahi détenus pour « lien avec le terrorisme »**

Un journaliste et un traducteur de la chaîne de télévision japonaise Asahi, qui avaient réussi à s'introduire, mardi 7 janvier, dans la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima, sont toujours détenus par la police péruvienne, sous l'accusation de « lien avec le terrorisme », a annoncé mercredi leur avocat, M<sup>re</sup> Augusto Linarez.

Le journaliste Hitomi Tsuyoshi et le traducteur Victor Borja avaient été arrêtés mardi par des policiers en civil, membres de la Direction anti-terroriste, la Dincote, à leur sortie de la résidence, où 74 personnes sont toujours retenues en otages par un commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA). Les deux hommes ont passé la nuit dans les locaux de la Dincote, où ils ont été interrogés. Les films qu'ils avaient tournés durant leur séjour de deux heures dans la résidence ont été saisis. - (AFP)

d'une rançon par les entreprises dont les représentants sont détenus en otages. Tokyo s'emploie à démentir l'existence des tels pourparlers, bien qu'en privé de hauts fonctionnaires n'écartent pas l'hypothèse de contacts entre certaines entreprises et le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA).

L'affaire de Lima est le fruit amer de deux attitudes contradictoires: l'intransigence autoritaire du président Fujimori vis-à-vis des guérillas et la vulnérabilité du Japon, important bailleur de fonds du régime, aux pressions terroristes. Les guérilleros ont tiré les conclusions qui s'imposent: pour faire réfléchir le président, ils ont agi sur son mentor japonais, cible apparemment plus facile à atteindre. Et peut-être même ont-ils bénéficié des bons conseils de ce qui reste de l'Armée rouge, comme pourrait le laisser penser l'arrestation, en juin 1996, à

Lima, de Yasuo Yoshimura, impliquée dans la prise d'otages à l'ambassade de France, à La Haye, en 1974. « En cavale » depuis lors, Yasuo Yoshimura a été extradée au Japon par les autorités péruviennes.

Quel que soit le dénouement de cette crise, Tokyo devra en tirer les leçons et constater que l'archipel n'est plus épargné par les conflits et les menaces. L'époque touche à sa fin où, derrière les États-Unis qui lui assuraient leur protection nucléaire, le Japon pouvait se retrancher derrière son pacifisme constitutionnel, se tenir en marge des crises et loucher en évitant la confrontation. L'archipel ne peut plus être un îlot de quiétude isolé du reste du monde et Tokyo prend soudainement conscience de la globalisation des menaces.

**TÊTE DE PONT**  
Depuis l'arrivée au pouvoir de M. Fujimori, Tokyo a fait du Pérou la tête de pont de sa présence en Amérique latine. Les liens avec un pays à forte immigration japonaise depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (100 000 péruviens sont d'origine japonaise) et la personnalité de M. Fujimori ont favorisé un renforcement de la coopération entre les deux pays. En dépit du virage autoritaire pris par le Pérou en 1992, Tokyo n'a jamais remis en cause ce soutien, au risque d'identifier son image à celle du régime.

Entre 1990 et 1994, le Japon a accordé 858 millions de dollars d'aide au Pérou et, lors de sa visite à Lima, en août, M. Hashimoto a promis

d'aide au développement. Sans renoncer à son pacifisme qui, quelles que soient les entorses passées et à venir, l'empêchera encore quelque temps de recourir à la force, le Japon ambitionne de peser d'un poids accru sur les orientations de la politique mondiale. Il brigue ainsi un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, mettant en avant l'aide au développement comme « grande » arme diplomatique. Avec un budget annuel de 10 milliards de dollars (plus de 53 milliards de francs), il est le plus important fournisseur d'aide aux pays en voie de développement.

L'alliance américaine le protège certes toujours au niveau stratégique, mais il est désormais directement menacé sur un autre plan: le terrorisme à l'intérieur avec l'attentat de la secte Aum Shinrikyo et le terrorisme à l'extérieur avec les attaques contre ses ressortissants disséminés outre-mer par l'expansion des entreprises nipponnes.

L'affaire de Lima contraint en outre Tokyo à repenser sa politique

pour les années à venir 600 millions de dollars supplémentaires, ce qui ferait du Pérou le premier pays bénéficiaire de l'assistance japonaise en Amérique latine.

Ces crédits sont consacrés à la réalisation de grands projets d'infrastructure et ne contribuent donc pas, à court terme du moins, à l'amélioration des conditions de vie d'une population dont la moitié vit dans l'extrême pauvreté. Ces grands projets étant gérés par les maisons de commerce nipponnes, le Japon a fait l'objet de plusieurs mises en garde voire de franches menaces de la part des guérilleros. En 1991, trois de ses coopérateurs ont été assassinés par des membres du mouvement maoïste Sendero lumbino.

Devant de tels événements, le Japon ne peut plus entretenir l'illusion de la neutralité de sa politique d'aide au développement. « Le terrorisme doit être éradiqué, mais il ne sera pas éliminé tant que ne sera pas apporté un remède aux situations qui l'engendrent », écrivait récemment l'*Asahi* dans une critique à peine voilée de la politique japonaise à l'égard du Pérou. Demain, en Chine ou en Birmanie, il risque de constater que sa politique d'aide n'y est guère plus dénuée d'implications politiques, ni de potentielles menaces pour ses ressortissants.

Philippe Pons

**PUBLICATION JUDICIAIRE**  
« Communiqué des Editions Robert LAFFONT et de Monsieur et Madame FREMY, éditeurs et auteurs du QUID 1997. Dans l'édition du QUID 1997, page 870, il est indiqué s'agissant du paragraphe relatif au financement du FRONT NATIONAL ce qui suit: « Comme il ne dirige aucune municipalité d'envergure, le FRONT NATIONAL utilise les réseaux occultes classiques (bureau d'études, fausses factures) ». Il est également fait référence au fait que Monsieur LE PEN, président du FRONT NATIONAL, aurait été légataire de Monsieur Pierre BRIFFAUT. Ces affirmations sont inexactes. »  
« Aussi, l'éditeur et les auteurs demandent aux lecteurs, afin de corriger l'erreur commise, de considérer qu'il faut lire aux lieu et place des paragraphes précités ce qui suit: « Financement: Le Front National n'utilise pas les réseaux occultes classiques... » d'une part et d'autre part de considérer que Monsieur LE PEN n'a jamais été légataire de Monsieur Pierre BRIFFAUT ».

**“UN MÉCANISME MONÉTAIRE AVEC L'EURO CONSTANT”**

**MOYEN D'UNE POLITIQUE DE RELANCE**

Proposé par le “Centre Jouffroy pour la Réflexion Monétaire” (fondé en 1974)  
88 bis rue Jouffroy d'Abbans 75017 Paris  
P.U.F. - 125 pages - 100 Frs

En vente en librairie

Condensé en 8 pages sur demande. Tél.: 01 48 22 10 50



سنة ١٩٩٧

le de l'année 1996

écrits en décembre  
une véritable relecture de 1996

La commission créée par le président Clinton a remis, le 7 janvier, son rapport final sur le mystère du « syndrome de la guerre du Golfe ». Elle juge « superficiels » les efforts initiaux du Pentagone, dans ses recherches sur la contamination possible par des armes chimiques de milliers de soldats de la guerre du Golfe en 1991.

La commission créée par le président Clinton a remis, le 7 janvier, son rapport final sur le mystère du « syndrome de la guerre du Golfe ». Elle juge « superficiels » les efforts initiaux du Pentagone, dans ses recherches sur la contamination possible par des armes chimiques de milliers de soldats de la guerre du Golfe en 1991.

La commission créée par le président Clinton a remis, le 7 janvier, son rapport final sur le mystère du « syndrome de la guerre du Golfe ». Elle juge « superficiels » les efforts initiaux du Pentagone, dans ses recherches sur la contamination possible par des armes chimiques de milliers de soldats de la guerre du Golfe en 1991.

La commission créée par le président Clinton a remis, le 7 janvier, son rapport final sur le mystère du « syndrome de la guerre du Golfe ». Elle juge « superficiels » les efforts initiaux du Pentagone, dans ses recherches sur la contamination possible par des armes chimiques de milliers de soldats de la guerre du Golfe en 1991.

La commission créée par le président Clinton a remis, le 7 janvier, son rapport final sur le mystère du « syndrome de la guerre du Golfe ». Elle juge « superficiels » les efforts initiaux du Pentagone, dans ses recherches sur la contamination possible par des armes chimiques de milliers de soldats de la guerre du Golfe en 1991.

La commission créée par le président Clinton a remis, le 7 janvier, son rapport final sur le mystère du « syndrome de la guerre du Golfe ». Elle juge « superficiels » les efforts initiaux du Pentagone, dans ses recherches sur la contamination possible par des armes chimiques de milliers de soldats de la guerre du Golfe en 1991.

La commission créée par le président Clinton a remis, le 7 janvier, son rapport final sur le mystère du « syndrome de la guerre du Golfe ». Elle juge « superficiels » les efforts initiaux du Pentagone, dans ses recherches sur la contamination possible par des armes chimiques de milliers de soldats de la guerre du Golfe en 1991.

## Triple exécution en Arkansas dans une quasi-indifférence

Quarante-cinq personnes mises à mort en 1996 aux Etats-Unis. Ce nombre devrait augmenter cette année avec la limitation des recours décidée par la Cour suprême

**WASHINGTON**  
de notre correspondant  
Le plus impressionnant dans les trois exécutions capitales qui se sont déroulées, dans la nuit du mercredi 8 au jeudi 9 janvier, dans la prison de Cummins (Arkansas), est moins le fait lui-même que l'absence de réactions l'accompagnant. Outre une soirée de prières à l'église locale, quelques dizaines de personnes s'étaient rassemblées, mercredi soir, devant le siège du gouvernement, à Little Rock, la capitale de l'Arkansas, un Etat du Sud pauvre, surtout connu parce que Bill Clinton en est originaire. Des membres des familles des condamnés, ainsi que quelques représentants des associations de défense des droits de l'homme, composaient ce maigre attroupement.

Les porteurs de pancartes « Pourquoi tuons-nous des gens qui tuent pour montrer que tuer est mal ? » se retrouvaient pour la troisième fois : trois exécutions, trois manifestations. Sur le plan national, rien. Mercredi soir, aucune des grandes chaînes de télé-

vision n'avait évoqué l'événement. Le lendemain, les principaux journaux l'ont ignoré. Earl Van Dorton (47 ans), Paul Ruiz (49 ans) et Kirt Wainwright (30 ans) ont été exécutés par piques léthales, l'un après l'autre. Le troisième est resté près d'une heure attaché, dans la « chambre de la mort », en attendant le résultat d'un ultime appel devant la Cour suprême.

**BANALISATION**  
Les deux premiers condamnés avaient passé dix-huit ans en instance d'exécution, leur condamnation ayant été remise en cause à trois reprises et leur exécution repoussée huit fois. Ils avaient été reconnus coupables d'un double meurtre de policiers et étaient soupçonnés de sept autres. Kirt Wainwright, lui, avait été reconnu coupable de l'assassinat d'une caissière, ce qu'il a toujours nié. Les autorités pénitentiaires avaient expliqué que la décision de grouper ces exécutions avait été prise pour réduire le « stress émotionnel » des employés de la prison, et le porte-parole du gouver-

neur de l'Arkansas avait précisé qu'il était « substantiellement moins coûteux et plus efficace » d'agir ainsi.

Les responsables locaux parlent d'expérience : une triple exécution avait eu lieu il y a deux ans et demi, dans la même prison. Il s'agissait alors d'une « première » depuis que la Cour suprême des Etats-Unis a rétabli la peine capitale, en 1976. Depuis cette date, l'Etat de New York est devenu, en 1995, le 38<sup>e</sup> Etat à appliquer le châtiment suprême. La quasi-indifférence qui a accueilli l'exécution des condamnés de l'Arkansas illustre la banalisation du phénomène : 45 personnes ont été exécutées en 1996, un chiffre en baisse sur 1995 (année record, avec 56 exécutions), mais qui, selon la plupart des spécialistes, devrait reprendre une courbe ascendante.

Le Congrès a en effet adopté, en avril 1996, des dispositions visant à limiter les possibilités d'appel des condamnés à mort. La volonté des législateurs était à la fois de désengorger les prisons et d'économiser les deniers publics en réduisant l'intervalle (en moyenne, de onze ans et deux mois, en 1995) qui sépare le verdict de l'exécution. La Cour suprême a confirmé, en juin 1996, que les condamnés ne pourront pas invoquer plus d'une fois l'habeas corpus devant la plus haute juridiction fédérale pour contester la sentence. Ces restrictions devraient avoir pour effet d'augmenter le rythme des exécutions des quelque 3 100 condamnés à mort qui attendent dans les prisons américaines.

## Le mystère du « syndrome de la guerre du Golfe » n'est pas élucidé

Les enquêteurs de la commission américaine ont critiqué le Pentagone

Une commission créée par le président Clinton a remis, le 7 janvier, son rapport final sur le mystère du « syndrome de la guerre du Golfe ». Elle juge « superficiels » les efforts initiaux du Pentagone, dans ses recherches sur la contamination possible par des armes chimiques de milliers de soldats de la guerre du Golfe en 1991.

**WASHINGTON**  
de notre correspondant  
Le Pentagone n'est pas prêt de se débarrasser du houllet que constitue le « syndrome de la guerre du Golfe ». Coup sur coup, un rapport officiel et une série de trois publications médicales relancent la controverse sur l'origine de cet ensemble de maladies dont souffrent quelque 80 000 anciens combattants ayant servi pendant la guerre du Golfe (sur 697 000 soldats), en 1990-1991.

Le premier est le fruit de seize mois de travail de la commission d'enquête créée en 1995 par Bill Clinton pour tenter de trouver une explication à ce phénomène. Les secondes sont publiées dans la prochaine livraison du *Journal of the American Medical Association* (JAMA). Or le moins qu'on puisse dire est que ces deux approches ne concordent pas.

**AU MOINS 20 000 VICTIMES**  
Après avoir longtemps nié à la fois l'existence, le caractère particulier des divers symptômes dont se plaignent les patients (maux de tête, nausées, troubles intestinaux, perte de mémoire, fatigue chronique, douleurs des articulations, etc.) et enfin le lien entre ces maladies et une possible contamination par des agents chimiques provenant de dépôts de munitions irakiens bombardés, le département de la défense a reconnu, en juin 1996, que des émanations de gaz innervants pourraient avoir affecté « un très grand nombre » de soldats.

Combien exactement ? Nul ne le sait avec certitude, mais la dernière estimation du département

de la défense est d'au moins 20 000 hommes.

Curieusement, les experts de la commission présidentielle critiquent vertement l'attitude du Pentagone, sans pour autant épouser sa thèse - pourtant avancée avec prudence - selon laquelle des soldats ont pu être exposés aux émanations provenant de la destruction, en mars 1991, des armes chimiques du dépôt de Kamisayah, situé dans le sud de l'Irak.

La commission estime que le refus du Pentagone, jusqu'à une date récente, de financer la moindre étude sur le « syndrome de la guerre du Golfe », a rendu un « mauvais service » aux soldats concernés, ainsi qu'au public américain en général, et ajoute que les efforts initiaux entrepris pour chercher la vérité furent « superficiels et dépourvus de crédibilité ». La présidente de cette commission, le docteur Joyce Lashof, espère cependant que ceux-ci permettront de « restaurer la confiance du public dans l'enquête gouvernementale sur d'éventuels incidents d'exposition à des agents chimiques ».

**STRESS OU PESTICIDES**  
A ce stade, les experts soulignent qu'ils n'ont trouvé aucune « preuve » autorisant à faire un tel rapprochement et ajoutent qu'il est « improbable » que les maladies en question puissent avoir été provoquées par l'une des causes les plus souvent mentionnées : pesticides, agents biologiques ou chimiques, fumées toxiques, enfin absorption de pilules de pyridostigmine, une substance destinée à contrer les effets des gaz innervants. Tout en assurant que le « stress du champ de bataille » est probablement un facteur important, la commission conclut que des études supplémentaires sont nécessaires.

Les prudentes conclusions de la commission présidentielle sont, d'autre part, fort étonnantes de celles des spécialistes du JAMA. Les maladies liées à la guerre du Golfe « sont réelles », a souligné, mercredi 8 janvier, le professeur Robert Haley, responsable de ces études réalisées au Centre médical de l'université du Texas, à Dallas, et elles ont été causées par « une exposition d'un ensemble d'agents innervants peu dangereux et d'autres produits chimiques », comme les pesticides. En tout état de cause, a-t-il ajouté, elles ne sont pas le résultat du stress, mais celui de trois syndromes différents, ayant provoqué chez les patients « de légers dommages au cerveau, à la moelle épinière et aux nerfs ».

En prolongeant de neuf mois le mandat des experts de la commission présidentielle, Bill Clinton a voulu à la fois couper court aux critiques qui ont salué leurs conclusions mi-chèvre, mi-chou et maintenir en place un organisme dont le rôle implicite est de veiller à ce que le Pentagone n'abandonne pas ses recherches. Le chef de la Maison Blanche ne pouvait guère mieux souligner que, sur ce point, la détermination du département de la défense n'est pas au-dessus de tout soupçon, et que le mystère du « syndrome de la guerre du Golfe » demeure entier.

Laurent Zecchini

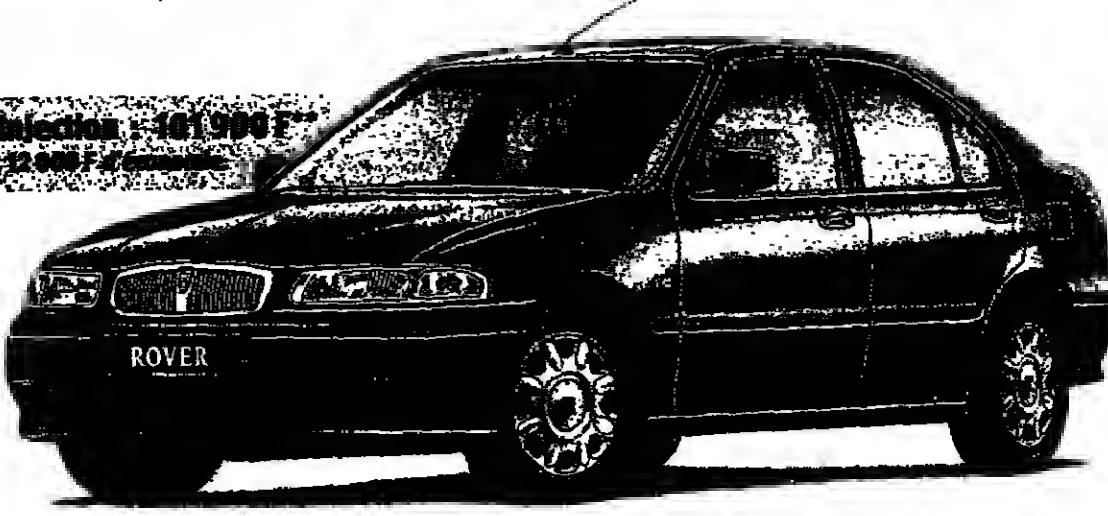
### Le Vatican dénonce l'« idolâtrie de la vengeance »

Comme pour rompre avec l'indifférence de l'opinion américaine, l'*Osservatore Romano*, le quotidien du Vatican, a vigoureusement protesté, jeudi 9 janvier, contre la triple exécution dans l'Arkansas. « 1997 s'ouvre avec une triple exécution. Les protestations et les prises de position n'ont servi à rien », déplore-t-il, avant d'ajouter : « Conserver la peine de mort et l'appliquer signifie idolâtrer la vengeance et relativiser à tout prix le droit à la vie. » Même si les textes officiels de l'Eglise catholique n'excluent pas le maintien de la peine de mort, dans les cas de « nécessité absolue » et au nom de la « légitime défense » de la société, Jean Paul II est intervenu à plusieurs reprises pour tenter de sauver des condamnés à mort. Le 13 décembre, il a demandé la grâce de Joseph O'Dell en Virginie, à qui la Cour suprême a accordé un délai.

# ROULEZ COMME UN LORD ANGLAIS. PAYEZ COMME UN BON ÉCOSSAIS.

## CHEZ ROVER, LE TURBO-DIESEL AU PRIX DE L'ESSENCE\*, DU 1<sup>ER</sup> AU 31 JANVIER 1997.

Rover 420 Turbo Diesel Injection - 40 990 €  
en plus de 312 900 € TTC 2007 € d'assurance



\*PRIX DU MODÈLE PRÉSENTÉ, SOIT LA ROVER 420 D 4 OU 5 PORTES AU LIEU DE 43 900 € TARIF AU 4/500 € KM 97. TURBO-DIESEL À INJECTION OBJECTE 84 CH. CEE. DIRECTION ASSISTÉE. COUSSIN GONFLABLE DE SÉCURITÉ CONDUCTEUR. ALARME ANTIVOL PÉRIMÉTRIQUE ET VOLUMÉTRIQUE ET CONDAMNATION CENTRALE DES PORTES AVEC COMMANDE À DISTANCE. LÈVE-VITRES ÉLECTRIQUES À L'AVANT. RONCE DE ROVER. VOLANT RÉGLABLE EN HAUTEUR. PRÉ-ÉQUIPEMENT

RADIO, DOSSIER DE BANQUETTE ARRIÈRE RABATTEBLE 60/40. \* L'OFFRE TURBO-DIESEL AU PRIX DE L'ESSENCE EST VALABLE DU 1<sup>ER</sup> AU 31 JANVIER 1997. SUR LES MODÈLES IDENTIFIÉS ET DISPONIBLES EN CONCESSION : ROVER 420 D 4 OU 5 PORTES AU PRIX DE LA ROVER 414 4 OU 5 PORTES - ROVER 420 Di 4 TU 5 PORTES AU PRIX DE LA ROVER 416 4 OU 5 PORTES - 3615 ROVER 1200i 4. ROVER CONSEILLE CASTROL.





هذا من الشرح

6

## FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 11 JANVIER 1997

**SOCIAL** La revendication de la retraite à cinquante-cinq ans, satisfaite pour les chauffeurs routiers en décembre, tend à se répandre dans d'autres catégories. Les syndicats

des transports urbains ont lancé un mot d'ordre de grève sur ce thème pour le 24 janvier. Les confédérations, qui ne l'inscrivent pas parmi leurs objectifs généraux, constatent

que cette idée devient populaire parmi leurs adhérents. **PLUSIEURS PROFESSIONS** bénéficient déjà du droit à la retraite avant l'âge légal - soixante ans - en raison de la pén-

bilité du travail ou de traditions anciennes. Cependant, dans le secteur privé, l'allongement de la durée de cotisation a pour effet de retarder la cessation d'activité. **L'EXTENSION**

de la retraite à cinquante-cinq ans poserait de redoutables problèmes financiers et risquerait d'aggraver le conflit entre les jeunes générations, qui cotisent, et les plus âgées.

# La retraite à cinquante-cinq ans devient une idée populaire

Le succès des camionneurs, qui ont obtenu en décembre de pouvoir cesser leur activité avant l'âge légal, fait des envieux dans d'autres professions. Les salariés des transports urbains reprennent cette revendication, pour laquelle ils avaient commencé à se mobiliser fin 1995

**LA RETRAITE** à cinquante-cinq ans fait rêver. Réunis mardi, les six syndicats CFDT, FO, CGT, CFTC, FNCR (autonomes) et CFE-CGC du transport urbain ont décidé d'appeler à une grève nationale dans les transports urbains, vendredi 24 janvier, pour réclamer, notamment, cette mesure. Dans un communiqué commun, elles expliquent qu'elles ont constaté, chez leurs adhérents, « une forte volonté d'agir sur la retraite à cinquante-cinq ans, l'organisation du travail et la réduction massive de la durée à trente-

cinq heures, voire trente-deux heures par semaine, sans perte de salaire, avec créations d'emplois stables ».

Déjà, en novembre et en décembre, dans la foulée du conflit des camionneurs, des arrêts de travail avaient eu lieu dans les transports publics de plusieurs grandes villes comme Marseille, Toulouse et Rouen. Le 17 décembre, la journée de grève organisée dans les transports publics régionaux avait été fortement suivie. Paris et l'Île-de-France n'avaient pas été touchés et ne devraient pas l'être, non plus, par la grève du 24 janvier, car les agents de la RATP partent déjà à la retraite à cinquante-cinq ans. Les convoyeurs de fonds, qui avaient menacé de faire grève le 22 décembre, ont obtenu satisfaction, mais l'Etat doit encore donner son avis.

### Le précédent des chauffeurs-routiers

Au terme de douze jours de grève et de blocage des routes, les chauffeurs-routiers ont obtenu, le 29 novembre 1996, la retraite à cinquante-cinq ans. Le « congé de fin d'activité » permet aux camionneurs âgés d'au moins cinquante-cinq ans et ayant conduit pendant vingt-cinq ans un véhicule de plus de 3,5 tonnes de partir en retraite avec 75 % de leur dernier salaire brut. Il s'agit d'un complément au régime de retraite à soixante ans de la profession.

De cinquante-cinq à cinquante-sept ans et demi, le financement de cette préretraite est assuré par une cotisation spécifique, prise en charge à 60 % par la part patronale et à 40 % par les salariés. Ensuite, jusqu'à soixante ans, l'Etat prend en charge 60 % du salaire antérieur, les cotisations les 15 % restants. Cette préretraite, applicable le 31 mars pour les chauffeurs de transport de marchandises, doit être étendue aux chauffeurs de transport de voyageurs le 1<sup>er</sup> juillet.

### A CONTRE-COURANT

Obtenue par les chauffeurs-routiers après les douze jours d'un conflit (18 novembre-29 novembre) qui avait paralysé une grande partie du pays, la retraite à cinquante-cinq ans après vingt-cinq années de conduite, avec à la clé l'embauche d'un jeune pour compenser chaque départ, fait des envieux. Dans les centrales syndicales, dans leurs fédérations et dans leurs unions départementales, on constate que cette idée est en train de germer et de gagner en ampleur parmi les salariés qui connaissent des conditions de travail pénibles. Elle faisait partie, par exemple, des revendications des travailleurs postés des industries pétrolières, qui se sont tues en grève à plusieurs reprises en décembre.

Un sondage de l'institut BVA pour la radio BFM, publié le 7 janvier, mesure ce nouvel engouement. Réalisé avant Noël auprès de



sept cent quatre-vingt-huit personnes de dix-huit ans et plus, il révèle que six Français sur dix estiment qu'il faut abaisser « l'âge de la retraite à cinquante-cinq ans » pour tous « afin de créer des nouveaux emplois ». Un tiers expriment un avis contraire, estimant que « cela aggraverait le problème du financement des retraites ». Parmi les partisans de la retraite à cinquante-cinq ans pour tous, on retrouve les salariés du secteur public (favorables à 79 %), les chômeurs et les jeunes de vingt-cinq à trente-quatre ans (favorables à 73 %). Deux tiers des salariés du privé et 59 % des indépendants partagent le même avis.

Devant cet élan de sympathie, le message que le chef de l'Etat a tenu à faire passer, jeudi 9 janvier, après de l'opinion publique, lors de la cérémonie des vœux aux forces vives, paraît singulièrement à contre-courant. Jacques Chirac a

rappelé, en effet, que « le poids du fonctionnement et de l'animation de la société ne peut reposer exclusivement sur une frange de plus en plus réduite d'actifs prise entre deux groupes grandissants : celui des jeunes et celui des retraités ».

### « Nous sommes tous des Coréens du Sud ! »

Après avoir reçu tous les syndicats, Jacques Barrot, ministre du travail, a cherché jeudi à rassurer les syndicats sur la flexibilité du travail et les stages diplômants pour les jeunes. Nicole Notat a demandé au ministre de nommer une personnalité indépendante pour déterminer si, comme l'assure le patronat, les conditions d'embauche et de licenciement sont trop rigides en France. Selon la secrétaire générale de la CFDT, il s'agit d'« un principe que les entreprises mettent en avant pour ne rien faire sur l'emploi ». Pour Louis Vianet, « même s'il ne veut pas employer le mot flexibilité, les pistes de réflexion (du ministre) sont bel et bien conformes aux revendications du CNPF ». Le secrétaire général de la CGT a cependant trouvé M. Barrot « assez prudent » sur la suite à donner à ces propositions. « Nous sommes tous des Coréens du Sud ! », a lancé Alain Delen, président de la CFTC, faisant allusion à la lutte des syndicats sud-coréens contre une loi sur la flexibilité du travail.

Ce décalage avec les aspirations partagées des salariés n'est pas seulement le fait du président de la République. La revendication de la retraite à cinquante-cinq ans prend à contrepied, en effet, l'ensemble des confédérations syndicales, de la CFTC à la CGT. Elle n'est contenue dans les cahiers revendicatifs d'aucune centrale, alors que la retraite à soixante ans avait été un leitmotiv syndical jusqu'à ce qu'elle soit instaurée par la gauche en 1982.

### L'EXEMPLE DE L'ETAT

Lorsqu'Alain Juppé avait voulu, en novembre 1995, introduire des modifications dans les régimes spéciaux de retraite du secteur public et l'aligner sur celui en vigueur dans le privé, les salariés de l'Etat s'étaient mobilisés contre cette réforme. Cependant, FO et la CGT sont seules à souhaiter revenir sur la réforme des retraites adoptée, en 1993, pour les salariés du privé et qui porte progressivement de trente-sept annuités et demie à quarante annuités la durée de cotisation requise pour avoir droit à une retraite à taux plein.

L'aspiration à un nouvel abaisse-

ment de l'âge de la retraite est dans l'air du temps. Déjà, parmi les pays occidentaux, la France est celle dont le taux d'activité des personnes âgées de cinquante-cinq à soixante-cinq ans est le plus faible. 38,7 % des hommes de cette classe d'âge sont encore en activité en 1995, contre 43 % en 1993 et 75 % en 1970. L'Etat et les entreprises publiques ont donné l'exemple en poussant leurs agents vers la sortie avant soixante ans, afin de rééquilibrer les pyramides des âges. A France Télécom, Michel Bon a signé, en juin 1996, un accord qui met en place un programme de préretraite à partir de cinquante-cinq ans. Un accord similaire a été signé à la RATP.

Les entreprises du privé ne sont pas en reste. Le médiateur qui a été chargé d'instruire la requête conjointe des PDG de Renault et de PSA pour se séparer de quarante mille ouvriers de plus de cinquante ans devrait remettre son avis très prochainement. Le gouvernement a déjà refusé, en revanche, la demande de la Fédération nationale du bâtiment, qui souhaitait se séparer de trente mille salariés de plus de cinquante-cinq ans.

Enfin, l'accord signé le 6 septembre 1995 par tous les partenaires sociaux, qui a mis en place l'ARPE (Allocation de remplacement pour l'emploi) n'est pas étranger à ce nouvel état d'esprit. Ce dispositif, reconduit lors de la reconfiguration Unedic, en décembre, permet aux salariés ayant cotisé quarante ans à la Sécurité sociale de prendre leur retraite à partir de cinquante-cinq ans et demi. Il compte déjà soixante mille bénéficiaires, pour un coût de 9 milliards de francs.

Alain Beuve-Méry

## Jacques Chirac veut réduire les conflits par la médiation

LANCÉS par Jean Gandois dans un entretien au Monde du 3 décembre, repris par Jacques Chirac à la télévision le 12 décembre, les stages diplômants tiennent la vedette. Ils étaient au cœur des discussions qui ont suivi la cérémonie de vœux des forces vives, jeudi 9 janvier, à l'Elysée. Ils ont été le sujet de la première interpellation du président de la République au cours des poignées de main qui ont suivi l'échange de discours : Marc Blondel, secrétaire général de FO, s'est avancé pour demander à M. Chirac qu'il intervienne afin que les débats en cours sur ces stages ne soient pas cantonnés aux milieux patronaux et gouvernementaux. L'expérience malheureuse du contrat d'insertion professionnelle (CIP) et son cortège d'ombres balladurienues flottaient dans l'atmosphère.

M. Chirac venait de déplorer, dans son discours, l'existence « d'un profond déficit de dialogue social », facteur de « crises qui secouent parfois notre pays », et de dénoncer la propension de la société française « à privilégier l'affrontement pour surmonter ses contradictions ». C'est pour conjurer ce travers naturel qu'il a demandé au gouvernement de confier au Conseil économique et social une mission « sur le rôle de la médiation dans les conflits sociaux ».

Parmi les responsables patronaux, syndicaux et associatifs réunis à l'Elysée, on relevait une absence de marque : Louis Vianet, secrétaire général de la CGT, retenu par une réunion de sa commission exécutive, avait décidé de se dispenser des vœux présidentiels.

C'est vers Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, que M. Chirac s'est tourné pour ouvrir le buffet.

Ils ont fait une halte devant Jean Gandois, président du CNPF, entouré des présidents de sa commission sociale : l'ancien, Arnaud Leenhardt, et le nouveau, Didier Pineau-Valencienne. La discussion a inévitablement porté sur les stages diplômants, le chef de l'Etat exprimant le souhait que cela ne crée pas « de la dynamite ». En position satellite, les présidents de la CFTC et de la CFE-CGC, Alain Deleu et Marc Vilbeneff, ainsi que le secrétaire général de l'Unsa, Alain Olive, gravitaient autour du cercle. Distant d'une quinzaine de mètres, assis et noyé sous les micros, M. Blondel répondait aux questions des journalistes.

Pouria Amirshahi, président de l'UNEF-ID, était aussi très sollicité. En grande discussion avec M. Pineau-Valencienne, puis avec Michel Deschamps, secrétaire général de la FSU, il a été happé par M. Blondel pour recommencer une conversation avec M. Pineau-Valencienne en compagnie de M. Chirac et de Fodé Sylla. Pendant ce temps, M. Notat devisait avec Jean-Pierre Denis, secrétaire général adjoint de la présidence, tandis qu'Edmond Maire, ancien « patron » de la CFDT, expliquait que, de toutes les cérémonies des vœux auxquelles il avait assisté, celle-là était la plus réussie.

A. B.-M.

## Les « traminoles » toulousains sur les traces des camionneurs

### TOULOUSE

de notre correspondant

Un mois après le conflit qui avait paralysé les autobus de l'agglomération toulousaine pendant huit jours, les syndicats de la Semvat menaçaient de débrayer de nouveau jeudi 9 janvier. Les discussions menées, jusque tard dans la soirée de la veille, entre la direction de la société des transports en commun et l'intersyndicale CGT-CFDT-FO, constituée en décembre, ont finalement permis d'éviter la grève.

Le préavis déposé par les syndicats avait pour but de peser sur la négociation, qui porte sur l'instauration des trente-cinq heures. Le principe est acquis, mais il reste à régler les modalités pratiques. L'accord signé le 10 décembre entre les collectivités locales qui financent la Semvat (mairie de Toulouse, conseil général de la Haute-Garonne et cinquante-deux communes de l'agglomération) devrait déboucher sur la création de cent cinquante emplois, et la facture ne pas excéder les 5 millions de francs grâce à la mobilisation des

crédits de l'Etat permisses par la « loi Robien ».

Au-delà du montage financier, ce sont les journées de repos supplémentaires qui intéressent surtout les quelque neuf cents conducteurs. Leurs revendications portaient moins, en effet, sur la création d'emplois que sur l'amélioration des conditions de travail des « rouleurs », qui se plaignent d'avoir un seul jour de congé par semaine, des semaines de près de cinquante heures selon les « roulements », et de subir le stress de la circulation en ville et des agressions.

### UN ACCORD PERDU

C'est au nom de la pénibilité de leur travail que les conducteurs avaient choisi d'embarquer le pas aux chauffeurs-routiers en décembre. Outre les trente-cinq heures, la retraite à cinquante-cinq ans figurait en bonne place dans leurs demandes, mais ils n'en faisaient pas un préalable à la reprise du travail : la question devait en effet être évoquée au plan national, quelques jours plus tard, lors d'une

réunion de l'ensemble des sociétés de transport urbain.

Pour les syndicats, il s'agissait d'obtenir du directeur qu'il défende cette mesure lors de la réunion de l'Union des transports publics, le 17 décembre. La direction de la Semvat s'était engagée, de fait, à « appliquer immédiatement toute mesure sur la retraite à cinquante-cinq ans qui serait décidée au plan national ». L'intersyndicale avait obtenu, aussi, le soutien de Lionel Joshy et des élus socialistes du conseil général.

Pour les « traminoles », c'est une demande ancienne et un acquis perdu. Le secrétaire de section FO, Michel Puema, se souvient que les conducteurs bénéficiaient de cette mesure en 1958. C'était à l'époque du tramway, alors que les traminoles avaient le même régime que les cheminots. De cette époque, ils n'ont conservé que la médaille du Chemin de fer, toujours distribuée à cette époque des métros sans conducteur.

Stéphane Thépot

## Les jeunes pourraient se lasser de payer pour les pensions des plus âgés

**LA RETRAITE** à cinquante-cinq ans est la dernière revendication en date de certaines organisations syndicales, même si elle ne figure dans les cahiers de doléances d'aucune des grandes confédérations. Cette exigence, justifiée pour quelques professions particulièrement pénibles, va à l'encontre des



tendances lourdes de la démographie, marquées par l'accroissement de l'espérance de vie d'un trimestre par an depuis plusieurs années. « La chute de la mortalité aux âges élevés est un phénomène récent qui va se poursuivre, tant sont grandes les ré-

serves de boîtes disponibles », observe l'Institut national d'études démographiques (Ined) dans son bulletin de juin 1995.

Fruit de l'histoire sociale, l'âge légal d'ouverture des droits à pension, qui ne correspond pas toujours à l'âge effectif de cessation d'activité, est différent selon les catégories sociales. Les professionnels libéraux partent à soixante-cinq ans. Salariés du privé, agents du secteur public, agriculteurs, artisans, commerçants et industriels peuvent cesser leur activité à soixante ans mais, dans le privé, il faut avoir aujourd'hui trente-huit ans et un trimestre de cotisations pour pouvoir bénéficier de la retraite à taux plein. Les fonctionnaires ayant au moins quinze ans d'activité, les agents d'EDF, de la

Banque de France, de la RATP et de la SNCF (hors conducteurs), les marins (parfois à cinquante-deux ans et demi), les mineurs et les personnels techniques de l'Opéra de Paris et de la Comédie française peuvent partir à cinquante-cinq ans.

### EMPLOI ET RETRAITE

Cette limite tombe à cinquante ans pour les chanteurs de l'Opéra, les actrices de la Comédie-Française, ainsi que les marins et les personnels rouliers ou d'entretien de la RATP et de la SNCF ayant vingt-cinq ans de service, les officiers après quinze à vingt-cinq ans d'activité, les mineurs avec vingt années de fond. Il n'y a pas d'âge minimal pour les mères d'au moins trois enfants ayant quinze ans de service dans la fonction

publique, à EDF, à GDF, à la Banque de France, ni pour les militaires (non officiers) ayant quinze ans de service.

Généraliser la retraite à cinquante-cinq ans est-il raisonnable ? Le président (CCG) de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse affirmait dans le mensuel Notre temps : « A l'échéance 2015, je ne pense pas que l'on puisse rester sur la notion d'une retraite à taux plein à soixante ans ». Au-delà de 2005, ajoutait Jean-Luc Cazettes, le régime de base des salariés nécessitera « un relèvement de cotisations » et « peut-être une remise en cause » de l'âge de la retraite. La situation des régimes complémentaires n'est pas plus florissante, et l'équilibre de l'Arcco et de l'Agirc est loin d'être assuré d'ici à 2005.

La retraite à cinquante-cinq ans traitait aussi à contre-courant des mesures prises dans tous les pays industrialisés, confrontés, comme la France, au vieillissement de leur population. La plupart ont fixé l'âge de la retraite à soixante-cinq ans, comme aux Etats-Unis, en Allemagne (soixante-sept ans pour certains), au Canada, au Royaume-Uni, au Japon, en Suède ou en Espagne. Lors d'un colloque récent, le nouveau directeur général de l'Arcco, Jean-Jacques Maretre, déclarait qu'en France « l'équilibre dans les conditions actuelles des régimes serait atteint, compte tenu de la pyramide des âges, si la durée du travail était portée jusqu'à soixante-sept ou soixante-huit ans ».

Les partisans de la retraite à cin-

quante-cinq ans mettent en avant le fait, justifiant leur demande par l'urgence de faire reculer le chômage. Comme si la bonne marche de l'économie se résumait à un simple système de vases communicants ! Or la France détient deux records : le taux d'emploi des personnes de cinquante-cinq à soixante-cinq ans est le plus bas d'Europe et l'un des taux de chômage des jeunes les plus élevés. Sous couvert de solidarité entre les générations, une telle réforme risquerait de générer un conflit entre les générations, les actifs refusant de payer des cotisations, devenues confiscatoires, pour financer les pensions des retraités.

Jean-Michel Bezat



سجل من السجل

FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 11 JANVIER 1997 / 7

## Les instances nationales du RPR refusent leur soutien à Xavier Dugoin

Le président du conseil général de l'Essonne n'a pas obtenu le vote qu'il espérait

Au cours d'une réunion exceptionnelle du comité départemental du RPR de l'Essonne, jeudi 9 janvier, Xavier Dugoin a été privé de la motion de

soutien qu'il espérait, en raison d'un lâchage des instances nationales du mouvement néogaulliste. Mis en examen, le président du conseil général

organise, par ailleurs, sa défense en écrivant à ses collègues dans toute la France, aux élus locaux, à ses administrés et aux « compagnons » du RPR.

ÉVRY de notre correspondant

Xavier Dugoin ne commencerait-il pas à exaspérer sérieusement son mouvement, le RPR ? Le déroulement de la réunion exceptionnelle du comité départemental de l'Essonne du parti néogaulliste, convoquée jeudi 9 janvier, dans la soirée, à Palaiseau, pourrait conduire à le penser. Mis en examen pour détournement de fonds publics, M. Dugoin, qui espérait y obtenir le vote d'une motion de soutien « au groupe RPR du conseil général et à son président », c'est-à-dire lui-même, s'est fait purement et simplement lâcher. En ouvrant la séance, le député Jean Marsaudon, surnommé « le bureau de Savigny », a foncé tête baissée : « J'ai reçu des instructions du président de mon groupement pour qu'aucune motion de soutien au conseil général ne soit votée, et pour qu'aucune réunion RPR n'ait lieu, à moins qu'elle ne soit désirée par le député de la circonscription. » Il répondait à la campagne de soutien que M. Dugoin avait d'ores et déjà programmée : une trentaine de réu-

nions cantonales. Pour contrer le « terrorisme médiatico-judiciaire » dont il se dit la victime, M. Dugoin voulait, en effet, engager une campagne locale de soutien à sa personne qu'il a, sans attendre, doublée d'une énorme campagne d'explication par voie postale en direction de ses collègues élus. Mis en examen dans l'affaire du rapport commandé à Xavier Tibéri, le sénateur Dugoin a écrit aux présidents de conseils généraux de France et de Navarre pour dénoncer « le matraquage et la désinformation systématique qui s'exerce sur la collectivité » qu'il a « l'honneur de présider ». Il avait fait de même avec les présidents de conseils régionaux. Il a écrit aussi à tous les élus de l'Essonne, ainsi qu'aux administrés du canton de Janvry, dont le conseiller général, Christian Shoett, est le chef de file des « révoltés » non incrimés.

Les électeurs de Nemery, commune dont M. Dugoin est maire, n'ont pas échappé à cette débâche épistolaire. Pas plus que les « compagnons » locaux du RPR. Pour ces derniers, M. Dugoin dresse

la liste de tous les parlementaires, conseillers généraux et régionaux du parti ayant soutenu lors de la difficile épreuve du vote du budget (Le Monde des 20 décembre et 24 décembre 1996). Jean-Louis Campeiron, second vice-président, déjà incriminé au moment de ce vote, figure dans la liste, au même titre que Jean de Boissieu, rival déclaré de M. Dugoin. Odile Motin, qui a donné sa démission du poste de présidente du groupe RPR de l'Assemblée départementale.

« CONTRE-VÉRITÉ ABSOLUE »

Trois heures de débats houleux au comité départemental n'ont pas permis à M. Dugoin de sortir de l'ornière. Pour le soutenir, il ne reste que la « vieille garde », les plus de soixante-dix ans, et les ruraux, dont les cantons se trouvent sur les circonscriptions du Sud, plus favorables au RPR. « Ils étaient tous au premier rang pour le soutien. On avait l'impression d'être au Kremlin ! », souligne un membre du comité. Nouvelle ébauche RPR - elle vient de quitter le Mouvement pour la

France de Philippe de Villiers -, le député européen Anne-Christine Poisson a suggéré que, faute de motion du comité départemental, le soutien ne soit voté que par les quatorze élus RPR du conseil général. Une invitation déclinée par le plus jusqu'au-bouriste des insurgés, le maire de Brunoy, Laurent Bételle. Au cours de ce « happening », M. Dugoin a réaffirmé que les dirigeants du mouvement néogaulliste s'opposaient à sa démission de la présidence de l'Assemblée départementale, un assertion démentie au siège parisien du RPR et qualifiée de « contre-vérité absolue », cette décision, dit-on, ne concernant que M. Dugoin lui-même.

Incarcéré depuis le 4 décembre 1996 à la maison d'arrêt des femmes de Fleury-Mérogis pour une affaire de salaires fictifs, Marie Bara, directrice-adjointe du cabinet de M. Dugoin, a obtenu, jeudi soir, sa mise en liberté, qui devait intervenir vendredi. Elle a acquitté une caution de 150 000 francs.

Sylvia Maric

## Le chef de l'Etat réaffirme les « valeurs républicaines »

JACQUES CHIRAC a affirmé, jeudi 9 janvier, à l'occasion de la cérémonie des vœux à la presse, que « le racisme et la xénophobie, qui sont tout à fait à l'inverse du génie français, n'auront jamais une place dans notre société ». Le président de la République a souhaité que la France « retrouve et réaffirme ses valeurs, son identité ». « Ce qui rassemble les Français, c'est un socle de valeurs communes, de valeurs républicaines, qui parfois ont tendance à être aujourd'hui mal transmises », a-t-il observé. Parmi ces valeurs, le chef de l'Etat a cité « la laïcité », « la solidarité », « la morale républicaine » et « l'éthique de responsabilité ».

## Jean Arthuis prend la défense de la direction du Trésor

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES, Jean Arthuis, a pris la défense, jeudi 9 janvier, de la direction du Trésor. « Je réprovoque la mise en cause publique d'agents », a-t-il indiqué, soulignant qu'il s'agissait d'une « administration loyale et disciplinée » et que « le Trésor regroupe des compétences et des talents incontestables ». Cette prise de position intervient alors que la direction du ministère des finances traverse des jours troubles (Le Monde du 3 janvier). Pratiquement accusés d'être en partie responsables des cafouillages dont les dossiers du Crédit lyonnais, du GAN-CIC ou de Thomson ont fait l'objet, nombre de hauts fonctionnaires de Bercy - astreints à l'obligation de réserve et donc dans l'incapacité de répondre aux critiques - ont souvent très mal vécu de ne pas être défendus par le gouvernement.

DÉPÊCHES

■ **SONDAGES** : les deux responsables de l'exécutif regagnent un peu du terrain perdu dans l'opinion depuis le début de l'automne, selon la dernière enquête de Louis-Harris, réalisée le 2 janvier auprès d'un échantillon national de 1 002 personnes pour *Valeurs actuelles* (daté 10-16 janvier). Le président de la République enregistre 32 % de bonnes opinions (+ 3 points), contre 60 % d'opinions négatives. Quant au premier ministre, il progresse de 6 points, avec 26 % de bonnes opinions, 67 % des personnes interrogées étant d'avis contraire.

■ **ÉPARGNE-RETRAITE** : Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, a déclaré, jeudi 9 janvier, que « le gouvernement doit faire la preuve de sa sincérité sur le fait que les fonds de pension sont bien un troisième étage de retraite et ne grignotent pas les deux autres étages » (retraites de base et complémentaire). La CFDT ne participera pas à la conférence de presse, le 13 janvier, de la CFE-CGC, de la CGT, de FO et de la CFTC, qui s'opposent à la proposition de loi sur l'épargne-retraite.

■ **SYNDICATS** : la direction de l'administration pénitentiaire ainsi que la CFDT et la CGT ont contesté, jeudi 9 janvier, devant le tribunal de grande instance de Toulon (Var), la qualité de syndicat à Force nationale pénitentiaire (FNP) (Le Monde du 13 décembre 1996). Les plaignants ont souligné que le siège et les statuts du FNP sont identiques à ceux de Front national pénitentiaire, auquel le tribunal de grande instance de Montpellier (Hérault) avait refusé, le 17 décembre 1996, la qualité de syndicat (Le Monde du 19 décembre 1996). Le jugement sera rendu le 23 janvier.

■ **JUSTICE** : la commission chargée de la réforme de la Justice devra rendre ses conclusions « dans quatre, cinq, six mois », a déclaré Jacques Chirac, jeudi 9 janvier, lors des vœux à la presse. Le chef de l'Etat a confirmé qu'il installerait cette commission d'ici à la fin de janvier.

■ **PARIS** : Jean-Marie Le Guen, premier secrétaire fédéral de Paris du Parti socialiste, a estimé, jeudi 9 janvier sur Radio J, qu'« il faudrait que Jacques Chirac puisse être amené à s'interroger notamment sur son parti, le RPR, qui a été constitué autour de la Mairie de Paris ». Pour M. Le Guen, l'ouverture d'une information judiciaire par le parquet de Paris visant Mme Louise-Yvonne Casseta, ancienne trésorière officielle du RPR (Le Monde du 10 janvier), « illustre la décomposition d'un système politique » basé « pendant des années sur le financement occulte, généralisé, et une pratique clientéliste ».

## Didier Schuller formule des accusations contre Patrick Balkany

EN FAISANT APPEL de sa condamnation par le tribunal de Nanterre (Hauts-de-Seine) à quinze mois de prison avec sursis, 200 000 francs d'amende et deux ans d'interdiction pour agression, Patrick Balkany, qui avait utilisé trois employés municipaux à des fins personnelles, pensait plaider sa bonne foi. Il espérait surtout voir disparaître la peine d'interdiction, qui mettrait un terme prématuré à sa carrière politique. C'était compter sans Didier Schuller, en fuite depuis bientôt deux ans : l'ancien directeur de l'Office départemental HLM et ancien conseiller général (RPR) de Clichy s'est brusquement rappelé au bon souvenir de ses anciens amis en faisant porter le 6 janvier, par ses avocats, une lettre aux juges Portelli et Vandingenen.

Dans cette missive, publiée par L'Express (daté 9-15 janvier), M. Schuller, qui se plaint d'être « un bouc émissaire », se dit prêt à « aider la justice ». Il donne une première preuve de sa bonne volonté en accusant M. Balkany, député (RPR) des Hauts-de-Seine et ancien maire de Levallois-Perret, d'avoir recruté et fait salarier, en 1994 et 1995, sur le compte de l'Office HLM des Hauts-de-Seine,

« le capitaine du yacht Verseyse-II, alors propriété du président et de son épouse ». « Ce marin n'a jamais mis les pieds à l'Office départemental, ni à Levallois, ni dans aucune de ses annexes des Hauts-de-Seine, ajoute-t-il. Son traitement mensuel d'agent de l'Office départemental HLM était versé sur son compte dans le Var en provenance de la trésorerie principale ».

RÉQUISITOIRE SUPPLÉMENTAIRE

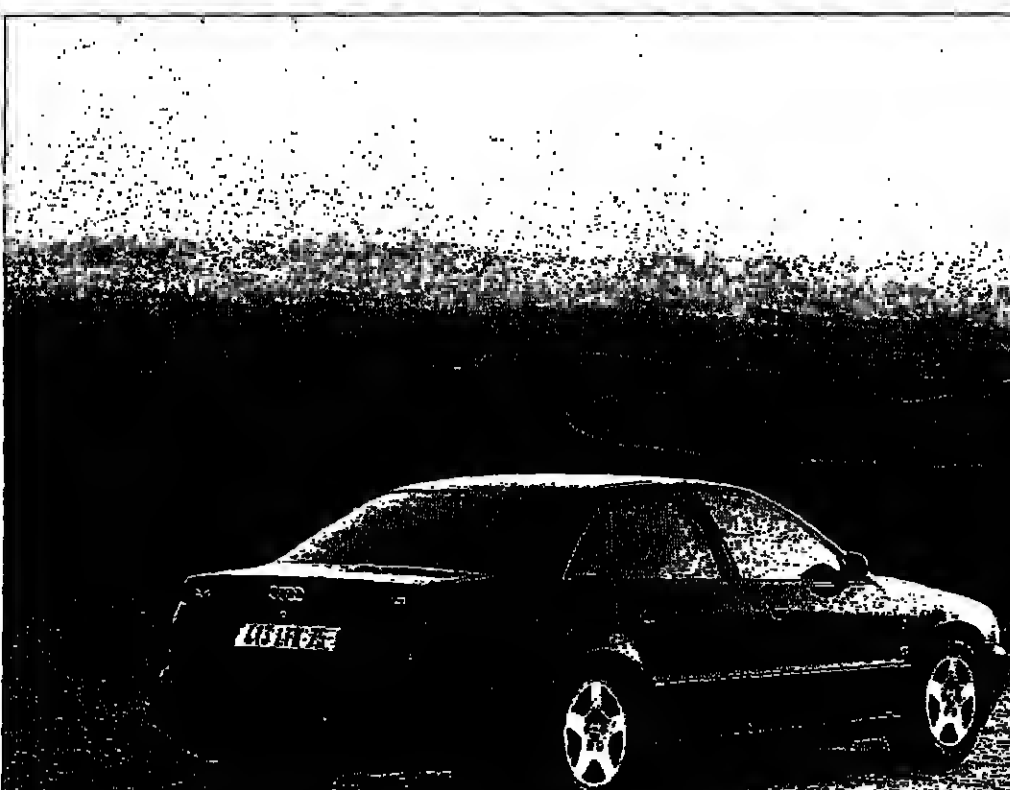
Ces révélations de dernière minute ont agacé M. Balkany. « C'est l'éloignement qui a dû faire venir les papiers de M. Schuller », a-t-il répondu en arrivant, jeudi 9 janvier, à la cour d'appel de Versailles. Indiquant qu'il n'avait pas de yacht, « j'ai dit peut-être "voilier" », il a affirmé qu'il travaillait lui-même « de capitaine et d'équipage » et que le nom de Verseyse-II ne lui disait rien. « Si Didier Schuller a des déclarations à faire, a ajouté M. Balkany, il n'a qu'à venir les faire. Pour le moment, que je sache, c'est lui qui est en fuite ! »

Quelques minutes plus tard, le député s'est expliqué devant la cour d'appel de Versailles. « Quels que soient les reproches qui me sont faits, a-t-il indi-

qué, j'ai beaucoup de mal à concevoir qu'on puisse m'empêcher de me présenter à une élection. » Justifiant l'emploi des trois salariés de la mairie de Levallois à son domicile et dans sa résidence secondaire de l'Eure, il s'est retranché derrière l'« usage produit dans les grandes villes, les grands conseils régionaux et généraux ». Il a placé le débat, surtout, sur le terrain politique, en déclarant : « La présence de la partie civile montre bien que mon successeur [à la mairie] ne souhaite qu'une chose, c'est que je ne sois pas candidat contre lui. »

Pour l'avocat général, Franck Turlet, qui a demandé la confirmation du jugement du tribunal de Nanterre, « M. Balkany a fait une confusion entre la mairie et ses résidences ». La cour d'appel a mis son arrêt en délibéré au 30 janvier. D'ici là, M. Schuller se sera peut-être de nouveau manifesté et les juges Portelli et Vandingenen auront peut-être obtenu le réquisitoire supplémentaire qu'ils viennent de demander au parquet de Créteil (Val-de-Marne) pour approfondir les affirmations de leur loupinot correspondant.

Jean-Claude Pierrette



Nouvelle gamme Audi A4

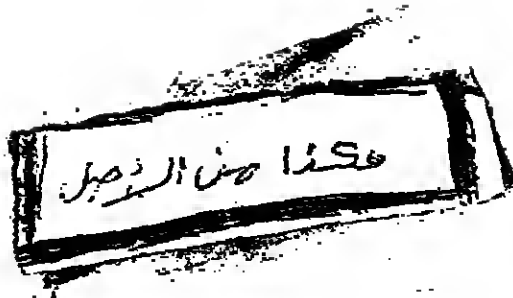
Nous nous interdisons toute publicité comparative. Mais rien ne vous empêche de la faire vous-même.



<http://www.audi-france.com>

ANBAR





8

## SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 11 JANVIER 1997

**ÉDUCATION** Alors que M. Bayrou s'est engagé à mettre en place une « allocation sociale d'études unifiée », base d'un statut de l'étudiant, un rapport chiffre avec pré-

cision le coût global des différentes aides sociales distribuées en 1996 : bourses, allocations de logement, déductions fiscales et aides indi-

rectes diverses ont représenté 26,6 milliards de francs en 1996. ● LA RÉFORME devant se faire « à coût constant », c'est à partir de cette enveloppe financière que sera défini le nouveau système, qui vise

à une répartition plus « équitable » des aides actuelles. Une refonte de la fiscalité sera pour cela nécessaire. ● ÉTUDIANTS à Paris, Arnaud, boursier, tout comme Nadia, de

même que Sylvie, Florent ou Catherine, qui perçoivent une allocation-logement, tentent de se débrouiller pour financer leurs études sans trop dépendre de leurs parents.

## La nouvelle allocation étudiante pèserait plus de 26 milliards de francs

La modification des aides sociales (bourses, logement, déductions fiscales, etc.), qui vise à une répartition plus équitable, se fera à coût constant, a promis le gouvernement, en dévoilant leur chiffrage actuel. Pour cela, une refonte de la fiscalité s'avère nécessaire

LA RÉFORME de l'Université sera prête au printemps. François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, l'a promis lors de la cérémonie des vœux, mercredi 8 janvier, sans chercher à démentir l'objectif assigné par le président de la République, Jacques Chirac, dans son message télévisé du 31 décembre ni les engagements annoncés par Alain Juppé à l'issue du séminaire gouvernemental. La proximité de cette échéance justifie le calendrier intense de rencontres auquel M. Bayrou a décidé de soumettre les cinq groupes de « mise en œuvre » (pédagogie, statut de l'étudiant, recherche, personnels, gestion des établissements) chargés d'en discuter les grandes lignes.

Un pas a été franchi devant la commission « étudiant » avec la présentation, mercredi 8 janvier, du rapport de Bernard Cleutaut, conseiller à la Cour des comptes, sur le chiffrage des aides sociales et fiscales dont peuvent bénéficier quelque 2 195 000 étudiants et leurs familles. Auteure d'une note similaire pour le compte de la Conférence des présidents d'université (CPU) en octobre 1995 (*Le Monde* du 20 octobre 1995), ce dernier avait déjà surpris en soulignant l'ampleur des crédits engagés : ils dépassaient les 23 milliards de francs, soit l'équivalent de 55 % du budget 1995 de l'enseignement supérieur. Selon M. Cleutaut, le montant de ces aides s'est élevé, en 1996, à 26,699 milliards de francs, en augmentation de 5 % par rapport à l'année précédente.

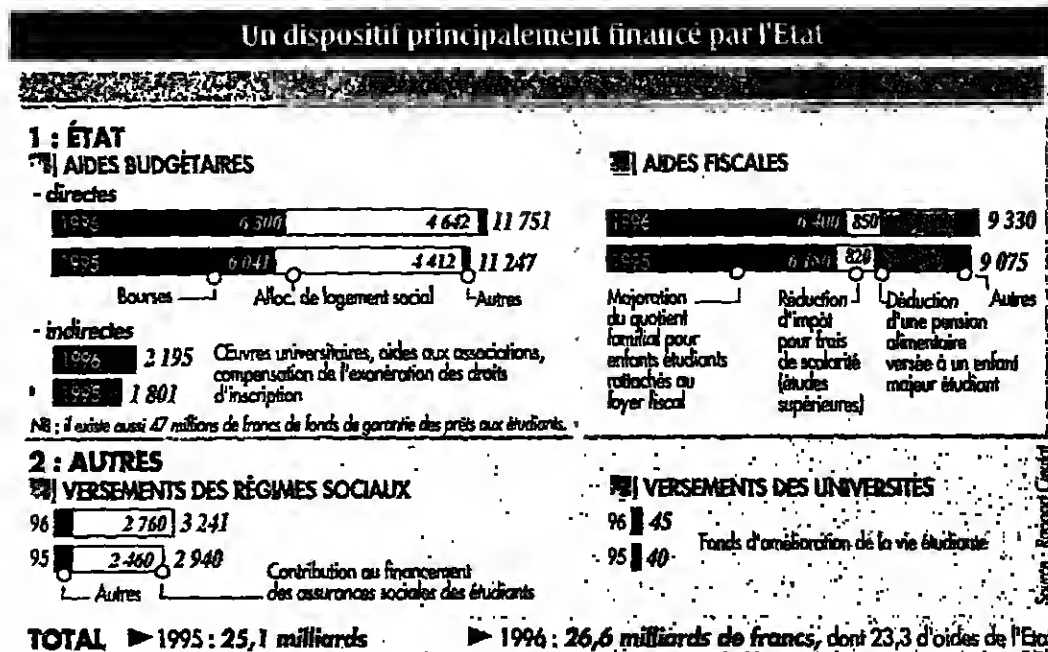
Ce chiffre de référence est capital. Il fixe le niveau de l'enveloppe

de l'« allocation sociale d'études unifiée » promise par François Bayrou dans son discours de la Sorbonne, le 18 juin dernier, à l'issue des états généraux de l'enseignement supérieur (*Le Monde* du 20 juin 1996). Dans l'entourage du ministre, on ne cache pas que « ce document apposable au tiers constitue désormais une base contractuelle solide ». Contraint par le premier ministre, Alain Juppé, d'envisager la modification du système actuel à « coût constant », M. Bayrou dispose désormais de données non contestables, notamment par le budget, toujours porté à des économies.

### ● BARRE À FATIGUE

Ce total de 26,6 milliards de francs est aussi, dans une certaine mesure, une assurance pour les organisations syndicales d'étudiants, même si leurs revendications en faveur d'une augmentation du montant des allocations et du nombre de leurs bénéficiaires risquent fort de dépasser cette « barre » fatidique. L'exercice auquel M. Bayrou doit se livrer n'est pas simple pour autant. Le montant actuel des aides directes et indirectes, versées soit aux étudiants soit à leurs familles, se répartit en plusieurs catégories, dont la redistribution ne dépend pas de sa seule responsabilité.

L'un des premiers postes concerne les bourses sur critères sociaux et universitaires. 396 692 étudiants en ont bénéficié en 1995-1996, parmi lesquels près de 46 % à l'échelon le plus élevé (18 936 francs en 1995). A ce montant de 6,3 milliards de francs



la déduction sur le revenu imposable du versement d'une pension alimentaire à leurs enfants étudiants, soit un « avantage » global estimé à 2 milliards de francs. Enfin, outre 80 millions d'avantage minimum en impôt, la réduction d'impôt accordée pour frais de scolarité a profité à 850 000 enfants, pour près de 1 milliard de francs. La suppression progressive de cette dernière mesure est envisagée à partir de 1998.

Seule une réforme fiscale profonde permettrait de rétablir un équilibre en réduisant les écarts les plus flagrants établis par un système dont le cumul favorise les hauts revenus. « Les aides que la Nation apporte aux étudiants doivent suivre un principe de justice sociale et de transparence », avait déclaré M. Bayrou à la Sorbonne, en indiquant sa volonté de renforcer l'aide aux familles les plus modestes et de l'élargir aux classes moyennes pénalisées en l'état.

En période de réduction des impôts, le chantier ouvert s'annonce particulièrement complexe. Les organisations d'étudiants attendent avec une certaine méfiance les propositions de M. Bayrou avant de se prononcer sur différents scénarios qui devront faire l'objet de multiples simulations. De toute évidence, malgré l'optimisme de M. Bayrou, qui souhaite une mise en œuvre de la réforme à l'automne 1997, les obstacles, techniques et politiques, à la modification du système actuel ne peuvent que conduire à un report à l'année 1998.

M. D.

## La réforme promise par M. Bayrou se heurte à plusieurs écueils

FRANÇOIS BAYROU réussira-t-il à réduire les avantages dont bénéficient les familles aux revenus les plus élevés pour les redistribuer au profit des plus modestes ou des classes moyennes qui constituent aujourd'hui l'essentiel de la « clientèle » universitaire ?

Après la remise du rapport de Bernard Cleutaut, l'ensemble des données pour une remise à plat du système actuel des aides et leur fusion dans une nouvelle « allocation sociale d'études unifiée » sont désormais connues. Il ne reste plus qu'à imaginer les solutions pour réaliser la promesse du chef de l'Etat en faveur d'« un système plus juste et plus équitable » qui favorise l'« égalité des chances » pour près de 2,2 millions d'étudiants.

L'étude de M. Cleutaut fournit une photographie contrastée du nouveau paysage universitaire. Globalement, un étudiant sur trois perçoit une bourse, qui est loin de pourvoir à ses besoins. Le montant de ces bourses reste inférieur à la somme des déductions fiscales dont bénéficient près d'une famille sur deux ayant un enfant dans l'enseignement supérieur. Toute la difficulté pour le ministre de l'Éducation est de proposer des formules de redistribution conciliant les attentes d'un public plus diversifié.

Le premier objectif passe par une augmentation substantielle du montant des bourses, du nombre de leurs bénéficiaires, notamment parmi les classes moyennes, pénalisées par le système actuel. Comme le note M. Cleutaut, « les difficultés sociales et l'insuffisance des ressources représentent un élément non négligeable d'échecs et d'abandon ». C'est essentiellement le cas de premier cycle, où les conditions de vie des étudiants restent liées, pour une large part, aux revenus des parents.

La situation est, en revanche, très différente pour les étudiants des filières longues. De récentes enquêtes de l'Observatoire de la vie étudiante ont mis en évidence la période charnière des 22-25 ans en quête d'« autonomie », qui entretiennent avec leurs parents des liens de dépendance plus ténus. La nouvelle allocation d'études devrait en tenir compte. Les deux principales organisations d'étudiants, l'UNEF-ID et la Fédération des associations générales d'étudiants (FAGE), ont placé la reconnaissance de l'autonomie parmi leurs principales revendications. Invoquant un coût « exorbitant », le ministère ne semble pas prêt à établir des différences entre les cycles d'études, comme l'avait suggéré le RPR. M. Bayrou s'interroge aussi sur la pertinence d'un « revenu étudiant » alors que l'autre moitié des jeunes ne dispose pas du « minimum d'insertion ».

### ● SUPPRIMER LE CUMUL

La prudence actuelle du ministre s'explique par la difficulté de modifier les dispositifs fiscaux et d'aides au logement, qu'il ne maîtrise pas. L'essentiel de sa réforme devrait porter sur la suppression du cumul de ces deux avantages. Les familles bénéficiaires devraient alors choisir entre l'attribution d'une allocation d'études aux critères élargis ou le maintien de l'avantage fiscal.

Cette proposition n'est pas sans rappeler les précédentes initiatives de la droite, en 1993 et 1994. Toutes avaient échoué sous la menace des manifestations. Pour l'éviter, M. Bayrou devra présenter de solides garanties aux syndicats d'étudiants. Il lui faudra aussi obtenir des concessions du ministère du budget pour récupérer à son compte une part de ces déductions fiscales. Face à ces deux exigences, l'appui du premier ministre et, surtout, du président de la République ne sera pas superflu.

Michel Delberghe

## Débrouille et tracas pour échapper à la dépendance financière

IL A BEAU AVOIR une heure de transport chaque matin pour se rendre à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI), Arnaud, âgé de dix-neuf ans, préfère vivre chez ses parents. Étudiant en première année de DEUG de mathématiques et informatique appliquées aux sciences (MIAS), il touche une bourse annuelle de 13 800 francs, dont il verse une partie à sa famille pour faire face au chômage de son père. Arnaud sort très rarement et mange tous les jours au restaurant universitaire. Parce que « 15 700 francs le repas, c'est imbottable ». Sa bourse lui permet d'acheter sa Carte orange mensuelle (334 francs), quelques vêtements et beaucoup de livres. Son copain, Abdelali, vingt ans, qui suit les mêmes études, avoue donner la moitié de sa bourse (environ 20 000 francs par année) à ses parents. Pour « tenir le coup entre deux versements », il fait des inventaires la nuit dans des grandes surfaces et rentre toujours dormir chez lui, à Montreuil, où il retrouve ses six frères et sœurs.

Catherine, elle, a hâte de travailler : « Voilà six ans que mes parents m'aident pour mes études, et je culpabilise ». A vingt-quatre ans, elle termine à Paris une formation d'assistante sociale après avoir obtenu une licence de philosophie. Grâce à une allocation-logement de 1 059 francs mensuels, sa chambre en ville lui coûte 1 200 francs par mois, payés par ses pa-

rents, qui lui versent également 1 000 francs chaque mois. « Je suis une privilégiée », considère-t-elle. Alors, elle s'est promis de « rendre un peu d'argent à mes parents [lorsqu'elle aura] un emploi ».

Sylvie et Florent se sentent, eux aussi, vraiment privilégiés. Respectivement étudiants en philosophie et en histoire de l'art à la Sorbonne, ils partagent un studio qu'ils paient 1 600 francs par mois, après déduction de l'allocation-logement. Chacun touche environ 3 000 francs par mois des parents et grands-parents. Mais Sylvie se sent mal à l'aise. « On ne sait pas trop qui on est. Encore des lycéens ? Parce qu'ils ne nous donnent de l'argent, mes parents ont leur mot à dire dans nos choix d'orientation. Dans ces conditions, ce n'est pas facile de grandir », regrette-t-elle. Elle qui, après trois années réussies de philosophie, se « pose beaucoup de questions » sur son avenir professionnel, rêve d'« un système de revenu minimum étudiant » pour gérer son futur « sans pression psychologique ».

Nadia, en revanche, ne s'interroge plus sur son prochain métier. Étudiante en chirurgie dentaire, elle a passé depuis deux ans le cap du concours, heureuse de suivre aujourd'hui des études qui lui plaisent. Boursière, logeant en cité universitaire, son emploi du temps ne lui permet pas de trouver un petit boulot, et les 20 000 francs d'aide qu'elle reçoit s'avèrent

« un peu justes ». « Je ne peux pas me payer tout le matériel et les livres nécessaires à mes études. Heureusement qu'il y a des professeurs sympas qui m'en fournissent gratuitement », explique-t-elle.

Le pire souvenir de Nadia reste sa seconde année de concours. Redoublante, mais bien classée, sa bourse lui avait été retirée : « C'était vraiment la galère. J'ai frappé à toutes les portes, et j'ai finalement obtenu, en fin d'année, 3 000 francs d'aide ». Son amie Christine, qui vit dans la même « cité U », estime que sa bourse de 20 000 francs correspond à « un minimum vital ». En troisième année de médecine, elle calcule toutes ses dépenses « pour ne jamais être à découvert ». Toutes les deux sont des habituées du baby-sitting pour arrondir les fins de mois.

Le plus difficile reste de gérer le début de l'année universitaire, le premier versement n'intervenant qu'en décembre. « Par le biais du service social, j'ai pu avoir une avance d'argent et éviter de faire un emprunt bancaire », se rappelle Nadia. Les dépenses prioritaires sont affectées au transport et aux livres. Quant aux sorties, elles se limitent bien souvent au cinéma et au café. « Le théâtre et les concerts sont beaucoup trop chers », estime la plupart de ces étudiants.

Sandrine Blanchard

## Un suspect dans l'affaire de l'agression d'une policière dans le RER

UN APPELÉ du contingent devait être présenté, vendredi 10 janvier, au juge d'instruction d'Evry Jean-Marie d'Huy, chargé de l'enquête sur la violente agression dont a été victime, le 25 octobre, une policière sur la ligne C du RER, entre les stations de Breteuil et Dourdan (*Le Monde* daté 10-11 novembre). Ayant arraché le sac de cette femme âgée de vingt-huit ans et habillée en tenue de ville, les cinq agresseurs avaient découvert sa profession. Elle avait alors reçu des coups de poings et de pieds, avait été balafmée à coups de couteau aux bras et au visage et soumise à des humiliations et violences sexuelles.

Dans la rumeur déserte, en ce début d'après-midi du vendredi 25 octobre, un témoin avait assisté à la scène, sans intervenir, et les agresseurs avaient réussi à

prendre la fuite. Fortement choquée, la victime, gardien de la paix à la préfecture de police de Paris, était restée prostrée plusieurs jours avant de se décider à porter plainte, le 30 octobre. Confiée au juge d'Huy, l'enquête a été diligentée par les policiers de la sûreté départementale de l'Essonne.

IDENTIFICATION FORMELLE Jeudi 9 janvier, la victime a été confrontée à un appelé du contingent qu'elle a formellement reconnu comme l'un de ses agresseurs en compulsant les centaines de photographies, issues des fichiers de police, que lui ont présentées les enquêteurs. Ce jeune homme, qui réside habituellement dans l'Essonne, avait été entendu dans les jours suivant le dépôt de plainte mais il avait, à l'époque, présenté un alibi qui paraissait so-

lide : le 25 octobre, jour de l'agression, il affirmait avoir passé la journée à la caserne. Aujourd'hui, son alibi paraît singulièrement affaibli puisqu'il aurait été en permission cet après-midi-là.

Lors de la confrontation du 9 janvier, la victime a reconnu formellement le jeune homme. Placé en garde à vue, en même temps que deux autres jeunes gens résidant habituellement dans l'Essonne, l'appelé du contingent a commencé par nier catégoriquement les faits, avant de passer, le 9 janvier en fin de journée, à des aveux partiels. La conviction de la victime, qui a été mutée depuis dans un service de sa Bretagne natale, semble avoir ébranlé le système de défense du jeune homme.

L'enquête avait progressé avec les plus grandes difficultés depuis la fin octobre, en raison de l'ab-

sence de tout témoignage direct autre que celui de la victime. Une poignée de portraits-robots avaient été établis sur la base de ses déclarations mais les policiers peinaient à trouver des preuves formelles, notamment en raison du délai écoulé avant le dépôt de la plainte, ce qui avait empêché le prélèvement des traces humaines (cheveux, peau, sperme, etc.) contribuant à l'identification génétique des agresseurs. Seule l'audition du jeune homme par le juge d'Huy, vendredi 10 janvier, permettra de préciser la nature des infractions retenues contre celui qui apparaît comme le premier suspect dans cette enquête. L'agression avait provoqué une forte émotion dans les rangs policiers et dans l'opinion publique.

Erich Indjyan



**Basés en France, ils avaient organisé des attentats au Maroc en 1994**

**responsables des réseaux terroristes qui avaient commis des attentats au Maroc, en 1994, à huit ans de prison et dix années d'interdiction du ter-**

ritoire français. Les trente-deux prévenus qui avaient appartenu à ce réseau se sont vu infliger des peines de un à cinq ans d'emprisonnement.

d'armes destinées, via le Maroc, aux maquis algériens. Actuellement détenu en Italie et en attente d'extradition vers la France, Djamel Lounici, considéré comme le représentant du Front islamique du salut (FIS) en Europe, était chargé de l'approvisionnement en armes et munitions de ces maquis. Il a été condamné à cinq ans de prison et dix années d'interdiction du territoire français.

Au cours de son réquisitoire, le 12 décembre 1996 (*Le Monde* du 14 décembre 1996), le premier substitut du procureur de la République, Anne Obes-Vogien, avait demandé au tribunal une plus grande sévérité. Elle avait requis neuf peines de dix années d'emprisonnement, notamment contre Abdelhak Ziyad et Mohamed Zinedine, soit le maximum prévu par la loi en cas d'association de malfaiteurs. La représentation du ministère public, qui estimait qu'ils l'avaient constitué « une véritable machine à tuer » mais qui, curieusement, n'avait pas

de tribunal, présidé par Bruno Stéphe, a été chargé de résoudre le cas de membres des commandos de Marrakech (un attentat ayant tué deux touristes espagnols), de Rés (une voiture de policiers mitraillée) et de Casablanca (un mur de cimetière juif mitraillé), qui sont actuellement détenus au Maroc sous le coup de condamnations à mort ou à la réduction à perpétuité. Les magistrats ont estimé que le parquet ne s'était pas conformé aux règles de procédure en citant les prévenus concernés à leurs domiciles français, alors qu'il était fallu les contacter sur leurs lieux de détention. L'absence de mandat d'arrêt aurait implicitement nécessité qu'une demande d'extradition soit formulée aux autorités françaises.

Le tribunal s'est cependant estimé compétent pour juger Tarek Falah, vingt-deux ans, qui a reconnu

## RECOURS EN GRÂCE

Cette dernière observation, qui indique que le tribunal a considéré que les militants les plus jeunes utilisés par Abdeallah Ziyad et Mohamed Zinedine avaient été endoctrinés, tranche avec l'absence de circonstances atténuantes retenues en janvier 1995 par la justice marocaine, pour les deux autres membres du commando meurtrier, Stéphane Ait Iddir, vingt-quatre ans, et Radouane Hammadi, vingt-six ans. Issus de la cité de La Courneuve, ils ont été tous deux condamnés à la peine capitale. Depuis le 24 décembre 1996, leur sort, le dénouement de leur cas, est suspendu au gré du roi Hassan II, après son dépôt d'un recours en grâce devant prochainement être déposé.

Enfin, le tribunal a assorti les condamnations des ressortissants étrangers d'interdictions du territoire français d'un minimum de cinq ans, qui prendront effet à la date de leur remise en liberté. Mais il n'a pas retenu la suggestion du substitut du procureur, qui avait réclamé des interdictions de séjour dans certains lieux pour les prévenus de nationalité française.

**Jean-Michel Dumay**

**QUATRE FONCTIONNAIRES** de la compagnie républicaine de sécurité (CRS) 61, basée à Vélizy (Yvelines), ont été placés en garde à vue, mercredi 8 janvier, parce qu'ils avaient frappé deux jeunes majeurs lors d'un contrôle d'identité dans la cité des Merisiers, à Nanterre. Ils ont été placés en garde à vue parce qu'ils auraient exhibé sous le couvert de leur service, le visage tuméfié, les deux amis se sont rendus au commissariat pour porter plainte. Interrogés, les quatre CRS ont été placés en garde à vue après avoir subi un dépistage d'alcoolémie qui se serait révélé « très positif »... ils avaient fêté la nouvelle année avant de prendre leur service. Entendus par l'inspection générale de la police nationale, ils devraient être déferés vendredi au parquet de Versailles. - (Cnrspp)

**LA SOCIÉTÉ MOULINEX** a été mise en examen par un juge d'instruction parisien, fin décembre 1994, pour « atteinte involontaire à l'intégrité de l'arsenal, par négligence ou manquement de l'obligation de sécurité ou de prudence ». Depuis l'entrée en vigueur du nouveau code pénal, en 1994, les personnes dites morales — et notamment les sociétés commerciales — peuvent être poursuivies. La mesure a été notifiée à l'actuel président du directoire de Moulinex, Pierre Blayan, qui n'est pas concerné à titre personnel puisqu'il n'avait aucune fonction au sein de la société au moment des faits. L'utilisateur d'une centrifugeuse Moulinex de type 202 avait été victime, en août 1995, d'un accident causé par un mauvais fonctionnement de l'appareil (*Le Monde* du 27 septembre 1996).

## DÉPÊCHES

■ **INTÉMPÉRIES** : trois femmes sont mortes de froid, portant à trente-deux le nombre des victimes des intempéries depuis le 24 décembre 1996. A Beaumont-lès-Valence (Drôme), une octogénaire est décédée à une centaine de mètres de son domicile. A Plougastel-Daoulas (Finistère), une femme de cinquante-huit ans a été retrouvée morte près de la caravane où elle vivait. A Strasbourg (Bas-Rhin), une femme de trente-sept ans, retrouvée dans un parc en état d'hypothermie, n'a pas pu être ranimée par les sauveteurs.

**■ VIOLENCE :** l'auteur présumé du coup de fusil qui avait blessé à la jambe, mardi 7 janvier, un surveillant dans l'enceinte du lycée Moulin-Fondu de Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis) a été interpellé, jeudi 9 janvier, à son domicile de Noisy-le-Grand. Il s'agit d'un mineur de dix-sept ans, élève du lycée, déjà connu des services de police pour des vols à main armée et des actes de violence. Selon l'adolescent, le coup serait parti accidentellement.

■ **POLICE** : une série de mutations ont lieu au commissariat de Montheillard (Doubs), dont quatre des cent soixante-dix-sept fonctionnaires s'étaient suicidés en 1996. Au 1<sup>er</sup> janvier, six policiers du commissariat - dont deux délégués syndicaux et un délégué social - ont été mutés à leur demande. Le commissaire à la tête du service, Bernard Pastorini, devrait prochainement obtenir la mutation qu'il avait lui-même demandée.

■ **FAIT-DIVERS :** le corps de l'homme tué de sept impacts de chevrotine et retrouvé au pied des falaises d'Etretat (Seine-Maritime), le 26 décembre 1996 (*Le Monde* daté 5-6 janvier), a été identifié. Il s'agit d'un homme de vingt-neuf ans originaire de la région grenobloise et habitant Paris.

**LYON**

*de notre envoyée spéciale*

Frank Capra n'aurait pas boudé ce récit digne de son film *Asperic* et *villains dentelles* : une double tentative d'empoisonnement, qui rate en partie sa cible, déjouée par un péché de gourmandise. Lundi 6 janvier à Lyon, les enquêteurs de la brigade criminelle de la sûreté urbaine Interpellent Marie-Madeleine Perrin, soixante-dix-huit ans, habitante du plateau de la Croix-Rousse. Le lendemain, elle est mise en examen pour « empoisonnement et empoisonnement sur personne particulièrement vulnérable » et écrouée.

La vieille dame est en effet soupçonnée d'avoir introduit de la benzodiazépine, un puissant tranquillisant, dans deux édaïrs au chocolat qu'elle aurait placés sur le palier de son voisin le jour du Réveillon. Soigneusement empaquetées, les petites pâtisseries semblent tomber du ciel en cette période de fête... Elles sont ramassées par l'infirmière de René Michaud, soixante-dix ans, atteint de sclérose en plaques, quand elle arrive chez lui dans la soirée. Sans y voir malice, Simone Blanc déguiste immédiatement l'un des deux édaïrs après avoir recommandé au son patient de manger le sien le lendemain, pour le Nouvel An.

La gourmandise de la soignante aura pourtant failli lui être fatale : quelques minutes plus tard, elle s'écroule sur le chemin de sa tournée, intoxiquée. Mais ce petit excès permettra aussi de sauver M. Michaud, l'une des victimes désignées de la tentative d'assassinat. En sortant de son coma, le lendemain, M<sup>lle</sup> Blanc donne l'alerte. Une collègue trouvera le vieil homme inanimé mais vivant.

**« FORTE PERSONNALITÉ »**  
A son avertis, René Michaud confiera aux enquêteurs avoir déjà été victime d'une intoxication dans des circonstances semblables. C'était en mars 1996 et de la benzodiazépine avait été retrouvée dans son alimentation. Cette coïncidence troublante renforcera les doutes de la police envers Marie-Madeleine Perrin. Du Séresta, un médicament anxiolytique, a été retrouvé à son domicile. Elle aurait pillé ces comprimés avant de les introduire dans la crème des éclairs. Un geste machiavélique que la vieille dame nie farouchement.

Décrite comme « une forte personnalité », de caractère lunaire, Marie-Madeleine Perrin s'est installée dans l'immeuble il y a une quinzaine d'années, bien après M. Michaud. A l'époque, elle vivait avec

L'ancien locataire dont elle a récupéré le logement après son décès. La nouvelle occupante vit pourtant mal sa cohabitation avec son proche voisin : ils occupent les deux parties distinctes d'un ancien appartement et disposent d'un palier commun.

**Leurs rapports se détériorent sans que le voisinage** puisse s'en alarmer. Il y a bien eu cette journée de 1992 où M. Michaud était tombé de son lit et où les pompiers avaient dû forcer leur porte commune parce que Marie-Madeleine Perrin refusait d'ouvrir pour qu'on lui porte secours. Cet épisode a troublé Pascale, une jeune mère de famille du troisième étage. M<sup>me</sup> Perrin n'était-elle pas venue lui demander de l'aide quelques semaines auparavant pour relever son voisin, qu'elle avait alors présenté comme étant son mari ?

## UNE « BONNE AMIE » GÉNANTE

Une troisième protagoniste fournira la clé de ce petit mystère aux enquêteurs. Hormis sa fidèle infirmière, M. Michaud, qui ne sortait plus de chez lui depuis des années, recevait les visites d'une aide-ménagère. Habitée du grand âge, cette femme devenait vite une intime du vieil homme. Depuis quelques temps, elle partage avec lui tous les repas de midi. Mais le 31 décembre, en visite chez d'autres personnes âgées et contrairement à son habitude, elle n'est pas venue. Un hasard qui lui aura permis d'être égarée par le drame qui se jouait.

« Le second éclair ne chocotit lui était destiné, cela ne fait aucun doute », affirme une source proche de l'enquête. Parce que cette « bonne amie » accaparait le cœur de M. Michaud ? Ou plutôt parce que l'aldéménégère avait acheté l'appartement du vieil homme en viager ? Les enquêteurs, exauçant le crime passionnel, penchent pour la seconde hypothèse. Ils soupçonnent Marie-Madeleine Perrin d'avoir cherché à éliminer René Michaud et son amie, afin de se débarrasser à la fois de l'actuel et de la future occupante des lieux. Et pourquoi pas de vouloir racher ensuite cette seconde partie d'appartement désormais vide ?

L'instruction, confiée au juge Catherine Gay, devra établir si cette hypothèse constitue le mobile du crime. En attendant, M. Michaud se rétablit lentement à l'hôpital Lyon-Sud, au service des urgences. Il ignore que, non loin de lui, M<sup>me</sup> Perrin est en détention provisoire dans le même hôpital. On n'échappe pas comme ça à certains liens de voisinage...

**Cécile Prieur**

## CORRESPONDANCE

Après la publication, dans Le Monde du 3 janvier, d'un article intitulé « L'enquête sur l'OM de Bernard Tapie dévoile des faits de corruption », nous avons reçu de M. Tapie la lettre suivante :

Je n'entends pas ici présenter une quelconque plaidoirie en défense. Je garderai pour les magistrats de Marseille, mes juges, tous les arguments utiles à ma défense. Mais je me dois de réagir contre ce qu'insinue votre article.

Je n'ai, en effet, jamais, dans l'affaire de l'OM, été mis en examen du chef de corruption. Le procureur de la République n'a pris aucun réquisitoire en ce sens, pas plus que le magistrat instructeur ne l'a sollicité, au terme de cinq années d'instruction. L'information dans l'affaire dite du « *financement de l'OM* » n'a donc révélé aucun fait de corruption avéré. Contrairement à ce qu'ont

**affirmé le titre et la teneur de votre article, je ne suis pas appelé à me défendre sur de tels faits dans le dossier en cause.**

En présentant en 35 lignes une ordonnance de renvoi de plus de 200 pages, synthèse d'un dossier de milliers de cotes, vous en avez déformé le sens. Cela apparaîtra en toute lumière lors du procès public au cours duquel j'ai l'intention de faire citer tous les personnages importants du football français (présidents de club, de la Ligue, de la Fédération, des responsables des publicités, des sponsors et des droits télévisés).

Je n'ai rien inventé dans le football français. Tout ce qui existait avant moi continue d'exister après moi. C'est d'ailleurs la seule vraie raison pour laquelle M. Charasse, ministre du budget, et M. Nallet, garde des sceaux, avaient pour instruction, non pas d'interdire

**des poursuites contre l'OM, mais d'interdire des poursuites uniquement contre l'OM.**

Si, dans un réflexe de défense, je disais « J'ai pris la présidence de l'YOM à la demande de Gaston Defferre bien avant toute ombition politique, j'y ai, par amour du football, investi 52 millions de mes derniers propres, ce qu'aucun autre président n'a fait à ce jour, sans avoir, et c'est l'information qui le dit, tiré aucun profit personnel de ma gestion », affirmerez-vous, vu le palmarès sportif que vous connaissez, que tout n'est pas si sombre ?

Je n'ai pas la prétention de me conjuguer au plus-que-parfait. J'ai, comme tous ceux qui ont fait beaucoup, fait parfois mal, je n'en éprouve aucune fierté. En suis-je pour autant déchu du bénéfice de la loi commune et la seule citation de mon nom dispense-t-elle de la respecter ?

Pour vous faire oublier 19 huîtres, 3 tranches de saumon fumé, 5 blinis, 158 grammes de crème fraîche, 341 grammes de foie gras, 1 cuisse de dinde, 27 marrons, la 2ème cuisse de la dinde, 6 fromages, 12 feuilles de salade et 1/3 de bûche, nous vous recommandons nos prix.

Pour vos premières escapades de la nouvelle année en Europe, Lufthansa vous propose ses Prix Légers\*: plus de 40 destinations à 1690 F comme Athènes, Vienne, Florence, Istanbul, Helsinki... Et toute l'Allemagne à partir de 1090 F. Ces billets sont en vente

jusqu'au 16 janvier 1997 pour des  
voyages effectués jusqu'au 16 mars 1997.  
Pour plus de détails, rendez-vous dans  
votre agence de voyage ou appelez  
le N. Azur 0 801 63 38 38 ou tapez  
3615 LH (2,23 F/min.).


**Lufthansa**



## RÉGIONS

LE MONDE / SAMEDI 11 JANVIER 1997

**SERVICE PUBLIC** La gestion et le traitement de l'eau dans les communes sont de plus en plus délégués à de grandes sociétés privées, principalement la Générale

des eaux, la Lyonnaise des eaux et Bouygues. Les régies municipales ne détiennent plus qu'un quart de ce marché. ● LE PRIX DU MÈTRE CUBE a fortement augmenté ces dernières

années; l'eau est devenue un bien rare, son assainissement coûte cher. ● DE NOMBREUSES MUNICIPALITÉS s'inquiètent cependant de la politique menée par les sociétés aux-

quelles ont été attribuées les concessions de distribution. Celles-ci pousseraient dans une large mesure les prix à la hausse. Sous la pression de leurs administrés, les élus de-

mandent donc la renégociation des contrats à la baisse. ● À COLMAR ET À ORANGE, les relations sont tendues entre les édiles, la population et les compagnies privées.

# Les compagnies privées suspectées de pousser à la hausse le prix de l'eau

Sous la pression de leurs administrés, de plus en plus de municipalités veulent renégocier à la baisse les contrats qu'elles ont passés avec des grandes sociétés de traitement et de gestion de l'eau potable dont le coût a explosé ces dernières années

LA CONTESTATION sur le prix de l'eau est en train de grandir. Sensible à la grogne des habitants à la vue de l'augmentation de leurs factures d'eau, les élus locaux commencent à s'en émouvoir. A Orange, la municipalité FN vient de rompre le contrat de concession avec la Compagnie générale des eaux (CGE) pour traiter avec la SAUR, filiale de Bouygues (lire ci-dessous). A peine élu, le maire PS de Castres (Tarn), Arnaud Mandement, a décidé de renégocier le contrat conclu avec la Lyonnaise des eaux en 1991. Le 19 décembre,

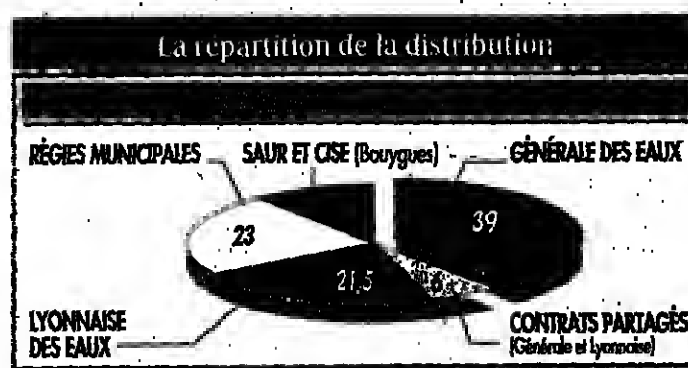
il en obtenait la révision et brisait un mécanisme qui aurait conduit à une hausse de 60 % des prix de l'eau en dix ans. A Colmar (Haut-Rhin), l'apparition de cette même Lyonnaise entraîne des réactions de rejet (lire ci-dessous).

### BAISSE DE LA CONSOMMATION

Quelques semaines auparavant, la ville de Sète (PC) parvenait à rediscuter avec la CGE les termes d'un contrat, que la chambre régionale des comptes avait sévèrement critiqués. Selon le nouvel accord, le prix de l'eau devrait passer

de 5,36 à 4,61 francs le mètre cube. La communauté urbaine de Lyon, liée par une concession de trente ans avec la Générale des eaux, a obtenu, fin octobre, une baisse de 50 centimes sur le prix de l'eau, à 7,50 francs le mètre cube (lire ci-dessous), une diminution sur les coûts de branchements et, surtout, la rétrocession, chaque année, d'une partie des gains de productivité réalisés par le concessionnaire. Une demande que peu de villes avaient formulée jusqu'à présent, bien que les groupes privés avouent réaliser des économies sur les coûts de 5 à 6 % par an.

Pour la Générale des eaux et la Lyonnaise des eaux, acteurs dominants sur le marché de l'eau en France, ces quelques cas ne sont que des épiphénomènes. « A l'exception de Grenoble et de Castres, nous n'avons pas révisé de contrats à la baisse », affirme Gérard Payen, directeur de l'eau à la Lyonnaise. « Le groupe gère 4 000 contrats d'eau en France. Chaque année, nous en renégocions environ 10 %, presque toujours à la hausse, en raison des nouveaux travaux d'assainissement », explique Jean-Pierre



Tardien, directeur en charge de l'eau à la Générale des eaux. Les deux compagnies assurent même que le mouvement de hausse devrait se poursuivre. « Mais de façon moins rapide que ces dernières années », précisent-ils. Entre 1990 et 1995, le prix moyen du mètre cube d'eau a progressé de 73,8 %, passant de 8,74 francs à 15,19 francs, en raison, notamment, de la hausse des taxes, selon une étude réalisée par Conso 2000 qui réunit dix-sept organisations nationales de consommateurs.

La tranquillité affichée par les

groupes privés de distribution d'eau n'est toutefois qu'apparente. Ils commencent en effet à ressentir le contre-coup de la folle envolée du prix de l'eau. A force de voir leurs factures augmenter, les ménages ont pris l'habitude de serrer les robinets. Depuis cinq ans, la consommation d'eau en volume baisse de 1 % par an, voire de 3 % dans certaines zones. « Nos marges ont diminué de 2 % », reconnaissent récemment Jean-Marc Espallou, directeur financier de la Générale des eaux, qui a quitté le groupe au début de l'année.

Par ailleurs, la réaction des bati-

ments devient plus affirmée. Partout, des associations locales, rejointes par les chambres régionales des comptes, examinent de plus en plus scrupuleusement les contrats de gestion déléguée. En général, ceux-ci se révèlent plus chers que les services en régie : de 16 % dans les grandes villes, et de 52 % dans les villes moyennes, selon Conso 2000. Il faut dire que ces contrats s'appuient souvent sur des mécanismes d'indexation complexes favorisant des augmentations continues.

### EXIGER DES COMPTES

Si les consommateurs admettent désormais que l'eau est une denrée rare qu'il convient de protéger, ils ne sont pas prêts pour autant à subir à une inflation permanente qui n'est plus de mise dans les autres secteurs. La sauvegarde de l'environnement ne pouvant échapper à toute logique économique ni servir de prétexte à des fixations artificielles de prix, les pressions pour exiger des comptes, voire renégocier tous les contrats à la baisse, risquent de s'amplifier.

Martine Orange

### Les Lyonnais se déclarent insatisfaits

La Générale des eaux est devenue, en 1984, concessionnaire de 90 % du marché de l'eau de l'agglomération lyonnaise pour trente ans. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997, à la suite d'une négociation avec l'exécutif de la Communauté urbaine de Lyon, le prix du mètre cube a baissé de 50 centimes pour les particuliers (Le Monde du 4 décembre). Cette baisse ne semble pas satisfaire totalement les Lyonnais : selon un sondage, réalisé par Ipsos-régions auprès de 500 personnes, et publié par le mensuel LyonMag dans son édition du mois de janvier, 49 % des personnes interrogées préféreraient que la gestion de l'eau soit confiée à une société publique; 53 % d'entre elles trouvent que le prix de l'eau est « très » ou « plutôt élevé », alors que 36 % le jugent « raisonnable ». En 1987, le mètre cube était facturé, à Lyon, 5,10 francs contre 7,50 francs dix ans plus tard. — (Corresp. rég.)

## Colmar s'inquiète de l'arrivée de la Lyonnaise des eaux

**COLMAR** de notre correspondant régional « Non à la Lyonnaise des eaux. » C'était le slogan inscrit sur la banderole que brandissaient les quatre cents personnes manifestant, le 25 novembre, contre la participation de la multinationale française à la distribution et à l'assainissement de l'eau à Colmar. Ce soir-là, Gilbert Meyer, député RPR et maire du chef-lieu de département du Haut-Rhin, annonçait, au cours d'un conseil municipal exceptionnellement houleux, l'attribution du marché à un groupement d'entreprises constitué de la Colmarienne des eaux (CDE), société d'économie mixte, et de la Lyonnaise. L'inquiétude était d'autant plus forte que les termes du contrat de gestion, signé pour dix ans, n'étaient pas connus.

Le 15 octobre, le personnel de la Régie municipale de Colmar (RMC) qui, outre la distribution du gaz, de l'électricité et de la télévision par câble, avait assuré jusqu'en 1993 celle de l'eau, dénonçait par tract l'opération avec la Lyonnaise. Les employés étaient furieux de constater que la Régie n'était pas autorisée à concourir à l'appel d'offres lancé par la ville. La Lyonnaise avait soumissionné seule, pour un premier temps, pour ensuite faire cause commune avec la CDE, la société d'économie

mixte créée par l'ancienne municipalité UDF pour remplacer provisoirement la RMC. « Nous avons reçu quatre mille réponses de soutien, ce qui est un très bon résultat dans ce genre de consultation », affirme Roland Weber, représentant de l'intersyndicale. Fait rarissime, la SAUR, filiale du groupe Bouygues, dont la candidature avait été rejetée comme celle de la Compagnie générale des eaux (CGE), indiquait, dans un communiqué, qu'elle avait formulé une proposition inférieure de 30 % pour la partie distribution à celle de la Lyonnaise.

De son côté, l'opposition, conduite par Serge Rosenblieb (PS), prenait le relais des syndicats devant le conseil municipal. Après avoir dénoncé la méthode consistant à éliminer d'emblée la Régie, alors que la loi Sapin du 29 janvier 1993 sur la transparence des procédures publiques ne l'exigeait pas, le conseiller socialiste lançait, le 25 novembre, à M. Meyer : « Aucun observateur sérieux ne doute que la CDE n'est qu'un faire-valoir et que le futur exploitant de l'eau est la Lyonnaise des eaux. » Les termes du contrat, tels qu'ils sont connus depuis le 17 décembre - 80 % du marché à la CDE en 1997, 20 % seulement à la Lyonnaise - font

d'ailleurs dire à M. Rosenblieb : « On ne comprend pas ce que fait ce géant dans une affaire qui va lui procurer des recettes annuelles de 5 millions de francs. »

Pour l'opposition, le doute n'est pas permis : le maire a opéré un recel tactique devant la levée de bouilliers en présentant un contrat de gestion qui fait la part belle à la société d'économie mixte (dont le capital est détenu à 70 % par les collectivités locales) pour la première année avec l'idée d'attendre des jours meilleurs et de favoriser la montée en puissance de la Lyonnaise. C'est pourquoi l'opposition municipale va déposer, avant la fin du mois, un recours auprès du tribunal administratif en faisant valoir notamment les conditions de l'appel d'offres et le caractère « irrégulier » du groupement entre la CDE et la Lyonnaise.

L'association d'osagiers (« S.Eau.S. »), qui s'est constituée le 19 décembre, a l'intention de faire de même. « Nous voulons savoir, dit Guy Peterschmitt, l'un de ses responsables, si une entreprise privée peut faire du profit en exploitant un bien public comme l'eau. »

Face à ces remous, le maire se montre serein. Il peut, du reste, invoquer le fait que la décision de retirer la distribution de l'eau à la Régie appartient à la municipalité précédente. En outre, il est

convaincu d'appliquer la transparence et la vérité des prix voulus par la loi Sapin. Même si rien n'est dit dans la convention de gestion passée entre la ville et le groupement, Gilbert Meyer affirme que la part de marché, qui pourrait revenir à la Lyonnaise dans les prochaines années, ne saurait dépasser 30 %, pourcentage qui correspond aux fonds privés entrant dans le capital de la société d'économie mixte.

Le principal argument avancé par M. Meyer à trait au prix de l'eau : « Colmar n'est pas Grenoble, ni Saint-Etienne, explique-t-il, car il s'agit d'un simple contrat de gestion qui laisse la totale maîtrise de la tarification à la ville. » Pour démontrer la justesse de sa politique, il rappelle n'avoir rencontré aucune difficulté en conseil municipal pour faire adopter une baisse du prix du mètre cube de 16 % en 1997 qui a profité aux quelque cent mille usagers de l'agglomération colmarienne.

Jusqu'à quand Gilbert Meyer pourra-t-il tenir ce cap alors que la tendance générale est à l'augmentation du coût de l'eau potable ? Probablement jusqu'aux législatures de 1998 où son principal adversaire sera de nouveau M. Rosenblieb. Et après ?

Marcel Scotto

## La Générale des eaux chassée d'Orange

**AVIGNON** de notre correspondant Deux élus Front national (FN) se sont abstenus lors du vote sur la nouvelle société d'affermage de l'eau à Orange, le 3 janvier. Les arguments, avancés par le maire FN, Jacques Bompard, n'ont pas convaincu ces deux élus - ni l'opposition, qui a voté contre - du bien-fondé de ce changement : la SAUR, filiale de Bouygues, remplacera pour douze ans la SADE, filiale de la Générale des eaux, qui était installée

### Saint-Pierre-et-Miquelon dans l'orbite de la Seine

L'Agence de l'eau Seine-Normandie, qui a sous sa coupe 9 000 communes réparties sur 25 départements, va étendre son influence à l'océan Atlantique : elle englobera Saint-Pierre-et-Miquelon (6 700 habitants), situé à quelques encablures de Terre-Neuve. La relance de l'économie de l'archipel - longtemps fondée sur la pêche à la morue - passe par le tourisme en provenance du Canada et des États-Unis et par l'industrie de transformation des produits de la mer. Deux objectifs qui imposent des travaux importants pour l'alimentation et le traitement des eaux.

dans la ville depuis cinquante ans. Selon le dossier présenté par le maire, le prix du mètre cube d'eau devrait baisser de 17 %.

L'opposition s'est cependant chargée de rapatrier une omission : la nouvelle société d'affermage ne s'est pas engagée à renouveler les branchements d'assainissement, ni à éliminer les boues résiduelles de la station d'épuration ; de plus, elle n'entreprendra plus les fosses septiques, désormais à la charge des propriétaires. D'après les calculs de l'opposition, la diminution du prix du mètre cube d'eau passerait, dans ces conditions, de 17 % à 6 %, un rabais qui aurait été obtenu, selon ces élus, par simple renégociation avec la SADE.

Pour Jacques Bompard, les tentatives de négociation ont échoué, car la SADE avait pris l'habitude de se comporter en patron et non comme un fermier vis-à-vis de la ville. La municipalité, poursuit-il, « avait tenté et a échoué à négocier la rupture de contrat à commencer par le coût des travaux, de 50 % supérieur à celui pratiqué par les concurrents. La SADE, société de BTI, avait tout intérêt à multiplier les travaux ».

Cette entreprise, dont les contrats pour l'eau et pour son assainissement couvraient jusqu'en 2009 et 2010, a déjà saisi le tribunal administratif. Dans des cas similaires, la municipalité est, le plus souvent, condamnée. Mais ces procédures sont longues. D'ici là, comme l'a précisé Jacques Bompard, « les électeurs auront choisi », une allusion aux législatives de 1998.

Ce changement de société fermière aura également un coût social. La SADE employait quarante personnes dans son centre régional, récemment construit à Orange. La SAUR a promis, elle aussi, d'installer son centre régional, mais elle n'embauchera qu'une douzaine de personnes et devra reprendre dix-sept salariés de la SADE. Autres promesses de la SAUR : former une dizaine de jeunes Orangeois par an et embaucher cinq personnes par an dans le groupe Bouygues. Michel de Bonadona, conseiller municipal RPR, s'interroge : « Faudra-t-il être sympathisant du FN pour être recruté ? »

Quant à l'eau de la Boussonne qui alimente les fontaines de la ville, le maire a promis qu'elle serait potable. Les textes soumis au conseil municipal stipulaient qu'il s'agissait d'eau brute. « Une simple erreur de frappe », a expliqué le maire. Reste que le contrat liant la ville à la SAUR pour douze ans n'a pas été corrigé.

Monique Glasberg

### DÉPÊCHES

■ CAMARGUE : un syndicat intercommunal pour la gestion des digues de Camargue a été créé par arrêté préfectoral alors que les inquiétudes se multiplient sur l'état de ces remparts contre les inondations. Le syndicat, composé des communes d'Arles, Port-Salot-Louis-du-Rhône et Saintes-Maries-de-la-Mer et présidé par Michel Vauzelle, maire (PS) d'Arles, a la responsabilité des études et de l'exécution des travaux « en vue d'assurer la protection (...) contre les inondations du Rhône et de la mer ».

■ ÎLE-DE-FRANCE : le Conseil économique et social d'Ile-de-France s'inquiète, dans un rapport, du « manque de lisibilité » des mesures d'aide à la reconversion de l'industrie militaire française, qui s'appuie à perdre 20 000 emplois d'ici à 2002. Près d'un millier de PME-PMI sous-traitantes seront touchées et, pour le CESR, la réduction des crédits militaires (20 milliards de francs par an) risque d'avoir des répercussions « mécaniques » sur l'activité de recherche-développement des grands groupes industriels.

### Le bivouac du « non » à la carrière de marbre de Vingrau

PERPIGNAN de notre correspondant

La neige est à deux pas. De l'autre côté du cirque naturel de Vingrau (Pyrénées-Orientales), le mont Tauch dresse son épine calcifiée blanche à mi-hauteur. Voilà maintenant soixante jours que la majorité des habitants du village occupent à tour de rôle ce site enchanteur pour s'opposer à l'ouverture d'une carrière de marbre. Nouvel épisode d'un combat qui dure depuis maintenant sept ans. Ils ont tout supporté : pluies, orages, neige, rafales de vent parfois supérieures à 100 km/heure.

Ils sont venus, depuis que le Conseil d'Etat a reconnu, le 12 novembre, la validité des arrêtés préfectoraux du 10 mars 1991 concernant le second dossier d'ouverture de carrière déposé par la société Omya. Ce texte avait été annulé en décembre 1993 par le tribunal administratif de Montpellier (Le Monde du 30 octobre). Un nouveau permis, plus contraignant sur le plan de l'environnement, fut déposé, et une nouvelle autorisation d'ouverture délivrée. Le permis de construire du bâtiment a été autorisé par la cour administrative d'appel de Bordeaux; en revanche, celle-ci n'a pas encore statué sur l'autorisation d'ouverture de la carrière. Ira-t-elle contre la décision du Conseil d'Etat qui, lui,

vient de se prononcer favorablement sur un projet estimé moins respectueux de l'environnement ?

La nuit vient de tomber ce soir-là et sous la tente de plage dressée en pleine garrigue, ils sont encore une douzaine à discuter au sommet du col du Pas-de-l'Echelle. Jacques, chauffeur aux Courriers catalans, est venu après le travail avec sa femme et ses filles. La plus jeune dort dans les bras de sa mère, sous une toile de tente bleue décorée par des guirlandes de Noël. Ils ne vont pas tarder à partir, tout comme Catherine et d'autres. Pour la nuit, ne resteront qu'André, Alain « la moustache » et Jacques.

Le froid s'accroît. Sur une banderole, le slogan : « Omya insiste, le préfet persiste, Vingrau résiste ». Rémi change la carouche d'une des deux lampes disposées sur la table. On joue aux tarots en buvant de l'eau de vie. Dehors, la tramontane redouble et fait dingler la toile. Deux coups de klaxon : Jean, qui rentre à Vingrau, salue la cantonade. Alain défile un lit et s'enroule dans une couverture pour dormir quelques heures. Rémi, croupier dans un casino du littoral, s'en va, mais il repassera au petit matin avant de rentrer chez lui.

Une détonation, suivie de plusieurs autres. Des chasseurs tirent sur les grives. Le jour commence à poindre et le ciel rougeole sur la

mer que l'on aperçoit depuis ce promontoire. Des phares éclairent la tente, et une voiture prend le chemin qui conduit vers la guérite à l'entrée de la future carrière. C'est l'heure de la relève pour le vigile qui a passé la nuit, seul, là-haut. Dans la tente, c'est aussi le signal du réveil, car, vers 8 heures, d'autres personnes, plus âgées, vont venir avec du café et des croissants. Les femmes resteront jusqu'à 11 heures. A midi, Claudia remontera avec le repas.

Depuis deux mois, la vie ne s'est pas arrêtée. Les hommes ont taillé la vigne lorsque le temps le permettait, il y a eu les deux soirées du réveillon - moments de bonheur - mais aussi trois enterrements. La communauté n'a jamais été si soudée entre le vieux village bloqué au fond de la vallée et les maisons du Pas-de-l'Echelle. « On recouvre les veilles d'antan », souligne Jean Garnier, soixante-quinze ans. Claude Bazinet, le maire, qui avait fait une longue grève de la faim en novembre 1995, vient dire bonjour. Sous la tente, on discute du calendrier.

A la préfecture, le comité de suivi sur les carrières devait se réunir le vendredi 10 janvier. En attendant que les engins d'Omya arrivent, on jouera aux cartes et au scrabble.

Jean-Claude Marre



Handwritten note: "Carnet du Monde 125"

CARNET

LE MONDE / SAMEDI 11 JANVIER 1997 / 11

DISPARITIONS

**JACK NANCE**, l'acteur fétiche de David Lynch, qui tenait le rôle principal d'*Eraserhead*, son premier film, a été retrouvé mort chez lui le 30 décembre 1996. Il aurait été blessé au cours d'une bagarre avec deux hommes dans un bar de la banlieue de Los Angeles et aurait succombé aux traumatismes causés par plusieurs coups de poing. Né en 1943 à Dallas, Jack Nance avait joué dans plusieurs compagnies théâtrales de la Côte ouest dans les années 60 avant de rencontrer David Lynch et de jouer dans *Eraserhead*. On le retrouve ensuite, dans des rôles secondaires, dans les films suivants de Lynch : *Dune*, *Blue Velvet*, *Sailor and Lula* et *Twin Peaks*, ainsi que dans *Hammert* de Wim Wenders, *Barfly* de Barbet Schroeder et *Colours* de Dennis Hopper. « Je considérais Jack comme l'un de mes meilleurs amis. J'aimais son humour absurde et les histoires qu'il me racontait. Tous les personnages qu'il jouait encore pu jouer me montraient », a déclaré David Lynch après avoir appris son décès. Jack Nance fait une apparition dans *Lost Highway*, dans le rôle d'un garagiste amateur de jazz, le dernier film de Lynch qui sort en France le 15 janvier.

**EDWARD OSOBKA-MORAWSKI**, ancien premier ministre polonais de la fin des années 40, est mort jeudi 9 janvier à Varsovie à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Militant avant la seconde guerre mondiale du Parti socialiste polonais, Edward Osobka-Morawski avait été partisan de la coopération de son parti avec les communistes. Il est tombé en disgrâce en 1949, avec le durcissement du régime communiste en Pologne.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du jeudi 9 janvier sont publiés :  
● **Déconcentration** : un décret portant déconcentration de la gestion de certains personnels relevant du ministère de la Justice. Le ministre de la Justice peut déléguer aux directeurs régionaux des services pénitentiaires et aux directeurs des établissements pénitentiaires les pouvoirs de gestion qu'il exerce sur le personnel des services déconcentrés.  
● **Accords internationaux** : un décret portant publication de l'accord sous forme d'échange de notes entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Malawi, relatif au statut du centre culturel français au Malawi, signé à Lilongwe, le 2 et le 15 août 1995.  
● **Orthophonistes** : un arrêté portant approbation de la convention nationale des orthophonistes.  
● **Géomètres** : un décret fixant le statut particulier des géomètres du cadastre.  
● **Catastrophe naturelle** : un arrêté portant constatation de l'état de catastrophe naturelle, dans le département de la Guyane, les 25 et 26 août 1996.  
● **Concours** : un avis relatif au calendrier prévisionnel des recrutements pour 1997 dans la fonction publique de l'Etat, l'armée, les institutions communautaires et les services de la Ville de Paris. Ce document donne aussi la liste des corps de fonctionnaires dont l'accès est ouvert aux ressortissants de l'Union européenne.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

**Raphaël et Benjamin**  
sont heureux d'annoncer la naissance de leur petite sœur.

**Annès**

le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

**Violaine et Olivier DELAGE**,  
13, avenue du Bois,  
92190 Meudon.

**Marcel et Michel CHRYSSOULIS**

ainsi que ses frères

**Alexis et Nicolas**

sont heureux d'annoncer la naissance de

**Aristide**

le 7 janvier 1997, à Paris.

**Claire AZIZA, François AUDRAS**  
et **Romana**  
sont heureux d'annoncer la naissance de

**Vénitien**

le 2 janvier 1997.

**9, rue Blainville,**  
**75005 Paris.**

Décès

**Xavier Nollet**,  
son épouse,  
Adrien, Romain, Camille, Emilio,  
ses enfants,  
Annie et Bernard Bachelot,  
ses parents,  
Chantal et André Nollet,  
ses beaux-parents,  
Laurent et Suzy, Claire et Serge,  
Louis et Marjolaine, Xavier,  
ses frères, sœur, beau-frère et belles-sœurs,  
Thierry, Calvis, Naïla, Théo, Lou,  
Hector, Carmen,  
ses neveux et nièces,

Les familles de la Sudda, Bachelot, Bil-  
lon, Barret, Noël et de Magnac,  
Tous ses amis,

ont la douleur de faire part du décès ac-  
cidental de

**Odile BACHELOT**,

dans sa treizième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
samedi 11 janvier 1997 à 10 heures, en  
l'église de Vauvey (Cote-d'Or).

**Xavier Nollet, Vauvey**  
21400 Châtillon-sur-Seine  
Chantal et André Nollet,  
Le Moulin neuf,  
21350 Laignes  
Annie et Bernard Bachelot,  
2, quai Bandon,  
21140 Semur-en-Auxois.

**Thierry-Philippe CHAMOUN**  
né le 27 mai 1961

nous a quittés vendredi 20 décembre  
1996.

L'inhumation a eu lieu à Deir-el-  
Qamar, au Liban, le 30 décembre.

**Mourir**, son père,  
Lyette, sa mère,  
Ariane et Bénédicte,  
ses sœurs,  
Tous sa famille,  
Tous ses amis,

demandent à ceux qui l'ont connu et aimé  
de s'associer à la messe qui sera célébrée  
jeudi 13 janvier à 19 heures, en l'église  
Saint-Dominique, 20, rue de la Tombe-  
Issoire, Paris-14<sup>e</sup>.

**11, rue Emile-Dubois,**  
**75014 Paris.**

**Jean-Baptiste ESSONGHE**,  
ancien conseiller du général de Gaulle,  
ambassadeur d'Algérie au Gabon,  
officier de la Légion d'honneur,  
commandeur de l'ordre national  
du Mérite gabonais,

nous a quittés le 1<sup>er</sup> décembre 1996, à  
Libreville, des suites de maladie, dans sa  
soixante-douzième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée  
en l'église Saint-Louis.

L'inhumation a eu lieu le 7 décembre,  
au cimetière municipal de Port-Gentil  
(Gabon).

On nous prie d'annoncer le décès,  
survenu le 8 janvier 1997, à Montpellier,  
dans sa quatre-vingt-quatrième année, de

**Marie-Joséphine LATREILLE de FOZIERES**,  
magnifique (s.s.),  
chevalier de l'ordre  
des Palmes académiques,  
médaille de bronze  
de la jeunesse et des sports.

La cérémonie religieuse a été célébrée  
vendredi 10 janvier à 14 h 15, en l'église  
Don-Bosco de Montpellier, suivie de l'in-  
humation dans le caveau de famille à Lo-  
dève (Hérault), à 16 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

**Famille de Fozieres**,  
329, avenue des Eaux-de-Languedoc,  
Bâtiment Saint-Jean E,  
34000 Montpellier.

**M. Jacques Hazan**,  
Patricia et Elie El Maleh,  
Caryll et Pierre Sibony,  
Claudia et Marc-Anthoine Larran,  
Aïda et Sidney Chauriqui,  
Maurice et Orna Loeb,  
David Loeb  
et les familles Hazan, El Maleh,  
Sibony, Larran, Zafrafi, Elion  
ont la douleur de faire part du décès de  
leur chère et regrettée

**Marguerite HAZAN**,  
née LOEB,

survenue le 4 janvier 1997.

La levée de corps a eu lieu le mardi  
7 janvier à l'hôpital Saint-Louis,  
Paris-10<sup>e</sup>.

**Passy Plaza**,  
53 bis, rue de Passy,  
75016 Paris.

**Le Père Jean Lécuyer**,  
"Le docteur Bernadette Lécuyer",  
M. et Mme Christian Lécuyer  
et leurs enfants Benoît, Clémentine  
et Juliette,

ont le chagrin de faire part de la mort du

**docteur Jean-Marie LÉCUYER**

à l'âge de quatre-vingt-huit ans, le 29 dé-  
cembre 1996.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-  
tion ont eu lieu le 31 décembre à Mc-  
rignac (Charente).

**Bourras-Mérignac**,  
16200 Jarnac,  
47, Place de Ronsard,  
16000 Angoulême,  
3, rue des Arènes,  
75005 Paris,  
99, Elysée II,  
78170 La Celle-Saint-Cloud.

**Digne-les-Bains (84)**.

**Pierre et Annie Magnan**,  
Paul et Paulette Daviot,  
leurs enfants et petits-enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Paul MAGNAN**,

le 8 janvier 1997.

**10, bd Gassendi,**  
**04000 Digne-les-Bains.**

**Amette Sauvageot**,  
Laurence et Emmanuel Jancovici,  
Jean-Luc et Agathe Sauvageot,  
François Sauvageot et Anita Tyteca,  
Pierre Sauvageot et Jany Jérémie,  
ses enfants et leurs conjoints,

**Martin et Bastien Colas**,  
Myrto, Jeanne et Victor Sauvageot,  
ses petits-enfants,

**Jacqueline et Lilla Sauvageot**,  
ses sœurs,  
Jean-Pierre Sauvageot,  
son frère,

Et tous leurs proches,  
ont la tristesse de faire part du décès de

**Jacques SAUVAGEOT**.

La famille recevra les amis le lundi  
13 janvier 1997, à 11 h 30, au fondarium  
du cimetière des Batignolles.

**Erratum** : L'entrée est au 1, boulevard  
du Général-Lacour, 92110 Chichy.

Cet avis tient lieu de faire-part.

**40 bis, avenue de Suffren,**  
**75015 Paris.**

**La direction des Musées de France**,  
La Réunion des Musées nationaux,  
La direction, le département des pein-  
tures et le département des arts gra-  
phiques du Musée du Louvre,  
La Ville et les musées de Strasbourg,  
ont la tristesse de faire part du décès de

**M. François SCHLAGETER**,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
grand docteur des musées nationaux  
et des musées de Strasbourg,  
survenu le 2 janvier 1997, à l'âge de  
quatre-vingt-deux ans.

On nous prie d'annoncer la mort de

**Fernand SOUBEYRAN**,  
dit Dado,

à l'âge de soixante-neuf ans, à Lyon, le  
9 janvier 1997.

Il sera inhumé à Digne, le samedi  
11 janvier.

**Anne Turz**,  
Le professeur Thomas Turz,  
et David,  
Elisabeth Thévenot,  
Alexis et Stéphane,  
ses enfants et petits-enfants,  
sa famille et ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Viollette THÉVENOT**,  
ditte Viollette JEAN,  
écritaine,

survenue le 24 décembre 1996.

La cérémonie religieuse et les obsèques  
ont eu lieu dans l'intimité.

**35, rue Guzman**,  
**75014 Paris**,  
**23, rue de Ramus**,  
**75013 Paris**.

On nous prie d'annoncer le décès de

**M. Claude VERRIÈRE**,

survenu le mercredi 8 janvier 1997.

L'inhumation aura lieu le samedi  
11 janvier dans la plus stricte intimité.

**De la part des familles**  
**Laurois-Verrière**,  
de Nédard de Féril,  
Oudin.

Le présent avis tient lieu de faire-part.  
**286, boulevard Raspail,**  
**75014 Paris.**

Anniversaire de décès

**Le 11 janvier 1988.**

**Alexis GRJBINE**

quittait sa famille et ses amis.

Ceux qui l'ont aimé se souviennent.

**1986-1997**

**Le 1<sup>er</sup> novembre 1985** disparaissait

**Yvonne HAGNAUER**,  
"Gofland",  
fondatrice  
de la Maison d'enfants de Sévres,  
titulaire de la médaille des Justes d'Israël.

Le 11 janvier 1986 disparaissait

**Roger HAGNAUER**,  
"Pinguin",  
cofondateur  
de la Maison d'enfants de Sévres,  
militant syndicaliste,  
animateur du noyau  
de la Révolution prolétarienne.

**« Ils aiment ce qu'ils font,  
Parce qu'ils font ce qu'ils aiment. »**  
La Petite République.

Remerciements

**Christine Vullmer**, Bry-sur-Marne, et  
**Marielle Gobbi**, Marseille,  
très touchés des marques de sympathie  
que vous leur avez témoignées lors du dé-  
cès de

**M. Gérard PIC**,

vous adressent leurs sincères remercie-  
ments.

**Les familles TOPIOL et WEIL**  
remercient tous ceux qui leur ont présenté  
leurs condoléances par écrit ou ont parti-  
cipé à la cérémonie d'hommage organi-  
sée, le mercredi 8 janvier 1997, à la suite  
du décès du regretté

**Michel TOPIOL**.

Les très nombreuses marques de sym-  
pathie et de soutien qu'elles ont reçues les  
empêchent de répondre à tous individuel-  
lement.

Messes anniversaires

**Il y a un an** disparaissait

**Alice BERTHELOT**,

à l'âge de vingt-deux ans, dans un tra-  
gique accident de chasse.

La messe de 19 heures en l'église Saint-  
Germain-des-Prés sera célébrée à son in-  
tention, le mardi 14 janvier.

Que tous ceux qui l'ont aimée pensent  
à elle, à sa vivacité, à son éclat.

En nous souvenant, nous lui gardons  
vie.

Avis de messe

Une messe sera célébrée le mercredi  
15 janvier, à 19 heures, en l'église Saint-  
Léon, place Cardinal-Amélie, à Paris-15<sup>e</sup>,  
pour le repos de l'âme de

**M<sup>me</sup> Louis DULONG**,  
née NOBLE LEPAS.

décédée le 25 juin 1996, à Carnac.

**Nos abonnés et nos action-  
naires, bénéficiaient d'une  
réduction sur les insertions  
du « Carnet du Monde »,  
sont priés de bien vouloir  
nous communiquer leur  
numéro de référence.**

CARNET DU MONDE

**21 bis, rue Claude-Bernard**  
**75007 Paris Cedex 07**

Renseignements  
**01-42-17-29-96**  
ou **29-96** ou **29-42**

Télécopieur : **01-42-17-21-36**

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 105 F

Abonnés et actionnaires ..... 85 F

Thèses étudiants ..... 65 F

Les lignes en capitales grasses sont  
facturées sur la base du double ligne.  
Les lignes en italique sont obligatoires  
et facturées. Minimum 10 lignes.

Colloques

Le Comité consultatif national d'éthique  
pour les sciences de la vie et de la santé

organise

les Journées annuelles

d'éthique 1997

à Paris, à la Maison de la chimie,  
28 bis, rue Saint-Dominique

● le mercredi 15 janvier, de 17 heures à  
20 h 30.

Ouverture officielle par M. Jacques  
Chirac, président de la République.  
Allocution de M. Jean-Pierre Chan-  
geux, président du comité.  
Allocution de M. François d'Aubert,  
secrétaire d'Etat à la recherche.  
Allocution de M<sup>me</sup> Corinne Lepage,  
ministre de l'environnement.

Table ronde sur les « Problèmes scien-  
tifiques et éthiques posés par les agres-  
sions sexuelles et leur prévention ».

Avec la participation de :  
Bernard Cordier, Victor Courtcouvise,  
Frédérique Kuten, Jean Michaud.

● le jeudi 16 janvier, de 9 heures à  
18 h 30.

Une même éthique pour tous ?  
Universalisme éthique, diversité cultu-  
relle et éducation.

Avec la participation de :  
Henri Atlan, Camille Ceta-Conde,  
Mireille Delmas-Marty, Olivier de Dine-  
chin S.J., François Dubet, Anne Fagot-  
Largault, Luc Ferry, Françoise Héritier,  
Jacques Mehler, Ali Merad, Lucien Séve.

Débats avec des élèves animés par Béa-  
trice Descamps-Latscha et Lucien Séve.

Ouvert au public.  
Renseignements auprès du CCNE, tél. :  
01-44-42-48-52/53.

Soutenances de thèse

**Brigitte PLICHON-MAUGER** a sou-  
tenu, le 13 décembre 1996, à l'univer-  
sité Paris-III Sorbonne-Nouvelle, sa thèse  
de doctorat intitulée : « Présentation, édi-  
tion, traduction et commentaire des  
*Elégies* de Maximilien ». Le jury, composé de M. René Martin,  
M. Cl. Moussy, M<sup>me</sup> L. Harf,  
M. J. Meyers, lui a décerné la mention  
très honorable avec les félicitations.

**M<sup>me</sup> Dominique TEISSIER** a sou-  
tenu sa thèse, le lundi 6 janvier, à 14 h 30,  
au Centre universitaire Sainte-Marthe, à  
l'université d'Avignon. Le sujet de cette  
thèse en sciences de l'information et de la  
communication était le suivant : « La  
construction de l'espace intercommu-  
nal dans le discours des acteurs ». Au  
jury figuraient : Jean-Paul Ferrier, pro-  
fesseur de géographie à l'université Aix-  
Marseille-I, Bernard Lamizet, professeur  
de sciences de l'information et de la  
communication à l'université d'Avignon,  
directeur de thèse, et Jean-François Tétu,  
professeur de sciences de l'information et  
de la communication à l'Institut d'études  
politiques de l'université Lyon-II, pré-  
sident du jury. La candidate a été admise  
au doctorat en sciences de l'information  
et de la communication avec la mention  
très honorable et les félicitations du jury.

**THÈSES**  
Tarif Étudiants  
**65 F la ligne H.T.**

**"GRAND JURY"**  
**RTL-Le Monde**

**FRANÇOIS**  
**BAYROU**

**ANIMÉ PAR**  
**JEAN-PIERRE DEFRAIN**

**AVEC**  
**CÉCILE CHAMBRAUD (LE MONDE)**  
**ET**  
**CLAUDE POZNANSKI (RTL)**

**RTL**  
**DIMANCHE**  
**18 H 30**  
**DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9**

**LE RENDEZ-VOUS DES POLITIQUES**  
**France Culture - Le Monde**

**Jack Ralite**

répond aux questions de Thomas Ferenczi, Alain Finkielkraut,  
Danièle Sallenave et Alain-Gérard Slama sur le thème :

**"Du passé et de l'avenir du communisme"**

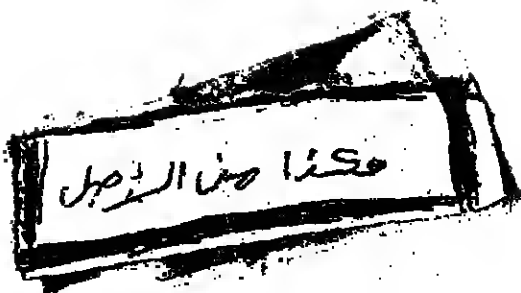
**Dimanche 12 janvier 1997, 11h-12h**

**France**  
**Culture**

**Le Monde**

**AUBERCY**  
**SOLDES**  
**34, rue Vivienne, 2<sup>e</sup>**  
**9, rue de Luynes, 7<sup>e</sup>**





## HORIZONS

ENQUÊTE

**E**n cette douce soirée de décembre, Mousé et son camion stupéfiant Tel-Aviv. Remorquer un portrait géant de l'ayatollah Khomeini en plein cœur de la capitale israélienne du bon vivre, nul n'a encore osé. Quinquagénaire moustachu et bedonnant, croqueur de rabbins et militant du Meretz, le parti de la gauche laïque, Mousé le fait. Depuis des heures, il tourne près du grand parc municipal des expositions, avec son portrait sacrilège, haut comme une affiche de cinéma oriental. Tandis que, maintenus à distance par une escouade de police, une centaine de ses compagnons scandent joyeusement les slogans jetés en grosses lettres vives sur des banderoles: « Israël n'est pas l'Iran ! », « Etat théocratique = pas d'Etat ! », « Les barbus, dehors ! », « Harédis, sortez de notre song ! ».

Les « harédis », autrement dit les « craignant-Dieu », qu'on appelle aussi les ultra-orthodoxes ou les « hommes en noir », sont là, tout près, regroupés à l'intérieur du parc. Par milliers, dans la ville qui se flatte de ne jamais éteindre ses feux, ils sont venus dans leurs habits sombres rappeler à l'ordre les mécréants qui, chaque vendredi soir, s'entassent dans les bars, les restaurants, les disco et violent allégrement le shabbat, le repos hebdomadaire prévu par la Loi, la Torah. Demain, des journaux du cru, mi-ironiques, mi-alarmsés, ne manqueront pas de titrer: « Marée noire sur Tel-Aviv ».

Le grand schisme n'est pas consommé. La polémique a toujours été vive entre les anciens et les modernes du judaïsme. Mais l'iniquité de la majorité laïque d'Israël, face à ce qu'elle perçoit comme une insupportable montée du despotisme religieux, n'a jamais atteint une telle ampleur. Depuis des mois, dans les médias, les bars et les salons privés de la nomenclature travailliste, ashkénaze et laïque qui a bâti l'Etat original, on ne parle que de cette menace théocratique. Dans la presse laïque et libérale, les articles mi-figue, mi-tailleur, sur la nécessité de diviser Israël en deux Etats - l'un pour « les ayatollahs judaïques », l'autre pour « les gens normaux » - se multi-



Ovadia Yossef, qui prit naguère un « édit » aux termes duquel tout bon juif malade ou blessé, s'il veut éviter que des malheurs ne l'accablent, doit refuser qu'on lui transfuse le sang d'un non-juif ou même d'un juif non observant, Ovadia Yossef, donc, lança ce jour-là un nouvel anathème: « Un juif qui viole le shabbat n'est plus qu'un goy. » Un « gentil », un non-juif, autant dire un être quasi inférior. « C'est plus fort qu'eux, et c'est lié au concept de peuple élu, note Ehoud Sprinzak: lorsqu'ils regardent un Arabe, les harédis ne voient pas vraiment un égal à eux-mêmes. »

Sur la tribune de Tel-Aviv, les éminentes barbes blanches du judaïsme intégral contemplent d'un oeil fatigué leurs zéloteux inspirés. L'un d'eux a naguère déclaré que l'Holocauste avait eu lieu « parce que trop de juifs assimilés violaient le shabbat ». Sur la façade du bâtiment, dehors, une banderole déclare que le deuxième Temple de Jérusalem a été détruit - par les Romains, il y a deux mille ans - parce que le shabbat n'était plus respecté.

**C**e soir-là, l'un des « sages » sur la tribune résume l'anathème: « Celui qui viole le shabbat peut être tué. » Et la salle exhale.

Dans les premiers rangs de la houle humaine en extase, une bagarre éclate. Des enthousiastes en transe, regard brillant et doigts fêlés, ont tenté de caresser la longue tunique brodée d'un vieux maître. Rien de grave. Dans certains mouvements hassidiques, après le repas du maître, les fidèles se battent parfois pour finir ses restes. Non par voracité, mais parce qu'ils croient qu'en avalant les quelques miettes tombant de la vénérable barbe, ils monteront au paradis. Et dire que le judaïsme interdit l'idolâtrie.

Mais, pour les laïques, il y a plus sérieux. Huit jours après « la marée noire » de Tel-Aviv, la « police du shabbat », une institution pratiquement tombée en désuétude ces dernières années, est soudainement ramifiée par le ministre (Shass) de l'Intérieur. Des dizaines d'inspecteurs, carnet de contraventions au poing - ne pouvant être juifs, ils sont le plus souvent Arabes de la secte druze -, s'introduisent chez les commerçants nu-

# Israël, la montée des « hommes en noir »

**Politiquement plus forts et plus nombreux que jamais, rabbins intégristes et séminaristes barbus font planer sur l'Etat juif une menace théocratique sans précédent qui inquiète la majorité laïque du pays**

plient. Début décembre, un sondage publié dans le *Yedioth Aharonot*, premier quotidien populaire du pays, a révélé l'ampleur de la montée des périls: 47 % des Israéliens avouent craindre « une guerre civile entre laïques et religieux » pour les prochaines années.

Alarmisme exagéré? Peut-être. En fait, l'alerte a commencé le 30 mai 1996, quand les écrans bleus du pays affichèrent les scores électoraux sans précédent obtenus par les trois partis religieux du pays. Neuf sièges pour les sionistes orthodoxes et souvent messianistes du Mafdal, le Parti national religieux, dont quatre élus sont des colons des territoires palestiniens occupés; quatorze pour les ultra-orthodoxes sépharades du parti Shass et les « chapeaux noirs » ashkénazes du judaïsme unifié de la Torah.

Vingt-trois élus sur soixante-sept pour la majorité au pouvoir; vingt-trois mandats pour trois formations qui, selon le professeur de sciences politiques Ehoud Sprinzak, « ont trois dénominateurs communs: le désir de faire respecter leur interprétation, d'ailleurs divergente, de la Torah, la volonté de peupler Eretz Israël de juifs (territoires palestiniens inclus) et une solide haine des Arabes qui, au moins pour les deux derniers, est, par nature, ouvertement raciste ». Les zélotes à papillotes font peur. Le phénomène est nouveau.

Jadis, parce qu'ils croyaient que la création de l'Etat juif avait le retour du Messie pouvait retarder, voire compromettre, l'avènement du « règne divin », les harédis étaient plutôt antisionistes. Une toute petite minorité l'est restée. La majorité, « de plus en plus dépendante de l'Etat laïc pour subventionner l'éducation religieuse exclusive de ses nombreux rejetons » - la

plupart des enfants harédis ne fréquentent pas l'école publique, et l'immense majorité des parents, passant théoriquement leur vie à éduquer la Loi et le Talmud, ne fréquentent ni l'armée ni l'usine -, est ensuite passée à une sorte d'asionisme éminemment politique visant exclusivement à faire et défaire les coalitions au pouvoir en fonction des intérêts financiers bien compris de la communauté « noire » (habillée de noir).

Avec, en 1967, la conquête des territoires palestiniens, considérés comme « le cœur et l'âme de la Terre promise aux juifs par Dieu », leur attitude changea. Israël était vainqueur, expliquèrent les militants à kippa du Mafdal, Dieu lui-même avait donc voulu que « son » peuple retourne sur « sa » terre, Eretz Israël. C'est alors que naquit le mouvement messianiste du Bloc de la foi, qui, grâce à Benyamin Nétanyahou, est de retour au pouvoir.

Des Arabes. Les accords de paix israélo-palestiniens d'Oslo en septembre 1993, interprétés comme un danger pour la vie des juifs, achevèrent de convaincre la plupart des ultras qu'il était temps d'abandonner l'ambiance feutrée des yeshivas, les écoles talmudiques, pour se lancer à l'assaut d'Eretz Israël.

Ainsi se fabriqua la potion politique la plus explosive qu'Israël ait jamais connue: le mélange entre le nationalisme « sécuritaire » du Likoud, le national-messianisme agressif des colons du Bloc de la foi et le lyrisme de la Torah, version harédis. « Préservé à sa naissance du virus religieux à la fois par la méfiance des rabbins et l'attachement social-laïque d'un Ben Gourion, écrit Amos Elon, l'un des analystes les plus pénétrants d'Israël, le sionisme est aujourd'hui menacé par un nationalisme régressif transformé par les fondamentalistes religieux en ambition messianiste. »

Aujourd'hui, les hommes de la Torah au pouvoir avec plusieurs ministres dans la coalition majoritaire animent, incarnent et mythifient le combat pour le Grand Israël. De la caserne au prétoire en passant par l'usine et l'université, un nage se lève. « La terre, le peuple élu, le nationalisme, tous les ingrédients du fascisme sont là », s'alarme Shoulamit Aloni, passionnée des droits de l'homme et ancien ministre (Meretz) de la culture dans plusieurs gouvernements travaillistes. « J'ai passé trente et un

ans à la Knesset, ajoute-t-elle, et jamais je n'ai été aussi inquiète qu'aujourd'hui. Nous sommes en plein ethnocentrisme. Nous ne respectons plus personne. Nous traitons les Palestiniens comme des êtres de seconde classe. Nous prenons leurs terres, leurs maisons, et leurs droits par la force. S'il y a une nouvelle guerre, nous n'aurons à nous en prendre qu'à nous-mêmes. »

**« Nous prenons leurs terres, leurs maisons, et leurs droits par la force. S'il y a une nouvelle guerre, nous n'aurons à nous en prendre qu'à nous-mêmes »**

Ce soir-là de décembre, à Tel-Aviv, mobilisés de tous les coins du pays par leurs rabbins, serrés les uns contre les autres et transportés de ferveur à la simple vue de leurs « grands maîtres » alignés sur l'estrade, ceux que Susan Hattis-Roel, politologue, appelle « nos représentants locaux du Moyen Age » chantent les louanges et le triomphe de la Loi. Ils sont plus de quinze mille. Pas une seule femme. Les consœurs journalières venues couvrir l'événement sont fermement priées de rester à l'extérieur du local. Chez les « barbus », chantres de l'islam intégriste n'ont rien du judaïsme pur et dur, on n'approche pas des femmes en public. « Nous avons amené la bataille

sur le territoire de l'ennemi », s'égoïste un petit maigrichon en redingote sombre. « Non, le rabroue un porteur de papillotes, nous sommes venus porter la Torah à des juifs qui ne la connaissent pas. » Simple petite manœuvre rhétorique. Le fait est que Tel-Aviv, la grande métropole de l'Etat hébreu, avec ses cinq cent mille habitants, ses péripatétiques racoleuses, ses ma-

quereaux russes, ses restaurants non casher où l'on savoure du cochon et du lard, ces plages-seins-nus et toute cette jeunesse vifonnante plus comatueuse en textes de Michael Jackson qu'en ceux du Pentateuque, est un farouche bastion laïque.

Pour ces « purs soldats d'Elohim » que les harédis croient souvent être, Tel-Aviv, c'est Sodome et Gomorre en une seule cité. Et comment, lorsqu'on passe sa vie immergé dans un ensemble de textes rédigés entre le I<sup>er</sup> et le IV<sup>e</sup> siècle de notre ère, ne pas désirer ardemment faire rendre gorge à cette ville si pleine de blasphèmes?

verts le vendredi soir et le samedi dans la journée. « Le contrevenant est juif... » Ainsi commence invariablement le procès-verbal. En Israël.

Le monde laïque se cabre. « Sans l'avouer ouvertement, nous expropriera Shoulamit Aloni, cible favorite des douze journaux barbus du pays, ces ayatollahs rétrogrades et obscurantistes n'ont qu'une idée en tête: abolir l'Etat sioniste laïque et instituer la halakha, la loi religieuse, autant dire un Etat khomeyniste. » On est encore loin, très loin, de cet avènement. Mais les assauts « noirs » contre la citadelle laïque commencent à ébranler les populations. La menace intégriste plane sur la liberté d'expression et de création qui existe dans la seule démocratie du Proche-Orient. Elle pèse aussi sur le statut des femmes, sur celui de tous les nouveaux immigrants d'Ethiopie ou d'ex-URSS dont le judaïsme, aux yeux des autorités rabbiniques, n'est pas assez « casher ». Dans un pays qui n'a toujours pas de Constitution, elle fragilise surtout un Etat qui se veut juif sans être théocratique.

Depuis quelques mois, pour la première fois dans l'histoire du pays, le président de la Cour suprême, garant numéro un des libertés publiques, est gardé vingt-quatre heures sur vingt-quatre par des agents spéciaux. Décreté « ennemi du judaïsme » dans les journaux harédis, Aharon Barak, dans ses décisions, s'est permis à plusieurs reprises de repousser les prétentions ultra-orthodoxes à tout régent. Or, depuis un an, depuis l'assassinat d'Yitzhak Rabin par un jeune « fon de Dieu » juif, Israël sait qu'il vaut mieux prendre l'intolérance et le fanatisme au sérieux.

Patrice Claude  
Dessin: Ivan Sieg



مكتبة حنا السحر

# Message reçu !

Vous étiez 15 000 le 2 janvier, bloqués dans les trains et dans les gares parce que les caténaires étaient gelées. Cette situation excep-

tionnelle - elle survient tous les 20 ans - nous avons voulu y faire face en mobilisant tous nos moyens. Les cheminots n'ont compté

ni leur temps, ni leur peine. Mais vous nous dites : "Ça ne va pas, vous ne nous parlez pas, vous ne nous informez pas !".

**Nous devons répondre à votre attente. C'est notre mission de service public qui est en jeu.**

**En juin 1996, nous avons pris l'engagement de mieux vous informer en cas de perturbation. Nous avons plutôt bien respecté cet engagement lorsque ces perturbations étaient limitées.**

**En 1997, nous travaillerons pour le tenir dans toutes les circonstances, même les plus exceptionnelles, comme celles que nous venons de connaître.**

**Nous vous avons entendus.  
Nous nous engageons. Vous en jugerez.**

**Louis GALLOIS**  
Président de la SNCF

**À NOUS DE VOUS FAIRE PRÉFÉRER LE TRAIN.**

**SNCF**



عبدالله بن النعمان

# François Mitterrand le survivant

par Marc Abèles

Dans Masse et Puissance, le philosophe et écrivain Elias Canetti a bien marqué à quel point le pouvoir est lié au désir d'éternité : « L'instant de survivre est instant de puissance. » La structure anthropologique de la souveraineté associe étroitement l'invulnérabilité et la puissance.

Dans bien des sociétés, l'image du souverain affaibli ou défaillant induit avec elle la menace du chaos et des catastrophes de tous ordres. Certains groupes préféreraient éliminer préventivement leur chef malade plutôt que de voir leur situation se dégrader. Pour les gouvernants, l'obsession de la survie peut prendre des formes très diverses. On pense, bien sûr, à la figure du despote prêt à éliminer tout être humain susceptible de lui faire de l'ombre.

Dans nos régimes démocratiques, la hantise de la survie se manifeste par le dégoût manifeste qu'éprouvent les notables vieillissants à se retirer ou à désigner un dauphin. La longévité apparaît comme une force : retrouver son mandat à chaque élection, nonobstant les atteintes de l'âge, finit par être à soi seul signe d'appétit et de santé politique. Dans ce contexte, la performance mitterrandienne n'a pas fini d'en fasciner plus d'un.

Mitterrand d'est-il pas en effet l'archétype du survivant ? Politiquement entré dans les débuts de la V<sup>e</sup> République, il refait surface avec le brio qu'on sait. Après 68, il est à nouveau tenu pour un symbole désuet de la gauche politique. Il revient au premier plan pour se voir à nouveau, et dans son propre camp, stigmatisé de l'épithète entre toutes infamante d'« orchoïque ». La revanche viendra avec l'élection de 1981, et cette fois Mitterrand va battre tous les records de longévité présiden-

tielle. Or voici que, après sa mort, on apprend que toutes ces années de pouvoir ont été marquées par une lutte sans merci avec la maladie. Ce qui frappe, c'est la véritable mise en scène de la survie qui caractérise toute l'action présidentielle dans les dernières années du règne. Différentes apparitions médiatiques sont consacrées au bilan et à l'élaboration de l'image qu'il souhaite léguer à l'histoire de sa vie publique comme de sa vie privée. Rien ne semble avoir été laissé au hasard : le président s'est même soucié de la future fondation qui devait porter son nom.

Les cérémonies funéraires, loin de clore une période, marquent au contraire le début d'une nouvelle forme de survie, posthume celle-là, efficacement relayée par les ouvrages (du défunt, de son épouse, de conseillers zélés ou critiques, de proches, de coadjuteurs, etc.) qui viennent alimenter la mémoire du souverain. Aujourd'hui, on nous suggère même que sans Mitterrand, Chirac... ou du moins que le premier n'était pas mécontent de voir le second lui succéder.

Au-delà de l'anecdote, ce qui retient dans la trajectoire du président socialiste, c'est un art consommé de gérer le temps. Non seulement le présent et ses tactiques, mais la volonté de construire et de façonner son histoire de souverain dans le contexte plus large de l'Histoire avec un grand H.

A la différence des politiques purement soucieux de durer, en écartant leurs rivaux et en se cramponnant à la barre, au risque d'être éjectés quand se lève la tempête, Mitterrand a adopté une stratégie prudente qui consistait à accompagner des mouvements de fond pour les canaliser à sa manière. Sa manière à lui était le recours permanent à la référence

historique piochée dans des événements proches ou éloignés, dans des illustrations littéraires et culturelles savamment dosées.

La politique mitterrandienne se décline au futur antérieur. Futur, parce qu'il est clair que l'avenir est une préoccupation permanente de l'homme d'Etat. Passé, car l'avenir ne peut se légitimer que d'un rappel des valeurs et de la culture dont le président s'est voulu le dépositaire. Prospection et rétrospection vont de pair : au fil des deux septennats, la visée du chan-

est dévoreuse d'avenir. Elle implique un dessin politique.

Curieusement, alors même que le président français et son partenaire allemand ont relancé avec éclat la machine communautaire, ils ont pris bien soin d'aseptiser le discours politique sur l'Europe. Mitterrand ne s'est jamais risqué à prôner l'Europe politique. Il évita toute référence au fédéralisme ou à quelque vocabulaire qui pût suggérer une forme de gouvernement supranationale. La notion, pour le moins vague, de confédération fut

un peu à l'Opéra-Bastille : elle accueille une vaste audience, mais on est loin d'en avoir fini avec les dysfonctionnements, coûts et pesanteurs de tous ordres. Une fois encore, Mitterrand nous renvoie à ce destin posthume qu'il a longuement médité. De là, sans doute, la fascination qu'a exercée jusqu'au bout sur son peuple un homme dont les médias révélaient le progressif affaiblissement.

A l'inverse des sociétés politiques qui cherchent à expulser le corps malade du souverain, la nôtre a accompagné jusqu'au bout son président et reste encore sous le charme de ce destin unique. Tout se passe comme si, en plus du pouvoir de vie et de mort qu'on associe généralement à la souveraineté, François Mitterrand avait inventé pour son usage propre un pouvoir de survie. Cela n'existe que dans les livres, mais que nous l'ayons-t-il, sinon sa propre histoire déjà pré-inscrite pour l'éternité, et indéfiniment reproduite dans les productions en tout genre qui peuvent enfin nous délivrer, au passé cette fois, le message qu'il transmettait au futur antérieur ?

Face à cette construction tout entière centrée sur un homme, certains esprits chagrinés se demanderont ce qu'il reste d'espace pour un débat un peu moins personnalisé sur une période qui a marqué durablement non seulement l'Histoire, mais les perspectives qui nientent aujourd'hui la politique de la France. Il y a là sans aucun doute un vide à combler... et pas seulement par de nouvelles révélations sur le Prince qui nous gouverne.

Marc Abèles est directeur du *Latos* (Laboratoire d'anthropologie des institutions et des organisations sociales, CNRS)

**Le registre du futur antérieur a permis au président de peaufiner sa propre statue. Si, de ce point de vue, la réussite est incontestable, il n'en est sans doute pas de même pour le seul grand chantier politique qui a polarisé le second septennat : l'Europe**

gemeot s'est alourdie d'un souci du monumental et du patrimonial. Les grands travaux du président : encore une forme de survie...

Le registre du futur antérieur a permis à Mitterrand de peaufiner sa propre statue. Si, de ce point de vue, la réussite est incontestable, il n'en est sans doute pas de même pour le seul grand chantier politique qui a polarisé le second septennat : l'Europe. Non que le président ait fait preuve de la moindre inconstance : il a été l'un des plus vigilants artisans de la construction européenne durant cette période.

Mitterrand rappelait souvent qu'il avait participé dès 1947 à la conférence de La Haye. Il inscrivait son entreprise dans le sillon tracé par les promoteurs de la CECA. Mais l'Europe des années 90

évoquée par lui, surtout dans le but de rassurer les ex-membres du pacte de Varsovie sur la possibilité d'une participation ultérieure à l'Union européenne.

On peut aujourd'hui se demander si la neutralisation concertée du fait politique européen n'est pas liée à cette conception très particulière de la postérité présidentielle qui impliquait d'éviter toute possible mise en cause posthume. Plutôt que d'être celui qui aurait bradé la souveraineté, mieux valait laisser aux Français l'image d'un bâtisseur d'Europe nucléaire avant tout de l'intérêt national. Une fois encore, la gestion au futur antérieur aura prévalu sur toute prise de risque.

Dans le grand chantier présidentiel, la construction institutionnelle européenne ressemble

pourquoi remettre en question, voire écarter, cette vérité simple qui a donné à la seconde moitié de notre siècle une décadence et une dignité dont on a bien besoin : partout, le meilleur gouvernement - et celui qui réussit le mieux - est le gouvernement qui sait conjuguer liberté économique et liberté politique ?

En mettant de côté l'aspect technique du développement - taux d'épargne élevés, taux de croissance et d'échanges commerciaux, taux d'investissement, etc. -, quels ont été en réalité les principaux facteurs de l'ascension de l'Asie vers la prospérité ?

Premièrement, il y a eu la croyance dans le progrès. Les Asiatiques étaient décidés à élever leurs familles au-dessus du seuil de survie de pauvreté. Après la reconstruction héroïque de l'Europe qui a suivi 1945 et après la défaite pacifique - sinon sans stress - du totalitarisme, on dirait parfois que beaucoup d'Européens en sont venus à douter que davantage de progrès soit possible ou même souhaitable. A force de se critiquer eux-mêmes, ils s'empêchent d'élever le niveau commun. Dans les colonies de squatters de Hongkong il y a quarante ans, dans les blocs d'immeubles surpeuplés de Singapour après 1945, et dans les villages misérables du nord de la Thaïlande et des bidonvilles de Manille aujourd'hui, des hommes et des femmes se sont hissés à la force du poignet, convaincus qu'ils peuvent améliorer les choses grâce à leurs efforts. Cette qualité victorieuse est peut-être le trait d'un stade particulier du développement économique.

Deuxièmement, les économies de ces régions ont poursuivi, dans l'ensemble, des politiques orientées vers le marché. Alors que beaucoup de gouvernements asiatiques étaient et restent très peu tolérants vis-à-vis des libertés civiles et politiques, la plupart ont dû reconnaître tôt ou tard la nécessité d'accorder à leurs citoyens la liberté économique. Encore que, ici, nous courrions le risque de généraliser : décrire les économies asiatiques comme si Adam Smith leur avait donné à toutes son approbation est ridicule.

Même à Hongkong, où Adam Smith aurait pu se sentir le plus à l'aise, l'intervention du gouvernement a été énorme, notamment dans le domaine du logement, avec des résultats qui n'auraient pas surpris le sage Écossais. Dans toute la région, il a fallu forcer l'ouverture de certains marchés ; dans certains pays, le gouvernement lui-même - voir l'exemple du Japon - reconnaît la nécessité de la dérégulation et de moins de bureaucratie. Subventions et cartels ont déformé certaines économies d'Asie. Dans les économies les mieux réussies, un investissement public substantiel a été fait dans des programmes sociaux : santé, éducation...

De plus beaux jours pour l'Asie, cela signifie de plus beaux jours pour nous tous. Davantage de revenus disponibles dans les poches des travailleurs asiatiques et de leurs familles sera l'un des plus puissants moteurs de la croissance économique globale de la prochaine génération, à condition que nous puissions faire de la place dans le reste du monde pour les produits qu'ils vendent sur nos marchés. C'est le moment d'insister sur la libéralisation des échanges sous la houlette de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le temps n'est pas au protectionnisme, quels que soient ses déguisements actuels.

Les échanges commerciaux sont-ils en fin de compte tributaires des concessions sur le plan politique ? A la marge, peut-être. Mais, globalement, ce n'est pas ce que nous enseignent l'observation des flux commerciaux.

Ce qui s'est passé en Asie au cours des dernières années ne doit pas nous conduire à abandonner le sens commun ou les principes. Nous avons, à l'Ouest, des leçons à en tirer. Mais nous devons garder le sens des proportions et reconnaître les problèmes qui se posent pour beaucoup de pays d'Asie. La démographie, l'environnement, une croissance urbaine explosive et des transitions politiques difficiles vont, au tournant du siècle, secouer et remodeler certains des tigers d'Asie. Il reste que ce qui a commencé en Asie est irréversible, économiquement et politiquement. Et c'est là une très bonne nouvelle pour nous tous.

Chris Patten

(Traduit de l'anglais par François Maspéro)  
© The Economist, Londres, 4 janvier 1997.

## Attristante République des mensonges

par Stéphane Baumont

Au-delà de tous les commentaires auxquels donne lieu la mort de l'ancien président François Mitterrand, on peut à bon droit se demander si nous ne sommes pas rentrés paradoxalement dans l'ère des contre-vérités, des fragments de vérité, l'impression laissée étant celle de la constitution médiatique d'une attristante République des mensonges.

François Mitterrand semble aujourd'hui répondre à la fois à la définition de l'écrivain Jacques Laurent : « Un homme prestigieux a le droit de mentir, il n'a pas le droit d'être vaincu » ; à l'affirmation presque proverbiale de Jacques le Fataliste de Diderot soulignant que « le grand homme n'est pas celui qui fait vrai mais celui qui sait le mieux concilier le mensonge avec la vérité » ; enfin à la finesse du philosophe Vladimir Jankelevitch, écrivant du « professeur de confusion » qu'« il n'est pas si confus qu'il veut bien le dire puisqu'il garde la tête assez lucide pour professer l'équivoque ».

L'ancien président nous semble être l'incarnation de ces trois qualifications : les mensonges d'Etat comme les demi-vérités posthumes n'étant l'œuvre que d'un « ambiguïté machiavélique » qui semble paradoxalement être aussi le studieux et appliqué lecteur de saint Augustin comme de Montaigne.

François Mitterrand a peut-être médité, pour mieux se l'approprier, ce passage de saint Augustin dans son traité *Contre les mensonges* : « Cocher la vérité n'est pas la même chose que dire un mensonge. Tout menteur écrit pour cacher la vérité, mais tous ceux qui cachent la vérité ne sont pas des menteurs ; car nous dissimulons souvent la vérité, non seulement en mentant mais en gardant le silence... ».

A moins que Montaigne, dont il tenait les *Essais* entre les mains, pour la photographie officielle des trente-six mille maires de France, ne lui ait soufflé, mieux que le héros de *La Conjuration de Fiesque* du cardinal de Retz, la morale de l'histoire : « Si, comme la vérité, le mensonge n'avait qu'un visage, nous serions en meilleurs termes. Car nous prendrions pour certain l'opposé de ce que dit le menteur. Mais le revers de la vérité a cent mille figures et un champ infini... ».

Stéphane Baumont est maître de conférences à la faculté des sciences sociales de Toulouse

### AU COURRIER DU MONDE

#### NON-EXISTENCE LÉGALE

L'usage se répand depuis déjà longtemps d'employer le terme « SDF » pour désigner des personnes « sans domicile fixe ». Il s'agit là d'un euphémisme, ou plus exactement d'un mensonge, car vivre sans domicile fixe, c'est à proprement parler être nomade. Jadis, les véhicules des nomades (roulottes, caravanes...) comportaient à l'arrière une plaque métallique portant « SDF ». A-t-on jamais entendu parler de nomades morts de froid ? Aujourd'hui, on s'avoue à bon compte et on se donne bonne conscience en nommant « SDF » les personnes abandonnées à leur triste sort (leur donner un nom géographique, c'est, par un abus de langage, leur supposer un statut). Or, ces personnes sans abri n'ont rien. Il serait plus conforme à la vérité de dire d'elles qu'elles sont « sans domicile », tout simplement, tout crûment, avec la somme de non-droits que cela implique, car sans domicile, plus de citoyenneté, plus de droit de vote, on est en état de non-existence légale.

Vladimir Gabas, Esnandes (Charente-Maritime)

## L'Asie au-delà des mythes

Suite de la première page

Ne perdons pas cependant le sens de la perspective. L'Europe et l'Amérique ne sont pas pour autant hors jeu.

Le PIB de la Grande-Bretagne est presque le double de celui de la Chine et il est supérieur au total de ceux de Hongkong, de la Thaïlande, de la Malaisie, de l'Indonésie, de Singapour, des Philippines et de l'Inde réunis. Le PIB de la Chine égale à peu près celui du Benelux.

Bien entendu, le rythme du changement pourrait modifier fondamentalement ces comparaisons. Mais là, une extrême prudence s'impose. Si - je répète : si - les taux de croissance économique de l'Asie au cours des dernières années se maintiennent, les économies asiatiques dépasseront celles de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord réunies aux alentours de 2020. Mais à ce moment-là la population de l'Asie atteindra environ trois fois celle de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord additionnées. A l'exception du Japon, de Hongkong et de Singapour, le revenu par habitant, en Asie, restera donc vraisemblablement très au-dessous du niveau de celui de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord.

Il faudrait aussi rappeler que l'Asie, en cette fin de siècle, ne fait que rétablir la position qu'elle avait au début du siècle. Le FMI a estimé que les économies asiatiques seront, en l'an 2000, de moitié plus fortes qu'elles ne l'étaient en 1993 et qu'elles représenteront alors environ 30 % de la production mondiale. En 1900, leur part était de 32 %. L'Asie aura beaucoup de mal à retrouver avant 2010 sa position d'il y a un siècle.

Et s'il est probable que la croissance en Asie va distancer celle de l'Europe et de l'Amérique du Nord pendant la première partie du siècle prochain, les taux de croissance, eux, vont vraisemblablement décliner. Hongkong est un bon exemple : les taux de croissance, qui étaient de 9 % au cours

des années 60 et 70, sont tombés à 7 % dans les années 80, et il semble bien qu'ils seront ramenés à 5 % pour les années 90.

Les mythes à propos du développement social et économique de l'Asie abonde. Mais, tout d'abord, de quoi parlons-nous ? L'Asie n'est pas une entité. C'est un continent qui inclut à peu près trois milliards d'habitants, des centaines de peuples, de cultures et de langues.

Nous devrions renoncer aussi à l'idée que la réussite économique asiatique est générale. La Birmanie et la Corée du Nord sont des pays asiatiques, mais personne n'y parle de miracle économique.

La renaissance économique de l'Asie s'explique-t-elle par les valeurs exceptionnelles propres à ce seul continent ? C'est l'argument qu'avancent à grand fracas des dirigeants adeptes de l'autoritarisme pour justifier les limitations qu'ils mettent aux libertés de ceux qu'ils gouvernent. Ils affirment que l'Asie a tourné le dos au libéralisme décadent de l'Ouest, lequel encourage un individualisme inopérant et un laxisme facteur d'appauvrissement. D'après cette théorie, le succès de l'Asie est fondé sur la discipline et l'ordre confucéens. Pour eux, la croissance du PIB exige la poignée d'un gouvernement ferme, libéré de la critique ou de la lenteur de compréhension de journalistes irresponsables ou d'opposants politiques non éclairés.

L'Europe, l'Amérique et l'Asie ne sont pas identiques. Mais les pays qui les composent ne le sont pas non plus. Parler des valeurs asiatiques demande que l'on prenne en compte les différences entre la démocratie en Inde et le léninisme de marché en Chine ; entre une presse libre aux Philippines ou (pour le moment encore) à Hongkong et un contrôle des médias ailleurs ; entre la corruption dans beaucoup de pays d'Asie et un gouvernement propre à Singapour. Comme on amalgame sous une même rubrique les musulmans malais, les bouddhistes zen japonais, les catholiques philippins et l'héritage de la culture hindoue à Bali ?

Si nous acceptons cette notion de valeurs asiatiques, alors nous devons nier l'universalité des droits de l'homme et de la liberté d'expression. Un coup de ma-

traque sur la tête fait toujours aussi mal, qu'il s'agisse de la Chine ou de la Thaïlande. C'est du racisme que de suggérer que les valeurs de la liberté n'importent pas aux Asiatiques, d'autant plus, comme l'a rappelé Anwar Ibrahim, vice-premier ministre de Malaisie, ont tué et sont morts pour la liberté, dans le combat pour l'indépendance nationale. Il n'est pas nécessaire d'être un missionnaire d'une quelconque forme de démocratie pour croire que dans tous les pays, à mesure que les gens vivent mieux, voyagent davantage, apprennent à lire, écrivent et envoient des fax, ceux-ci vont vouloir prendre une part plus grande aux décisions prises en

**Parler des valeurs asiatiques demande que l'on prenne en compte les différences entre la démocratie en Inde et le léninisme de marché en Chine ; entre la corruption dans beaucoup de pays d'Asie et un gouvernement propre à Singapour**

leur nom. Les détenteurs du pouvoir en Asie devraient voir qu'un gouvernement plus responsable et plus ouvert est inévitablement la conséquence, tôt ou tard, de la croissance économique et de l'ouverture de marché.

Pour ceux qui, hors d'Asie, cherchent à la fin à mettre en œuvre une politique sensée à l'égard des pays de la région et à voir quelles sont les leçons à tirer de leur réussite, il y a une erreur à éviter. Une politique réussie ne réclame pas de nous que nous abandonnons nos valeurs pluralistes et libérales. Nous n'avons pas besoin de nous comporter comme des missionnaires évangéliques. Mais

pourquoi remettre en question, voire écarter, cette vérité simple qui a donné à la seconde moitié de notre siècle une décadence et une dignité dont on a bien besoin : partout, le meilleur gouvernement - et celui qui réussit le mieux - est le gouvernement qui sait conjuguer liberté économique et liberté politique ?

En mettant de côté l'aspect technique du développement - taux d'épargne élevés, taux de croissance et d'échanges commerciaux, taux d'investissement, etc. -, quels ont été en réalité les principaux facteurs de l'ascension de l'Asie vers la prospérité ?

Premièrement, il y a eu la croyance dans le progrès. Les Asiatiques étaient décidés à élever leurs familles au-dessus du seuil de survie de pauvreté. Après la reconstruction héroïque de l'Europe qui a suivi 1945 et après la défaite pacifique - sinon sans stress - du totalitarisme, on dirait parfois que beaucoup d'Européens en sont venus à douter que davantage de progrès soit possible ou même souhaitable. A force de se critiquer eux-mêmes, ils s'empêchent d'élever le niveau commun. Dans les colonies de squatters de Hongkong il y a quarante ans, dans les blocs d'immeubles surpeuplés de Singapour après 1945, et dans les villages misérables du nord de la Thaïlande et des bidonvilles de Manille aujourd'hui, des hommes et des femmes se sont hissés à la force du poignet, convaincus qu'ils peuvent améliorer les choses grâce à leurs efforts. Cette qualité victorieuse est peut-être le trait d'un stade particulier du développement économique.

Deuxièmement, les économies de ces régions ont poursuivi, dans l'ensemble, des politiques orientées vers le marché. Alors que beaucoup de gouvernements asiatiques étaient et restent très peu tolérants vis-à-vis des libertés civiles et politiques, la plupart ont dû reconnaître tôt ou tard la nécessité d'accorder à leurs citoyens la liberté économique. Encore que, ici, nous courrions le risque de généraliser : décrire les économies asiatiques comme si Adam Smith leur avait donné à toutes son approbation est ridicule.

Même à Hongkong, où Adam Smith aurait pu se sentir le plus à l'aise, l'intervention du gouvernement a été énorme, notamment



ساحا لاوزان

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / SAMEDI 11 JANVIER 1997 / 15

# Le Monde INITIATIVES LOCALES

LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

## Cadres Territoriaux

### ■ un Directeur du Développement Economique et des Relations Internationales

A la tête d'un service de cinq personnes, vous contribuerez à la définition des orientations municipales en matière de développement économique et de relations internationales et serez responsable de leurs mises en œuvre. Vous assurerez, en particulier, la coordination des actions engagées au sein de structures partenariales mises en place ou projetées (incubateur permettant d'accueillir les porteurs de projets de création d'activités, pépinière d'entreprise, centre de ressources partagées spécialisés dans le domaine du multimédia...).

Vous aurez également pour missions de promouvoir les potentialités économiques disponibles à BLAGNAC, la gestion quotidienne des relations de la commune avec les milieux socio-économique local et institutionnel, de contrôler et d'évaluer les résultats de ces politiques.

Vous êtes attaché territorial titulaire, disposez d'une solide expérience de management d'équipe de conduite de projets et de maîtrise des stratégies et techniques de communication et justifiez d'une formation économique supérieure ainsi que d'une expérience des relations partenariales avec le monde de l'entreprise. La maîtrise d'une voire de deux langues étrangères sera fortement appréciée.

### ■ un Attaché pour la Direction des Ressources Humaines

Sous l'autorité du Directeur des Ressources Humaines, vous serez responsable d'une équipe de collaborateurs assurant la paye et la gestion des carrières. Vous apporterez aux membres de cette équipe votre expertise en matière statutaire et contribuerez à la définition de procédures de travail.

Vous serez, par ailleurs, interlocuteur de chefs de services en matière de gestion statutaire.

Vous participerez également à l'élaboration ou au suivi de dossiers de gestion des ressources humaines (évaluation, gestion prévisionnelle...).

De formation juridique, vous maîtriserez le statut et justifierez d'une première expérience en collectivité territoriale et de réelles aptitudes aux relations humaines, d'organisation et de rigueur. La connaissance de l'outil informatique sera fortement appréciée.

### Ville de BLAGNAC

Haute-Garonne  
(19.700 habitants)

recrute

### ■ un Responsable Environnement

(Attaché Territorial ou Ingénieur)

Sous la responsabilité du Directeur de l'Urbanisme et de l'Environnement, vous serez chargé de concevoir et mettre en œuvre la politique d'amélioration du cadre de vie de la ville.

Vous vous engagerez comme le coordonnateur des diverses actions d'environnement engagées par la commune, notamment au travers de la charte d'écologie urbaine, vous devrez en particulier mettre en place les mesures de protection contre les risques majeurs et vous devrez assurer la prise en compte des attentes des Blagnacais par le développement d'actions de communication.

Vous serez l'interlocuteur de la commune dans le cadre des instances intercommunales (district...).

Enfin, vous serez chargé du suivi des dispositions réglementaires et du contrôle du respect des normes (publicité, plaintes, signalétique...).

Diplômé supérieur d'environnement, une expérience dans ce domaine sera appréciée. Vos qualités de négociateur, votre personnalité affirmée, vous permettront de réussir dans cette fonction.

Merci d'adresser votre lettre de candidature motivée accompagnée d'un C.V. et d'une photo d'identité à :

Monsieur le Maire, Direction des Ressources Humaines

Place Jean-Louis Puig, 31706 Blagnac

avant le 31 janvier 1997

### ■ un Responsable de la cellule instruction du droit des sols

Collaborateur du Directeur de l'Urbanisme et de l'Environnement

(Grade A ou B confirmé administratif ou technique)

Sous l'autorité du Directeur de l'Urbanisme et de l'Environnement, le responsable de la cellule instruction du droit des sols aura en charge, avec l'aide d'un collaborateur, l'instruction des demandes d'autorisation en matière d'urbanisme.

Outre l'assistance du Directeur sur des dossiers d'urbanisme importants, la participation à l'évolution des documents d'urbanisme et la tenue du registre des participations, ce collaborateur contrôlera les établissements recevant du public en matière de sécurité incendie et assurera, en collaboration avec la cellule environnement, l'élaboration et le suivi du plan de secours en matière de risques majeurs.

Maîtrisant l'analyse des plans de construction, l'application du droit de l'urbanisme et l'outil informatique, les candidats justifieront de réelles qualités de rigueur et de relations humaines et si possible d'une expérience sur un emploi équivalent.

### ■ un Ingénieur Subdivisionnaire ou Ingénieur en Chef

Sous l'autorité du Directeur des Services Techniques, vous assurerez le suivi de l'activité de la subdivision bâties et l'encadrement d'une équipe de 30 collaborateurs.

Vous serez chargé d'assurer le suivi de l'élaboration et de l'exécution des programmes de projets neufs ou de réhabilitation d'un point de vue technique.

Vous assurerez également le suivi des travaux d'entretien des bâtiments (112.000 m<sup>2</sup> répartis sur 100 sites).

De formation ingénieur (INSA, ESTP...) vous justifierez de connaissances techniques en bâtiments, gros œuvre et corps d'état secondaire, d'une expérience similaire et d'une connaissance des procédures administratives et financières.

Vous manifesterez, par ailleurs, des capacités d'encadrement, d'analyse, de rigueur, d'organisation et de réelles aptitudes aux relations humaines et à la négociation.



Le SYNDICAT MIXTE du PARC NATUREL REGIONAL DU MASSIF DES BAUGES (Savoie et Haute-Savoie)

recrute :

### Un(e) URBANISTE-ARCHITECTE

En charge de l'action du Parc dans le domaine de l'urbanisme et de l'architecture, en liaison étroite avec les collectivités, les administrations, les professionnels, les CAUE.

Recrutement : dans les conditions statutaires FPT, grade ingénieur subdivisionnaire territorial.

### Un(e) CHARGE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE-TOURISME

En charge de l'action du Parc en matière de développement économique pour les différentes filières, en particulier tourisme.

Recrutement : Dans les conditions statutaires FPT, grades ingénieur subdivisionnaire territorial ou attaché territorial.

### Un(e) CHARGE DE LA POLITIQUE D'ACCUEIL DU PUBLIC

Elabore et met en œuvre de manière opérationnelle la politique du Parc en matière de relations avec le public sur le terrain (création, mise en réseau de structures muséographiques et sites d'accueil du public, signalétique).

Recrutement : Agent contractuel FPT (contrat 3 ans)

Renseignements et fiches de poste complètes : 04.79.54.86.40

Adresser candidatures manuscrites, plus C.V. et photo, avant le 28 janvier 1997, à :

Monsieur le Président du Parc naturel régional du Massif des Bauges, Maison du Parc, 73630 LE CHATELARD.



LA VILLE DE BLOIS

55000 habitants, 1200 agents

recrute selon conditions statutaires (mutation, détachement, concours)

pour la Direction des Ressources Humaines

### SON RESPONSABLE DE LA FORMATION ET DE LA COMMUNICATION INTERNE

Cadre A

En étroite collaboration avec le directeur des ressources humaines, vous serez en charge l'élaboration du plan de formation et le pilotage des outils de gestion des ressources humaines : définition de poste, démarche d'entretien individuel d'évaluation, mobilité interne, reclassement professionnel, communications internes.

De formation supérieure, vous maîtriserez les outils de développement des ressources humaines et de l'ingénierie de formation.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + CV à Monsieur le Maire, Direction des Ressources Humaines, Hôtel de Ville, 41012 Blois cedex, avant le 24 janvier 1997.

"Une ville et la campagne" 10 000 habitants recrute son

### DIRECTEUR DES SERVICES ADMINISTRATIFS Attaché Territorial

MISSIONS : Dirige le service Ressources Humaines, chargé de la gestion des carrières, des effectifs, du budget du personnel, du plan de formation, du Comité technique Paritaire et de la communication interne. Assure la direction des services administratifs et participe à l'administration générale de la Collectivité.

PROFIL : connaissances approfondies du statut de la fonction publique territoriale, connaissance des outils et techniques de gestion des ressources humaines, capacité d'encadrement, qualités relationnelles, connaissance de l'organisation des collectivités locales et de leur fonctionnement, bonne capacité rédactionnelle.

RECRUTEMENT : Rémunération statutaire, Régime Indemnitaire et Prime annuelle.

Candidature à adresser avec C.V. avant le 20 janvier 1997, à :

Monsieur le Maire, Hôtel de Ville 411, rue Pasteur - 41153 RIORGES

## Communauté Urbaine de Lille

Rejoindre la Communauté Urbaine de Lille (110 milliers, 2 900 personnes), c'est mettre ses compétences au service de la coopération intercommunale (87 communes, plus d'un million d'habitants) pour le développement de la Métropole. Avec un budget de 7 milliards de francs, la Communauté Urbaine de Lille intervient dans le domaine de l'aménagement et gère les services publics de Transports en Commun, Voirie, Ecologie Urbaine, Lutte contre l'incendie.

## Responsable de la politique foncière

La Communauté Urbaine de Lille a affirmé sa volonté de mener une politique foncière active au service de ses objectifs stratégiques en matière de recomposition urbaine, de logement, de développement économique et de grands équilibres écologiques. L'adaptation de nos moyens techniques et humains à ces objectifs est une condition indispensable de leur réussite et passe notamment par la création d'un poste d'expert foncier, véritable pilote de cette politique.

A ce titre, vous aurez en charge :  
- la définition et la mise en œuvre de différents dispositifs fonciers (réserves foncières, DIA, ZAD...),  
- la conception et la mise en place d'un système de gestion informatisée de notre patrimoine immobilier,  
- la conduite d'une politique foncière conciliant nos projets d'aménagement avec un développement équilibré de la métropole.

Vous développerez un mode de travail et des outils qui intégreront une mise à disposition de l'action foncière au service des directions opérationnelles de notre établissement.

Votre formation supérieure (aménagement, urbanisme, sociologie, droit...) est impérativement complétée par une expérience professionnelle approfondie dans le secteur de l'aménagement et de l'urbanisme.

Tout autant que votre aptitude à la gestion de projets complexes, votre sens de l'écoute et du dialogue sont indispensables à votre réussite dans ce poste qui exige un travail en partenariat avec l'ensemble des communes, des services ainsi qu'avec de nombreux satellites de notre établissement.

Ce recrutement est ouvert aux fonctionnaires de catégorie A par voie de mutation, de détachement ou de nomination sur liste d'aptitude.

Merci d'adresser votre candidature par lettre manuscrite avec CV et photo, sous référence 96-70, à M. le Président de la Communauté Urbaine de Lille, Service Développement des Ressources Humaines, 1 rue du Ballon, BP 749, 59034 Lille Cedex.

LA METROPOLE DES GRANDS PROJETS

251 000 Cadres de l'administration lisent le Monde tous les jours\*.

Pour tous renseignements, contactez Sacha LAUZANNE au 01.44.43.77.34

\* source IPSOS Cadres actifs 1996 LNM



سجل من الصحف

## Le Monde INITIATIVES LOCALES

### CADRES TERRITORIAUX

**LE PAYS DE MONTBELLIARD**

● 1er pôle économique de Franche-Comté  
● 125 000 habitants  
recrute pour son service Communication

District Urbain du Pays de Montbéliard

### Journaliste

Au sein de la Direction de la communication, vous aurez pour missions la rédaction en chef d'une lettre mensuelle d'information économique ainsi que la rédaction d'articles dans différents supports notamment le journal d'information districte. Vous serez chargé de la préparation des dossiers de presse et des relations avec les médias locaux.

Fort d'une solide formation journalistique et d'une expérience de deux à trois ans, vous possédez un sérieux talent de rédacteur. Vous avez le sens du travail en équipe et une bonne expertise de l'information économique.

Merci d'adresser votre candidature (CV + lettre) sous la réf. 2240 à notre conseil : Frédéric TAMET - LICHT - 5/7 rue Jeanne Bracornier - 92366 Meudon-la-Forêt Cedex.

**La Ville de Nantes (240 000 habitants) recrute son**

### RESPONSABLE DE LA POLICE MUNICIPALE

(par voie de détachement ou par voie de mutation)

**MISSIONS :**

- Dirige le Service de Police Municipale (gestion, formation, etc...)
- Participe à la définition et à la mise en œuvre de la politique municipale de sécurité publique.
- Assure et fait assurer la réglementation notamment les ordres de police du Maire en matière de prévention et de surveillance du bon ordre, de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publique.
- Est l'interlocuteur des administrations d'Etat dans les domaines concernés.

**PROFIL :**

- Cadre A de la Fonction Publique (Police Nationale, Police Municipale...)
- Formation supérieure dans les domaines juridique, administratif et de la Police et/ou
- Expérience confirmée dans les métiers de la réglementation, et de la Police.

**La Ville de Saint-Malo (Ville-et-Villages) 50 000 habitants recrute selon conditions statutaires**

### Rédacteur territorial ou Technicien territorial

Vous serez chargé de :

- préparer, instruire et suivre le Comité Hygiène et Sécurité - conditions de travail,
- enquêter et gérer les accidents du travail,
- constituer et suivre les dossiers d'allocations temporaires d'invalidité et faire la liaison avec la Commission de Réforme,
- étudier et réfléchir aux conditions de travail,
- assurer la prévention en matière de sécurité (campagne sécurité) - encadrer les animateurs sécurité relais,
- en liaison avec le service de médecine préventive, visiter les sites de travail, suivre les accidents et les vaccinations, gérer les produits pharmaceutiques.

De formation universitaire : D.U.T. hygiène et sécurité, de préférence, vous avez de bonnes connaissances en droit public, en droit du travail et du statut de la fonction publique territoriale. Vous faites preuve d'aptitude aux relations humaines et sociales.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite accompagnée d'un CV à Monsieur le Député-Maire, Direction du Personnel et des Relations Humaines, Hôtel de Ville, BP 147, 35408 Saint-Malo cedex, avant le 25 janvier 1997.

**La Ville d'Angers**

### CHARGE DE MISSION EN ORGANISATION

Vous serez chargé de :

- participer à la définition et à la mise en œuvre de la politique municipale de sécurité publique.
- assurer et faire assurer la réglementation notamment les ordres de police du Maire en matière de prévention et de surveillance du bon ordre, de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publique.
- être l'interlocuteur des administrations d'Etat dans les domaines concernés.

**La Communauté Urbaine de Brest (226 000 habitants) recrute son**

### DIRECTEUR du Département «Gestion» b/f

Rattaché à la Direction Générale des Services, vous devrez animer les services de votre Département et :

- être garant de la cohérence des décisions financières,
- contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques et objectifs financiers,
- être responsable de l'élaboration des prévisions financières,
- organiser le contrôle des flux financiers avec les partenaires,
- conseiller les services opérationnels décentralisés.

De formation supérieure, vous bénéficiez d'une expérience des finances publiques et des collectivités territoriales. Une expérience complémentaire de direction opérationnelle serait appréciée. Rigoureux, vous vous imposerez par votre technicité, par votre aptitude à l'encadrement et par la qualité des propositions et des résultats obtenus.

Merci d'adresser votre candidature (CV + lettre) sous la réf. 2240 à notre conseil : Frédéric TAMET - LICHT - 5/7 rue Jeanne Bracornier - 92366 Meudon-la-Forêt Cedex.

**La Région Haute-Normandie recherche pour février 97, dans le cadre d'un CDD de 6 mois**

### CHEF DE PROJETS RELATIONS PUBLIQUES

Sous l'autorité du directeur de la communication, vous procéderez aux études, réalisations et contrôles des opérations importantes de relations publiques de la Région. Vous organiserez des réunions de coordination avec les services de la Région et les partenaires extérieurs.

De préférence âgé de 25 à 30 ans et titulaire d'un Bac + 3 (communication, marketing), vous avez le goût du relationnel, le sens du dialogue et faites preuve d'une grande disponibilité.

Merci d'adresser lettre, CV et photo, sous réf. FE/15, avant le 20/01/97, à M. le Président du Conseil Régional, service des ressources humaines, 25 bd Gambetta, BP 1129, 76174 Rouen cedex.

Etablissement public administratif sous tutelle du Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le Centre National d'Enseignement à Distance (CNED) propose à plus de 360.000 usagers des formations (dont 80% d'adultes) couvrant tous les niveaux d'enseignement de l'élémentaire au supérieur, les concours de recrutement, la formation professionnelle continue.

Le CNED, dont le siège est installé au cœur des nouvelles technologies sur le site du Futuroscope, dispense, en France et dans 176 pays, le savoir à chacun selon son rythme et ses possibilités en associant, grâce à son réseau pédagogique national composé de huit instituts, d'antennes, de délégations et de deux services communs du Télé-Accueil et de l'Audiovisuel, la qualité du service public avec les nouvelles techniques de l'information et de la communication. Doté d'un budget total de 600 MF, la part de ressources propres de l'établissement est de 400 MF.

### Le Centre National d'Enseignement à Distance

recherche son

### Directeur de la Mercatique-Marketing

**MISSIONS :**

- Identification des besoins actuels et futurs en matière d'enseignement et de formation à distance.
- Commercialisation des productions et des réalisations de l'établissement.
- Facturation des nouveaux services.
- Développement de la codiffusion de produits de formation.
- Valorisation de l'offre de formation multi-services.

**PROFIL :**

Ce poste requiert une expérience préalable de l'action commerciale d'un grand établissement, dans le domaine de la formation, le secteur de l'édition ou des produits culturels. Une bonne connaissance des techniques de commercialisation et de mercatique directe ainsi que de la conduite des études, est indispensable. Il nécessite, en outre, une forte aptitude au travail en équipe et une forte capacité relationnelle.

**CONDITIONS :**

- Résidence à Poitiers impérative
- Le poste est à pourvoir au 15 février 1997.
- La rémunération annuelle brute est de l'ordre de 320.000 F. Elle sera fixée en fonction des diplômes de l'intéressé et de son expérience professionnelle.

Envoyer lettre manuscrite et CV avant le 27 janvier 1997, à l'attention de :

Monsieur le Recteur d'académie, Directeur général du Centre National d'Enseignement à Distance (CNED)  
Téléport 4 - Astérama 2 - BP 300 - Chasseneuil-du-Poitou  
86960 FUTUROSCOPE Cedex

Contact : Madame Dany COINEAU - Directeur des Ressources Humaines

**L'INSTITUT OCCITAN recrute**

**SON (SA) RESPONSABLE SCIENTIFIQUE**

Il (elle) aura pour mission de diriger le Centre de ressources et de mettre en œuvre les projets de l'Institut en relation avec le Conseil scientifique. Profil : Expérience professionnelle confirmée dans la gestion d'un établissement à vocation scientifique et culturelle. Sens du contact et de l'organisation. Diplôme de 3e cycle (ou activité scientifique reconnue) et diplôme professionnel. Connaissance diplômée de l'occitan. Résidence à Pau.

**SON (SA) RESPONSABLE DE COMMUNICATION**

Il (elle) assurera la communication de l'Institut, l'animation d'un réseau d'associations et la mise en œuvre des projets pédagogiques et culturels. Profil : Expérience professionnelle dans la communication et l'animation des réseaux culturels. Connaissance et pratique des médias. Diplôme de second cycle (3e cycle souhaité). Connaissance & pratique de l'occitan et d'une langue étrangère au moins. Résidence à Pau.

Adressez, avant le 17 janvier 1997, votre candidature (lettre manuscrite de motivation, CV, photographie et prétentions) à Monsieur le Président de l'INSTITUT OCCITAN - BP 570 - 84012 PAU Cedex. Une pré-sélection sera effectuée sur examen des dossiers.

## Ingénieurs et Informaticiens

**La Ville de Laon recherche pour la Direction de son Centre Technique Municipal un :**

### Ingénieur ou Technicien

Peuvent postuler les fonctionnaires du cadre d'emplois des ingénieurs ou du cadre d'emplois des techniciens territoriaux.

Il sera rattaché directement au Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement Urbain.

**Ses missions :**

- Organisation et planification du travail des services du C.T.M.
- Relations avec les fournisseurs
- Mise en place de dispositifs d'analyse des coûts
- Développement et contrôle de la qualité des prestations réalisées par le C.T.M.

**Profil recherché :**

- Aptitude à l'organisation et à la planification
- Sens des responsabilités et du contact humain
- Aptitude à la gestion des conflits
- Sens de la gestion rigoureuse
- Compétences de gestion et d'analyse budgétaires
- Connaissances des procédures administratives.

**Avantages :**

- Statutaires, 13e mois, véhicule de service.

Candidatures à adresser à M. le Député-Maire, Direction des Ressources Humaines, Place du Général Leclerc - 02001 LAON Cedex, pour le 31 janvier 1997.



1250

Le Monde

ÉDITORIAL

Chômage allemand : attention, danger !

**L**E temps est-il proche où un chancelier allemand s'écartera de nouveau, comme Helmut Schmidt : « Mieux vaut 5 % d'inflation que 5 % de chômage » ? C'était dans les années 70, alors que la République fédérale voyait sa légendaire stabilité entamée par les conséquences de la crise pétrolière. Helmut Kohl ne va pas encore jusque-là, même s'il déclare « inacceptable » le taux de chômage qui vient d'enregistrer son plus haut : 10,8 %, soit 4,2 millions de personnes sans emploi.

Certes les statistiques sont aggravées par la situation particulière de l'ancienne Allemagne de l'Est, où plus de 15 % de la population active est à la recherche d'un travail. Mais même à l'ouest du pays, la proportion des chômeurs atteint des sommets inégalés depuis les années du « miracle économique ».

Jusqu'à maintenant, le discours dominant en Allemagne reste le même : la lutte contre l'inflation est la priorité, la stabilité du denier allemand, qui est appelée à inviter le futur euro, est l'objectif suprême. L'obligation en est inscrite dans la loi sur la Bundesbank ; son président, Hans Tietmeyer, ne manque aucune occasion de le souligner. Outre les considérations économiques sur les bénéfices

promis par cette ascèse, le fondement de cette politique est ancré dans l'histoire : traumatisés par deux vagues d'inflation galopante, dans les années 20 et au lendemain de la guerre, les Allemands tiendraient par-dessus tout à la fermeté de leur monnaie. L'explication est incontestable et pourtant incomplète. Les Allemands ont été aussi marqués par le chômage massif de l'entre-deux-guerres, qui, tout autant que la vision des bourses remplies des Reichsmarks nécessaires pour l'achat d'un pain, a contribué à la montée du national-socialisme.

Établir un parallèle avec cette époque serait absurde. L'Allemagne est aujourd'hui une société équilibrée, un pays internationa-

lement respecté, dont le système démocratique a fait ses preuves. L'économie sociale de marché y a encore de beaux restes malgré la crise générale de l'État-providence. Elle apporte les amortisseurs indispensables pour que le chômage ne crée pas une armée de pauvres, proie désignée des aventuriers politiques.

Il n'empêche que, en Allemagne comme dans les pays voisins, et tout particulièrement en France, le chômage peut avoir des effets déstabilisants sur l'ensemble de la société. Et ce n'est pas en interdisant aux immigrés de travailler, comme vient de le proposer le ministre des finances Theo Waigel, que le problème pourra être résolu.

Il serait bon que les hommes politiques en prennent conscience avant que cette situation soit en effet vécue comme « inacceptable ». L'augmentation du chômage, les résultats économiques médiocres de 1996, et les perspectives peu encourageantes pour cette année ne sont pas une spécialité allemande. C'est un problème européen, qui exige un traitement européen. Jusqu'à présent, les dirigeants de l'Union européenne ont « communautarisé » la rigueur financière et « nationalisé » le chômage. Le moment est venu des révisions déclinantes.

L'ombre du CIP sur les stages diplômants

**AVOIR DÉVOILÉ** le projet de « stages diplômants » pour les étudiants pendant la trêve des confiseurs n'aura donc servi à rien. Si tôt la rentrée effectuée, la contestation s'est amplifiée et semble prête à s'organiser. L'UNEF-ID et la FAGE (Fédération des associations générales d'étudiants) critiquent sévèrement l'initiative du CNPF. Après les doutes déjà émis par la FEN, la CFTC et la CFE-CGC, le ton monte dans les syndicats. Il pourrait déboucher sur le rejet d'une formule qui vise à accueillir des jeunes diplômés, de bac + 2 à bac + 5, pour des stages de neuf mois dans les entreprises, avec une rémunération mensuelle s'élevant à 1 000, 1 500, voire 1 700 francs, selon les cas.

Malgré toutes les précautions prises, le dispositif fait irrésistiblement penser au CIP (contrat d'insertion professionnelle), qui provoqua une impressionnante vague de protestations avant d'être abandonné par Edouard Balladur à la fin mars 1994. Comme le CIP, il risque de mettre en difficulté un gouvernement qui n'avait pas besoin que s'allume une autre mèche sur le terrain social, quelques semaines seulement après le conflit des chauffeurs routiers.

Au début, l'affaire était parfaitement conduite. Bien que le président Chirac ait souhaité profiter de son intervention télévisée du 12 décembre pour en faire une annonce prématurée, il aurait dû rester évident pour tous que les intentions étaient d'origine patronale. Le pouvoir politique étant ainsi déchargé de toute responsabilité directe, la manœuvre pouvait se développer sans crainte, ne serait-ce que pour tester les premières réactions.

Le choix de la date (Le Monde du 27 décembre 1996), pour que Didier Pineau-Valencienne lève un coin du voile, était on ne peut plus approprié. Entre Noël et le jour de l'an, cela laissait le temps de l'incubation, relayée par les vœux présidentiels et la proclamation de « l'année de l'emploi des jeunes ». Que le contenu précis de la mesure soit en outre renvoyé à une discussion programmée pour les prochaines semaines, lors d'un sommet social, devait être aussi de nature à rassurer.

**« CONTRAT DÉGUISÉ »** Sur le fond, aussi, le déniage tenait compte du précédent du CIP, vite qualifié de « SMIC-jeunes », à l'époque. Il n'est pas question de contrat de travail, sans formation ni tuteur, mais d'un stage « sous statut étudiant ». Plutôt que d'être placée en fin d'études et de servir de prologue à un emploi, il est prévu que l'immersion en entreprise intervienne dans le cursus et fasse l'objet d'une validation « diplômante », certifiée par un jury mixte d'employeurs et d'enseignants. Pour bien marquer la différence, le CNPF ira jusqu'à souligner, par la voix de Jean Gandois (Le Monde du 3 décembre), que la formule ne s'accompagnerait d'aucune promesse d'embauche. Quant à la rémunération, symbolique, elle ne pouvait être confondue avec un salaire, qu'elle n'était à l'évidence pas.

Les fêtes passées, les yeux ont commencé à se désealer. Pour les organisations étudiantes, le stage diplômé s'apparente à « un contrat de travail déguisé ». Ce que confirme sa durée, proche de celle du CIP, et qu'elle se passerait, voir revenir à trois ou six mois, au maximum. Le pactole promis ressemble à une obole et à toutes les chances de déstabiliser encore

plus le marché du travail ; ce à quoi sont sensibles les syndicats, inquiets des effets pervers de l'utilisation possible d'une main d'œuvre si peu coûteuse, même si ses diplômes ne correspondent pas à une qualification immédiate ou directement opérationnelle.

Une rotation des stagiaires peut certes faire illusion mais on ne voit pas, en tout état de cause, comment la présence d'étudiants en entreprise permettrait de réduire de 100 000 le nombre de jeunes chômeurs, ainsi que l'espère Didier Pineau-Valencienne. Statistiquement, ils n'appartiennent pas à la catégorie des actifs à la recherche d'un travail et ne peuvent donc pas sortir des listes de l'ANPE.

Même les milieux patronaux, échaudés, ne sont pas rassurés à cette perspective. Certains craignent d'être comptables des engagements chiffrés fournis à l'occasion. Pas tellement pour les 50 000 stagiaires du printemps, mais pour les 50 000 envisagés pour la rentrée scolaire de 1997, puis les 100 000 de 1998.

Depuis les trois plans Barre de la fin des années 70, les chefs d'entreprise ont appris à se méfier des objectifs claironnés. Ils ne se sont pas engouffrés, pour cette raison, dans les déclarations vaines de l'Edith Cresson, quand celle-ci, premier ministre, voulait porter le nombre des apprentis à 500 000 en deux ans.

**ENTREPRISES SATURÉES** Ils se sont bien gardés de définir un contrat précis lors du lancement de l'opération « Cap sur l'avenir », en 1993 et 1994, du temps où Edouard Balladur voulait obtenir deux 200 000 jeunes supplémentaires en formation alternée. Mais il y avait, également, que les résultats n'ont jamais été à la hauteur des espérances et que les estimations, non réalisées, tournent invariablement, depuis des années, autour d'hypothèses improbables, de l'ordre de 400 000 jeunes qui devraient rapidement retrouver le chemin de l'emploi.

Entre autres raisons, il y a une, majeure, qui ruine toutes ces tentatives et justifie les récentes tentatives et justifie les récentes tentatives : l'absence de la main d'œuvre, comme de ses prédécesseurs. A savoir, la capacité des entreprises à intégrer autant de jeunes, sous des formes diverses.

Actuellement, un étudiant sur trois des filières « professionnalisées », soit 500 000 à 600 000 d'entre eux, bénéficie d'un stage de trois à six mois, sans compter tous les lycéens qui sont désormais soumis à la même obligation. Dans l'académie de Créteil, par exemple, on compte 60 000 élèves et étudiants en formation professionnelle initiale du CAP au BTS compris, 14 000 apprentis et 10 000 contrats de qualification, il n'y a, en face, susceptibles de les accueillir, que 17 000 entreprises de plus de 20 salariés. Autant dire que la saturation est déjà complète et que, dans ces conditions, le stage diplômé menace d'être ce qu'il ne devait pas devenir : un moyen de gestion salariale des effectifs, dont organisations étudiantes et syndicats mesurent le danger.

Ce qui n'empêche pas qu'un énorme problème demeure, qui fonde la recherche éperdue de solutions. Avec le chômage des jeunes et les difficultés croissantes des diplômés, notamment des filières généralistes, c'est la question du sas, ou des passerelles, entre le système scolaire et la vie professionnelle qui est posée.

Alain Lebaube

Piédestal par Juan Ballesta



La cohabitation conflictuelle des modes de transport

**LA SOCIÉTÉ** fonctionne de plus en plus dans l'immatériel et le virtuel. Or les réseaux de transport sont de plus en plus omniprésents. « On a parfois l'impression que la société se met au service des réseaux. (...) A une époque où la production ne domine plus, transporter ce qu'on ne produit pas est un jeu particulièrement imbécile. (...) Il ne faut pas tarifier à l'usage les infrastructures publiques, c'est idiot, cela va contre les propos, décapants, au cours d'une table ronde sur les médites comparés - concurrentiels ou complémentaires ? - des moyens de transport, routiers, ferroviaires, aériens ou fluviaux, M. Guano ne sacrifiait pas au rôle de circonstance de l'écologiste. Il donnait le ton de la soirée : liberté, vivacité, indépendance.

Pour autant, les autres intervenants de la table ronde, organisée par les Cahiers de médiologie, Le Monde et la direction des routes du ministère de l'Équipement et des transports, et coanimée par le professeur de philosophie François Dagognet et Jean-Paul Besset, rédacteur en chef au Monde, dans un auditorium de la Maison de la photographie, à Paris, n'allaient pas se priver de répliquer et de contester à l'occasion.

Ainsi, ne répugnant pas au para-

doxe, Pierre Breuil, directeur de cabinet de Bernard Pons au ministère de l'Équipement et des transports, répondait vertement au commissaire au Plan. Réfutant le concept de rareté de l'espace - « L'espace aérien n'est pas encombré, regardez, au-dessus de nos têtes ! Quant à l'espace rural, il est surabondant... », il défendait le rôle des transports : « Je ne trouve pas absurde de transporter ce qu'on ne produit pas. La France est le deuxième exportateur mondial de services, et le tourisme rapporte deux fois plus au pays que de vendre des Airbus ».

Ainsi s'exprima, vivement, le commissaire au Plan, Henri Guano, en cette soirée du 18 décembre où les débats devaient échapper aux chemins battus. En tenant de tels propos, décapants, au cours d'une table ronde sur les médites comparés - concurrentiels ou complémentaires ? - des moyens de transport, routiers, ferroviaires, aériens ou fluviaux, M. Guano ne sacrifiait pas au rôle de circonstance de l'écologiste. Il donnait le ton de la soirée : liberté, vivacité, indépendance.

Pour autant, les autres intervenants de la table ronde, organisée par les Cahiers de médiologie, Le Monde et la direction des routes du ministère de l'Équipement et des transports, et coanimée par le professeur de philosophie François Dagognet et Jean-Paul Besset, rédacteur en chef au Monde, dans un auditorium de la Maison de la photographie, à Paris, n'allaient pas se priver de répliquer et de contester à l'occasion.

Ainsi, ne répugnant pas au para-

DANS LA PRESSE

RTL

Jean-François Revel  
Il faut rappeler ce que signifie le sigle Unesco : Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture. C'est une des branches des Nations unies, financée comme toutes les autres par l'argent des contribuables du monde entier, en l'occurrence surtout français. Sa mission est de lutter contre l'analphabétisme dans le monde et de favoriser la recherche scientifique. Or le colloque international sur Mitterrand est-il une collocation d'historiens à caractère scientifique et non partisan ? Pas du tout, c'est une réunion d'hommes politiques rendant hommage à un autre homme politique et avec une préférence partisane nettement marquée. Il est parfaitement de leur droit de le faire, et c'est tout à fait respectable. Mais ce n'est pas du tout le rôle de l'Unesco que d'accueillir ce genre de manifestation. Nous avons là

PRÉCISION

Le « KOP »

Dans nos éditions datées 8 janvier, nous avons dans un titre de première page, utilisé le mot « kop ». (« La corruption dans le football secoue le « kop » de la Chv ». Selon Le Dico de l'argot fin de siècle (Pierre Mink, éditions du Seuil, octobre 1996), il signifie : « Supporters inconditionnels, enthousiastes et incalculables d'une équipe de foot massés dans les gradins derrière une des deux cages. Par extension, bande d'amis, de copains. Alors, l'avez-vous bien lu avec moi ? » En fait, en « kop » d'Anfield Road, le stade du FC Liverpool où ce nom commun est né, notre collaborateur Philippe Broussard écrivait, dans Le Monde du 8 novembre 1991 : « Kop ou Spion Kop (le Kop espion) : le mot viendrait d'une colline d'Afrique du Sud où de nombreux soldats britanniques furent tués lors de la guerre des Boers (1899-1902) ».

RECTIFICATIF

JACQUES DANGOUMAU

Le nom de l'ancien directeur de la pharmacie et du médicament clé dans l'affaire de l'hormone de croissance contaminée a été mal orthographié dans l'un des deux articles parus dans nos éditions du 10 janvier. Il s'agit du professeur Jacques Dangoumau, aujourd'hui président du conseil d'administration de l'Agence du médicament et président par intérim du comité économique du médicament.

Le second se complut dans un rôle paisible, à l'image des rivières et des canaux qu'il gère - « tant qu'il gère l'eau, autant mériter des bâteaux dessus », regrettant tout juste que, sur l'axe saturé de la vallée du Rhône, le fleuve ne soit pas davantage utilisé.

Sous la pression des questions de la salle, chacun des intervenants finit par s'avouer persuadé des nécessités de la cohabitation et des complémentarités. On évoqua donc d'un bel élan la question des connexions et de l'intermodalité, on lâcha le mot de « ferroutage », plein de promesses, et celui, plus technocratique, d'« internalisation » des nuisances et de l'insécurité.

L'auditoire, invité à s'exprimer, fit preuve de la même diversité de pensée et de la même passion. Ici, on s'étonna d'avoir si peu entendu parler « d'un environnement et d'écologie ». Là, on plaça pour l'ultra-libéralisme et les vertus du calcul économique. Ailleurs, on invoqua l'éthique pour interdire le lobby totalitaire de la route. « A pied, le suis une non-valeur », soupira un auditeur-piéton.

Derrière les mots et par-delà les préférences pour tel ou tel mode de transport affleuraient la philosophie et les choix de société. « Les vecteurs changent les valeurs, et aujourd'hui, c'est la distribution qui détermine la production et la consommation. Le milieu est devenu centre », avait prévenu, pour s'en inquiéter, le professeur Dagognet.

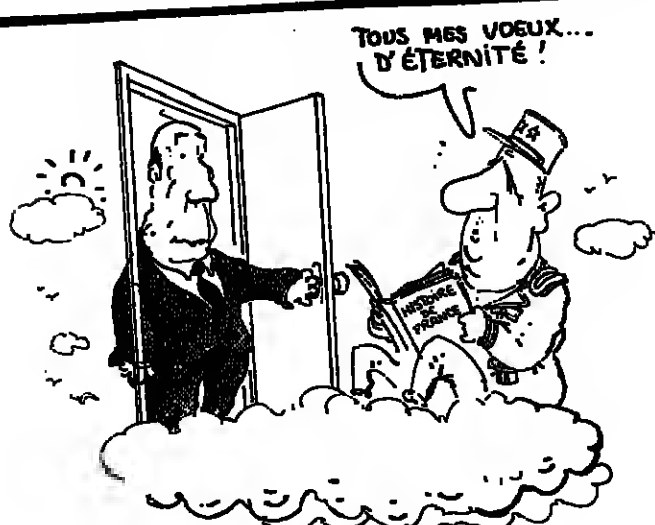
Robert Belleret



عكدا من البصير

18 / LE MONDE / SAMEDI 11 JANVIER 1997

# L'ANNÉE 1996 VUE PAR PLANTU



● FRANÇOIS MITTERRAND  
Mort de l'ancien président  
de la République.  
(Le Monde du 9 janvier 1996.)

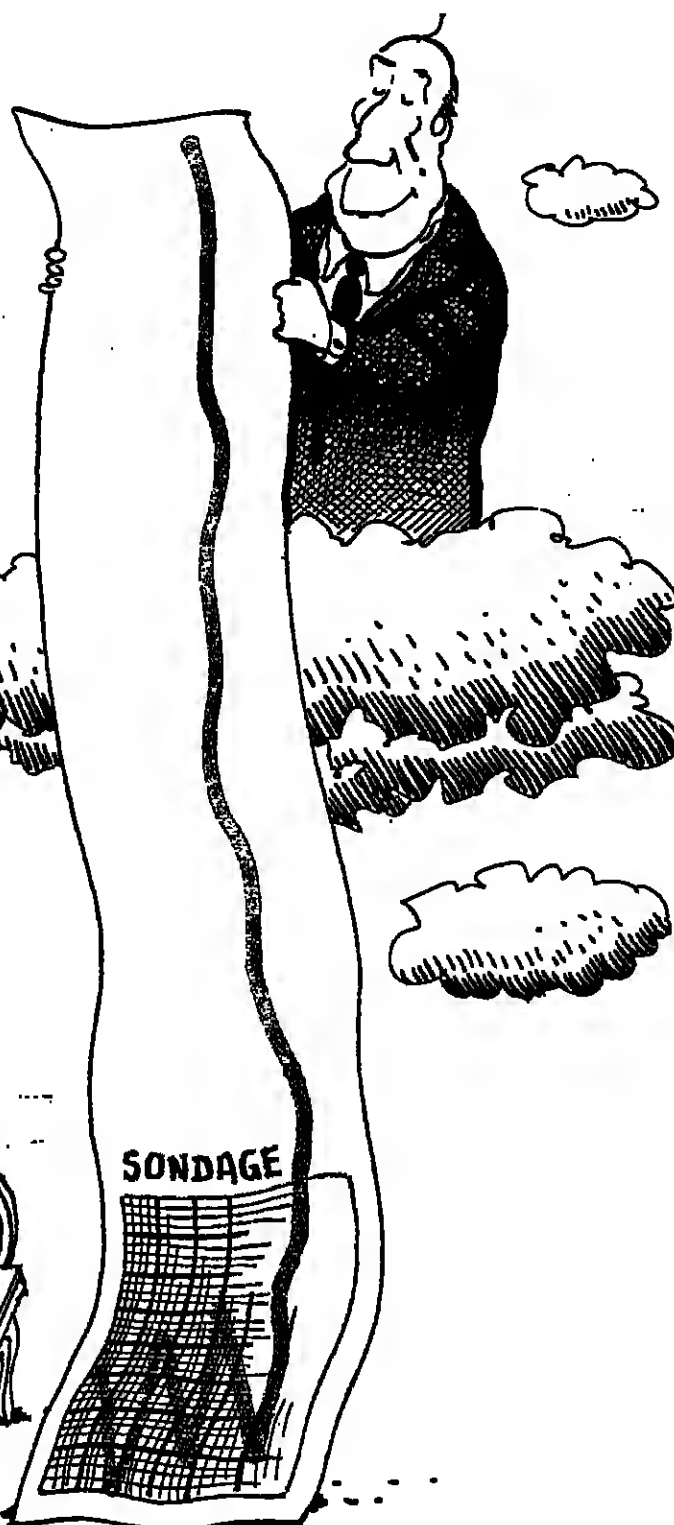
MÉDITONS  
SON  
EXEMPLE !



● HOMMAGE  
Jacques Chirac  
et Alain Juppé  
saluent la mémoire  
de l'ancien président  
de la République.  
(Le Monde  
du 10 janvier 1996.)



● AFFAIRE TIBERI  
Le juge Halphen  
rencontre des obstacles  
dans son enquête  
sur les pratiques  
immobilières  
de la mairie de Paris.  
(Le Monde  
du 23 octobre 1996.)



ARRÊTE,  
HELMUT !  
ÇA VA TE  
FILER DES  
CRAMPES !

● EURO  
Divergences entre  
Jacques Chirac  
et Helmut Kohl  
concernant l'avenir  
de la monnaie  
européenne.  
(Le Monde  
du 16-17 décembre 1996.)



● IRAK  
L'ONU prévoit  
de lever  
partiellement  
l'embargo  
contre le régime  
de Saddam  
Husseïh.  
(Le Monde  
du 22 mai 1996.)



● ALGÉRIE  
Sept moines trappistes de nationalité  
française sont enlevés puis égorgés  
à Tibéhirine.  
(Le Monde du 25 mai 1996.)



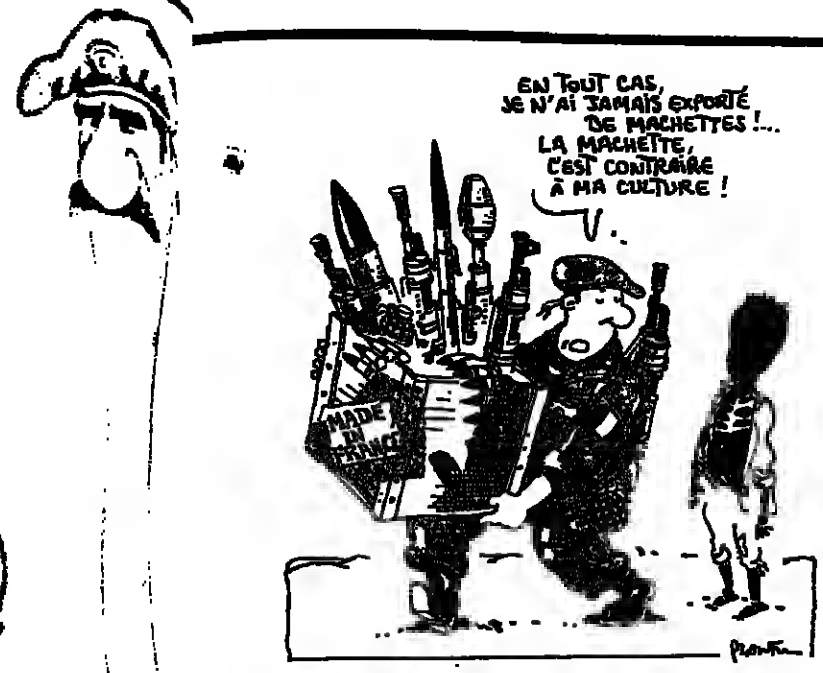
● ARC  
Jacques Crozemarie est accusé de malversations dans  
la gestion des fonds collectés pour la recherche contre le  
(Le Monde du 13 janvier 1996.)



وَأَتَمَّ مِنْ الْبَحْرِ

● IRAK

La presse britannique accuse une société française d'avoir exporté des armes pour les milices rwandaises, hutues, responsables du massacre tutsi. (Le Monde du 21 novembre 1996.)



● RWANDA

La presse britannique accuse une société française d'avoir exporté des armes pour les milices rwandaises, hutues, responsables du massacre tutsi. (Le Monde du 21 novembre 1996.)



● « VACHES FOLLES »

Devant la Commission de Bruxelles, les scientifiques britanniques admettent l'hypothèse d'un lien entre la maladie de Creutzfeldt-Jakob et celle de la « vache folle ». (Le Monde du 29 mars 1996.)

● Tchétchénie  
Les affrontements entre l'armée russe de Boris Eltsine et celle des rebelles tchétchènes auront causé la mort d'au moins 60 000 personnes. (Le Monde du 16 janvier 1996.)



● TCHÉTCHÉNIE

Les affrontements entre l'armée russe de Boris Eltsine et celle des rebelles tchétchènes auront causé la mort d'au moins 60 000 personnes. (Le Monde du 16 janvier 1996.)



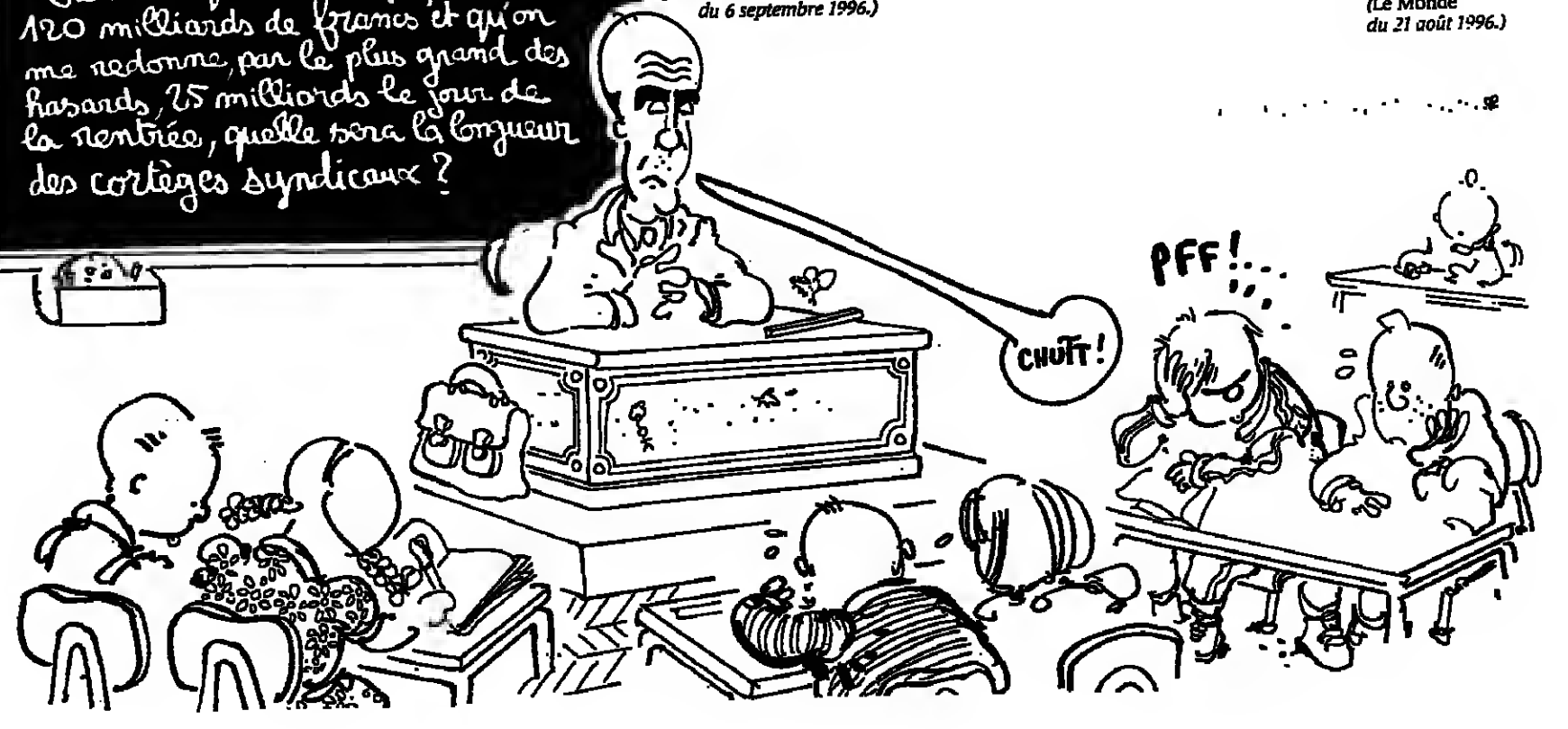
Calcul:  
Sachant qu'on m'a piqué 120 milliards de francs et qu'on me redonne, par le plus grand des hasards, 25 milliards le jour de la rentrée, quelle sera la longueur des cortèges syndicaux ?

● IMPÔTS

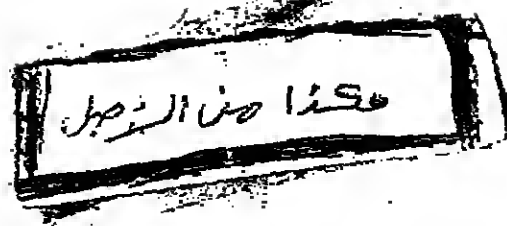
Alain Juppé annonce qu'il va réduire de 25 milliards de francs l'imposition sur le revenu en 1997. (Le Monde du 6 septembre 1996.)

● ÉGLISE SAINT-BERNARD

Robert Hue (PC) et Lionel Jospin (PS) demandent à Jacques Chirac de négocier avec les Africains sans papiers. (Le Monde du 21 août 1996.)







**FINANCE** La chute de la Bourse de Tokyo s'est accélérée, vendredi 10 janvier. L'indice Nikkei des valeurs vedettes, qui avait déjà reculé de 3,25 % jeudi, a terminé la séance en

baisse de 4,26 %, sa plus forte baisse en deux ans. ● LES OPÉRATEURS craignent que la politique budgétaire de rigueur décidée pour 1997 par le gouvernement japonais ne provoque

un ralentissement de la croissance économique et n'aggrave les difficultés du système bancaire. ● LE RÉ-PLI de la Bourse s'accompagne d'un accès de faiblesse du yen, qui accen-

tue lui-même la baisse des cours des actions. ● LE GOUVERNEMENT japonais s'est, pour l'instant, refusé à prendre des mesures de soutien à la croissance. Les experts estiment tou-

tefois qu'il ne pourra pas rester longtemps inactif face à une crise boursière qui menace l'équilibre de l'ensemble du système financier et économique du pays.

## Le ralentissement économique japonais fait chuter la Bourse de Tokyo

L'indice Nikkei a reculé de 4,26 % vendredi 10 janvier, sa plus forte baisse en deux ans.

L'inaction du gouvernement nippon, qui n'entend pas renoncer à sa politique de rigueur budgétaire, a pour effet d'accélérer la chute des cours

IL Y A DOUZE MOIS, les experts étaient presque unanimes à pronostiquer un rebond de la Bourse de Tokyo après six années de déprime provoquée par l'éclatement de la bulle spéculative financière et immobilière. La reprise attendue de l'économie japonaise a bien eu lieu en 1996. La croissance du produit intérieur brut (PIB) devrait avoir atteint 3,6 %. Mais la Bourse n'en a pas du tout profité, victime de la baisse du yen et des craintes persistantes sur l'état de délabrement du système bancaire.

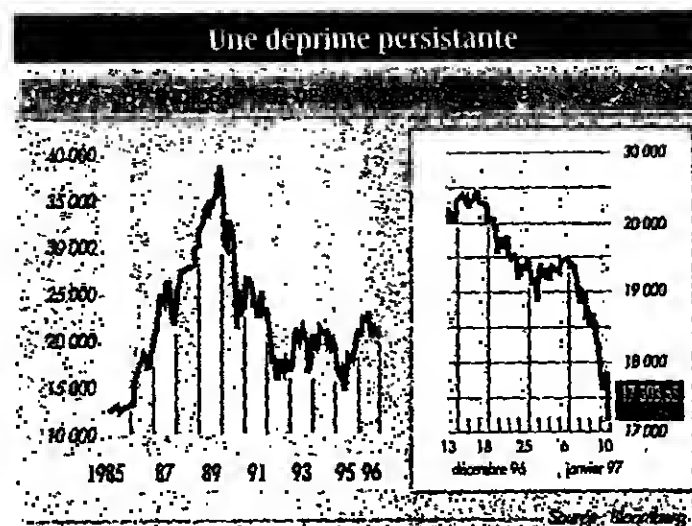
Non seulement la Bourse de Tokyo a affiché la plus mauvaise performance des grandes places financières en 1996 (-2,5 % contre +23,7 % à Paris), et a été la seule à baisser, mais les premiers jours de 1997 ont été plus sombres encore. L'indice Nikkei des 225 valeurs a cédé, vendredi 10 janvier, 4,26 %, sa plus forte baisse en deux ans. Il avait déjà perdu 3,25 % la veille. Depuis le début de l'année, le recul s'établit à 10,63 %, et, depuis la fin du mois de novembre, il a abandonné près de 20 %. Symptomatique des maux du système économique et financier japonais, l'indice Nikkei retrouve son niveau d'août 1986. Au cours de la même période, l'indice Dow Jones de Wall Street a presque quadruplé.

Les valeurs nipponnes sont victimes des prévisions pessimistes sur la croissance, qui devrait connaître un net ralentissement lié à la mise en place d'une politique budgétaire restrictive après plusieurs années

de relance. Le premier ministre, Ryutaro Hashimoto, a présenté le 25 décembre un budget pour 1997 bien plus contraignant qu'attendu. Afin de limiter un déficit budgétaire qui a atteint 4,1 % du PIB en 1996 et de dégonfler une dette publique qui frôle la barre des 90 % du PIB, le gouvernement nippon a décidé de réduire certaines dépenses et surtout d'accroître ses recettes en faisant passer la TVA de 3 % à 5 % et en supprimant les rabais fiscaux instantanés en janvier 1997 pour relancer l'activité. En outre, le ticket modérateur de la Sécurité sociale devrait augmenter de 10 % à 20 %. Dans ces conditions, la consommation devrait se réduire et les économistes estiment que la croissance du PIB pourrait revenir nettement en dessous de 2 %. Selon les experts de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), elle se situerait à 1,6 %.

### AFFAIBLISSEMENT DU YEN

Le repli de la Bourse s'accompagne d'un affaiblissement du yen. La baisse des actifs financiers japonais incite en effet à la fois les investisseurs nippons à sortir leurs capitaux de l'archipel et les gestionnaires non résidents - américains, britanniques, français - à désertir la Bourse, ce qui se traduit par des conversions de yens dans d'autres devises. La monnaie japonaise est ainsi tombée, lundi 6 janvier, jusqu'à 117,05 yens pour un dollar, son cours le plus faible depuis le mois



Par rapport à son sommet de décembre 1989, la Bourse de Tokyo a reculé de près de 60 %. Elle a cédé 15 % depuis son mois.

de mars 1993. La chute du yen n'a réussi à être stoppée que grâce aux mises en garde du gouvernement. Le ministre des finances, Hiroshi Mitsuoka, a expliqué qu'un yen excessivement bas n'est pas bon pour l'économie japonaise. De son côté, le ministre du commerce, Shiroji Sato, a affirmé qu'un yen trop faible est gênant, car le Japon achète des matières premières.

Si la faiblesse de la monnaie est favorable aux exportations des entreprises du pays, elle augmente en revanche les risques d'inflation importée. Mais la stabilisation du yen

reste fragile. La politique de crédit quaternaire menée au Japon depuis plusieurs années et les achats massifs de dollars effectués par l'institut d'émission ont eu pour conséquence d'inonder de yens le marché international des capitaux. Et cette offre surabondante pèse sur le cours. Le risque de dépréciation supplémentaire de la monnaie japonaise constitue une grave menace pour la Bourse de Tokyo.

Un phénomène spécifique au marché des actions japonaises est également en train de se mettre en

place : la baisse de la Bourse s'accompagne elle-même. Le cercle vicieux qui avait mené en juillet 1995 l'indice Nikkei jusqu'à 14 500 points se reconstruit. La chute des cours réduit les plus-values enregistrées sur les portefeuilles de valeurs mobilières des banques, les empêche de nettoyer leurs bilans de la masse de créances douteuses héritées de la crise immobilière, et fait à nouveau baisser la Bourse... ce qui contribue à affaiblir encore les établissements de crédit. Fin décembre, les dirigeants de la société japonaise de financement spécialisée Koel Corp. - dont le principal créancier est la grande banque industrielle Bank of Japan (BOJ) - ont annoncé que l'établissement sera liquidé à la fin du mois de mars, victime de ses créances immobilières douteuses accumulées à la fin des années 80.

### UNE SITUATION INEXTRICABLE

La mécanique est d'autant plus implacable que les banques représentent 20 % de la capitalisation boursière de Tokyo. La grande crainte des opérateurs est que les établissements financiers accablent leurs ventes d'actions dans l'espoir de réaliser quelques plus-values avant la fin de l'année fiscale le 31 mars et accentuent ainsi le recul de la Bourse.

Aux yeux des analystes, la situation semble aujourd'hui intricable. « Le Japon a épuisé l'arme budgétaire, ne peut plus utiliser l'arme monétaire puisque les taux à court terme se trouvent à 0,50 % et ne

peut plus compter sur l'arme du change, puisque le yen a baissé de 45 % en près de trois ans face au dollar, pour renouer son économie », souligne Alain Fiorucci du cabinet Soprod.

Comment sortir de cette triple impasse ? Jusqu'à présent le gouvernement japonais, qui n'entend pas renoncer à sa rigueur budgétaire, s'est refusé à prendre des mesures susceptibles de venir au secours de la Bourse. Il s'est contenté d'un soutien verbal aux actions nipponnes. Mercredi, le ministre des finances, Hiroshi Mitsuoka, a déclaré que la Bourse ne reflète pas la reprise progressive de l'économie japonaise. Jeudi, un porte-parole du même ministère a jugé que « les fondamentaux économiques du Japon ne sont pas si mauvais et que rien ne justifie une chute de plus de mille points de l'indice Nikkei en l'espace de trois jours ». Enfin, vendredi, le directeur des affaires internationales au ministère des finances, Eisuke Sakakibara, surnommé « Monsieur Yen » à Tokyo, personnage très influent sur les places financières, a affirmé que le gouvernement doit laisser agir les forces du marché. La question est toutefois de savoir si le gouvernement japonais pourra rester longtemps inactif face à la chute de la Bourse qui menace l'équilibre de l'ensemble du système financier et économique japonais mais aussi mondial.

Pierre-Antoine Delhommais et Eric Leser

## Syndiqués sans défense à la Défense

« MAIS QUE SE PASSE-T-IL, au 32<sup>e</sup> étage de la tour Framatome, dans la société NUS France ? » Ce qui pourrait être le titre d'un roman policier est en fait celui d'un tract relatant l'attitude de la direction de National Utility Service (NUS), une société de conseil en économies d'énergie, vis-à-vis de trois délégués du personnel. Tentatives de licenciement, mise en quarantaine, descente musclée dans le local syndical, minutage détaillé de toutes les tâches, jusqu'au temps passé dans les toilettes (« 14 h 05-14 h 08, le 26 janvier », peut-on lire sur la fiche d'un des délégués), tout est fait, selon les syndicats, pour pousser ces élus du personnel à démissionner.

L'ensemble des organisations syndicales des différentes entreprises implantées dans la tour Framatome, à la Défense, ont décidé d'apporter leur soutien à ces délégués aujourd'hui mis à pied. Jeudi 9 janvier, les sections CFDT et CGT de Framatome, de Delattre-Levivier, de l'EPAD, de la Générale de restauration et d'UTF ont décidé de « briser le mur du silence sur ce qui se trame au 32<sup>e</sup> étage » dans cette filiale de la firme américaine NUS. Cette première initiative s'est traduite par une distribution de tracts et l'organisation d'une collecte pour compenser les retraits sur salaires dus aux sanctions. « Nous voulons apporter notre soutien et peut-être influencer sur l'attitude de la direction », explique Jean-François Verant, représentant la CFDT de Framatome, pour justifier cette démarche.

### LOCAL FOUILLE

Tout a débuté en 1994, lorsqu'une jeune femme, Stéphanie de Montgolfier, élue au poste de délégué du personnel, décide de créer une section CFDT avec deux de ses collègues, Ella Grumelart et Nico Vogelaar. La section comptera rapidement une dizaine d'adhérents sur les cent trente salariés de la filiale française, et une représentation CGT est ensuite lancée. Les pressions vont alors débuter sur le trio, en commençant par la contestation des heures de délégation syndicale et l'instauration d'un contrôle très strict des faits et gestes. Petites bri-

maires quotidiennes, changements de service, les rapports se détériorent rapidement. Les salariés concernés y répondent en saisissant les prud'hommes, en déposant plainte pour atteinte aux libertés individuelles, et en faisant consigner, ces persécution diverses par le commissariat de police de la Défense.

En janvier 1996, le directeur général de la société, Jacques Claudel, et la directrice juridique, Gabrielle Goldmann, pénètrent dans le local syndical et, selon certaines versions, vont jusqu'à fouiller les lieux. Les syndicats alertent l'inspection du travail de Nanterre, qui s'intéresse alors au fonctionnement de l'entreprise. Durant l'été, toute conciliation étant impossible et les tensions devenant de plus en plus vives, l'inspectrice du travail Françoise Le Cac transmet au tribunal de grande instance de Nanterre le procès-verbal « relevé à l'encontre de la société NUS, pour entrave à l'exercice des fonctions du délégué syndical, des délégués du personnel, et au fonctionnement du comité d'entreprise ». A la mi-décembre, elle s'oppose à la demande de licenciement de chaque délégué car « le lien entre la mesure envisagée et les mandats exercés par l'intéressé n'est établi ».

Depuis, les trois responsables ont été mis à pied pour avoir discuté quelques minutes ensemble en fin de matinée, le 18 décembre, sur leur temps de travail. Le refus d'interrompre leur conversation a été interprété par la direction comme « une action de rébellion » portant « atteinte délibérée à l'autorité du chef de service ». « Votre ton menaçant et votre attitude physique on ne peut plus inquiétante ont semé l'inquiétude et le désarroi parmi l'ensemble des personnes présentes », précise l'une des lettres de mise à pied. « Nous n'avons aucune déclaration à faire, nous ne voulons pas polémiquer avec les représentants du personnel, nous laissons la justice faire son travail », s'est limitée à déclarer au Monde M<sup>me</sup> Goldmann, le 6 janvier.

Dominique Gallios

## Le juge d'instruction a démontré l'inexactitude des comptes passés du Comptoir des entrepreneurs

L'INSTRUCTION de l'affaire concernant la gestion du Comptoir des entrepreneurs (CDE) dans les années 1990-1993 est arrivée à son terme. Le juge parisien Jean-Pierre Zanotto a décidé, mardi 7 janvier, de renvoyer les cinq personnes mises en examen devant le tribunal correctionnel de Paris. A commencer par Jean-Jacques Piette, président, d'avril 1990 à mars 1993, de l'institution financière parapublique spécialisée dans le financement de l'immobilier.

Ont été également mis en examen : Michel Real, président et fondateur d'une société immobilière qui a repris au CDE, en avril 1992, sa filiale de promotion immobilière Claba ; Francesco Cesari, ancien président de Claba ; Paul Pachot, ancien président de la BRED (du groupe des Banques populaires), administrateur du CDE (de 1988 à 1994) et d'une maison de titres baptisée Fidinvest. Cette dernière, dirigée par le fils de Paul Pachot, Loïc Pachot, mis également en examen, a procédé en 1991 et 1992 à l'achat de titres CDE à partir du Luxembourg en utilisant des informations privilégiées.

L'histoire de la chute du Comptoir a été en son temps une première. La défaillance et la quasi-faillite, au début de l'année 1993, de l'établissement ont été une sorte de prélude aux désastres du Crédit lyonnais et du Crédit foncier

(Le Monde du 20 juin 1996). Le CDE, dont les dirigeants étaient nommés par le gouvernement, a perdu des milliards de francs et sa déroute a révélé à la fois l'ampleur de la crise de l'immobilier et les dysfonctionnements des autorités de contrôle et de tutelle des établissements financiers publics et parapublics. La Commission bancaire, la Commission des opérations de Bourse (COB) et le Trésor se sont longtemps renvoyés la responsabilité de la défaillance du Comptoir. L'établissement a finalement été sauvé par l'Etat, les AGF devenant, contraintes et forcées, son actionnaire de référence.

La justice s'est logiquement emparée du dossier et s'est intéressée à la qualité des comptes de l'institution. A la suite de deux rapports de la COB, une information judiciaire a été ouverte, le 14 mars 1994, pour « comptes inexacts, diffusion de fausses informations, abus de biens sociaux, surévaluation frauduleuse d'un apport en nature et délit d'initié ».

### MÉTHODES CONTESTABLES

Deux opérations ont retenu plus particulièrement l'attention du juge : la vente de la filiale Claba, le 16 décembre 1992, au groupe Real pour 132,9 millions de francs et des achats d'actions du Comptoir en 1991 et 1992 à partir du Luxembourg. La façon dont l'établissement s'est débarrassé de sa filiale en difficulté illustre des méthodes de gestion plus que contestables. C'est à la suite de l'annonce de la vente de Claba à Real, en février 1992, que les commissaires aux comptes ont finalement décidé d'approuver les comptes du CDE pour 1991, ce qu'ils se refusaient à faire auparavant compte tenu de l'importance des risques immobiliers portés par Claba. Ils ont après bien plus tard, en janvier 1993, que le Comptoir avait financé en totalité la reprise de Claba en souscrivant à une augmentation de capital de Real de 132,9 millions de francs le jour de la vente. Les commissaires avaient alors saisi la COB, qui a suspendu la cotation du Comptoir et révélé ainsi sur la place publique les difficultés de

l'établissement. L'instruction souligne, par ailleurs, que la valeur de Claba a été nettement surévaluée avec le consentement du représentant pour permettre au Comptoir de ne pas réaliser de provisions importantes. Real aurait, en fait, réalisé une opération de portage pour permettre au Comptoir de sortir de façon fictive Claba et ses risques de son périmètre.

L'autre affaire concerne l'acquisition à partir du Luxembourg d'actions du Comptoir par la société de Loïc Pachot, Fidinvest, dont le groupe Pallas Stern détenait 34 %. Fidinvest a acheté, entre septembre 1991 et avril 1992, par l'intermédiaire d'un compte au Luxembourg ouvert à la BRED International Luxembourg (BIL) et d'un prêt accordé par cette même banque, 253 000 titres CDE, soit 6,02 % du capital, pour 60 millions de francs sans faire la moindre déclaration auprès des autorités boursières. Le CDE disposait également d'un compte à la BIL et d'une ligne de crédit de 50 millions de francs, qui n'apparaissait pas dans sa comptabilité, et a permis le rachat d'une partie des titres du Comptoir acquis par Fidinvest. L'opération visait apparemment à reclasser une partie du capital du CDE et n'a jamais été révélée au conseil d'administration de l'établissement.

Il ressort toutefois de l'instruction qu'il n'y a pas eu d'enrichissement personnel de M. Piette. On peut également s'interroger sur la responsabilité des différentes autorités de tutelle et de contrôle dans l'arrêt des comptes du CDE et la procédure douteuse de vente de Claba. Etait-il possible que personne ne soit au courant de la situation désespérée du Comptoir et des tentatives répétées de M. Piette pour dissimuler la réalité de ses difficultés ? A plusieurs reprises, et notamment lors d'une conférence de presse du 5 novembre 1992, M. Piette a donné des informations inexactes sur la situation réelle du CDE. Agissait-il seul ou sur ordre du Trésor pour rassurer à tout prix les marchés ?

E. L.

## Pechiney restructure le capital de son usine de Dunkerque

APRÈS PLUS D'UN AN de négociations, Pechiney est parvenu à conclure, avant le 31 décembre, la restructuration financière d'Aluminium Dunkerque. Le dossier était lourd de conséquences pour le groupe. Avec des fonds propres négatifs à hauteur de 180 millions depuis 1994, la société était dans l'obligation d'être recapitalisée avant la fin de 1996.

Mais Pechiney devait trouver un montage financier acceptable pour tous les actionnaires, afin de ne pas être obligé d'assumer seul la charge de l'ensemble de la société, ce qui aurait considérablement

alourdi son bilan déjà malmené. Imaginé par Pechiney nationalisée à la fin des années 80, le schéma financier pour réaliser à Dunkerque « l'usine la plus moderne du monde » d'un coût de 6,2 milliards de francs, reposait sur les méthodes de l'époque : une pincée de capital (850 millions de francs sous forme d'actions et la même somme sous forme de titres subordonnés participatifs), répartis entre Pechiney (35 %) et dix autres actionnaires (AGF, BNP, GE Capital, Indosuez, Norwich Union) et des montages de dettes (plus de 3,5 milliards de crédits, complétés

par 700 millions sous forme de comptes courants d'avance). Mal capitalisée, l'usine de Dunkerque ne supporta pas l'effondrement du cours de l'aluminium quelques mois après son démarrage en 1991. En deux ans, elle avait consommé ses fonds propres.

Pour être rentable, l'usine a besoin d'un cours de l'aluminium supérieur à 1 600 dollars la tonne, alors qu'il se situe autour de 1 500 dollars depuis un an. En 1996, des opérations de couverture ont néanmoins permis de dégager un petit profit. Après avoir hésité, tous les actionnaires (à l'exception

de Norwich, qui détenait 10 % du capital), ont choisi de poursuivre l'aventure. La montée en puissance de l'installation et la crainte de tout perdre leur ont fait accepter de consolider leurs créances dans le capital et de ne toucher aucun des dividendes 1996, tandis que les banques créditrices ont accordé de nouvelles facilités. Aluminium Dunkerque est sauvé. Mais le résultat est encore fragile. La société n'a reconstitué ses fonds propres qu'à hauteur d'un peu plus de 100 millions de francs.

Martine Orange



1250000000

## Un compromis met fin à « l'affaire Lopez » entre General Motors et Volkswagen

Le groupe allemand va verser d'importantes compensations à son concurrent

accord entre le numéro un mondial et le premier constructeur européen prévoit que VW verse 100 millions de dollars en guise de

compensation financière à GM et lui achète, sur sept ans, un milliard de dollars de pièces détachées. Les procédures judiciaires sont abandon-

nées. Mais M. Lopez reste mis en examen par le parquet de Darmstadt pour recel et divulgation de secrets industriels.

**COLOGNE**  
correspondance  
près trois ans et demi d'affrontements, General Motors et sa filiale allemande Opel, d'un côté, et Volkswagen, de l'autre, sont arrivés à l'amiable dans le cadre de l'affaire Lopez. José Ignacio Lopez, ancien dirigeant de GM, a été débauché avec toute son équipe par le groupe allemand des conditions dénoncées par les médias comme de l'espionnage industriel.

accord entre le numéro un mondial et le premier constructeur européen prévoit que VW verse 100 millions de dollars en guise de compensation financière à GM et lui achète, sur sept ans, un milliard de dollars de pièces détachées. Les procédures judiciaires sont abandon-

nées. Mais M. Lopez reste mis en examen par le parquet de Darmstadt pour recel et divulgation de secrets industriels. La conclusion de cet accord met fin aux procédures civiles engagées par General Motors contre Volkswagen devant les tribunaux allemand et américain. En revanche, M. Lopez reste mis en examen par le parquet de Darmstadt pour recel et divulgation de secrets industriels et commerciaux, en même temps que trois de ses collaborateurs.

lonté d'arriver à un accord qui ne menacerait pas la bonne santé financière de leur rival. En novembre, ils avaient posé trois conditions préalables à tout règlement extra-judiciaire : la démission de M. Lopez, des compensations financières et les excuses publiques de la direction de Volkswagen. « Toutes nos exigences ont été remplies », assure un responsable d'Opel, même si la direction de VW n'est jamais allée jusqu'à formuler de véritables excuses et s'en tient aux regrets.

## Renault réduira encore les effectifs de son siège social

ES AVOIR RAMENÉ leurs effectifs de 9 500 à 8 570 personnes en 1996, les établissements sociaux de Renault, à Bouillancourt et dans les environs, ont vu assigner par le juge Schwaetzer, début décembre, un nouvel objectif de réduction de 10 %, cette fois sur la plus de quatre cents salariés du siège social de la rue de la République à Paris.

nu. En 1997, elles sont gelées. Ce plan d'allègement du siège s'inscrit dans le cadre des mesures de réduction de coûts imposées au début de 1996 par M. Schweitzer à tous les niveaux de l'entreprise fraîchement privatisée. Son durcissement traduit la difficulté qu'a Renault à redresser la barre, malgré les mesures engagées. Le PDG lui-même l'a reconnu récemment : en 1997, « l'environnement sera beaucoup plus difficile » qu'en 1996. Les pertes attendues pour l'exercice 1996 - les premières depuis dix ans - seraient supérieures à ce qui était prévu. Les analystes boursiers, qui tablent sur 400 à 500 millions de francs, n'excluent plus une perte nette de près de

1 milliard, en raison de la dégradation de la situation du marché du camion. Le plan social du siège n'entre pas dans le cadre des prétraitements demandés au gouvernement par Renault et PSA. Celles-ci visaient à faire partir 40 000 salariés de plus de cinquante ans sur plusieurs années, mais uniquement dans les usines, afin d'améliorer leur compétitivité. Avant de trancher, le ministre de l'Industrie, Franck Borotra, attend, pour fin janvier, les résultats de la mission sur l'automobile confiée à deux hauts fonctionnaires en novembre.

Pascal Galtier

Philippe Ricard

## La Banque de France ne veut pas vendre son or

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE, Jean-Claude Trichet, a écarté, vendredi 10 janvier, l'idée d'une vente par la banque centrale d'une partie de ses réserves d'or, en affirmant que la détention par la France du troisième stock d'or du monde est « un élément de confiance important » pour l'économie et la monnaie. « C'est un élément de confiance important aussi pour les Français », a-t-il déclaré sur TF 1. Pour lui, ces principes valent aussi pour les autres banques centrales européennes.

M. Trichet répondait aux suggestions de Jacques Attali, ancien conseiller du président Mitterrand, qui a proposé récemment de vendre une partie des réserves d'or des pays membres de l'Union européenne, selon lui partiellement superflues dans le cadre de l'Union monétaire.

**DÉPÊCHES**  
■ **MATRA** : Matra Marconi Space (MMS) a signé, jeudi 9 janvier, un contrat de 100 millions de dollars avec Intelsat pour la fourniture d'un satellite de communication directe.  
■ **AMERICAN AIRLINES** : les pilotes de la compagnie aérienne américaine ont rejeté, jeudi 9 janvier, le plan de productivité proposé par la direction. La confirmation de la commande de 103 appareils passés le 21 novembre auprès de Boeing est conditionnée par l'adhésion des pilotes.  
■ **AIR LIBERTÉ** : le tribunal de commerce de Créteil a définitivement accordé, jeudi 9 janvier, à la compagnie britannique British Airways la reprise d'Air Liberté « dans le cadre d'un plan de continuation de dix ans ». British Airways, qui injectera 440 millions d'argent frais, possédera environ 67 % d'Air Liberté.  
■ **FORD** : le constructeur automobile envisage la vente partielle de sa filiale de location de voitures Hertz, numéro un mondial du secteur, pour engranger une plus-value. Les firmes américaines de location de voitures, comme Avis, Alamo Rent-A-Car et National Car Rental System, se sont vendues récemment à des prix très élevés.  
■ **CRÉDIT FONCIER DE FRANCE** : les Intersyndicats de l'Institution et des Caisses d'épargne se sont déclarés favorables à un rapprochement. Pour le groupe de travail initié en octobre 1996, « les deux groupes ont des missions d'intérêt général complémentaires. De plus, le besoin en fonds propres du CFF peut être résolu par les caisses d'épargne ».  
■ **CRÉDIT LYONNAIS** : la cession de ses filiales bancaires européennes dans les six mois qui viennent entraînerait une perte globale de 9 milliards de francs, a indiqué son président, Jean Peyrelevade, à son conseil d'administration réuni jeudi 9 janvier. Il a aussi précisé que le Lyonnais devrait poursuivre ses réductions d'effectifs au rythme de 1 000 personnes par an après 1998.  
■ **CRÉDIT DU NORD** : la CFDT a dénoncé, jeudi 9 janvier, le rachat « mené dans la précipitation » du Crédit du Nord par la Société générale.  
■ **LA FRANCE SA** : FOPA simplifiée d'Enrafra (groupe Lazard) sur sa filiale, holding d'assurance, a été déclarée recevable, jeudi 9 janvier, par le Conseil des marchés financiers (CMF).  
■ **ESSENCE** : la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) devrait augmenter, le 11 janvier, de 1,8 % pour un litre de super plombé, 1,6 % pour le super sans plomb, 2,6 % pour le gazole et 2 % pour le fuel domestique. Les automobilistes paieront, en moyenne, 6,45 francs le litre de super plombé et 6,24 francs le sans plomb 98. Le litre de gazole atteindra 4,62 francs et le fuel domestique 2,45 francs.  
■ **SIEMENS** : le groupe allemand s'est refusé à tout commentaire, le 10 janvier, sur les rumeurs évoquant un rapprochement de sa division KWU avec son concurrent américain Westinghouse dans le domaine de l'énergie.

tion a démontré l'inexactitude du Comptoir des entrepreneurs


# La Navette


## DES AVANTAGES QUI VONT SIMPLIFIER VOS AFFAIRES

### Plus de vols


La Navette c'est encore plus de vols pour vous laisser le choix.

 1 vol toutes les 1/2 heures\* soit jusqu'à 27 vols par jour.

 1 vol toutes les 1/2 heures\* soit jusqu'à 26 vols par jour.


 1 vol toutes les heures soit jusqu'à 16 vols par jour.

### Plus de Miles


 Le programme Fréquence Plus devient encore plus avantageux : vous doublez vos Miles en voyageant à certaines heures au plein tarif ou au tarif abonné.

Avec La Navette, c'est encore plus facile de gagner des billets gratuits.

### Vous embarquez en un clin d'oeil

 Des comptoirs spécifiques La Navette, des bornes d'enregistrement automatiques, des salles d'embarquement réservées, une signalétique claire. Tout est fait pour que votre embarquement à bord de La Navette se fasse en un clin d'oeil.

### Plus de service en vol

 La Navette pense à vos petits creux... A bord de La Navette, un petit déjeuner, des rafraîchissements ou une collation aux heures de repas vous seront servis.

### Avec La Navette, tout est plus facile.

Renseignez-vous auprès de votre agent de voyages ou d'Air Inter Europe (à Paris : 01 45 46 90 00) ou 3615 AIRINTER (1,29FTTC/mn).

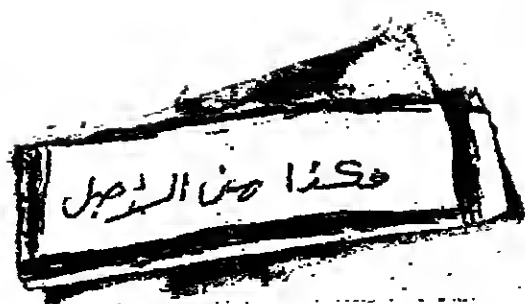
**AIR INTER EUROPE**

Le prêt à partir



\*En heures de pointe





■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé, vendredi 10 janvier, sur un plongeon de 770,22 points, soit une chute de 4,26 %, la plus forte en une seule séance depuis deux ans.

■ L'OR a ouvert en hausse, vendredi, sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 357,50-357,80 dollars, contre 353,80-354,10 dollars la veille en clôture.

■ LE DOLLAR était instable face aux principales monnaies, vendredi, en fin de séance à Tokyo. Le billet vert s'échangeait 116,39 yens, contre 116,50 à l'ouverture.

■ WALL STREET a terminé sur un nouveau record, jeudi, à l'issue d'une séance très active. L'indice Dow Jones a gagné 76,19 points (+1,16 %), à 6 625,67 points.

■ LE PRIX DE L'ALUMINIUM a grimpé, jeudi, à son plus haut niveau depuis plus de sept mois sur le LME. Le prix a progressé de 29 dollars, à 1 608 dollars la tonne.

## LES PLACES BORSIÈRES

CAC 40	CAC 40	CAC 40	MIDCAC
Cours	1 an	1 an	1 an

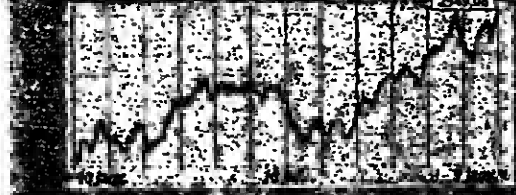
## Effritement à la Bourse de Paris

LA BOURSE DE PARIS subissait quelques prises de bénéfice vendredi dans un marché actif encouragé par la détente des taux d'intérêt à long terme. En repli de 0,06 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une baisse de 0,19 % à 12 h 30, les valeurs françaises abandonnaient en moyenne 0,28 % à 2 342,48 points. Le montant des échanges sur le marché à règlement mensuel s'élevait à 2,3 milliards de francs.

Sur le Matif, le contrat sur les bons du Trésor atteignait 128,84 en hausse de 0,08 %.

Aux Etats-Unis le temps était au beau fixe jeudi. Wall Street, en gagnant 1,22 %, a inscrit un nouveau record absolu grâce à un net recul des taux à long terme. Le rendement sur les bons du Trésor à 30 ans est revenu à 6,75 % contre 6,84 % la veille, après l'annonce d'une hausse de 0,1 % de l'indice de base des prix à la production en

## Indice CAC 40 sur un an



décembre au lieu de la hausse attendue de 0,2 %.

Vendredi seront publiées les statistiques sur les prix de détail en décembre aux Etats-Unis. Les

experts tablent généralement sur un léger recul à 5,3 % contre 5,4 % en novembre et sur lequel 190 000 créations d'emplois contre 118 000.

## Axime, valeur du jour

BONNE SÉANCE pour Axime, jeudi 9 janvier, à la Bourse de Paris. Le titre de la société de services informatiques a gagné 5,77 % à 660 francs avec 61 000 titres échangés. L'action a bénéficié du relèvement de la recommandation de la société de Bourse BNP Equities qui est passée de « renforcer » à « acheter » sur la valeur. Dans la foulée, BNP Equities a intégré Axime dans sa liste de huit valeurs favorites dont la capitalisation est inférieure à 10 milliards de francs.

Pour la société de Bourse, Axime présente le meilleur équilibre positionnement-rentabilité-visibilité du secteur en France.

## Axime sur un mois



## Forte chute à la Bourse de Tokyo

TOUJOURS VICTIMES des incertitudes concernant l'évolution de l'économie et du secteur bancaire, les valeurs japonaises ont plongé de 4,26 % vendredi 10 janvier. L'indice Nikkei, qui a chuté de 770,22 points, accuse sa plus forte baisse en une seule séance depuis deux ans. L'indice a fini à 17 303,65 points, son plus bas niveau de clôture depuis août 1995.

La veille, Wall Street avait terminé sur un nouveau record à l'issue d'une séance très active, bénéficiant d'une nette détente du marché obligataire après la publication des dernières statistiques économiques américaines. L'indice Dow Jones a gagné 76,19 points (+1,16 %) à 6 625,67 points. James Solloway, analyste chez Argus Research, estime que les titres boursiers sont

actuellement surévalués et que Wall Street court le risque d'une correction sévère à la première mauvaise nouvelle.

La Bourse de Londres a terminé quasiment inchangée par rapport à la veille. L'indice Footsie a fini en baisse de 0,5 point, soit 0,01 %, à 4 087 points. Francfort a, pour sa part, baissé de 0,47 % à 2 892,63 points.

## INDICES MONDIAUX

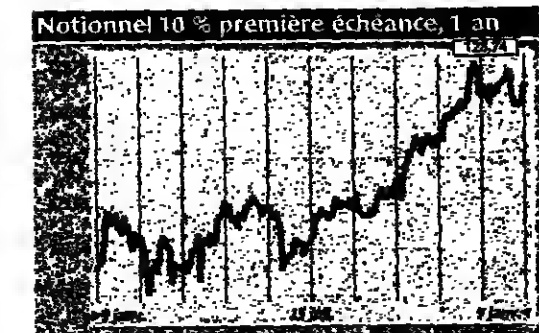
Indice	Cours au 09/01	Cours au 10/01	Var.
Paris CAC 40	2342,48	2342,48	-0,19%
London FTSE 100	4087,00	4087,00	-0,50%
New York Dow Jones	6625,67	6625,67	+1,16%
Hong Kong Hang Seng	11639,00	11639,00	-4,26%
Tokyo Nikkei	17303,65	17303,65	-4,26%
Frankfurt DAX 30	2892,63	2892,63	-0,47%
Madrid IBEX 35	447,99	447,99	-0,50%
Amsterdam AEX	499,80	499,80	-0,50%
Stockholm OMX	190,57	190,57	-0,47%
Oslo OBX	2790,30	2790,30	-0,47%
Hong Kong Hang Seng	11639,00	11639,00	-4,26%
Singapore Straits	2253,73	2253,73	+0,46%

## LES TAUX

PARIS	PARIS	NEW YORK	NEW YORK	FRANCKFORT	FRANCKFORT
Jour le jour	OAT 10 ans	Jour le jour	Bonds 10 ans	Jour le jour	Bonds 10 ans

## Progression du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL DU MATIF, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en légère hausse, vendredi 10 janvier. Après quelques minutes de transactions, l'échéance mars gagnait huit centimes, à 128,84 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 5,79 %, soit 0,07 % au-dessous du rendement du titre allemand de même échéance.



## LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 09/01	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	5,79	5,79	6,80	128,84
Allemagne	5,79	5,79	6,80	128,84
Grande-Bretagne	5,79	5,79	6,80	128,84
Italie	5,79	5,79	6,80	128,84
Japon	5,79	5,79	6,80	128,84
Etats-Unis	5,79	5,79	6,80	128,84

## MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 09/01	Taux au 10/01	Indice (base 100 fin 96)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	4,24	4,24	99,76
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	5,13	5,13	99,57
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,65	5,65	99,50
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	6,06	6,06	99,33
Fonds d'Etat 15 à 20 ans	6,47	6,47	98,99

## LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

Jour le jour	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
1 mois	5,79	5,79	5,79	5,79
3 mois	5,79	5,79	5,79	5,79
6 mois	5,79	5,79	5,79	5,79
1 an	5,79	5,79	5,79	5,79

## MATIF

Échéances 09/01	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Notionnel 10 %	158761	128,84	128,84	128,84	128,84
Mars 97	2191	127,06	127,06	127,06	127,06
Juin 97	102	125,25	125,25	125,25	125,25
Sept. 97	102	125,25	125,25	125,25	125,25
Déc. 97	102	125,25	125,25	125,25	125,25

## PIBOR 3 MOIS

Sept. 97	7929	96,23	96,34	96,68	96,69
Déc. 97	4817	96,62	96,68	96,96	96,97
ECU LONG TERME					
Mars 97	990	95,18	95,20	94,68	94,68

## PIBOR 6 MOIS

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40					
échéances 09/01	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix

## PIBOR 12 MOIS

Échéances 09/01	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
-----------------	--------	-----------------	--------------	-------------	-----------------

## CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 09/01	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Mars 97	14841	98,78	98,78	98,78	98,78
Juin 97	14841	98,78	98,78	98,78	98,78
Sept. 97	14841	98,78	98,78	98,78	98,78
Déc. 97	14841	98,78	98,78	98,78	98,78

## PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES 12h30	Cours au 09/01	Cours au 10/01	Var.
Haussier Eurosto	521	521,41	+17,07
Intercontinental	920	920,34	+18,70
Worms & Cie	348,50	348,50	+10,81
Vie Banque	185	185,00	+7,33
Vie Banque	280,80	280,80	+1,47
EC	110	110,00	-1,76
Spe Commerciale	529	529,00	+7,10
Axime	679	679,00	+13,16
Havas	368	368,00	+1,09
Carris	776	776,00	+1,97

## BAISSES 12h30

BAISSES 12h30	Cours au 09/01	Cours au 10/01	Var.
Capitole Entrep	930	930,00	-2,58
Nordson (Hy)	356,30	356,30	-2,94
OLIPAR	10	10,00	-0,24
UIC	20,60	20,60	-1,30
Union pour l'Ind	392	392,00	-1,70
Calsonic (Hy)	400,30	400,30	-0,84
SETA	216,60	216,60	-0,73
Labinal	1144	1144,00	+13,49
Valco	342	342,00	+6,09
Dynalene	118	118,00	-3,35

## VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE 12h30	1000 Titres	Capitalisation en RF
Exa (Cie des)	80750	7161548
Axa	571675	1975985,50
BF Aquitaine	24330	1168958,20
Renault Udel	12660	1175549
Comptex	12660	940958
Unicel	12660	853750
Total	16952	862646,20
Santel	12154	666145
Société Générale	10730	5876027
LMH Invest	8075	382644

## LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

Sélection de valeurs du FT 100		
	09/01	
Allied Lyons	4,32	
Barclays Bank	10,56	
B.A.T. Industries	4,74	
British Aerospace	12,58	
British Airways	6,02	
British Celanese	2,21	
British Petroleum	6,59	
British Telecom	3,54	
B.T.L.	2,61	
Cadbury Schweppes	4,84	
Eurochem	0,76	
Glaxo	6,94	
Grand Metropolitan	4,45	
Guinness	4,40	
Hanson Plc	0,85	
Great E	6	
H.S.B.C.	12,78	
Imperial Chemical	7,50	
Marks and Spencer	4,83	
National Westminster	7,42	
Peninsular Oriental	5,99	
Reckitt	7,05	
Seatchi and Search	1,08	
Shell Transport	10,01	
Tate and Lyle	4,84	
Unilever Ltd	13,58	
Zeneca	16,36	

## LES MONNAIES

US/£	US/DM	US/¥	DM/¥	£/¥
5,3202	1,7568	116,3500	3,8703	9,0125

## La livre en vedette

LE DOLLAR restait très ferme, vendredi matin 10 janvier, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,5780 de franc, contre 1,5725 francs, ses cours les plus élevés depuis deux ans face à ces deux devises. Il s'inscrivait par ailleurs à 105,90 yens. Le franc était orienté à la hausse face à la monnaie allemande, cotant 3,730 francs pour un mark.

La livre sterling continuait à tenir la vedette sur le marché des devises européennes. Elle s'établissait à 9,0250 francs, soutenue par le dynamisme de l'économie britannique et les perspectives de hausse prochaine du taux de base de la Banque d'Angleterre. Jeudi, le chancelier de l'Échiquier, Kenneth Clarke, avait noté que « la croissance économique atteint des niveaux élevés et montre des signes d'accélération ».

## MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	Cours 09/01	Cours 10/01	Var.
Allemagne (100 dm)	377,8500	377,8500	0,00%
Belgique (100 F)	15,3910	15,3910	0,00%
France (100 F)	3,4995	3,4995	0,00%
Grande-Bretagne (1 £)	9,0250	9,0250	0,00%
Grèce (100 drach)	2,1575	2,1575	0,00%
Irlande (100 Ir£)	8,4400	8,4400	0,00%
Italie (1000 Lit)	3,4995	3,4995	0,00%
Japon (100 ¥)	105,90	105,90	0,00%
Norvège (100 Nkr)	82,4800	82,4800	0,00%
Pays-Bas (100 f)	3,4995	3,4995	0,00%
Portugal (100 esc)	3,7500	3,7500	0,00%
Espagne (100 pes)	166,6667	166,6667	0,00%
Suède (100 kr)	76,5500	76,5500	0,00%
Suisse (100 Sfr)	389,2100	389,2100	0,00%
Turquie (100 Lira)	46,0000	46,0000	0,00%
Autriche (100 Sch)	46,0000	46,0000	0,00%
États-Unis (100 \$)	1,5780	1,5780	0,00%
Finlande (100 Mark)	116,3500	116,3500	0,00%

## PARTIES DU DOLLAR

FRANKFORT : USD/DM	1,5768	1,5725	+0,13
TOKYO : USD/Yens	116,3500	116,3500	+0,50

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES	10/01	09/01	Var.
£/DM	9,0250	9,0250	0,00%
£/¥	9,0125	9,0125	0,00%
DM/¥	9,0125	9,0125	0,00%
DM/£	9,0125	9,0125	0,00%
DM/\$	1,5780	1,5780	0,00%
DM/£	9,0125	9,0125	0,00%
DM/¥	9,0125	9,0125	0,00%
DM/\$	1,5780	1,5780	0,00%
DM/£	9,0125	9,0125	0,00%
DM/¥	9,0125	9,0125	0,00%
DM/\$	1,5780	1,5780	0,00%

## TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	5,79	5,79	5,79
Eurodollar	5,79	5,79	5,79
Euroyen	5,79	5,79	5,79
Eurodeutsche Mark	5,79	5,79	5,79

## L'OR

Or fin (100 g)	Cours 09/01	Cours 10/01	Var.
Or fin (100 g)	60200	60200	0,00%
Or fin (100 g)	60900	60900	0,00%
Or fin (100 g)	356,60	356,60	0,00%
Pièce française (20g)	352	351	-0,28%
Pièce suisse (20g)	352	351	-0,28%
Pièce 20 dollars US	3400	3400	0,00%
Pièce 10 dollars US	1700	1700	0,00%
Pièce 50 pesos Mex	2280	2270	-0,44%

## LE PÉTROLE

Or fin (100 g)	Cours 09/01	Cours 10/01	Var.
Or fin (100 g)	60200	60200	0,00%
Or fin (100 g)	60900	60900	0,00%
Or fin (100 g)	356,60	356,60	0,00%
Pièce française (20g)	352	351	-0,28%
Pièce suisse (20g)	352	351	-0,28%
Pièce 20 dollars US	3400	3400	0,00%
Pièce 10 dollars US	1700	1700	0,00%
Pièce 50 pesos Mex	2280	2270	-0,44%







مكتبة من الكتب

**VIENT DE PARAITRE**

# LE MONDE diplomatique

31 pages - 22 F  
Abonnement : voir tarif page 26

TRAVAIL : DANS LES LABORATOIRES DE L'EXPLOITATION - Pages 16 à 21  
N° 514 - 44e année  
JANVIER 1997

**QUÉBEC**  
Un pays à portée de la main  
(Pages 11 et 12)

## Régimes globalitaires

Par IGNACIO RAMONET

On appelle « régimes globalitaires » ces régimes qui, à l'instar des régimes totalitaires, exercent un contrôle total sur la vie politique, économique, sociale et culturelle de la population. Ils se caractérisent par une centralisation du pouvoir, une suppression des libertés individuelles et collectives, et une idéologie officielle qui justifie l'usage de la force.



## Le grand virage des zapatistes

À LA CONQUÊTE DE LA SOCIÉTÉ MEXICAINE

Réveil ou mort des guérillas en Amérique latine ? L'irruption du commando du mouvement révolutionnaire Tigris Amaro (MIRA) le 18 décembre 1996 dans la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima (Pérou) coïncide avec une recrudescence des actions violentes en Colombie, et marque le début d'un virage de la stratégie zapatiste. Au même moment, au Guatemala (comme précédemment au Salvador), gouvernements et guérillas signent un accord mettant fin à une guerre civile qui a fait près de deux millions de morts. Dans ce contexte, l'Armée zapatiste de libération (EZLN) poursuit-elle sa stratégie de guérilla ou se tourne-t-elle vers la politique ?

JANVIER 1997

## CE MOIS-CI DANS « LE MONDE DIPLOMATIQUE » :

**EXPLOITATION**  
Eternel retour du « miracle américain » (Serge Halimi).  
Quand les patrons doutent... (S. H.).  
Les chiffres trompeurs du chômage (Francisco Vergara).  
Les travailleurs étrangers aux avant-postes de la précarité (Alain Morice).  
Fiat-Brésil, un modèle d'entreprise-providence (Robert Cabanes).  
Pour une sociologie de la classe ouvrière (Roland Pfefferkorn).  
Vers la fin de l'exception salariale (Jean Copans).  
La régression sociale au cœur des négociations collectives (Adeline Toulhier).  
Bangalore, Silicon Valley à l'indienne (Michel Raffoul).  
Torture sous contrôle médical (Amnesty International).

**SERBIE**  
L'épreuve de force (Catherine Samary).

**ASIE CENTRALE**  
Kurdistan : La mémoire meurtrie de Mahabad (Jan Piruz).  
Réconciliés par le cinéma (Nicolas Monceau).  
Pakistan : L'armée, arbitre suprême (Lucille Beaumont).  
Afghanistan : De la résistance à la prise de Kaboul, l'histoire secrète des talibans (Stéphane Allix).

**SOCIÉTÉ**  
L'enfance, une espèce en danger ? (Denis Duclos).

## Egalement au sommaire

● DROITS HUMAINS : Des bourreaux et de leur impunité. ● GUNTER HOLZMANN : Le roman d'une vie.  
● ARMÉE : Un « rendez-vous citoyen » manqué. ● BELGIQUE : Même le sport ne rassemble plus. ● GOLFE : Poussée conservatrice au Koweït. ● ÉRYTHÉE : Les femmes ne désarment pas. ● KENYA : Des habits neufs pour un vieux despote. ● GUYANE : Signaux d'alarme. ● NOUVELLE : Le Colosse. ● CINÉMA : La Corée du Sud au miroir de ses films.

**EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX**  
22 F



## AUJOURD'HUI

SCIENCES

**ÉPIDÉMIOLOGIE** Une étude de cas effectuée auprès d'enfants atteints de leucémie et habitant à proximité de la Hague (Manche), semble indiquer que le risque d'ap-

parition de cette maladie augmente en fonction de la fréquentation des plages du Nord-Cotentin. L'ingestion de fruits de mer serait également un facteur de risque. ● CETTE

ENQUÊTE publiée par le *British Medical Journal* est signée par l'épidémiologiste Jean-François Viel, qui avait déjà mis en évidence il y a un an une augmentation des cas de leu-

cémie dans le nord de la Manche, où sont concentrées plusieurs installations nucléaires. Le docteur Viel incrimine la pollution radiologique de l'environnement marin. ● SES

CONCLUSIONS sont critiquées par des épidémiologistes. Le ministère de l'environnement a néanmoins demandé un complément d'information sur le sujet.

## Des cas de leucémie détectés près de la Hague auraient une origine marine

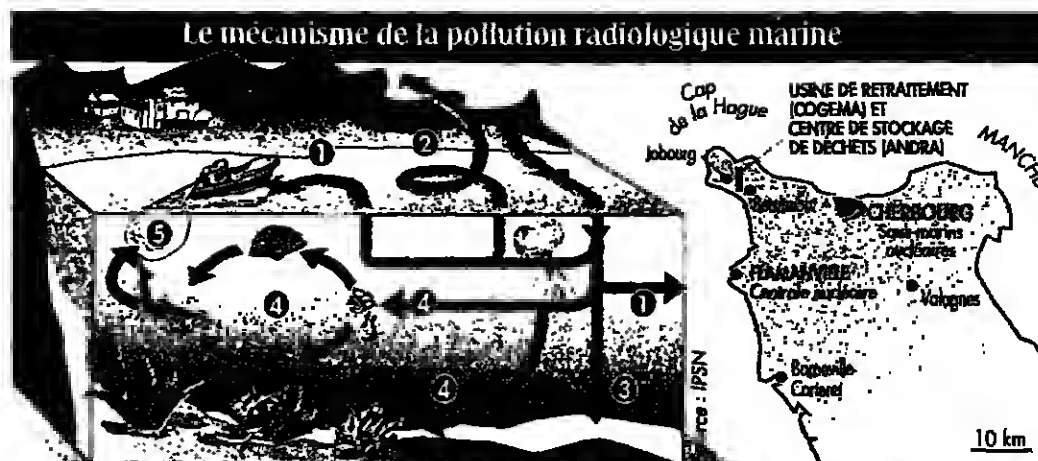
Selon une étude critiquée par des épidémiologistes, le développement de la maladie chez certains enfants serait lié à des expositions à des faibles doses de radioactivité reçues sur les plages du Cotentin. Le ministère de l'environnement a demandé un complément d'information

CERTAINS CAS de leucémies détectés chez des enfants près de la Hague (Manche) seraient liés à des expositions à des faibles doses de radioactivité reçues sur les plages du Cotentin. C'est la conclusion d'une étude de cas publiée, samedi 11 janvier, dans le *British Medical Journal*, qui visait à déterminer l'origine des cas de leucémie enregistrés aux environs des différentes installations nucléaires du nord de la Manche. Dans cette zone sont concentrés le centre de retraitement de combustibles de la Cogema, le centre de stockage de l'Andra, la centrale de Flamanville et la base des sous-marins nucléaires de Cherbourg.

L'article, signé de Dominique Pobel et Jean-François Viel, de l'unité de biostatistique et d'épidémiologie de la faculté de Besançon (Doubs), vient compléter une série d'études épidémiologiques qui avaient permis à M. Viel de mettre en évidence une légère augmentation du risque de contracter la ma-

ladie aux environs immédiats de ces sites (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> décembre 1995). Dans un rayon de 35 kilomètres et sur une population de 60 000 jeunes de moins de 25 ans, le chercheur avait alors recensé vingt-cinq cas de leucémie apparus sur une période de quinze ans, alors qu'en regard des statistiques nationales, on n'aurait dû en dénombrer « 22,8 ». Sur le canton de Beaumont-la-Hague, ces maladies excédentaires dépassaient de 2,8 à 15 fois le taux attendu.

Afin de s'assurer que ces résultats n'étaient pas consécutifs à un « effet de loupe » statistique, et de préciser l'éventuel impact des installations nucléaires, M. Viel a procédé à une étude de cas, qui a porté cette fois sur vingt-sept patients de moins de 25 ans, dont la leucémie a été diagnostiquée entre 1978 et 1993, comparés à un groupe témoin de 192 sujets pou-



Dans l'écosystème marin, le devenir des radionucléides dépend de leurs propriétés physico-chimiques. Ils se combinent peu avec les constituants du milieu ; ils sont transportés et dispersés au gré des courants. 1. On les voit 2. Ils sont transportés et dispersés au gré des courants. 3. Ils sont ingérés par les poissons et les coquillages. 4. Ils sont consommés par l'homme. 5. Ils sont rejetés dans la mer.

leur mode de vie et d'éventuelles expositions aux rayonnements ionisants ou contaminations par des radionucléides, soit avant la conception de l'enfant, soit, pour les mères, durant la grossesse.

### IMPACT SUR L'ÉCOSYSTÈME

L'épidémiologiste et sa collègue ont observé que le risque de leucémie était multiplié par 2,87 lorsque les mères et enfants avaient fréquenté les plages du Nord-Cotentin, et que cette augmentation était proportionnelle à la fréquence de ces pratiques balnéaires. Ils ont aussi constaté que la consommation de poissons et de crustacés pêchés localement augmentait ce risque.

En revanche, il ne semble pas y avoir de lien avec d'éventuelles expositions des pères travaillant dans le nucléaire à des rayonnements ionisants. Cette question avait été fort débattue Outre-Manche, suite à une étude menée près du centre nucléaire de Seacale, où une exposition du père à des rayonnements avait été associée à une augmentation du risque de leucémie chez l'enfant. Une étude contradictoire avait permis de conclure que cette relation était « largement due au hasard ». Le travail de Viel et Pobel semble appuyer cette affirmation.

Les deux chercheurs concluent cependant que des indices

« convaincants » montrent le rôle des sources de radioactivité présentes dans l'environnement marin, et recommandent que des recherches supplémentaires soient menées pour évaluer le mode d'intégration des produits radioactifs par l'écosystème côtier.

Cette conclusion ne fait pas l'unanimité. Denis Bard, chef du laboratoire d'épidémiologie de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) ne remet pas en cause les résultats « significatifs » de ses collègues, mais estime qu'invoquer les effets des rayonnements est une affirmation « assez gratuite ». Les mesures effectuées par l'IPSN sur les plages et

l'écosystème marin bas-normands ne montrent pas, selon lui, de concentrations de produits radioactifs « supérieures aux limites autorisées ». Le professeur John Stather, membre du NRPB, l'autorité de sûreté nucléaire britannique qui a été amenée à évaluer nombre d'enquêtes controversées menées autour des centres de retraitement de Sellafield (Angleterre) et de Dounreay (Écosse), estime lui aussi qu'une telle étude de cas peut être sensible à plusieurs biais. A son sens, l'effet mis en évidence par M. Viel pourrait « être le simple fruit du hasard ».

Didier Anger, conseiller régional (Verts) de Basse-Normandie, écarte ces critiques. Il note que des études effectuées il y a une vingtaine d'années avaient montré des pics de concentration de plutonium dans les années où se déversent les rejets du centre de retraitement de la Cogema. Ceux-ci ne comprennent plus de plutonium mais restent selon lui 150 fois plus importants que ceux admis pour un réacteur nucléaire. « On enregistre des rejets d'Iode 129 et de tritium supérieurs aux normes européennes », note-t-il. En France, ces normes sont édictées plus en fonction d'impératifs industriels qu'en fonction de préoccupations sanitaires, et on a du mal à distinguer le contrôleur et le contrôlé.

Aussi Didier Anger maintient-il sa revendication du « rejet zéro » pour l'usine de retraitement de la Cogema.

Hervé Morin

### Mme Lepage demande un complément d'information

Le ministre de l'environnement, Corinne Lepage, a demandé une évaluation de l'étude publiée par le *British Medical Journal* à la direction générale de la santé et à l'Inserm, qui conduisent actuellement un recensement national des cas de leucémie.

Mme Lepage, qui fut, avant d'entrer au gouvernement, avocate de plusieurs associations en lutte contre le fonctionnement du Centre de stockage (CSM) des déchets radioactifs de l'Andra dans la Manche, a également demandé à l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) de multiplier les mesures effectuées sur l'écosystème marin. « Il faut se garder d'être alarmiste, et d'extrapoler les résultats », indique-t-elle, mais la question posée par M. Viel est sérieuse et souligne la nécessité de mener des études épidémiologiques plus approfondies autour de la Hague.

## Les résultats ne sont pas interprétables selon l'Inserm

LES MEILLEURS spécialistes français d'épidémiologie sont très critiques vis-à-vis de la méthodologie mise en œuvre par les auteurs de l'étude à paraître dans le prochain numéro du *British Medical Journal*. Le problème de fond qui est posé par ce type de travail est de savoir si les associations statistiques observées entre plusieurs variables et le risque de leucémie chez l'enfant traduisent une véritable relation de cause à effet ou si elles peuvent, en réalité, s'expliquer par le mode de sélection des sujets et la technique d'analyse. En d'autres termes n'y a-t-il pas, via des biais statistiques, un moyen d'établir « scientifiquement » ce que l'on veut à tout prix démontrer ?

« La principale question est celle de l'adéquation du groupe témoin au problème posé », explique Jacqueline Clavel de l'unité 170 de l'Institut national de la santé et de la sécurité médicale, unité spécialisée dans les recherches épidémiologiques des statis-

tiques sur l'environnement et la santé. Selon elle, « le mode de recrutement des témoins par l'intermédiaire des médecins généralistes est loin d'être sans défauts ». Elle souligne notamment que l'étude ne précise pas la distance entre la mer et les maisons dans lesquelles vivent les malades et les témoins. « Une différence pourrait facilement être le fruit du hasard de l'échantillonnage et/ou d'un défaut de représentativité du groupe témoin par rapport à la population du nord Cotentin dont sont issus les cas de leucémie », fait encore valoir M<sup>me</sup> Clavel. Les critiques portent sur d'autres points. M<sup>me</sup> Clavel note ainsi qu'une plus grande proximité à la mer peut favoriser une plus grande fréquence des promenades sur la plage des mères enceintes puis, ensuite, de leurs enfants ainsi que la pratique régulière de ramassage de coquillages. Il n'est pas impossible non plus, selon elle, que les maisons en gruit soient plus souvent des maisons côtières et

que le fait d'habiter dans une de ces maisons traduise tout simplement la proximité de la mer. Or l'article signé de Dominique Pobel et Jean-François Viel présente les données sur la fréquentation des plages par la mère et par l'enfant, le fait de résider dans une maison de gruit et le fait de manger des poissons et de coquillages d'origine locale comme si elles étaient indépendantes.

« Il s'agit là de mon avis de l'un des points faibles de l'étude », estime M<sup>me</sup> Clavel. Il est très facile techniquement – et absolument nécessaire – de regarder si ces données sont liées entre elles et liées au fait de résider ou non au bord de la mer. Les auteurs de l'étude ont les moyens de nous répondre avec les données dont ils disposent. En l'absence de ces éléments de réponse, les résultats présentés ne peuvent pas être interprétés.

J.-Y. N.

## Le prion responsable de la nouvelle forme de maladie de Creutzfeldt-Jakob a été retrouvé dans les amygdales des victimes

UNE ÉQUIPE londonienne, spécialisée sur les maladies neurodégénératives dues aux prions, révèle dans le prochain numéro de l'épidémiologique britannique *The Lancet* (daté du 11 janvier) avoir découvert la présence de l'agent infectieux responsable de la nouvelle forme de maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ) au sein des amygdales des victimes. Si elle laisse espérer la mise au point prochaine d'une nouvelle technique diagnostique, cette découverte impose aussi que de nouvelles mesures préventives soient prises au plus vite, notamment en matière d'hygiène chirurgicale. Elle entretient également de nouvelles perspectives quant à la compréhension de la physiopathologie de cette affection mystérieuse, dont on craint qu'elle n'ait été transmise par voies alimentaires à l'homme à partir de l'agent infectieux de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), ou maladie de la « vache folle ».

L'équipe du professeur John Collinge (unité de neurogénétiologie, Imperial School of Medicine, Londres) cherchait depuis longtemps à mettre au point une méthode diagnostique plus aisée à mettre en œuvre que la seule actuellement

disponible. Cette dernière impose d'effectuer une biopsie cérébrale afin de confirmer ou non la présence du prion pathologique au sein du système nerveux central de la victime. Compte tenu de l'opposition fréquemment formulée par les familles de ces victimes et du risque infectieux inhérent à un tel geste, ces biopsies cérébrales sont le plus souvent pratiquées post mortem. Or, si comme on peut malheureusement le craindre, on doit assister à une augmentation notable, voire épidémiologique des cas de MCJ, une méthode diagnostique plus simple constituerait un notable progrès. Elle pourrait être mise en œuvre dès l'apparition des premiers symptômes qui sont souvent de nature neuropsychiatrique (dépressions, troubles sensoriels) et qui peuvent de ce fait induire les cliniciens en erreur.

Plusieurs observations faites par des équipes de médecins-vétérinaires avaient établi que les prions pathologiques impliqués dans les encéphalopathies spongiformes animales pouvaient être retrouvés au-delà du système nerveux central, dans différents organes comportant certains tissus spécifiques (tissus lymphoïdes). C'est notamment le

cas de la tremblante du mouton dans laquelle le prion est notamment trouvé au sein du tissu des glandes amygdales, et ce bien avant l'apparition du premier symptôme clinique, comme l'a récemment établi une équipe de chercheurs néerlandais dans les colonnes de l'épidémiologique britannique *Nature*.

### NOUVELLES PRÉCAUTIONS

L'équipe du professeur Collinge établit aujourd'hui que ce phénomène est également observé dans l'espèce humaine chez les victimes de la nouvelle forme de MCJ. La facilité avec laquelle on peut effectuer (sans simple anesthésie locale) une biopsie d'amygdales (cette biopsie peut être effectuée même après amygdalectomie sur le tissu restant au fond de la gorge) laisse espérer que l'on dispose là d'une nouvelle technique diagnostique. Mais les chercheurs britanniques soulignent dès maintenant les conséquences pratiques de leur découverte. « Compte tenu de l'extrême résistance des prions aux procédures habituelles de stérilisation, les recommandations actuelles en vigueur au Royaume-Uni veulent que le matériel neurochirurgical utilisé chez les patients souffrant de MCJ soit dé-

truit », rappelle-t-il, ajoutant que des précautions similaires devraient dès maintenant être prises en œuvre vis-à-vis des matériels chirurgicaux utilisés pour l'ablation des amygdales, et ce afin de réduire le risque de transmission de maladie à l'homme. Les autorités sanitaires françaises devraient prochainement réunir le groupe des experts officiels des maladies à prions que préside le professeur Dominique Dormont.

Cette découverte soulève par ailleurs de nouvelles interrogations quant à la diffusion de prions pathologiques et infectieux au sein des organismes humains contaminés. Compte tenu des craintes pouvant être nourries quant au nombre de personnes contaminées en Grande-Bretagne et ailleurs à partir de la consommation de viande bovine, compte tenu aussi des délais très longs d'incubation et de la résistance hors du commun de ces protéines infectieuses, on peut raisonnablement craindre que le problème de santé publique posé soit d'une dimension beaucoup plus grande encore que ce que l'on redoutait jusqu'à présent.

Jean-Yves Nau

### Retraitement, stockage et rejets

● L'usine de la Hague, gérée par la Cogema (Compagnie générale des matières nucléaires) assure, depuis 1967, le retraitement des combustibles nucléaires utilisés dans les centrales. Sa capacité de retraitement est de 1 600 tonnes par an. Y sont traités les « cœurs » irradiés des centrales EDF, mais aussi une partie de ceux des compagnies d'électricité allemandes et japonaises. Cela implique des transports – déchets et retour du plutonium après retraitement – que dénoncent les écologistes dans les trois pays.

● Le centre de stockage de la Hague, tout à côté, géré par l'Andra (Agence nationale des déchets radioactifs), a été fermé en 1994. Il contenait 525 000 mètres cubes de déchets faiblement radioactifs, entreposés là à partir de 1969. Ils doivent y rester sous surveillance pendant trois cents ans. Les travaux de recouvrement ont été stoppés fin 1995 à la demande des écologistes qui réclament une expertise préalable, affirmant notamment que les déchets stockés contiendraient du plutonium.

● 17 000 tonnes de déchets ont, en outre été immergés jusqu'en

1963 par les Britanniques dans la fosse des Casquets, à 20 kilomètres du cap de la Hague. ● En 1993, une étude commandée par Greenpeace a montré que le ruisseau Sainte-Hélène avait été pollué, notamment par du tritium, qui proviendrait du centre de stockage de la Manche.

● Selon l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN), les prélèvements qu'il a effectués montrent effectivement que le Grand-Bel, un affluent du Sainte-Hélène, est « marqué » dans tous les compartiments du milieu par des radionucléides artificiels à des niveaux nettement supérieurs au bruit de fond local.

● Le centre de retraitement, accusé récemment par Greenpeace de contamination à l'Iode 129, affirme que ses rejets restent très au-dessous des normes autorisées. Des quantités infimes, mais néanmoins mesurables, de radionucléides artificiels sont pourtant détectables en mer jusqu'à 180 kilomètres à l'ouest du cap de la Hague.

## Calculez vos impôts

### 3615 LEMONDE

## BOURSE

Gestioo personnalisée de votre portefeuille  
Les cours actualisés tous marchés  
La valeur des SICAV

L'actualité 24h/24 (dépêches REUTERS et AFP)  
Communiqué des entreprises cotées en Bourse

### 3615 LEMONDE

2,23 Euro

2,23 Euro



قصة من البحر

## Les recherches pour retrouver le bateau de Gerry Roufs restent vaines

Alors que Tony Bullimore fait le récit de son naufrage et de sa survie à bord de la coque retournée d'Exide-Challenger, les organisateurs du Vendée Globe sont très inquiets sur le sort du marin canadien

Les recherches se poursuivent pour tenter de connaître le sort du marin canadien Gerry Roufs, qui se trouvait en deuxième position du Vendée Globe lorsque sa base Argos a cessé de donner sa position,

mardi 7 janvier dans la soirée. Isabelle Autissier, qui se trouvait - hors course - à 40 milles devant Groupe-LG2, a repris sa route vers le Cap Horn après avoir passé une partie de la journée du jeudi 9 janvier

à sillonner sur son PRB une fraction de la zone de 30 000 kilomètres carrés où devait se trouver Gerry Roufs. Épuisée par son demi-tour dans des vents contraires, sur une mer difficile avec un bateau vic-

time d'avarie, la navigatrice a été autorisée à casser ses recherches. Celles-ci devaient se poursuivre vendredi 10 janvier après que le cargo Mass-Entreprise, naviguant sous pavillon panaméen, se soit dé-

roulé jeudi. Les trois bateaux de la course qui suivaient Gerry Roufs devraient également être, dans la journée de vendredi, sur un secteur situé à près de 4 500 kilomètres de la terre.

### HOBART

de notre envoyé spécial  
« J'ai beaucoup d'expérience », commence par précéder Tony Bullimore aux journalistes qui ont la chance de l'écouter sur la frégate australienne Adelaide, quelque temps après qu'il a été recueilli à bord (Le Monde du 10 janvier). Il a sans doute raison de mettre les choses au point avant d'entrer dans le vif du sujet. A cinquante-six ans, il a parcouru 250 000 milles nautiques en courses au large, dont vingt-sept transatlantiques. Dont acte. Son naufrage n'était d'ailleurs pas le premier. Il y a vingt ans, un pétrolier l'avait récupéré dans un canot de sauvetage. Cette fois, il avait abandonné son trimaran en flammes.

Sur le Vendée Globe, il a d'abord eu une série de petits ennuis. Le lendemain du départ, il avait dû faire demi-tour pour réparer ses pilotes automatiques. Puis, un de ses réservoirs de fuel a fui, laissant s'échapper la moitié du carburant. Ensuite, sa liaison satellite rendit l'âme, ainsi que le chauffage. Un peu plus tard, la pompe de fond de cale et d'autres petites mineures. « Après tout cela, j'ai entendu des craquements dans la quille. Depuis le début, bien avant de partir, il y avait quelque chose qui ne me plaisait pas dans cette quille. »

Le premier coup de vent qu'il rencontre dans le Grand Sud n'est « pas si terrible, 30-35 nœuds ». Le bateau part au lof (vers le vent). Alors il

change de cap et affaile tout. Il pense avoir enfin maîtrisé, trouvé la solution. Il descend vers l'île d'Heard, un peu au sud des Kerguelen. « C'était magnifique, absolument fabuleux. J'ai pris des photos. J'étais vraiment content. Je me suis fait une tasse de thé, j'ai ouvert un paquet de biscuits et je me suis dit : c'est génial. »

Exide-Challenger se retrouve bientôt dans un anticyclone. Quatre jours de grand bleu sur mer d'huile, à avancer à 10-15 nœuds. Idéal pour faire sécher le bateau. Bullimore prend les vêtements au soleil et se fait chauffer un bon curry. Tout va bien. Mais le vent commence à forcir, de plus en plus. 40, 50, 60 nœuds. « Je n'avais que ma nez pour sentir le temps tourner. Aucun autre moyen de savoir ce qui m'arrivait dessus : plus de sonomètre, de fax météo, rien de tout cela. » La mer est bien formée, une pénible houle croisée. « J'étais là, assis avec ma tasse de thé et soudain, bang, la quille a sauté. Dans l'instant qui a suivi, le bateau s'est retourné et s'est mis à rouler d'un côté, puis de l'autre. »

### MA TANIÈRE

Tony Bullimore est dans sa coque retournée qui se remplit. Il semble impossible qu'elle se redresse. D'une part, parce que la quille, au-dessus de lui, est cassée. Mais aussi et surtout à cause du mât qui, lui, n'a pas cédé. Le mât et la grand-voile « plantent » ainsi le bateau à

l'envers dans le sud de l'océan Indien. Il fait complètement noir. Et le navigateur n'a même pas une lampe de poche pour s'organiser dans sa cave sous-marine. « Il y avait un trou en bas [c'est-à-dire dans le roof du bateau], une fenêtre s'est cassée et il y eut une aspiration incroyable de l'eau vers l'intérieur. On aurait dit les chutes du Niagara à l'envers, explique-t-il. Cela engloutissait tout. Ce n'était pas l'eau qui venait de l'extérieur, la radio, une chaise. C'était assez incroyable. »

Le mât a néanmoins la réflexion de sauver - comment a-t-il fait ? - quelques provisions. Mais surtout de commencer par enfiler sa combinaison de survie, sans laquelle il n'aurait pas pu résister plus de quelques heures dans ces températures polaires. Il estime avoir de l'air pour 150 heures. A condition de ne pas faire trop de mouvements. La coque est finalement remplie aux deux tiers d'eau glaciale et semble se stabiliser à ce niveau grâce sans doute à la poche d'air, absolument étanche, qui se trouve dans le plafond du nouvel abri. « Il a fallu que je me trouve un petit coin, le plus haut possible. »

Est-ce que l'on appelle l'instinct de survie ? L'ingéniosité du naufragé n'a pas de limites. Il se construit une plate-forme en ha-

teur, avec des morceaux de gréements afin d'être installé au-dessus du niveau de l'eau qui a englouti son bateau, et aussi un genre de hamac en bricolant des filets de provisions. « J'ai dû passer l'essentiel de mon temps dans mon petit nid, ma petite cachette, ma tanière comme je

l'abandonnais, en concluant qu'il n'y a plus d'espoir à avoir. Mais pour aller libérer le canot de sauvetage, qui est coincé en dessous de la coque retournée, et attaché par un bout à un winch du cockpit, il faut plonger, nager sous le cockpit et aller défaire le nœud qui accroche

la femme, se résigne. « Je n'ai pas réussi à défaire le nœud : j'avais moins d'une minute pour plonger et je n'ai pas une bonne respiration parce que je fume... »

Il faut désormais défaire le temps. Économiser ses forces, son air, jouer des signaux qu'il peut émettre avec sa balise pour faire savoir à ses éventuels sauveteurs qu'il est toujours vivant, une conviction que Philippe Jeantot affirme avoir toujours eue. Mais peu de temps avant qu'il entende taper sur la coque, il avait commencé à passer sa vie en revue. « Je me disais : en fait, j'ai eu une bonne vie, j'ai fait du feu près tout ce que je voulais faire. » Puis il y eut les voix à l'extérieur et les coups sur la coque. « Ce tapage, il a fallu que j'y réfléchisse un peu, parce que du bruit contre la coque il y en avait. Mais ce tapage là... c'était comme le paradis. Cela m'a pris à peine quelques secondes pour traverser le bateau d'un bout à l'autre. J'ai pris quelques bonnes respirations et je suis sorti par en dessous. »

« Je n'aurais jamais pensé que je pourrais aller aussi loin », commente le Britannique. A avoir joué l'immortel pendant six jours, dans des conditions défiant l'imagination, Tony Bullimore pense être devenu plus humain. « Désormais, je ne serai plus aussi dur. Je vais être un peu plus gentilhomme. »

Florence de Changy

## L'amélioration de la sécurité sera étudiée

LE RETOUR triomphal de la frégate australienne HMAS Adelaide et de Thierry Dubois et Tony Bullimore, miraculeusement attachés des eaux glacées de l'océan Indien par des marins exceptionnels, a mis un terme à la polémique. Loin de suivre certains médias dans leur dénonciation des risques pris et des dépenses engagées, le gouvernement australien s'est largement félicité de ce que le frère de Tony Bullimore a qualifié de « plus grande opération de sauvetage de l'histoire de la course à la voile ». « Nous avons fait ce que nous avions à faire, et nous le ferons quand il y aura, si nécessaire », a déclaré, jeudi 9 janvier, le ministre de la défense australien, Ian MacLachlan, nous indiquant notre envoyée spéciale Florence de Changy. Le représentant du gouvernement australien a précisé que la plupart des estimations de coûts qui avaient circulé étaient fantaisistes, puisque ce genre d'exercice n'aurait plus à être effectué à l'entraînement. « L'expérience acquise est exceptionnelle », a-t-il précisé.

L'incertitude sur le sort du Canadien Gerry Roufs devrait en revanche continuer à alimenter le débat sur la sécurité qui entoure l'organisation d'une course à la voile comme le Vendée Globe. La violence des conditions climatiques rencontrées par les concurrents ces derniers jours a conduit certains à demander la neutralisation de la course. « Stupidité », répond abruptement Philippe Jeantot, l'organisateur de la course. Les concurrents ne demandent au contraire qu'une chose : passer au plus vite le cap Horn pour sortir des mers du Sud. La voile, ce n'est pas comme la formule 1 ou le vélo : il n'y a pas d'arrêt au stand ou de voiture-balai. C'est l'engagement total qu'elle demande qui fait sa grandeur. »

D'autres estiment que les marques de parcours imposées cette année pour empêcher les concurrents de descendre trop près de la route des icebergs devraient être remontées plus au nord. « Cela ne servirait à rien, estime Louis Bodin, météorologue et ancien routier de Florence Arthaud. Quelle que soit la latitude sans les « quarantièmes rugissants », les phénomènes météorologiques provoqués par la proximité de la banquise gardent la même intensité. Le départ de la course est donné en novembre pour que les concurrents traversent les mers du Sud pendant l'été austral, mais il y a rarement eu des tempêtes aussi



région. » Si les équipements de sécurité (balises, compartiments étanches, combinaisons de survie) ont démontré leur efficacité dans l'histoire de la course à la voile, vient de le confirmer le naufrage de Tony Bullimore. Les images des coques retournées de Pour-Anne-ty-International et d'Exide-Challenger.

### UN ESPACE DE VRAIE LIBERTÉ

Comment avoir laissé partir dans des mers connues pour leur violence des bateaux qui peuvent se retrouver aussi facilement qu'elle en l'air, sans aucun moyen de les remettre à l'endroit ? De plus en plus légères avec la généralisation des matériaux composites, les carènes des 60 pieds dessinés pour le Vendée Globe privilégient la vitesse. Mais, très larges et très plates, elles sont devenues aussi stables à l'envers qu'à l'endroit. Une fois couchés, ces bateaux deviennent quasiment impossibles à redresser sans l'aide d'une quille pivotante qui augmente la force du lest.

C'est bien sur ce point de « l'autoredressement » que le règlement du Vendée Globe devrait être modifié dans l'avenir. Les organisateurs, les responsables de la course au large et Guy Druet, le ministre de la Jeunesse et des Sports, sont d'ores et déjà d'accord pour se retrouver avec les skippers. Le certificat de conformité avec la règle qui impose à tous les bateaux d'être « autoredressables » ne devrait plus simplement être du ressort de l'architecte et du

doute faire l'objet d'un vrai test.

Les événements dramatiques de ces derniers jours ne permettent pas non plus de mettre en cause le sens des responsabilités des marins engagés dans cette périlleuse aventure. Aucun n'est parti avec les noires intentions de Donald Crowhurst. Ce paisible père de famille était volontairement disparu en mer dans le Golden Globe en 1968, après avoir envoyé pendant plusieurs semaines de fausses positions. Les marins modernes sont de formidables pilotes d'essai des bateaux modernes, des testeurs des moyens de sécurité et, à leur corps défendant, de survie en mer. Ils servent de cobayes pour la mise au point de systèmes d'assistance et de soins médicaux à distance.

Quant à ceux qui dénoncent le caractère commercial de l'épreuve, il ne peut leur échapper que le Vendée Globe fait plus appel à de vrais passionnés qu'à des candidats au box-office des sportifs les mieux payés du monde. Pete Goss, le sauveteur de Raphaël Dinelli, a vendu sa maison pour y participer. Et le vainqueur, qui aura affronté de réels dangers pendant plus de trois mois, après plusieurs années de préparation, recevra une prime de 400 000 francs. Moins qu'un joueur de tennis battu en quarts de finale aux Internationaux de France, après quatre matches sur les courts de Roland-Garros. La mer restera sans doute encore longtemps un espace de vraie liberté où l'argent n'a rien à faire.

Christophe de Chenay

## Lance Armstrong renoue avec sa vie de cycliste

JUSQU'AU 2 octobre, Lance Armstrong, vingt-cinq ans, était un être d'exception, un champion cycliste. Le plus jeune porteur du maillot arc-en-ciel de l'histoire du cyclisme, il était également le double vainqueur d'une étape du Tour de France. L'une d'elles avait été très symbolique en 1995, seulement trois jours après la mort tragique de son équipier Fabio Casartelli. Mais le 2 octobre, Lance Armstrong a appris qu'il était atteint d'un cancer, comme des millions d'autres personnes. « J'ai vite compris que malgré ma force physique, j'étais comme tous les hommes face à cette maladie. Le cancer est comme ça. Il n'épargne pas les favoris. »

Le coureur originaire du Texas a appris son cancer des testicules deux semaines après avoir mis un terme à sa saison 1996, une saison qui a terminé sur une note ascendante avec une deuxième place dans le Grand Prix Eddy-Mercier. Trois jours avant sa rentrée aux États-Unis, il était à Paris avec des amis, où il discutait sur la saison prochaine, sa nouvelle équipe, Cofidis, son nouveau directeur sportif, Cyrille Guimard, et ses nouveaux défis. Mais cette intimité restera comme la plus pesante de sa vie. Quatre séances de trois semaines de chimiothérapie et deux opérations,

une pour enlever un testicule et l'autre deux lésions au cerveau, ont rendu désastreuses ses performances sur un vélo.

En tant que coureur, Lance Armstrong passait pour un fort caractère. L'attaquant du peloton a mis la même énergie dans sa lutte contre son mal. « Le cancer n'a jamais connu un client comme moi », affirme-t-il. Les spécialistes ne lui donnaient que 50 % de chances de survivre. « Je serai du bon côté », avait-il alors rétorqué. La rapidité inespérée de sa convalescence a confirmé ses propos. Sa capacité à supporter la chimiothérapie a impressionné ses médecins. Le taux d'hormones gonadotrophiques chorioniques (hCG), monté jusqu'à 90 000 unités au pire moment, a dégringolé à chaque contrôle, bien au-delà des estimations les plus optimistes des médecins.

### ATAQUER LA VIE

Après deux séances de chimiothérapie, il était descendu à 130 ! Les résultats de l'ultime séance, tombés le jour de la Saint-Sylvestre, lui ont donné des motifs de réjouissance : le taux était maintenant revenu à 3 ! « Ce soir-là, j'ai bu ma première bière depuis le début de cette maladie, raconte-t-il. Mais ce n'est pas fini. C'est ça la chose la plus pénible de cette

maladie. On ne sait jamais quand elle peut revenir. Chaque matin, j'ai peur quand je me lève. » Sa récupération était en bonne voie, son objectif est maintenant de redevenir coureur. Avec le feu vert de ses médecins, il a repris l'entraînement pendant les fêtes. « Pour l'instant, je ne ressens pas la fatigue. Mais je ne peux pas encore me fier d'objectifs », explique-t-il. Deux jours avant d'embarquer pour la France, afin d'assister aux présentations de sa nouvelle équipe, jeudi 9 janvier à Lille, Lance Armstrong a roulé pendant quatre heures et demie. Pour le plaisir, il a poussé une pointe à 50 kilomètres à l'heure.

Maintenant, son statut de champion cycliste revêt un double sens. Il a envie de regagner les courses pour son propre compte mais également pour éduquer le public sur le cancer des testicules, encore méconnu chez les hommes. « L'information manque. C'est un peu comme le cancer du sein chez la femme, il y a vingt ans. » La Fondation Lance-Armstrong pour la recherche sur le cancer des testicules, qu'il vient de lancer, entend développer la prévention. C'est sa nouvelle croisade : « Ma résolution pour 1997, c'est d'attaquer. Attaquer le cancer et attaquer la saison prochaine. Attaquer la vie, quoi. »

James Startt

## Les contrôles antidopage auraient dû déceler le cancer

LA MALADIE de Lance Armstrong n'aurait-elle pas pu être décelée plus tôt, lors des contrôles antidopage ? Les médecins du coureur ont repéré son cancer grâce au taux élevé d'hormones gonadotrophiques chorioniques (hCG, human chorionic gonadotropin) dans le sang. Une des conséquences de la maladie est d'augmenter considérablement la production de cette hormone dont le taux est nul chez un homme en bonne santé. Mais Lance Armstrong a atteint au début du mois d'octobre un taux de 90 000 unités.

Or le hCG est recherché dans les contrôles antidopage depuis 1987 (Le Monde daté 24-25 novembre 1995). Il était en effet suspecté que cette hormone soit utilisée pour améliorer la performance. Selon Jean-Pierre Lafarge, patron du laboratoire de lutte contre le dopage, cette recherche « est systématique ».

Le dernier contrôle antidopage du coureur américain a été effectué après le Grand Prix Eddy Merckx, le 1<sup>er</sup> septembre, soit un mois tout juste avant la découverte de la maladie par des médecins du Texas. Même si son cancer est considéré comme l'un des plus foudroyants, les spécialistes consultés doutent qu'il ait pu progresser dans de telles proportions en l'espace d'un mois, provoquant des métastases dans les poumons et des lésions au cerveau. « A mon avis, son cancer était dans son organisme depuis plusieurs mois », explique le docteur J. Dudley Yonan, le spécialiste qui a soigné le coureur. Or les analyses qui furent effectuées à l'institut de biochimie de l'univer-

sité du sport allemand, basé à Cologne et envoyées à l'Union cycliste internationale (UCI), ont été négatives. Son directeur, le docteur Willi Schanzer, nous a confirmé que son laboratoire a la capacité de repérer les traces d'hCG dans les urines.

Pourquoi, malgré le taux exorbitant de cette hormone produite par son cancer, Lance Armstrong n'a-t-il pas été testé positif ? Interrogé à ce sujet, le coureur fait part de sa perplexité. « C'est une question très intéressante. Je sais que les hCG étaient recherchés dans les contrôles antidopage. J'aimerais bien savoir quel était mon taux (NDLR : le jour du contrôle). S'il est vrai qu'il (NDLR : l'UCI) garde tous les résultats, il doit être possible de savoir où en était mon cancer à ce moment-là. »

Une fois de plus, les analyses antidopage montrent leur limite. Il se pratique près de dix mille contrôles chaque année. Les responsables procèdent d'abord à une recherche génétique et poussent leurs investigations s'ils décelent un excès. Dans le cas de Lance Armstrong, le laboratoire de Cologne a décelé une légère anomalie dans l'analyse de testostérone, mais ne l'a pas estimée suffisamment suspecte. « Ce taux de testostérone supérieur à la moyenne était sans doute dû aux hCG du cancer, estime Anne-Laure Masson, la coordinatrice médicale de l'UCI. Je suis perplexe, car, si le niveau hCG était aussi élevé, le contrôle aurait dû, en principe, être positif. Pour le moment, c'est inexplicable. »

J. St



**ry Roufs restent vain**  
**de la tournée d'Exco**  
**canadien**

Le tournoi de la tournée d'Exco canadien a été remporté par le joueur canadien...  
 Les résultats des parties sont les suivants :  
 1. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 2. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 3. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 4. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 5. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 6. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 7. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 8. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 9. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 10. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 11. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 12. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 13. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 14. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 15. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 16. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 17. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 18. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 19. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 20. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 21. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 22. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 23. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 24. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 25. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 26. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 27. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 28. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 29. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 30. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 31. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 32. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 33. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 34. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 35. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 36. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 37. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 38. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 39. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 40. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 41. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 42. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 43. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 44. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 45. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 46. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 47. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 48. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 49. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 50. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 51. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 52. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 53. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 54. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 55. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 56. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 57. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 58. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 59. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 60. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 61. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 62. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 63. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 64. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 65. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 66. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 67. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 68. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 69. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 70. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 71. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 72. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 73. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 74. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 75. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 76. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 77. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 78. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 79. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 80. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 81. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 82. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 83. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 84. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 85. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 86. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 87. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 88. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 89. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 90. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 91. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 92. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 93. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 94. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 95. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 96. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 97. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 98. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 99. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 100. [Nom] - [Nom] : 1-0

**rong renoue avec sa vie de**

Le joueur a renoué avec sa vie de...  
 Les résultats des parties sont les suivants :  
 1. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 2. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 3. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 4. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 5. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 6. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 7. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 8. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 9. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 10. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 11. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 12. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 13. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 14. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 15. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 16. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 17. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 18. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 19. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 20. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 21. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 22. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 23. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 24. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 25. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 26. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 27. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 28. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 29. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 30. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 31. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 32. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 33. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 34. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 35. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 36. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 37. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 38. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 39. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 40. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 41. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 42. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 43. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 44. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 45. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 46. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 47. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 48. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 49. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 50. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 51. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 52. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 53. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 54. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 55. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 56. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 57. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 58. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 59. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 60. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 61. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 62. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 63. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 64. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 65. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 66. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 67. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 68. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 69. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 70. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 71. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 72. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 73. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 74. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 75. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 76. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 77. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 78. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 79. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 80. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 81. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 82. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 83. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 84. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 85. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 86. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 87. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 88. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 89. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 90. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 91. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 92. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 93. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 94. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 95. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 96. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 97. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 98. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 99. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 100. [Nom] - [Nom] : 1-0

**antidopage annuient**

Le tournoi antidopage a été annulé...  
 Les résultats des parties sont les suivants :  
 1. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 2. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 3. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 4. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 5. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 6. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 7. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 8. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 9. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 10. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 11. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 12. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 13. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 14. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 15. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 16. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 17. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 18. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 19. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 20. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 21. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 22. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 23. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 24. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 25. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 26. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 27. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 28. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 29. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 30. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 31. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 32. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 33. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 34. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 35. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 36. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 37. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 38. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 39. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 40. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 41. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 42. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 43. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 44. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 45. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 46. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 47. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 48. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 49. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 50. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 51. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 52. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 53. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 54. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 55. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 56. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 57. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 58. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 59. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 60. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 61. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 62. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 63. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 64. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 65. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 66. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 67. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 68. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 69. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 70. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 71. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 72. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 73. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 74. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 75. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 76. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 77. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 78. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 79. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 80. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 81. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 82. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 83. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 84. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 85. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 86. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 87. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 88. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 89. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 90. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 91. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 92. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 93. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 94. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 95. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 96. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 97. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 98. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 99. [Nom] - [Nom] : 1-0  
 100. [Nom] - [Nom] : 1-0

# JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

2305 Jeux de mots : 3615 LE MONDE, tapes SOS (2,23 F/min).

## MOTS CROISÉS

N° 950

### HORIZONTALEMENT

1. Précède la fio. - 11. Connaissent les usages. Perche en Haute-Provence. - 111. Combat de gentlemen. C'est un club très fermé. - IV. Connaît toutes les maladies de la terre. Fait le vide. Métropolitain. - V. Ne voit jamais le soleil. Vient quand c'est la fin. - VI. Participe. Héros d'épopée. Leste. - VII. Nous plonge en pleine catastrophe. Il était dans la Grande Armée. Grande taille. - VIII. Elle aimait les mariages. S'appuie sur un précédent. - IX. Porte-crochet. Spécialement horrible. - X. Ils ont toute facilité pour goûter Fellini.

### VERTICALEMENT

1. Il est toujours vivace et réel. - 2. Roufflé avant de pétarader. - 3. En prit largement à son aise. Entrée exotique, d'une certaine façon. - 4. Va sur la peau de bas en haut. Pélerine. - 5. Possessif. Ad-

verbe. Conjonction. - 6. Vient avec l'abattement. Dans l'auxiliaire. Roise. - 7. Fait franchir les obstacles et prendre tout de haut. - 8. Privé de mouvement. - 9. Riche. Privé de mouvement. - 10. Pour classer les archives. Va disparaître. - 11. Laisse une trace parfois indélébile. Possessif. - 12. Dans la distribution. Vrai. - 13. Elles sont un défi au temps.

### SOLUTION DU N° 949

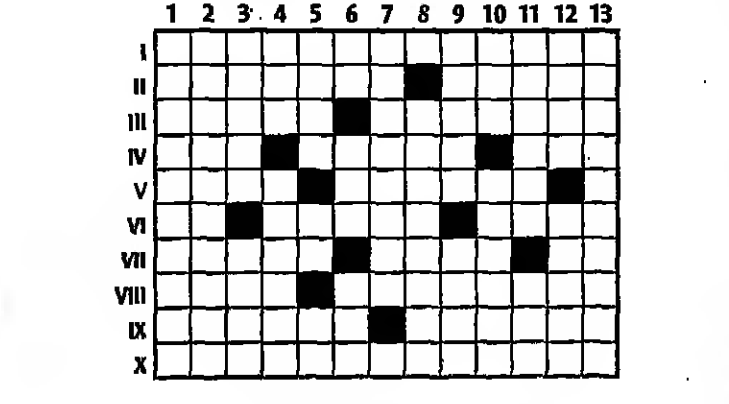
#### Horizontalement

1. Eurosceptique. - II. Crépé. Li-gués. - III. Huppé. Maouels. - IV. Eburnéen. Élée. - V. Auto. Tueuse. - VI. Abscots. Apt. - VII. Cotre. Gael. Al. - VIII. Iliens. Iule. - IX. Ego. Tournesol. - X. Rancissements.

#### Verticalement

1. Échéancier. - 2. Urubu. Olga. - 3. Réputation. - 4. Opprobre. - 5. Sien. Senti. - 6. Ce. Été. SOS. - 7. Meung. Us. - 8. Planétaire. - 9. Tm. Usé. Nm. - 10. Ignes. Lée. - 11. Quéfée. Usm. - 12. Uélé. Pilot. - 13. Essentiels.

François Darlet

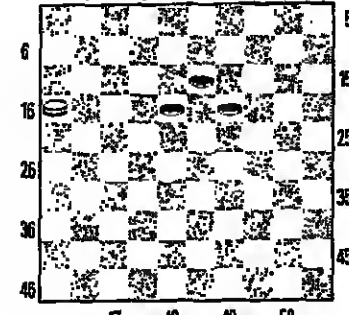


## DAMES

N° 548

### CAP SUR LA TECHNIQUE

Maîtrise de trois pions



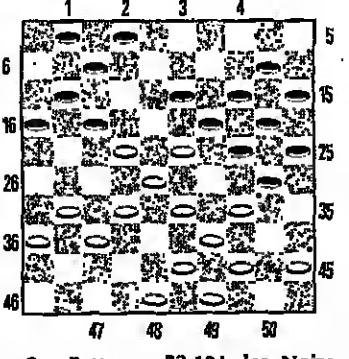
Les Blancs jouent et gagnent.

### SOLUTION

16-7 (18-22, a) 7-18 (22-28) 18x4 [et non 18x9, les Noirs obtiennent la ouïe] (28-33) 4-10 (19-24) 10-15 (24-29) 15-20 (29-34) 20x38 [la seule case pour le gain] (34-40) 38-33 (40-45) 33-50, +.

### L'UNIVERS MAGIQUE

Au championnat d'URSS, en 1962, et dans la position ci-dessous, le maître international Agafonov attaqua par 23-18, tentant la faute.



Sur l'attaque 23-18, les Noirs répliquent (1-6), faute tentée par les Blancs pour exécuter une combinaison de coup de dame à la case... 5 : 18x9 (14x3) 33-29 (24x33) 34-29 (33x24) 39-34 (30x5) 43-39 (50x33) 28-39 (17x28) 32x5 1+.

### SOLUTION DU PROBLÈME N° 547

N. RISO (1962)

Blancs : dames à 29, 35 et 50 ; pion à 37.

Noirs : dame à 27 ; pions à 36 et 45.

37-31 II, et si :

1 (27-16) 35-2 (36x27) 29-40 (45x34) 50-11, +.

2 (27-21) 35-44 (36x27) 44-22, +.

3 (27-32) 35-49 (36x27) 29-38, +.

4 (27-49) 29-33 (36x27) 33-44, +.

5 (27-4 ou 9) 50-6 (36x27) 29-18 puis 6x50, +.

6 (36-41) 31x22, etc., + par supériorité numérique.

Jean Chaze

## ANACROISÉS (R)

N° 951

### HORIZONTALEMENT

1. AAEFNZ. - 2. ACEOPRS (+1). - 3. ADEIPUX. - 4. EGILOST. - 5. EIORRS. - 6. AEMORT. - 7. ABCEINT. - 8. CEEELN. - 9. AAEORST. - 10. EHRUOZ. - 11. AAEIPSS (+2). - 12. AABLRSSU. - 13. ACEHSS. - 14. EGIIT. - 15. EIMSTU. - 16. AENOPSS. - 17. AENOTV (+1). - 18. EELNSSU. - 19. ACEENPST.

### VERTICALEMENT

20. ACEFHOU. - 21. ACLPSS. - 22. ADEENNO. - 23. AACELU. - 24. BEHINSU. - 25. ACCEURU. - 26. ALOPRT. - 27. ABDELRU. - 28. AEMRY. - 29. AEEKZ. - 30. AAGILMN. - 31. EELNOTU (+1). - 32. AEMMOPU. - 33. AEELOST. - 34. CELNSSU (+1). - 35. AEEHNST (+2). - 36. AEGNNOS (+3). - 37. AAEIPST (+1). - 38. CEEORST (+1). - 39. AEEIORS. - 40. AEITV (+1). - 41. ADEIRS (+3). - 42. EELSTU. - 43. AEEINST (+3).

### SOLUTION DU N° 950

1. CONFORT. - 2. FAITOUT (FOUIT). - 3. OBEIRAI. - 4. ELLIPSE (PEILLE PILLES). - 5. DIFFÈRE. - 6. PRIEUR. - 7. OESTRIOL. - 8. IOULANT. - 9. UTERINS (INTRUSE RUTINES RUSTINE SUINTER). - 10. EMERSON (EMJERONS MINOREES). - 11. AIGRELET

## ÉCHECS

N° 1723

### TOURNOI OPEN (Erevan, 1996)

Blancs : Jakovic.

Noirs : Giorgadze.

Gambit-D. Variante de Méran.

1.e4	d5	2.f4	d4
3.e5	c6	4.f5	c5
5.f6	e6	6.f7	e5
7.f8	e4	8.f9	e3
9.f10	e2	10.f11	e1
11.f12	e0	12.f13	e0
13.f14	e0	14.f15	e0
15.f16	e0	16.f17	e0
17.f18	e0	18.f19	e0
19.f20	e0	20.f21	e0
21.f22	e0	22.f23	e0
23.f24	e0	24.f25	e0
25.f26	e0	26.f27	e0
27.f28	e0	28.f29	e0
29.f30	e0	30.f31	e0
31.f32	e0	32.f33	e0
33.f34	e0	34.f35	e0
35.f36	e0	36.f37	e0
37.f38	e0	38.f39	e0
39.f40	e0	40.f41	e0
41.f42	e0	42.f43	e0
43.f44	e0	44.f45	e0
45.f46	e0	46.f47	e0
47.f48	e0	48.f49	e0
49.f50	e0	50.f51	e0
51.f52	e0	52.f53	e0
53.f54	e0	54.f55	e0
55.f56	e0	56.f57	e0
57.f58	e0	58.f59	e0
59.f60	e0	60.f61	e0
61.f62	e0	62.f63	e0
63.f64	e0	64.f65	e0
65.f66	e0	66.f67	e0
67.f68	e0	68.f69	e0
69.f70	e0	70.f71	e0
71.f72	e0	72.f73	e0
73.f74	e0	74.f75	e0
75.f76	e0	76.f77	e0
77.f78	e0	78.f79	e0
79.f80	e0	80.f81	e0
81.f82	e0	82.f83	e0
83.f84	e0	84.f85	e0
85.f86	e0	86.f87	e0
87.f88	e0	88.f89	e0
89.f90	e0	90.f91	e0
91.f92	e0	92.f93	e0
93.f94	e0	94.f95	e0
95.f96	e0	96.f97	e0
97.f98	e0	98.f99	e0
99.f100	e0	100.f101	e0

### NOTES

a) La façon la plus moderne d'éviter la variante dite de Méran consiste en 6.f2d2 (ou 6.a3, ou 6.f2d2), Fd6 ; 7.Fd2, ou 7.f4, ou 7.h3, ou 7.g4, ou 7.b3, ou 7



## Redoux progressif sauf dans le Nord-Est

LES HAUTES PRESSIONS se reconstituent lentement sur l'Europe du Nord en cette fin de semaine. Elles protègent la France de tout système perturbé significatif; un front chaud peu actif viendra simplement mourir ce samedi en Manche. L'air froid restera bien présent sur le nord et l'est du pays. Il laissera place à un temps un peu plus doux et humide sur les régions du Nord-Ouest.

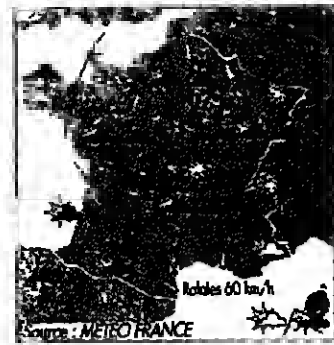
Samedi, la journée se passera une nouvelle fois dans le froid et la

grisaille près des frontières du Nord et de l'Est. Les thermomètres afficheront généralement des valeurs comprises entre -3 et -7 degrés le matin. Ils resteront souvent en dessous de zéro l'après-midi, malgré l'apparition de rares éclaircies du pas de Calais à la Bourgogne et à l'Alsace. Les reliefs des Vosges et du Jura émergeront de la couche de grisaille, et le soleil brillera en moyenne à partir de 800 mètres d'altitude.

De la Normandie à l'Île-de-France et au Limousin, la fraîcheur matinale sera un peu moins marquée. Il fera entre zéro et -3 degrés au lever du jour sous un ciel gris. Samedi après-midi, les nuages bas resteront dans l'ensemble assez nombreux. Au gré de courtes éclaircies, le mercure pourra monter légèrement au-dessus de zéro sur ces régions. Plus à l'ouest, de la Bretagne aux pays de Loire, l'air océanique doux et humide gagnera lentement du terrain. Il amènera un redoux progressif, parfois assez timide, de l'Île-et-Vilaine au Maine-et-Loire. En contrepartie, il faudra supporter pas mal de nuages qui donneront parfois quelques pluies faibles.

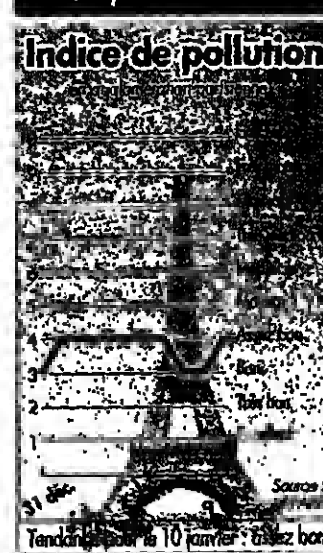
Du Massif Central aux Alpes, la journée s'annonce plus clémente. Le soleil dominera largement en altitude du matin au soir. Dans les vallées, brouillards et nuages bas risquent de s'accrocher une grande partie de la journée. En Aquitaine et sur le Midi toulousain, les nuages bas seront fréquents le matin. Ils se déchireront au fil des heures pour laisser place à des éclaircies dans l'après-midi. Le mercure en profitera pour dépasser parfois 10 degrés. Autour de la Méditerranée, le soleil brillera largement tout au long de la journée, mais on ressentira une certaine fraîcheur. Un vent de nord restera présent en basse vallée du Rhône. Il faiblira nettement en Languedoc et Roussillon par rapport à la veille.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

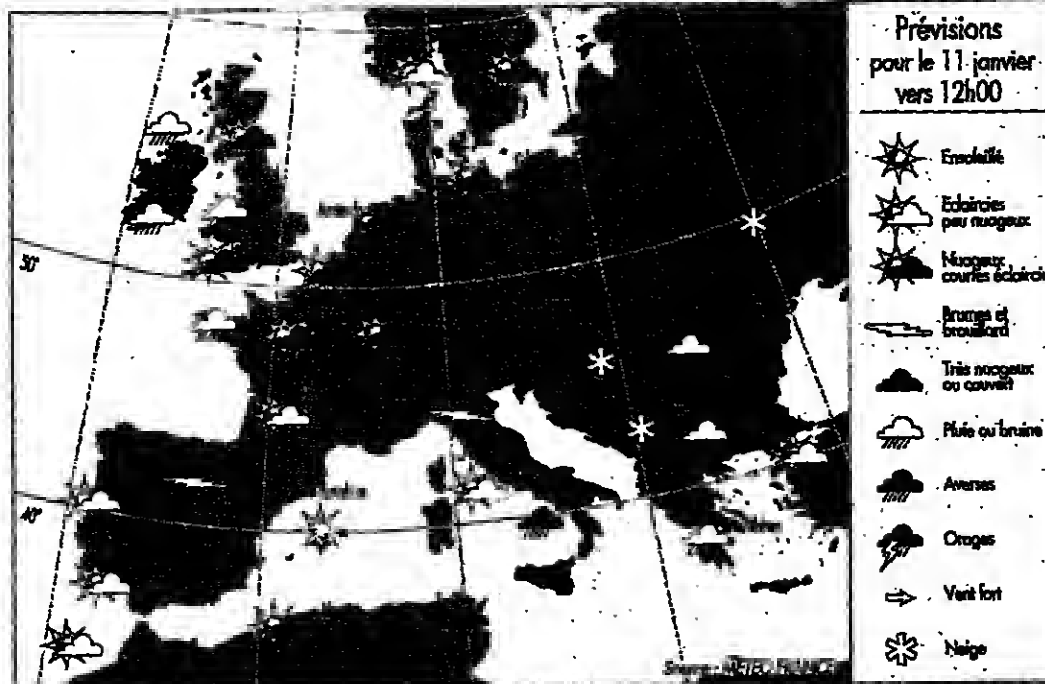


Prévisions pour le 11 janvier vers 12h00

La qualité de l'air



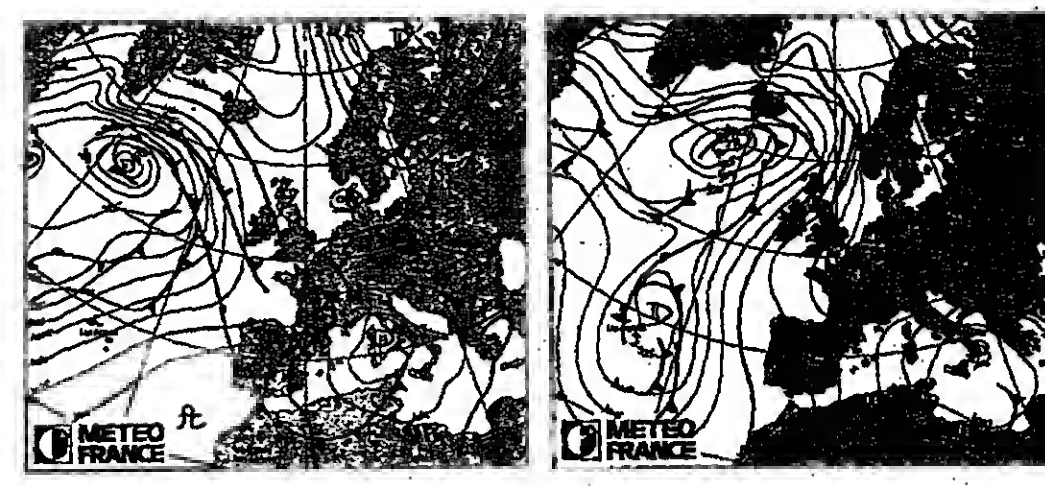
Tendances pour le 10 janvier: très bon



Prévisions pour le 11 janvier vers 12h00



TEMPÉRATURES	GRENOBLE	TOURS	CHICAGO	ISSORNE	PRETORIA
du 9 janvier	4/1	2/0	-2/-4	17/12	28/9
maxima/minima	LILLE -2/-7	ALGER 19/12	LONDRES 10	LONDRES 10	RABAT 17/14
	LYON 3/1	AMSTERDAM 19/12	DARAK 25/20	LOS ANGELES 19/12	RIO DE JANEIRO 28/25
	MARSEILLE 18/3	DUBAÏ 30/25	DIJON 12/12	LUXEMBOURG 19/12	ROME 13/7
	NANCY -3/-5	ATHÈNES 15/12	MADRID 15/2	MADRID 15/2	SAN FRANCISCO 10/10
	NANTES 1/1	BANGKOK 33/20	DUBLIN 4/5	MARRAKECH 17/10	SANTIAGO 32/17
	NIJMEÛEN 1/1	BARCELONE 17/5	FRANKFURT -4/-3	MEXICO 19/8	SEVILLE 17/9
	NICE 10/6	BERGAMO 1/1	GENÈVE 2/1	MILAN 4/3	ST-PIERRE 17/9
	PARIS 4/0	BERLIN -4/-3	HELSINKI -4/-3	MONTREAL -10/-4	STOCKHOLM -2/-1
	PERPIGNAN 11/6	BOMBAY 32/23	HONGKONG 19/10	MOSCOW -4/-7	SYDNEY 21/18
	POINTE-À-PITRE 30/19	BRASÍLIA 23/13	ISTANBUL 14/4	ATLANTA 22/17	TENNESSEE 22/17
	RENNES 2/2	BRUXELLES -3/-6	JERUSALEM 7/1	NAIROBI 26/15	TOKYO 10/5
	STRASBOURG 2/2	BUDAPEST -2/-6	NEW DELHI 21/8	NEW YORK -3/-3	TUNIS 18/11
	ST-ÉTIENNE 3/1	BUENOS AIRES 30/23	OSAKA 15/1	VALENCIE -4/-6	VIENNE -1/-4
	STRASBOURG -3/-6	CARACAS 30/24	LE CAIRE 21/9	PRAGUE -2/-4	
	TOULOUSE 8/3		LIMA 23/1		



Situation le 10 janvier, à 0 heure, temps universel. Prévisions pour le 12 janvier, à 0 heure, temps universel.

## IL Y A 50 ANS DANS le Monde

### Paris sans viande

En raison d'un mouvement de grève dans les imprimeries parisiennes, Le Monde n'a pas paru du jeudi 9 janvier au mardi 14 janvier 1947. L'article ci-dessous a été publié dans le premier journal de l'après-grève.

LE 8 JANVIER, le sous-secrétaire d'Etat au commerce et à la distribution proposait un plan de répartition de la viande, déjà célèbre sous le nom de « plan Minjoz », et adopté hier en conseil de cabinet. Il y est prévu un conseil national de la viande qui réunit les représentants des producteurs, des professionnels de la viande, des consommateurs et un commissaire désigné par le gouvernement. Son objet est d'organiser le marché, d'évaluer les possibilités, d'établir des plans de rationnement, d'équipement, et de contrôler les conseils départementaux qui lui sont subordonnés.

Le plan prévoit pour tous les professionnels de la viande l'obligation, sous peine d'être exclus du circuit commercial, de se rassembler en mutuelles. Les marchands de bestiaux devraient se grouper et désigner des acheteurs chargés de négocier directement avec des producteurs.

La Confédération générale de l'agriculture a fait connaître son adhésion au plan Minjoz, qui, estime-t-elle, permettra d'éviter les surenchères exagérées, de réaliser l'assainissement du commerce de la viande sans réserve qu'un contrôle sérieux et qu'une formation administrative soient appliqués à la commercialisation et au rationnement. Elle signale d'autre part que le régime de la liberté est totalement impossible pour l'instant en raison d'une insuffisance de 600 000 tonnes.

En attendant l'application du plan Minjoz, les expéditions sur le marché de La Villette sont très restreintes, ainsi que les entrées directes dans les abattoirs parisiens. (16 janvier 1947)

## PHILATÉLIE

### L'innovation participative

DES PERSONNAGES en fil de fer symbolisent l'innovation participative, thème du timbre à 3 F que La Poste mettra en vente générale lundi 27 janvier.

L'innovation participative, expression apparue dans les années 80, renvoie aux « boîtes à idées » qui furent utilisées dès le XVIII<sup>e</sup> siècle au Japon, en Suède ou en Italie et, plus tardivement, en France, dans des entreprises comme Michelin, en 1927.

Le dessin du timbre, œuvre de Jean-Pierre Lalanne, un postier lauréat, en 1996, d'un concours interne à La Poste, est donc lui-même le résultat d'une dé-

marche participative. Le timbre, au format vertical 26x36 mm, mis en page par Claude Andréotto, est imprimé en héliogravure en feuilles de quarante.

★ Vente anticipée à Paris, les 24, 25 et 26 janvier, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au Musée de La Poste, 34, boulevard de Vaugirard, 15<sup>e</sup>, en présence du créateur du timbre, le dimanche 26 janvier, pour une séance de dédicaces.

### EN FILIGRANE

■ Courrier de grève. Les grèves ayant affecté la poste britannique en août-septembre 1996 ont suscité la mise en place de services de distribution parallèles et l'émission de trois séries de six vignettes. Celles-ci sont disponibles sur trois enveloppes « premier jour » (15 £) et en séries neuves (29,50 £) auprès de Coincraft, 45 Great Russell Street, London WC1B 3LU, Angleterre.

■ Entier postal M<sup>me</sup> de Sévigné. La Poste a imprimé un entier postal sur enveloppe, avec carte-correspondance assortie, reprenant le timbre M<sup>me</sup> de Sévigné, à l'usage exclusif des envois de vœux des postiers. Un produit qui n'est donc pas destiné à être commercialisé.

## BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au

jeudi 9 janvier. Elles nous sont communiquées par l'Association des maires et stations françaises de sports d'hiver qui diffusent aussi ces renseignements sur répondre au 08-36-68-64-04 ou par Minitel 3615 EN MONTAGNE. Les chiffres indiquent en centimètre la hauteur de neige en bas, puis en haut des pistes.

DAUPHINÉ-ISÈRE  
Alpe d'Huez: 107-260; Alpe du Grand-Serre: n.c.; Annecy-le-Vieux: 98-180; Antrons: 60-100; Chamrousse: 100-130; Le Collet-d'Allevard: 50-180; Les Deux-Alpes: 70-280; Lans-en-Vercors: 10-60; Méaudre: 40-100; Saint-Pierre-de-Chartreuse: 20-130; Les Sept-Laux: 60-185; Villars-de-Lans: 30-90.

HAUTES-LOIRES  
Avoriaz: 60-130; Les Carroz-d'Aranches 59-225; Chamrousse: 60-252; Châtel 60-145; La Chaux 55-250; Combloux: 45-145; Les Contamines-Mont-Joli: 50-140; Flaine: 82-225; Les Gets: 60-130; Le Grand-Bornand: 40-120; Les Houches: 70-160;

MAJÈVE: 60-160; Morillon: n.c.; Morzine-Avoriaz: 50-150; Pralognan: 40-130; Saint-Gervais: 65-160; Samoëns: 45-260; Thonon-les-Bains: 80-100.

SAVOIE  
Les Allons: 45-120; Les Arcs: 76-178; Arèches-Beaufort: 40-150; Aussois: 50-100; Bonneval-sur-Arce: n.c.; Bessans: n.c.-130; Le Corbier: 72-170; Courchevel: n.c.-135; La Tania: 50-135; Crest-Voland-Cohomb: 95-110; Flumet: 70-150; Les Karellis: 65-165; Les Menuires: 65-195; Saint-Martin-Belleville: 50-195; Méribel: 65-140; La Norma: 70-220; Notre-Dame-de-Bellecombe: 60-125; La Plagne: 100-190; La Rosière: 1850: 92-195; Saint-François-Longchamp: 55-160; Les Saisies: 115-155; Tignes: 105-200; La Toussuire: 70-110; Val-Cenis: 65-190; Val-Frèjus: 30-200; Val d'Isère: 90-250; Valloire: 40-140; Valmeinier: 25-140; Valmorel: 65-150; Val-Thovon: 140-240;

ALPES-DU-SUD  
Auron: 150-295; Beuil-les-Lumes: 95-125; Isola 2000: 180-250; Montgenèvre: 100-220; Orcières-Merlette: 100-340; Les Orres: n.c.; Pra-Loup: 90-235; Puy-Saint-Vincent: 100-300; Risoul 1850: 180-235; Le Saizet-Super-Sauze: 100-240; Serre-Chevalier: 130-270; Superdévoluy: 95-260; Valberg: 150-190; Val d'Aoste-Ségus: 175-285; Val d'Aoste-La Fou: 215-450; Vars: 100-235.

PYRÉNÉES  
Ax-les-Thermes: 40-140; Cauterets-Lys: 20-150; Font-Romeu: 120-180; Gourette: 100-220; Luz-Ardiden: 75-130; La Mongie: 90-150; Peyragudes: 110-250; Plan-Engaly: 100-180; Saint-Lary-Soulan: 80-165; Luchon-Superbagnères: 100-260.

AUVERGNE  
Le Mont-Dore: 30-50; Besse-Super-Besse: 40-50; Super-Lioran: 40-60.

JURA  
Métabief: 06-54; Mijoux-Lelex-la-Fauche: 60-100; Les Rousses: 10-100.

VOSGES  
Le Bonhomme: 50-60; La Bresse-Hohneck: 20-50; Gérardmer: 25-50; Saint-Maurice-sur-Moselle: 00-40; Vétrion: 20-40.

FONDATION ALTRAN POUR L'INNOVATION

133, avenue des Champs-Élysées  
75408 Paris Cedex 08  
Tél.: 01-44-43-76-00; Fax: 01-44-43-77-30

FONDATION ALTRAN POUR L'INNOVATION

58, boulevard Gouvion-Saint-Cyr - 75858 Paris Cedex 17. Tél.: 01 44 09 10 00

## LES SERVICES DU Monde

Le Monde 01-42-17-20-00  
Télématique 3615 code LE MONDE  
CompuServe: GO LEMONDE  
Adresse Internet: <http://www.lemonde.fr>  
Documentation sur minitel ou 08-88-28-04-56  
LE MONDE sur CD-ROM 01-42-06-78-30  
Index et microfiches: 01-42-17-28-33  
Films à Paris et en province: 08-36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (23 films)  
Le Monde est édité par SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.  
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.  
ISSN: 0395-2037

Imprimerie du Monde: 12, rue M. Gumbourg, 94852 Ivry-Cedex. PRINTED IN FRANCE.

Président-directeur général: Dominique Aldy  
Directeur général: Gérard Morax

133, avenue des Champs-Élysées  
75408 Paris Cedex 08  
Tél.: 01-44-43-76-00; Fax: 01-44-43-77-30

## ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE A80

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à: Le Monde Service abonnements

24, avenue du G<sup>e</sup> Luchaire - 92046 Chantilly Cedex - Tél.: 01-42-17-32-90.

Je choisis le contrat suivant:	Région	France	Europe	Autres pays
1 an	1 890 F	2 084 F	2 960 F	
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F	
3 mois	536 F	572 F	790 F	

« LE MONDE » (ISSN: 0395-2037) est publié hebdomadairement 52 fois par an par SA Le Monde, 24, avenue du G<sup>e</sup> Luchaire, 92046 Chantilly Cedex. Les abonnements sont payés en France en francs français. Les abonnements étrangers sont payés en dollars américains. Les abonnements sont payés en francs français. Les abonnements sont payés en francs français.

Port: 12-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès A80.

Signature et date obligatoires

Changement d'adresse: par écrit 10 jours avant votre départ.

par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)

Renseignements: Portage à domicile • Suspension vacances.

Tarif autres pays étrangers • Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

361 42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès A80.



مكتبة

Paris sans viande

# CULTURE

LE MONDE / SAMEDI 11 JANVIER 1997

**CINÉMA** La sortie du film d'Alan Parker *Evita*, évocation de la vie d'Eva Peron, incarnée par Madonna, est un événement, moins par la qualité de cette œuvre que par l'attente

créée depuis un an par les polémiques. Pouvait-on faire jouer l'une des figures de l'histoire argentine par une star qui, longtemps, a fait scandale ? ● LE ROMANCIER Hector Bian-

ciotti vivait encore en Argentine quand *Evita* venait haranguer les foules. Il se souvient de son apparition, à Cordoba, à l'usine aéronautique, sur un tracteur, en tailleur gris,

sans fard et sans bijoux. ● LES ARGENTINS devront attendre la fin de février pour voir le film d'Alan Parker. A Buenos Aires, on en montre un autre, réalisé par un Argentin, en at-

tendant de programmer *Evita*, qui promet d'attirer les foules et d'illuminer un débat déjà ancien, né lors de la venue de Madonna à Buenos Aires pour les besoins du tournage.

## Le tailleur d'Eva Peron sur mesure pour Madonna

« *Evita* », film d'Alan Parker, est un immense vidéo-clip où tout est prétexte à chansons. En incarnant la légendaire épouse du colonel argentin, seule l'actrice et chanteuse tire son épingle du jeu dans ce monument érigé à sa gloire

Film américain d'Alan Parker. Avec Madonna, Antonio Banderas, Jonathan Pryce, Jimmy Nail, Victoria Sns, Julian Littman. (2h15.)

Depuis *Vision Quest*, son premier film, les apparitions de Madonna au cinéma ont toujours été marquées par la même ambiguïté. Recherche Susan désespérément lançait la Madonna première version de *Like a Virgin*. *Shanghai Surprise* officialisait son mariage avec Sean Penn. *Who's That Girl* prédisait au lancement de *Material Girl*, et *Body* s'imposait comme le pendant de l'album *Erotica* où Madonna se prenait pour la marquise de Sade.

Ce n'est pas un hasard si ses deux meilleurs films, *Snake Eyes*, d'Abel Ferrara, et *In Bed with Madonna*, d'Alek Keshishian, prenaient pour matière Madonna l'actrice et chanteuse, la filmant sous toutes les coutures, au lit, devant la tombe de sa mère, ou dans les bras d'un amant de passage. Madonna n'a jamais été une comédienne, le label « actrice de composition » ne peut s'appliquer à celle qui n'aura jamais interprété d'autre rôle que le sien.

Par la simple présence de Madonna, *Evita*, d'Alan Parker, échappe à la comparaison qui aurait été faite



avec l'opéra d'Andrew Lloyd Webber et Tim Rice dont il est adapté. Une fois passé par le filtre Madonna, *Evita* n'a plus que très peu de choses à voir avec le cinéma ou la comédie musicale pour devenir la créature de la chanteuse. *Evita* est ainsi un gigantesque musée Grévin érigé par Madonna à sa propre gloire. L'histoire, revue par Alan Parker et Madonna, ressemble à un vidéo-clip destiné à faire la part belle aux numéros musicaux. Tout y est prétexte à chansons, que ce soit pour payer sa chambre d'hôtel, se faire des amis, calmer des grévistes, ou fomentier un coup d'Etat. C'est donc en musique qu'Eva Duarte grandit dans une pauvre province de l'Argentine. Elle s'entiche d'un joueur de guitare minable et monte à Buenos Aires. Arrivée là-bas, elle rencontre d'autres gigolos, débute une carrière à l'écran, met la main sur un homme d'influence, le colonel Juan Peron - interprété par un Jonathan Pryce éteint - qu'elle aide à devenir le plus haut personnage de l'Etat. Devenue l'Evita nationale, elle souffre pour son peuple, meurt d'un cancer et monte au ciel.

importe que le couple ait mis en place une dictature, accueilli à bras ouverts des nazis en fuite, ou tourné le dos aux promesses faites à la classe ouvrière. Lorsqu'*Evita* s'adresse au peuple, elle le fait à la manière d'une artiste en tournée, venue remercier son public, le calmant avec une chanson et quelques autographes. Madonna l'aura suffisamment répété, elle est la réincarnation d'*Evita*. Or, que voit-on dans le film ? Des rues remplies d'affiches à l'effigie d'*Evita*, des couvertures de magazine avec son portrait, de fausses images d'archives où elle défille à côté des plus grands chefs d'Etat, devant une foule en liesse stupéfaite par son élégance et son intelligence. L'Argentine péroniste est transformée, l'espace de deux heures, en un gigantesque « *Madonnaland* ». L'image agrandie de la « *Material girl* » est devenue la référence absolue, une icône devant laquelle on se pâme et se prosterne.

Samuel Blumenfeld

★ A lire *Santa Evita*, de Thomas Eloy Martinez, traduit de l'espagnol (Argentine), par Eduardo Jiménez, Robert Laffont, 139 f., 345 p. A signaler également, *Evita*, de Sylvain Reiner, l'Archipel, 125 f., 297 p.

## Une dictature populaire

**BUENOS AIRES** correspondance Pour les antipéronistes acharnés, ceux qu'on appelle en Argentine « *los gorilas* », Juan Domingo Peron se résume en deux mots : dictateur et fasciste. Sa compagne Eva est traitée comme une putain et une arriviste. Cette vision du péronisme est celle que l'on a généralement à Paris, Londres ou New York.

Vingt-trois ans après la mort de son fondateur, le mouvement justicialiste (péroniste), à nouveau au pouvoir avec Carlos Menem, reste le premier parti politique de l'Argentine. Quand apparaît Juan Domingo Peron, en 1943, l'Argentine est un pays subordonné à l'impérialisme étranger. C'est aussi le pays des *golpes*, ces coups d'Etat militaires successifs qui permettent à la riche oligarchie de régner en maître absolu. Admirateur de Mussolini, le colonel Peron obtient, à la faveur d'un coup d'Etat, le secrétariat d'Etat au travail.

Des mesures spectaculaires lui font acquiescer en deux ans une popularité qui inquiète à tel point les généraux au pouvoir qu'on l'arrête. C'est là qu'apparaît Eva Duarte, une starlette d'origine pauvre, qui trouve les accents pour mobiliser les ouvriers. C'est l'inoubliable 17 octobre 1945. Des milliers de *descamisados* (les sans-chemise) envahissent la place de Mai. En 1946, ils portent Peron au pouvoir. Epoque de prospérité, de conquêtes sociales mais aussi de promesses non tenues et de persécution contre les opposants. Réélu en 1951, Peron est chassé du pouvoir en 1955. Mais en 1973, après son exil à Madrid, c'est l'incroyable retour au pays du vieux général, âgé de soixante-dix-sept ans. Quand il meurt, en 1974, l'Argentine est déchirée par la violence, qui débouchera en 1976 sur la dictature la plus sanglante de son histoire.

La passion péroniste a survécu tout autant que la haine. Il y a quarante-cinq ans, le cadavre embaumé d'*Evita* fut volé par les militaires pour tenter de tuer le mythe. Il ne fut retrouvé, atrocement mutilé, qu'en 1971, dans un cimetière italien, et rapatrié. A Buenos Aires, la tombe de Peron a été profanée en 1987. Ses mains ont été coupées.

Ch. Le.

## Elle est là, sur le tracteur, dans l'usine aéronautique de Cordoba

**SANS AUCUN DOUTE**, Eva Peron est restée d'un autodafé pour cette comédie musicale filmée, mais lorsque l'on a solemnellement traversé son règne, il n'est pas interdit d'imaginer qu'elle eût épargné toutes les séquences où Madonna joue, successivement, le rôle d'Eva Duarte et celui du personnage historique. Disons-le tout de suite : Madonna a gagné une bataille impossible et elle seule apporte un peu - et même pas mal - de vérité à cette production.

Il y en a qui se rappellent l'insouciance de la démocratie alors au pouvoir en Argentine, son ignorance, son mépris des pauvres : elle ne pouvait qu'engendrer un Peron, une Eva, une dictature maladroite. Celui qui, un jour de 1949 ou 1950, se trouvait parmi les deux mille sept cents ouvriers de l'usine aéronautique de Cordoba, parqués depuis l'aube dans un hangar en tôle ondulée, prêts parce que sous surveillance à saluer d'une acclamation grandiose l'arrivée d'Eva Peron, a connu la couleur du régime, sa rhétorique. Celui qui a assisté à cette réunion n'aura pas oublié ce

bruit lointain et tressautant d'un moteur peu familier - le bruit qui s'accroît d'un gros tracteur qui, dans une solennité de paquebot gagnant le port, fend la foule que nous formons : Elle est là, sur le tracteur, tailleur gris croisé, le cheveu jaune en chignon, sans fard apparent, sans bijoux. On est loin de la femme qui, deux ans auparavant, s'attifait encore des atours de la comédienne, et affectionnait les draps, les volants, les capelines : depuis sa tournée européenne et sa fréquentation des grands couturiers de l'avenue Montaigne (Bettina avait défilé exprès pour elle, au Ritz !), il était difficile de reconnaître Eva Peron dans l'ancienne interprète de feuilletons radiophoniques qui se faisait confectionner par l'auteur, à la mesure de son ambition, les personnages d'Elisabeth II d'Angleterre, de Catherine de Russie, d'Irène Curie, de Lady Hamilton, de Sarah Bernhardt.

Eva Duarte ne joue, désormais, qu'Eva Peron. Elle parcourt des yeux l'assistance, elle hume cette bonne odeur de foule qui justifie sa présence, et voilà que, en levant

le bras, elle trouve d'instinct le geste péroniste des dictateurs, pour hurler son célèbre : « *Compañeros !* », les mains comme si elle brandissait des étendards, un index pointé vers le ciel, incitant l'auditoire à reprendre l'une de ces devises pour banderole dont elle a le secret - la plus fréquente dans les grandes manifestations étant : « *Españoles, ¡viva !* ». Livres, non ! »

**UN AUTRE FILM** Madonna a ressuscité ses gestes, son allure rigide, ses brusques intonations, ses injonctions véhémentes, en partant des biographies, en interrogeant - par personne interposée souvent - des gens qui avaient fréquenté, approché son héroïne ; en écoutant ses enregistrements et, surtout, en regardant les quelques films qu'elle a tournés et les « actualités » que l'on passait, à l'époque, dans les salles de cinéma, avant le film. Et tout cela, ce bric-à-brac documentaire, a changé ses manières, effacé son piquant, arrêté l'ondoiement des volumes de son corps. On dirait que l'ensemble d'expressions, de détails

que Madonna a retenus, elle les a faits siens, qu'il lui a suffi de puiser dans son tréfonds pour se montrer spontanée et vraisemblable.

Ainsi le spectateur assiste-t-il à une lutte permanente entre le personnage qu'elle « incarne » - le mot est juste en l'occurrence - et les mélodies qu'elle est obligée de chanter, qui ne coïncident pas avec le caractère de « la madone des sans-chemise ». De sorte que, dans les moments les plus dramatiques, Madonna parle plus qu'elle ne chante ses rengaines. D'une certaine manière - tout à tour autoritaire, ferme, agaçante, et gauche, craintive, vulnérable, inimaginablement « vierge » - Madonna « est » dans un autre film : celui qu'elle eût aimé faire - mais il était sans doute trop tard quand elle s'en aperçut -, le film qui aurait montré Eva Duarte et Eva Peron véritablement et qu'Eva Peron eût rêvé de brûler, celui-là, tout entier, Madonna les bras en croix au milieu du bucher.

Hector Bianciotti

## Evita, le Che et la mode des héros argentins

**BUENOS AIRES** correspondance Les Argentins devront attendre la fin février pour voir *Evita*, d'Alan Parker. A Buenos Aires, les directeurs des salles de cinéma ont préféré miser sur la rentrée de mars pour lancer un film qui promet d'attirer les foules et d'alimenter une polémique déjà ancienne. Il y a un an, la présence de Madonna en Argentine pour le tournage du film avait provoqué de dures controverses. Le président Carlos Menem avait tranché en recevant Madonna, malgré l'opinion défavorable de la puissante Eglise catholique, et en prêtant finalement à l'équipe du tournage le balcon historique de la Casa Rosado (la Maison Rose) d'où Eva haranguait les foules concentrées sur la place de Mai.

En attendant, les Argentins peuvent voir depuis deux mois une autre version de la vie d'Eva Peron, du cinéaste Juan Carlos Desanzo. Le film a bénéficié d'une grande publicité et de critiques favorables de la presse locale qui a surtout fait l'éloge de l'actrice Esther Goris, jusqu'à la pratiquement inconnue, qui réussit à incarner une Eva passionnée et étonnamment ressemblante physiquement. Le film de Desanzo a été sélectionné pour représenter l'Argentine à Hollywood dans la course aux Oscars. Ce choix s'explique plus par la renommée

mondiale acquise soudainement par Eva Peron, dans la foulée de Madonna, que par la qualité du film, sur un scénario de l'écrivain argentin José Pablo Feinman.

**VERSION NIPPONE** Il commence en 1951, au moment de l'apogée du mouvement justicialiste (péroniste). Adorée par les pauvres qui la vénéraient comme une sainte, Evita souhaite une reconnaissance officielle de son rôle politique et lance une campagne soutenue par les syndicats pour être élue à la vice-présidence de la nation. Mais cette candidature est mal vue par les militaires comme par l'aristocratie. Pris entre deux feux, le général Peron apparaît comme un personnage plutôt grotesque dont la popularité ne s'explique que par le rôle révolutionnaire joué par sa femme. Atteinte d'un cancer, Evita meurt en 1952 à l'âge de trente-trois ans. La revue américaine *Variety* a durement critiqué le film de Desanzo, soulignant sa médiocrité.

Mais un fait est certain : Evita est à la mode, si l'on en juge par le tapage publicitaire qui accompagne le film de Parker et la ligne de cosmétiques, de vêtements et d'accessoires luxueux copiés sur ceux d'Eva Peron qui ont été lancés à New York, en même temps que le film, par Bloomingdale's. Aux

Etats-Unis où il réside, l'écrivain argentin Tomas Eloy Martinez est un des bénéficiaires : son livre *Santa Evita*, best-seller en Argentine, a trouvé plus de 40 000 acheteurs sur le marché américain.

Il y aura même une Evita nippone aux yeux bridés et en kimono, qui sera interprétée par l'actrice Akiko Kuno. Une chaîne de télévision japonaise est attendue à la mi-janvier à Buenos Aires. Le Japon, déjà conquis par le tango argentin, serait prêt à tomber sous le charme du mythe car, selon le producteur, « *Eva Peron incarne l'idéal de travail et de progrès illimité, cher aux Japonais* ». Une mode qui, côté masculin, pourrait bientôt consacrer sur les écrans un autre héros populaire et controversé : Che Guevara. Le guérillero argentin-cubain sera le thème de plusieurs films. En Italie, il y a deux projets : l'un d'Ettore Scola et l'autre de Giuseppe Ferrara. En Grande-Bretagne, Michael Radford a choisi Antonio Banderas pour le rôle. A Cuba, où l'on célébrera cette année le trentième anniversaire de la mort de Guevara, plusieurs documentaires seront diffusés par la télévision. L'Argentine n'est pas en reste avec plusieurs projets, dont un nouveau film de Desanzo qui devrait s'intituler jusqu'à la victoire, toujours.

Christine Legrand

PARIS DE PARIS

nicolas PEYRAC

à BOBINO

du 16 janvier au 1<sup>er</sup> février  
les jeudis, vendredis & samedis

En première partie  
Gérard Philipe

Réunion à Bobino  
le 6 janvier

Réervations ci 43 27 75 75  
Accueil : Bobino, 10, rue de Valenciennes, 75013 Paris

le Parisien • F • France Inter



## Les lieux photographiés de Thomas Demand entre la vie et le vide

### Un accrochage énigmatique à Calais

THOMAS DEMAND et FRÉDÉRIC LEFEVER, Galerie de l'ancienne Poste, Le Channel, 13, bd Gambetta, 62 Calais. Tél. : 03-21-46-77-10. Jusqu'au 12 février.

#### CALAIS

C'est une image merveilleusement étrange. On y voit une chambre en désordre, avec un lit défait, une chaise, une armoire, quelques objets sur la table, une machine à écrire, un gobelet jaune, un cendrier, des dossiers. Et puis de petits cartons jetés sur le lit qui suggèrent des achats récents ou un départ précipité. Il n'y a personne dans ce réduit bizarre, entre bureau et lieu de vie. Tout cela se voit de loin, tant le format de la photographie est grand, à échelle 1, et les objets parfaitement identifiables. Et pourtant, la malaise surgit et incite à s'approcher.

A regarder de près, tout est factice et fragile dans cette vue froide : les loutures approximatifs au mur, la machine à écrire sans clavier, l'absence de marque sur les objets. Renseignements pris, il s'agit en fait d'une maquette, en grandeur nature, réalisée en carton et en papier - l'oreiller est en papier de soie. Les autres photographies, exposées dans la Galerie de l'ancienne Poste de Calais suivent le même procédé : un plongeur monumental constitué de quatre plates-formes, une cage d'escalier, une brette d'autoroute, des étagères d'archivage, une salle de dessin. Tout est là, vérifiable par l'œil, et tout est faux.

#### DÉCORS ANTIDÉCORATIFS

L'auteur de ces photographies s'appelle Thomas Demand, un jeune artiste allemand âgé de trente-trois ans installé à Berlin. Thomas Demand concocte dans son atelier des architectures qui semblent avoir été photographiées *in situ* mais qui, en fait, sont reconstituées à partir de clichés. La salle de dessin, Thomas Demand l'a vue dans un journal et a retrouvé la photographie originale à partir de laquelle il a fabriqué sa maquette avant de la photographier.

Il n'y a aucune présence humaine dans ces décors antidécoratifs. Partout, le visiteur perçoit la fragilité de la matière, la géométrie trop parfaite, les aspérités du carton qui jouent le rôle de murs. Les premières images sont dominées par des couleurs neutres ; les dernières par des teintes plus vives, dominées par un tableau monochrome bleu qui l'adoucît et donne une profondeur à l'espace. De la photographie trouvée à l'œuvre exposée, le lieu a perdu son contexte, ses personnages, un lien social. Il a perdu ce qui le rattache à la vie pour ne plus être

constitué que de formes, d'objets génériques et inertes qui meublent un grand vide. D'où la sensation d'étouffement qui se dégage de ces sculptures. La chambre est, à ce titre, l'œuvre la plus aboutie car la plus ambiguë autour de l'équation vie-vide, par son désordre, qui accentue cette disparition de l'homme.

Voilà un travail non dénué de dérision, une instructive réflexion sur la représentation, la forme, les objets qui peuplent le quotidien, mais aussi sur la crédibilité de la photographie. « Ne vous laissez pas avoir par les images », semble dire Thomas Demand. Il est loin d'être le premier à lancer cet avertissement, mais sa leçon est convaincante.

La seconde salle du centre d'art de Calais accueille les « Magasins » de Frédéric Lefever. Ce dernier s'était distingué en mettant à jour, pendant quatre ans, 3 700 plaques photographiques réalisées par Kasimir Sgorecki, un Polonais arrivé dans le nord de la France en 1924 et mort en 1980. S'inspirant de ce travail documentaire, Frédéric Lefever a photographié, frontalement, des façades de boutiques installées dans des villages et petites villes de son pays minier, et qui ont dû fermer en raison de la crise. Les couleurs sont chaudes, presque nostalgiques. Les inscriptions des enseignes (« Boucherie », « Salon révé », « Radio télé magasin », « Chic », « Optique Art ») frisent le pathétique et révèlent un graphisme désuet. C'est un travail clairement social, mais qui traite aussi de la dérision, un travail jamais décoratif tant les devantures sont littéralement rongées par l'usure, la crasse, les herbes, le pavé rebutant, les contours douteux. Par le temps.

Michel Guerrin

## La soprano Felicity Lott contient les larmes de « La Voix humaine » de Poulenc et Cocteau

LA VOIX HUMAINE et LA OME DE MONTE-CARLO de Francis Poulenc, textes de Jean Cocteau. LES MARIÉS DE LA TOUR EIFFEL, du Groupe des Six. Felicity Lott (soprano), Orchestre national de France, Charles Osuit (direction). Théâtre des Champs-Élysées, Paris, le 9 janvier. Diffusion sur France-Musique, le dimanche 19 janvier à 11 heures.

Elle s'est effondrée enfin, en larmes, sur son fauteuil bleu, après avoir laissé choir le combiné du téléphone. Les applaudissements se déchangent. L'orchestre n'a pas le temps de faire entendre le dernier accord, sec, comme souvent chez Poulenc, ponctuation chassant l'émotion, comme on essuie furtivement une larme. Felicity Lott est effondrée « pour de vrai ». Comment faire autrement dans cette œuvre dangereusement impudique où toute femme - tout homme - reconnaît l'ordinaire des passions humaines, ce lieu commun du désespoir universel ? Francis Poulenc l'a écrite au plus mal, dans l'urgence, en 1958 ; Jean Cocteau n'a pu que puiser dans le désespoir de ses passions malheureuses. Denise Duval, pour qui Poulenc écrivit sur mesure le rôle chanté de rôle padé fut créé par Bernhe Bovy, en 1930, était, elle aussi, dans une période de drame

sentimental. Lorsqu'en 1959 à la télévision, elle chante, entre deux papotages cabotins de Bernard Gavoty, un extrait de *La Voix humaine*, elle pleure. Jane Rhodes, autre grande interprète du rôle, a laissé un souvenir encore marquant (heureusement reproduit sur disque compact), lors d'une soirée de 1976, avec l'Orchestre national de France dirigé par Jean-Pierre Marty. Les larmes étaient sincères, là aussi.

#### S'ÉPANCHER SANS TROP EN FAIRE

Toute la difficulté, dans *La Voix humaine* en particulier et chez Poulenc en général, est de s'épancher sans trop en faire, de trouver l'exact point de bascule entre l'impudeur et la sécheresse. L'orchestration couvre facilement la chanteuse, dès lors que le rôle n'est pas confié à une voix claire et projetée (surtout dans le médium), naturellement timbrée, presque acidulée (celle de

Denise Duval, de Suzanne Danco hier, celle de Catherine Dubosc aujourd'hui).

Dans le même temps, Poulenc demande que l'œuvre baigne dans un climat de sensualité, de luxuriance orchestrale... Difficile d'accorder... Difficile pour Charles Dutoit, en tout cas, qui reste en retrait, prudent, presque indifférent, et ce dès le début, alors que tout doit dès ce moment-là trépidier, trembler, annoncer le désordre intérieur d'une femme qui ne se fait pas à l'idée d'être quittée par son amant et se tient prête à bondir sur le téléphone.

Dutoit aime Poulenc, son anthologie en cours chez Decca en témoigne, mais il ne parvient pas à relier entre eux ces « fragments d'un discours amoureux » (Roland Barthes a, lui aussi, si bien décrit l'attente angoissée auprès du téléphone muet...). À fier comme par un aimant (c'est bien le mot !) les

séquences répétées et les incises lyriques du drame. La Britannique Felicity Lott est probablement la meilleure interprète actuelle de la musique vocale de Poulenc. Son français est irréprochable, sa voix s'est pas large, mais exquise et touchante. Elle a tout saisi de l'univers grotesque (au meilleur sens du terme) de *La Dame de Monte-Carlo* : la demi-mondaine sur le retour qu'elle incarne n'est jamais vulgaire, mais, au contraire, d'une belle justesse, femme comme les aimait Poulenc, mi-cocotte, mi-religieuse. Pour *La Voix humaine*, Felicity Lott a choisi une solution hybride, consistant à jouer, devant l'orchestre, un téléphone à l'ancienne à la main, un fauteuil et une table à proximité. Pourquoi pas ? Une bonne musicienne se tire de tous les « compromis ». L'ennui est que Felicity Lott hésite parfois entre jouer le rôle, comme si elle était seule sur scène, et s'adresser

au public, comme si elle était en récitation. On la sent concentrée sur cette voix que le public n'entend pas - mais que les chanteuses jurent toutes entendre pour de bon -, puis, soudain, on la voit s'extérioriser, comme si elle prenait à témoin. Duval, au concert - et, de surcroît, avec le seul accompagnement de Poulenc au piano -, osait affronter ces quarante-cinq minutes, la salle droit dans les yeux, sans accessoire. Et les salles y croyaient, et sanglotaient. Lott nous émeut, mais il ne fait ni doute qu'elle nous toucherait davantage encore, débarrassée de cette solution dramaturgique ambiguë, où elle n'est pas à cent pour cent de son potentiel émotif. Au disque, elle devrait s'imposer, dès qu'elle jugera bon d'enregistrer ce rôle qui manque cruellement à sa discographie.

Renaud Machart

## Le Palace emporte avec lui l'esprit de la nuit et de la fête

charme. Elles ne correspondent plus à notre époque.

Le Palace, cependant, pour Fabrice Emaer, s'expliquait aussi de façon plus subtile : « La culture, comme la fête, disait-il, n'a pas une définition unique. Elle ne peut pas être complètement élitiste. Il y a une tendance à ne plus s'en référer qu'à l'État. Depuis, on assiste à une sinistrose aigüe, quotidienne. Il n'est pas normal que la fête soit célébrée uniquement le 14 juillet et que la vie soit faite de crises tragiques car rien n'est réellement tragique, plus rien n'est réellement gai non plus. Une nation ne peut vivre uniquement de passions refroidies. » Il y a du Jack Lang dans ces propos au Monde de 1980, et l'année suivante Emaer appelle d'ailleurs « sa » clientèle à voter Mitterrand, micro en main, sur la scène du théâtre rénové.

#### LA PLUS SOMPTUEUSE DES BOÎTES DE NUIT

Il faut appeler à deux jeunes architectes, Vincent Barré et Patrick Berger, pour convertir la salle en un lieu qui puisse être tour à tour théâtre, music-hall, boîte de nuit. Il ouvre bientôt aussi un autre club, le Privilège, dans le sous-sol, dont il fait peindre tous les murs par Gérard Garouste, peintre presque inconnu alors qui s'est imposé depuis lors dans

le monde entier. Le Palace devient la plus somptueuse des boîtes de nuit du monde et contribue ainsi à redorer le blason terni de la Ville Lumière. Une succession de fêtes, carnavalesques, masquées ou cravatées, luxueuses ou populaires, faisaient oublier un peu la morosité du temps.

Les hommes et les modes passent mais ces fêtes du Palace auront, par la mémoire de milliers de personnes, la postérité qu'ont aujourd'hui les folles de la Belle Époque. De ces temps, Fabrice Emaer savait d'ailleurs faire naître la générosité. Le Palace devenait le refuge des nightclubs, mais aussi des artistes, peintres, architectes, musiciens, qui lui faisaient travailler sans guère compter. Lorsqu'il meurt, en juin 1983, même désinvolte, les gens de la fête vont bientôt se disperser. On parle déjà du cancer gay, on ne connaît pas encore le sida. Mais on sait qu'il se serait engagé dans cette lutte comme dans mille autres, bien au-delà du cliché gauche-caviar. Ainsi donc, les modes et les hommes passent... Le Palace avait l'esprit et les mœurs de son temps. L'esprit, le temps, les mœurs ont sans doute changé. Le tournant n'a pas été pris.

Frédéric Edelmann

**LA FERME DU BUISSON**  
LA RONDE DES VAURIENS  
Cueillette - Vins - Gastronomie  
Mise en scène François Wastiaux  
Compagnie Vals-Grasse  
Du 10 au 19 janvier  
01 84 82 77 77

**Neneh Cherry**  
En concert au Zenith le 8 mars 1997.  
Réservations en exclusivité  
sur le 3615-LEMONDE











**Les 10 000 premiers abonnés à TPS  
recevront leur décodeur à partir du 13 janvier**

**recevront leur décodeur à partir du 13 janvier**

iramax, qui seront d'abord diffusés sur Canal Plus.

Désormais, TPS détient les droits en exclusivité de deux studios américains, MGM et Paramount, contre cinq à Canal Plus. Toutefois, en matière de deuxième fenêtre de télévision payante, TPS renverse la situation : cinq studios contre deux à Canal Plus.

Outre les catalogues améri-

« Des négociations sont en cours avec toutes les organisations professionnelles du cinéma pour que le marché de la deuxième fenêtre de télévision payante s'organise par voie d'intercontractualité », a déclaré Patrick Le Lay. Ces discussions devraient aussi permettre de réévaluer « le poïement à la once avec un accès non exclu- »

technologie ». Grâce à sa technologie, qui permet un télétransfert largement à distance de son logiciel, le décodeur Viaccess de Philips est qualifié « d'universel » et libérerait d'emblée les contraintes du Simulcrypt. Enfin, Philips a confirmé l'arrivée, fin février, d'une offre de chaînes arabophones, notamment maghrébines.

**Guy Dutheil**

TF1	Franco 2	Franco 3	La Cinquième	M6	Canal +	Radio
-----	----------	----------	--------------	----	---------	-------

TF 1

12.15 Cuisinez comme un grand chef. Le cuisinier invité.

12.20 Le Juste Prix.

12.55 A vrai dire. Magazine.

13.00 Journal, Météo.

13.38 Femmes. Magazine.

13.40 Les Feux de l'amour.

14.25 et 15.15 Côte Ouest.

Les poupées chinées.

16.05 Karine et Ari. Série.

16.30 L'Homme qui tombe à pic. Série.

17.25 Mécro Place. Série. Un secret bien mal gardé.

18.05 Flipper. Série. Axes troubles.

19.05 L'Or à l'Europe. Jeu.

19.55 et 20.40 Météo.

20.00 Journal.

L'Image du jour.

20.45

LES ENFANTS DE LA TÉLÉ

Divertissement présenté par Arthur et Pierre Tchernia. Invités : Ophélie Winter, Smolin, Bruno Solo, Elio. Préparation des vacances de ski. Les expéditions (70 min).

1633300

Près de cent cinquante mille séjours sont blessés chaque année sur les pistes. C'est l'une des nombreuses questions abordées avec Martine Gotschel.

0.55 et 2.00, 3.35 TF 1 nuit.

1.05 Histoires naturelles.

Coupé, mais propre (55 min).

8725258

2.30 Road contre la mafia. Téléfilm de Lino Randi, avec Michele Placido, Patricia Millaud, Lella (85 min).

887492.3.45 et 4.40, 5.30 Histoires naturelles. Documentaire (rediff.).

3.45

France 2

12.20 Pyramide. Jeu.

12.55 et 13.40 Météo.

13.00 Journal.

13.30 Secret de chef.

13.45 Point route.

13.50 Derrick.

Un bon brève type.

14.55 L'As de la Crime. Série.

15.40 La Chasse aux chansons. (2/2).

Les poupées chinées et des lettres. Jeu.

17.25 Le Prince de Bel-Air. Série.

17.50 C'est cool ! Série.

18.20 Les deux des artistes. Série. Un banal accident.

18.45 Qui est qui ? Jeu.

19.25 et 20.35 Studio Gabriel.

Invités : Pascal Gregory, Thierry Fontaine.

20.00 Journal, Image du jour.

A cheval, Météo, Point route.

20.55

LES CINQ DERNIÈRES MINUTES

Météo d'un grand.

Téléfilm de Pascal Coateaux, avec Pierre Sandini (100 min).

2684128

Un homme est abattu pendant le carnaval de Dunkerque.

France 3

12.05 Le 12-13. d'Information.

12.30 Kéno. Jeu.

13.35 Parole d'Expert ! Invité : Christophe Ripper.

14.30 La Course à la vérité. Téléfilm de Michael Ritchie, avec Sean Connery (100 min).

2871284

16.10 Couleur pays.

16.40 Minifemmes.

17.35 La Piste du Dakar.

17.55 Le passe à la télé.

18.20 Questions avec un champion. Jeu.

18.50 Un livre, tu joues. Philippe Starck.

18.55 Le 19-20 d'Information.

20.00 Météo.

20.05 Ça si ça chante. Jeu.

20.35 Tout le sport.

20.38 Le Journal du Dakar.

20.55

THALASSA

Présenté par Georges Pernoud. L'épave du cachot.

3505594

En Nouvelle Calédonie, on ramasse l'ombre, un caillou provenant de l'intestin du cachot, qui entre dans la composition de prestigieux parfums.

La Cinquième

12.30 Nouveaux Horizons. 12.55 Attention santé. 13.00 Déhors de France. 13.35 Un auteur, une œuvre. Le Fort des Bouges. (4/5) L'inspiration.

14.30 Le Sens de l'Histoire (rediff.). 16.00 Le Cratère Ngouroungou. 16.55 Jeunesse. 16.55 Colique. 17.20 et 17.50 Les Grands Tournaurs de l'Histoire. La bataille de Salerne. 18.20 Le Monde des animaux. État de crise 500 crocodiles. 18.55 Le Journal du temps.

Arte

19.00 Tracks. Magazine.

Flash Tracks : On Tracks / Rock d'ordre ; Rock n'purr ; Off Tracks : le marketing Madame ! ; Back Tracks : Isaac Hayes

6826

19.30 1/2. Magazine.

Comment pratiquer l'islam en Europe ? L'esplémisme en Europe.

20.00 Bruit. Magazine (30 min).

20.38 1/2 Journal.

20.45

► LE SANG DU RENARD

Téléfilm de Serge Meynard, avec Marianne Basler, Julie-Anne Roth, Jacques Bonaldi (65 min).

428887

1965. Des yeux d'ange et de mort s'entrelacent dans les secrets d'un village de France-Centre. Entre cruauté et profondeur, une fiction sensible et une formidable interprétation.

M 6

12.25 La Petite Maison dans la prairie. Série. Quelques confidences.

13.25 Un terrible secret. Téléfilm de John Llewellyn Mosey, avec Matt Salinger, Lisa Eberhart (90 min).

6867519

14.55 Les Rues de San Francisco. Série. Le couloir des miroirs.

16.50 Hilt machine. Magazine.

18.00 Bûge. Série. Manga explosif.

19.00 Code Quantum. Série. La flèche.

19.54 Six mille heures d'information.

20.00 Papa bricole ! Série. Rêve d'esp. vent d'ouest.

20.35 Capitô 6. Magazine.

20.45

LA PEUR EN MÉMOIRE

Téléfilm (p) d'Arthur Allan Selédman, avec Melissa Gilbert (105 min).

602887

Une styletiste newyorkaise est sujette à de terribles cauchemars. Elle consulte un spécialiste de l'hypnose...

Canal +

► En clair jusqu'à 13.35

13.40 La Grande Famille. Magazine.

Le feu d'import qui de mon corps.

13.55 Harcèlement. Film de Barry Levinson, avec Michael Douglas (1094, 120 min).

7238720

15.55 Les Trois Filles du docteur March. Film de Gillian Armstrong, avec Susan Sarandon (1994, 115 min).

8235497

17.50 Il était une fois... les explorateurs. Stanley et Livingstone.

► En clair jusqu'à 20.30

18.35 Nulle part ailleurs. Invité : Jean-Pierre Hardy.

20.15

FOOTBALL

En direct.

► Face à face de la Coupe de la Ligue : Alès - Montpellier.

20.30 Coup d'envoi : A la mi-temps, le Journal du foot.

0.15 Musique.

4149623

22.30 Le Journal du cinéma.

22.55 Flash d'information.

Radio

France-Culture

20.00 Le Rythme et la Raison. Daniel Mermet, Du mystère à la musique (58').

20.30 Radio archives. Hommage à Roger Pélissier. Lespace temps de Corbeas.

21.30 Black and Blue. Percussions. Michel Fulgand, fondateur de la revue Percussions.

22.40 Nuits magnétiques. Au nom de Scène. Le théâtre de la lune (4).

0.05 Du jour au lendemain. 0.48 Musique : Les Chéris du musical. 1.00 Les Nuits de France Culture (rediff.). Les Chevaliers de la connaissance. La bête de Judas. 1.20 Le Rythme et la Raison. Percussions. Michel Fulgand. 1.59 Canaris en voyage. Le Vietnam. 2.57 La Maîtrise des autres. La corbeille en France. 4.20 Dites et dites ; 4.35 Giorgio de Chirico ; 6.01 5 histoires étranges.

France-Musique

20.00 Concert franco-allemand.

En direct de la Cité de la Musique à Paris, par l'Ensemble moderne et Ensemble InterContemporain, Alès - Montpellier.

Robert, Guéres de Kyrtas, Carsten, Luchmann, Kyrtas.

22.30 Musique.

4149623

23.07 Minors du siècle. Hommage à Jean François.

Extrait du concert donné le 15 septembre 1996 à Carmaux lors du septième musical de l'Orne.

Radio-Classique

0.00 Jazz-Club. Le trio d'Antoine Hervé (piano) avec François Moutin (contrebasse) Louis Moutin (batterie).

1.00 Les Nuits de France-Musique.

20.15

LES SOIRÉES DE RADIO-CLASSIQUE.

Le monde de Beethoven. Symphonie en sol majeur de Beethoven ; Concerto pour flûte en mi mineur de Beethoven ; Quintette en sol majeur op. 11 n° 2 de Beethoven, par l'Ensemble InterContemporain d'Armida Abadonandina de (jornell) ; Les sept symphonies de Beethoven ; Concerto pour piano de Beethoven

de l'Opéra de Vienne, dir. **Ciné Cinéma**

<b>TV 5</b> <b>20.00</b> <i>Météo de nuit.</i> <i>[20] Légende définit.</i> <b>21.00</b> <i>Box week-end.</i> <b>21.55</b> <i>Météo</i> <i>des cinq continents.</i> <b>22.00</b> <i>Journal (France 2).</i> <b>22.30</b> <i>Taratata, Louis Richié</i> <i>(France 2 du 1901-197).</i> <b>23.45</b> <i>Ca cartonne.</i> <i>03.00</i> <i>Soir 3 (France 3).</i>	<b>Paris Première</b> <b>20.00</b> <i>20 h Paris Première.</i> <b>21.00</b> <i>Michel Simon.</i> <i>Documentaire.</i> <b>21.50 et 1.50 Le 1.1.75.  <b>22.20</b> <i>La Gioconda.</i>  <i>Opéra de Ponchielli. Livret</i>  <i>d'Arrigo Boito. Mise en scène</i>  <i>de Filippo Sanjust. Avec Le</i>  <i>Chœur, l'Orchestre et le Ballet</i> </b>	<b>France</b> <b>Supervision</b> <b>20.30</b> <i>Captain Café.</i> <i>Nicla Marano.</i> <b>21.50</b> <i>Ski. Coupe du monde.</i> <b>22.20</b> <i>World Music.</i> <i>Documentaire. J. Morvillat.</i> <i>0.15</i> <i>Contact. Magazine.</i>	<b>22.45</b> <i>Gilbert Grape</i> ■ <i>Film de Lasse Hallström (1992,</i> <i>vo., 125 min.). 887/0403</i> <b>0.45</b> <i>Le Survivant d'un</i> <i>monde parallèle</i> ■ <i>Film de David Hemmings</i> <i>(1980, 80 min.). 880/0827</i> <b>Série Club</b> <b>20.50</b> <i>Au-delà du réel.</i> <i>L'aventure continue.</i> <i>L'homme aux yeux violets.</i> <b>21.40 et 1.30</b> <i>Le Chevalier</i> <i>de Pardalium.</i> <b>22.30</b> <i>Classe au crime.</i> <i>Enquête de contes.</i> <b>23.00</b> <i>Section contre-enquête.</i> <i>Jeux dangereux.</i> <b>23.45</b> <i>Chapeau melon</i> <i>et bottes de cuir.</i>	<b>21.20</b> <i>The New Statesman.</i> <i>Sélection naturelle.</i> <b>21.45</b> <i>Destination séries.</i> <i>Angela, 15 ans.</i> <b>22.15</b> <i>Chronique du front.</i> <b>22.20</b> <i>Dream On. s.s. Eric.</i> <b>22.55</b> <i>Seinfeld. Dérangés.</i> <b>23.20</b> <i>The Ed Sullivan Show.</i> <b>23.55</b> <i>La Semaine sur Jimmy.</i>	<b>RTBF 1</b> <b>20.15</b> <i>Les Feautaises.</i> <i>Film de Frédéric Blum (1994, 95 min),</i> <i>avec Gérard Jugnot. Comédie.</i> <b>RTL 9</b> <b>22.50</b> <i>La Venus noire.</i> <i>Film de Claude Mutoz (1984,</i> <i>20 min), avec Jacqueline Jacqueline Jones. Érotique.</i> <b>TSR</b> <b>20.10</b> <i>La Veuve noire.</i> <i>Film de Bob Rafelson (1986,</i> <i>95 min), avec Delia Hays. Drame.</i> <b>21.50</b> <i>La Horde sauvage.</i> <i>Film de Sam Peckinpah (1969,</i> <i>140 min), avec William Holden. Western.</i> <i>Septembre.</i> <i>Film de Woody Allen (1967, 75 min), avec</i> <i>Ma Fanny. Comédie dramatique.</i>	<b>► Signé dans « Le Monde</b> <b> Télévision-Radio-</b> <b> Multimédia »</b> <b>■ On peut voir.</b> <b>■ ■ Ne pas manquer.</b> <b>■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou</b> <b> classique.</b> <b>◆ Sous-titrage spécial</b> <b> pour les sourds et les</b> <b> malentendants.</b>
---	--	---	--	--	--	--



سعدا من الزميل

# Les Doors, ou la fin de l'innocence pour le rock

Il y a trente ans paraissait le premier album des Californiens, dynamiteurs de la béatitude hippie. Arte évoque l'itinéraire du groupe avec un documentaire qui cède au mythe Morrison

1967. L'internationale hippie délivre son message de paix et d'amour. Au même moment, sur chaque côté des États-Unis, des Cassandre font entendre une autre musique. A New York, le Velvet Underground chante les nuits sauvages des métropoles. En Californie, rayonnante du surf et des Beach Boys, sort début janvier un disque inquiétant, enregistré en dix jours et en prise directe. Le blues entre dans le cabaret de Kurt Weill et le mythe d'Œdipe rejoint le *Yanage* ou *bout de la nuit*. Eros et Thanatos mêlent le bal. Trente ans après, *The Doors*, un premier album parmi les plus percussifs dans l'histoire du rock, a conservé sa modernité en rejetant l'angélisme de l'époque.

Pour célébrer cet anniversaire, Arte programme dans sa série « Pop Galerie » (après David Bowie et avant les Who et Neil Young) un documentaire de Florian Kehrer qui n'échappe malheureusement pas aux travers habituels des films sur le groupe : le sujet n'est pas tant les Doors que leur chanteur, Jim Morrison. Les trois autres musiciens et les hagiographes, Jerry Hopkins et Daniel Sugerman, auteurs de *Personne ne sortira d'ici vivant* (Pocket), dissimulent mal leur idolâtrie. Sugerman a déjà dit que, pour lui, Morrison était rien de moins qu'un dieu. L'organiste Ray Manzarek parle d'un « des génies de sa génération », puis d'un « chaman ».

Les extraits de concerts, toujours impressionnants, expliquent cette fascination. Le « roi lézard »,



chemise blanche et pantalon de cuir noir, suspendu à son micro, fait preuve d'un charisme dévastateur. On l'entend ériger dans une version saignante du *Backdoor Man* de Willie Dixon, on le voit posséder par ses mots. Avec lui, la scène se transforme en happening de destruction. Sugerman rappelle à juste titre l'« intelligence du drame et du théâtre » de Morrison, lecteur d'Antonin Artaud.

Les Doors n'ont pas survécu à la disparition de leur chanteur mais il n'est pas sûr, en revoyant ces images, que celui-ci aurait pu se passer d'eux. Les sept disques

(dont un live) gravés en quatre ans sont le résultat d'une alchimie entre l'orgue aigre et hystérique de Manzarek, la guitare orientalisante et dissonante de Robby Krieger, la frappe convulsive de John Densmore et le chant d'ourte-tombe de Morrison. Le document confirme s'il en était besoin qu'à la fin des années 60 aucune formation ne sonnait comme les Doors. Leur violence a ouvert la voie, dans la décennie suivante, au punk (Iggy Pop, Patti Smith, Strangers) et à la new wave (Echo and The Bunnymen, The Cure, Joy Division).

Trop modestes, les trois rescapés ne s'attendent pas sur leur rôle dans la construction des chansons, pour la plupart consignées par le groupe. La genèse d'architectures aussi complexes que *The End* (si prophétique que Coppola la choisira pour l'ouverture d'*Apocalypse Now*) ou *When The Music's Over* aurait mérité analyse. Les provocations de Morrison, en revanche, sont commentées. Le scandale de Miami, en mars 1969 - il exhibe son sexe sur scène, se fait embarquer par des policiers et condamner pour « conduite lascive en public » -, est longuement décrit, avec amusement. Ce geste pourtant essentiellement pathétique condamne déjà le groupe. Morrison, miné par l'alcool, s'éloigne de plus en plus de la musique.

Le chanteur a été victime d'un terrible malentendu. Adulté comme pop star (il a signé une poignée d'albums indispensables, avec les Doors), il voulait être reconnu comme écrivain. Or il n'était pas le « grand poète » dont parle Manzarek. Portés par le maelstrom sonore des Doors, ses vers sont excitants à écouter ; à lire, ils sont rébarbatifs. Dans sa quête désespérée, Morrison échoue à Paris, sur les traces des symbolistes. La suite - les élucubrations sur sa mort, le 3 juillet 1971, les pèlerinages au Père-Lachaise, le film à fantasmes d'Oliver Stone - appartient à la légende, pas au rock.

Bruno Lesprit

\* Pop Galerie : Les Doors. Arte, samedi 11 janvier à 23 h 50. Discographie chez Elektra/WEA.

# Femmes de marin

par Agathe Logeart

DEPUIS que son fils s'était mis à errer au-dessus de l'océan, la mère de Thierry Dubois nous apparaît chaque soir pour commenter les dernières nouvelles reçues de son fils. Souriante, en apparence jamais inquiète, elle affiche une étrange sérénité, comme rassurée de sa confiance en lui. Elle était étonnée, M<sup>me</sup> Dubois. Bien mise, boudes d'oreilles en place, pas démontée pour deux sous. On se demandait comment elle parvenait à tenir ainsi son rôle de mère de marin, sans jamais laisser filer une bête d'angoisse, sans jamais laisser dériver sa voix. Lumineuse, tendre, solide.

Qu'est-ce qui pouvait bien défer dans sa tête lorsque, devant les caméras, elle commentait les dernières nouvelles sur son garçonnet de fils ? Lui en avait-il donné du fil à retordre, ce beau garçon amoureux de la mer jusqu'à risquer de s'y engloutir ? Avait-elle eu des révoltes contre cette passion dévorante qui risquait de lui manger son enfant ? Avait-elle encouragé ses défis ou l'avait-elle mis en garde ? Elle conservait cela pour elle, en commentant les nouvelles. Perché sur la coque de son bateau, tout petit point oscillant au gré des humeurs de l'océan, puis recueilli dans son igloo de fortune, cette grosse bouée de flottaison orange lueuse du ciel, dans laquelle il avait trouvé refuge : son fils était là, vivant, c'était le principal. Elle paraissait ne jamais douter qu'on le trouverait là. Élevée jusqu'au bout des ongles, elle ne cessait d'associer au sauvetage de

son fils celui, plus hypothétique encore, de son compagnon d'infortune. Tony Bullimore, qui restait désespérément muet. Et puis voilà que la double déviance était venue en même temps. Le Français d'abord avait été sauvé des eaux, puis le Britannique. Double sauvetage, double bonheur. Mais pas d'explosion de joie, comme si elle avait toujours su que l'aventure se terminerait ainsi. Comme si, à la mesure de la confiance qu'elle avait mise en lui, son fils ne pouvait que finir par s'en sortir, ne serait-ce que pour ne pas la décevoir.

Lallem Bullimore, elle, nous était inconnue. Elle est la femme de Tony, le marin resté dangereusement silencieux depuis qu'il avait chaviré. Soyons honnêtes, on ne donnait pas cher de la peau du Britannique. On s'attendait au pire, une coque vide où flotteraient éparpillées les traces d'une aventure échouée sur les rivages de l'absurde. Mais non : après s'être coupé un bout de doigt coincé dans une écouteille, après avoir survécu en grignotant du chocolat, il était bien vivant. Et elle en danse de joie, Lallem, interrogée par les reporters sur le pas de sa maison ! Son mari est « un *bulldog*, mais un merveilleux *bulldog* », dit-elle. Si, au fond d'elle-même, il arrive peut-être qu'elle lui en veuille de la faire passer par de telles angoisses, elle n'en dira rien.

Une mère, une femme, assez respectueuses du marin qu'elles aiment pour avoir appropris leurs peurs, et défilé, de leur inébranlable certitude, cette mer qui voulait les leur prendre...

TF 1	France 2	France 3	La Cinquième	M 6	Canal +	Radio
12.50 A vrai dire. Magazine. 13.00 Journal. 13.15 Reportages. Les derniers hideuses (15 min). 5780053 13.50 Un drôle de shérif. Série. Frank le cochard. 14.40 MacGyver. Série. Un paysage d'Anvers. 15.30 Savannah. Série. 16.25 Dingo de toi. Série. 16.50 X-Files. En direct. 8 <sup>e</sup> de finale de la Coupe de la Ligue : Girondins de Bordeaux - Olympique de Marseille (125 min). 63613866 18.55 Vidéo pag. 19.05 Couleur Pacifico. 19.55 Comme une intuition. 20.00 Journal, Tierscé, Météo. Point course du Vendée Globe.	12.40 Point route. Magazine. 12.50 et 13.30 Météo. 13.00 Journal. 13.25 Spot Jeux. 13.35 ConsoMag. Magazine. 13.40 Les Grandes Enigmes de la science. 14.35 Le Grand Requiem blanc. Documentaire de Paul Atkins (55 min). 7985324 15.30 Tierscé. A Vincent. 15.45 Preptia. Téléfilm de Dominique Baron, avec Dominique Lavanant (95 min). 2672053 17.20 Samedi sport. En direct. Dakar-Agades-Dakar (87 épreuves) (105 min). 320894 18.15 JAG. Série. Dernier suit. 19.00 Surprise sur prise. 19.55 et 20.45 Tirage du Loto. 20.00 Journal, Image du jour, A cheval, Météo.	11.45 Le 12-13 de l'information. 11.45 Télévision régionale. 12.35 Journal. 13.00 Keno. Jeu. 13.05 et 14.40 Couleur pays. 14.10 Montagne. Magazine. 18.20 Questions pour un champion. Jeu. 18.50 Un livre, un jour. Le dictionnaire des mots rares. 18.55 Le 19-20 de l'information. 19.10 Journal régional. 20.00 Vidéo. 20.05 Fa si la chanter. Jeu. 20.35 Tout le sport. 20.38 Le Journal du Dakar.	12.00 Business humanum est. 13.00 Mag 5. 13.30 Va savoir (rediff.). 14.00 Fête des bébés. 14.30 Les Grandes Stars de Hollywood. Katherine Hepburn. 15.30 Fête sur court. 16.00 Les Aventures du Quest (24). 17.00 Surf Attitudes. 17.30 Le Monde des animaux. 17.55 Docteur Charles. 18.50 Le Journal du temps.	12.25 Madame est servie. Série. 12.55 55 pour Vadoo. Jeu. 13.25 Le Magikien. Série. 13.55 À la dernière minute. Magazine. 14.20 Raven. Série. 15.10 Les Têtes brûlées. Série. Le duel. 16.05 Cosmos 1999. Série. 16.30 Le tour du monde. 16.55 Chapeau melon et bottes de cuir. Série. 17.05 Le chevalier de la mort. 18.05 Amicalement vôtre. Série. Une rancune tenace. 19.00 Turbo. Magazine. 19.40 Warning. Magazine. 19.54 55 minutes d'information. 20.00 Hot forme. Magazine. 20.35 Plus vite que la musique. Magazine.	► En clair jusqu'à 13.30. 12.20 Flash d'information. 12.30 L'Hebdo de Michel Field. Magazine. 13.30 ► A la rencontre de divers aspects du monde contemporain. 14.00 Basket-ball. Pau-Ortès - Limoges. 16.00 Pathologie artistique. La nuit de Saint-Petersbourg. ► En clair jusqu'à 20.35. 16.59 Intermezzo. 17.00 Les Superstars du catch. 17.55 Décade pas Bunny. 18.50 Flash d'information. 19.00 T.V. + Magazine. 20.00 Les Simpson. 20.25 Pas si vite. Magazine.	<b>France-Culture</b> 20.05 Poésie sur parole. Vincente Huidobro. 20.35 Musique : Si ça vous chante. Léo Fort, Jacques Mahieux, Jacques Dérivaud. 20.45 Nouveau Répertoire dramatique. Pour Didier-Georges Gabry. 20.55 La maison sans jardin. de Didier-Georges Gabry. 22.00 Téléjournal. avec Philippe Minyana, Stanislas Norcia, Jean-François Svédler, et Jean-Paul Wenzel. 22.35 Musique : Opus. Musica 96. Pour un plan. Le festival international des musiques d'aujourd'hui à Strasbourg. 23.58 Clairière. 0.05 Tard dans la nuit. Un été anglais, de Raymond Chandler. 0.55 Chronique du bout des lèvres. 1.00 Les Nuits de France Culture (rediff.). Les Chemins de la connaissance. Le baiser de Judas ; 1.27 Le Rythme et la Raison. Parfait et l'enchanteur du vendredi saint ; 1.56 Carnet de voyage. Le Vietnam ; 2.51 Mardis du cinéma. Les Femmes à l'écran ; 4.34, Le Cal savoir... Didier Dumas, psychanalyste ; 5.00 L'Esprit du Zen. La vision du zen ; 6.34 Un livre, des voix. Jacques Deschamps. Les poètes rôles.
20.45	20.50	20.55	20.45	20.45	20.35	
<b>VOUS NE RÉVEZ PAS !</b> Divertissement présenté par Nagui (140 min). 401940 Nagui est accompagné du bon génie Joun, qui n'a pas réussi à empêcher la disparition de L'Appel de la couette...	<b>ÉTONNANT ET DRÔLE</b> Divertissement présenté par Patrick Sébastien. Invités : Laurent Ruquier, Sophie Fevrier, Laurent Baffie, Nicolas, Jie Nakai, Pierre Bellemare (120 min). 560988 Hasard ou chaos ?	<b>DOCTEUR SYLVESTRE</b> Une nouvelle série. Téléfilm de Philippe Roussel, avec Jérôme Anger (95 min). 2645237 Dans une maison de retraite, un docteur apprend que la direction s'approprie les biens de ses pensionnaires.	<b>L'AVENTURE HUMAINE : SUMBA, RITES MORTUAIRES</b> Documentaire d'Asier Diermuze (60 min). 6585527 Dans l'île de Sumba, en Indonésie, la mort du roi de Reule a donné lieu à de nombreux rituels. La véritable cérémonie des funérailles n'a eu lieu trois ans après le décès et elle a duré deux semaines.	<b>AUX FRONTIÈRES DU RÉEL</b> Série avec David Duchovny (160 min). 11572411 Duane Barry (1 et 2/2) (90 min). Un ancien agent du FBI qui prétend avoir été enlevé par des extraterrestres prend en otage son psychiatre et trois autres personnes. Mulder est contacté pour diriger les difficiles négociations. Les vampires (9). 23.25 Extincte vivant. Téléfilm (1) de Frank Darabont, avec Tim Matheson, Jennifer Jason Leigh (100 min). 6580256 Un homme retourne s'installer dans sa ville natale pour y mener une petite société de construction. Sa femme s'ennuie et prend un amant. Tous deux décident d'éliminer le mari gênant et l'empêchement. Mété.	<b>FRANÇOISE HARDY</b> Documentaire de Mathias Ledoux (95 min). 584140 Dans l'ombre de 2 <sup>e</sup> H <sup>2</sup> Dum. 22.50 Flash d'information.	<b>23.00</b> <b>KISS OF DEATH</b> Film de Barbet Schroeder, avec David Caruso (94 min). 7488081 Un ancien voleur de voitures s'est fait une vie honnête. Mais il tombe dans une mauvaise affaire en rendant service à son cousin, est arrêté, et, après la mort de sa femme, accepte de travailler avec la police. Interdit aux moins de douze ans. 0.35 Boase. Nashville. Championnat du monde WBA des Super-Welters : Rahilou (Fr.) - Randall (EU). 4.35 Un homme presque parfait. Film de Robert Benton (1994, v.a., 105 min). 5488005
23.05	22.50	22.30	21.45			
<b>HOLLYWOOD NIGHT</b> Légitime vengeance. Téléfilm (9) de John Flynn, avec Dennis Hopper, Anne Archer, Tomas Milian (105 min). 1801343 Un film anticorruptionnaire entreprend de se venger des truands qui ont abattu son partenaire. 0.50 et 1.50, 3.40, TF 1 nuit. 1.00 et 3.50, 4.45 Histoires naturelles. Documentaire. 2704744 2.00 Raid contre la mafia. Téléfilm de Luigi Perilli, avec Michele Placido, Piericci Millardet. (64) (100 min). 2514218, 4.40 Musique. Concert (5 min).	<b>LÂCHER DE VAMPS</b> Spectacle, avec Dominique de Lacoste et Nicole Auvard. Enregistré au Palais des Glaces en octobre 1995 (70 min). 921804 Lucienne et Gisèle sont de retour d'Hollywood. 0.00 Journal, Météo. 0.15 Dakar - Agades - Dakar. Magazine présenté par Gérard Holtz. Le bivouac (45 min). 5400299 1.00 Bouillon de culture. Invité : Jean Marais (rediff.). 2.05 Les 2 amoureux (rediff.). 2.30 Pyramide (rediff.). 3.05 La Compète. Troc. 3.30 Clip et Chouli. Fuzzi maîtres. 3.35 Bachopédie universelle. Documentaire. Kafka. 4.50 Tharata (rediff.). 80 min.	<b>► LES BRÛLURES DE L'HISTOIRE</b> Documentaire. François Mitterrand et les grands rendez-vous de l'Histoire. Invités : Jean Lacouture, Jean-Pierre Adéma, Olivier Dubanel, Pierre Favier (75 min). 9152001 23.45 Journal, Météo. 0.05 Carmine Burana. Concert enregistré à la salle Pleyel les 24 et 25 février 96 (130 ans) (60 min). 1300617 23.50 Pop Galerie : Les Doors. Documentaire de Florian Kehrer (65 min). 2874258 0.15 Lire & Dessins. 0.55 Infirmités de rêve. Téléfilm d'Annette Runge, avec Anne Kasprk (rediff., 95 min). 5488030 2.30 Court-circuit (rediff., 25 min).	<b>US GO HOME !</b> Téléfilm de Claire Denis, avec Alice Hooi, Jessica Tharoud (65 min). 9287382 Comment perdre sa virginité au milieu des années 60... Deuxième volet de la collection Tous les garçons et les filles de leur âge. 22.50 Métropolis. Évita-Madonna ; le Quatuor Balneario en tournée européenne ; les peintures à l'huile de Lawrence Alma-Tadema ; Papa Brasília ; le mythe Steinsway 1885 (130 ans) (60 min). 1300617 23.50 Pop Galerie : Les Doors. Documentaire de Florian Kehrer (65 min). 2874258 0.15 Lire & Dessins. 0.55 Infirmités de rêve. Téléfilm d'Annette Runge, avec Anne Kasprk (rediff., 95 min). 5488030 2.30 Court-circuit (rediff., 25 min).			

## Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5	Paris Première	Planète
20.00 Mary de Cork. Téléfilm de Robin Davis, avec Bernard-Pierre Donnadieu, Tanya Loyert (90 min). 60333701 21.30 Télécinéma. 21.55 Météo des cinq continents. 22.00 Journal (France 2). 22.35 Vous ne rêvez pas ! (TF1 du 20/12/96). 0.30 Soir 3 (France 3).	23.00 Le Triangle des Bermudes. 23.55 Tous adoptés ? 0.50 Jean Marais par Jean Marais (65 min). 24.00 Top Flop. 24.30 Tropicité du million de dollars. Enregistré à Sun City en Afrique du Sud. 24.55 No future, passé composé. Documentaire. 25.00 Comment ça commence ? Théâtre. Pièce de Bernard Hillier, Jean-Claude Carrière, Pierre-Elliott. Enregistré au théâtre des Bouffes du Nord en 1994 (170 min). 4538450	19.40 Morts à 100 %. 20.35 Paparazzi. 21.30 Le Serrurier de bois Calman. 22.05 Fin de siècle.

## France Supervision

Ciné Cinéma	Série Club	Ciné Cinéma
20.30 Adieu l'Inde. Téléfilm de Joseph Sargent, avec Pierce Brosnan (100 min). 1700088 22.05 Ciné-cinéma bis. 22.35 Jim Carrey. 23.00 Riens du tout. Film de Cécile Klapach (1992, 95 min). 12111614	19.55 Highlander. La Vengeance. 20.45 Colorado. Le vent de la fortune. 22.15 Le Retour du Saint. Le général s'en va-t-en guerre. 23.05 Code Quantum. La bête et l'équipée sauvage. 23.50 Le Club. 0.00 Le Prisonnier. L'enfermement. 0.50 La Famille Addams. (Théâtre, vidéo maison)	20.20 Le Club. 21.40 Sp Laurence Olivier. 23.00 Alerte à Singapour. Film de Robert Aldrich (1954, N. v.a., 80 min). 5887140 0.20 Johnny Belinda. Film de Jean Negulesco (1948, N. v.a., 105 min). 14300531

## Canal Jimmy

Eurosport
19.55 Basket-ball. En direct. Championnat de France Pro A. 4 <sup>e</sup> Journée maison. Nancy - Le Mans (95 min). 1242256 21.30 Supercross. En direct. Le Supercross de Dortmund (Allemagne) (60 min). 313492 22.30 et 1.00 Rallye raid. 3 <sup>e</sup> étape du Dakar. Affil - Agade. 23.00 Patinage de vitesse. Championnats d'Europe. Épreuves à Heerenveen (Pays-Bas).

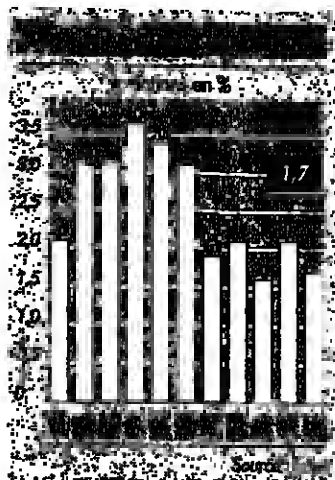
## Les films sur les chaînes européennes

TSR	Signalé dans « Le Monde »
23.25 L'Exorciste. Film de William Friedkin (1973, 120 min), avec Ellen Burstyn, Linda Blair. Horreur.	► Signalé dans « Le Monde » : télévision-radio-Multimédia. ■ On peut voir. ■ Ne pas manquer. ■ Chef-d'œuvre ou classique. ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



## La progression de l'inflation a été limitée à 1,7 % en 1996

C'est l'un des deux plus faibles taux enregistrés depuis quarante ans



LA FRANCE a connu, en 1996, un niveau d'inflation parmi les plus bas de son histoire récente. C'est ce qui ressort des statistiques publiées, vendredi 10 janvier, par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee).

Selon l'indice provisoire de l'Insee, la hausse des prix a en effet été de 0,2 % en décembre. Ce résultat porte donc le glissement des prix à seulement 1,7 % sur l'année. Rarement les prix n'avaient effectivement si peu progressé. Leur hausse en 1996 apparaît ainsi à peine supérieure à celle de 1994 (+1,6 %), qui avait été la plus faible progression enregistrée depuis l'année 1956 (+1,2 %). En apparence, le résultat de l'année écoulée est donc l'un des deux plus faibles depuis exactement quarante ans.

La comparaison avec 1994 est toutefois trompeuse, car cette année-là les prix de l'énergie avaient baissé de 0,2 %, et ce que les économistes appellent l'*inflation structurelle* était donc, en réalité, légèrement supérieur à ce que laissait transparaître l'indice général de l'Insee : hors énergie, la hausse des prix était de 1,7 %.

Or, en 1996, on a été exactement

dans le cas contraire. Les prix de l'énergie ont fortement augmenté (+6,6 %), en particulier du fait de la hausse des prix des produits pétroliers (+10,9 %). Par conséquent, l'inflation, hors énergie, apparaît beaucoup plus faible : elle est évaluée par l'Insee à seulement 1,2 %, soit moins qu'en 1994.

Pour mesurer la performance réelle de la France en matière de prix, mieux vaut donc se reporter à un indicateur qui ne prenne pas en compte les évolutions pure-

ment accidentelles. L'Institut calcule ainsi ce qu'il appelle l'*inflation sous-jacente*, c'est-à-dire l'inflation hors tarifs publics et produits volatils, et corrigée des mesures fiscales (hausse de TVA, majoration des droits sur les alcools, etc.). Si l'on se réfère à ce mode de calcul, la hausse des prix a été de 1,3 % en 1994, de 0,8 % en 1995 et de 1,4 % en 1996.

Ce bilan suscite inmanquablement deux sortes de commentaires contradictoires. Ainsi, le gouvernement y verra une nouvelle preuve que les « fondamentaux » de l'économie sont excellents, car, avec une inflation totalement éradiquée depuis dix ans, la France est compétitive sur les marchés internationaux et enregistre des excédents de sa balance commerciale de plus en plus spectaculaires : ceux-ci pourraient dépasser les 120 milliards de francs en 1996, après le record de 100 milliards de 1995.

Il n'en est pas moins vrai que cette inflation exceptionnellement basse s'explique aussi, au moins en partie, par la très faible croissance que la France aura connue en 1996 (de l'ordre de +1,3 %). Même si la consommation s'est finalement mieux tenue que prévu,

la faiblesse relative de la demande intérieure a, en effet, conduit de nombreuses entreprises à serrer leurs prix, pour affiner une concurrence plus âpre. Evolution très symptomatique, les prix des produits manufacturés du secteur privé ont ainsi progressé de seulement 0,5 % sur l'ensemble de 1996. Les prix de l'alimentation, eux, ont subi une hausse de 1,3 %.

Tout au long de cette année, l'économie française a donc été affectée par des tensions déflationnistes. L'indice des prix de l'Insee a même accusé quatre baisses : -0,1 % en juin, -0,2 % en juillet, -0,3 % en août et -0,1 % en novembre. Autrement dit, l'anémie de l'activité s'est prolongée dans une anémie des prix.

Pour le court terme, l'Insee ne prévoit pas de véritable inversion de tendance. Dans ses dernières prévisions (*Le Monde* du 18 décembre 1996), il estimait que « le glissement annuel des prix, comme l'inflation sous-jacente, s'établirait à 1,6 % en juin 1997 », soit « un rythme proche de celui constaté en 1994 et au premier semestre de 1995, avant le relèvement de la TVA ».

Laurent Mauduit

## En robe de bure

par Pierre Georges

VOICI ce qui s'appelle aller à Canossa. Ou, à tout le moins, à pénitence. La SNCF, par la voix de son président Louis Gallois, clame, haut et fort, c'est à dire, selon les canons actuels de la communication, à pleines pages de publicité, son repentir.

« Message reçu ! ». Cinq sur cinq. Pleine page. Le titre est éloquent. En belles lettres bien grasses, bien noires, signe évident de l'extrême affliction, d'une entreprise publique qui se couvre la tête de cendres. Et le texte commence comme un communiqué d'après bataille du froid, presque comme une adresse aux valeureux rescapés de la Bérézina ferroviaire : « Vous étiez 15 000 le 2 janvier, bloqués dans les trains et dans les gares parce que les coléaires étaient gelés... ».

Il s'agit quinze mille en effet et par un prompt renfort se retrouveront toujours quinze mille en arrivant au port. Furieux, fatigués et avec l'envie manifeste, au spectacle de leurs propres mésaventures, de scander « remboursez, remboursez ! ». La SNCF et son président en conviennent publiquement : il y eut défaut de communication. « Vous nous dites : "Ca ne va pas, vous ne nous parlez pas, nous ne nous informez pas !" ».

On va donc y remédier. Pour plus ample repentir, voir page 13, l'intégrale du message. Et notamment cette chute vibrante qui n'est pas sans rappeler le fameux et gaullien « Je vous ai compris » : « Nous vous avons entendus. Nous nous engageons. Vous en jugerez. » Signé « Louis Gallois, président de la SNCF ».

Voilà. Il n'est point trop d'usage de commenter, le jour de

sa parution, dans les colonnes voisines, un message publicitaire. Sauf à prendre le risque de mêler les genres, information et communication. Tel n'est évidemment pas le but.

Simple, si l'on fait une exception, c'est parce que cette page de publicité, comme l'on dirait cette page en robe de bure, est typique d'une forme intéressante et de plus en plus usitée de la communication d'entreprises. On l'avait déjà vue avec le Crédit lyonnais aux prises avec ses errements financiers. On l'a vu avec d'autres, Air France, la RATP au sortir d'une longue grève. Les entreprises, publiques ou privées, sollicitent volontiers désormais le pardon des offenses faites à leurs usagers ou clients. Avec un art très japonais du contre, elles se servent de leurs difficultés, de leurs erreurs parfois, comme d'une occasion de rebondir, de prendre l'initiative. D'une certaine manière même, cette communication devient comme l'expression d'une médiation publique entre une clientèle ulcérée et une entreprise défective.

On pourrait n'y voir que calcul et souci de reprendre la main perdue lors d'une mauvaise passe. L'art en somme de saisir, même dans ses échecs, des occasions de promotion. Mais cette vision serait un peu sommaire. Si dans les écoles de publicité et les services de communication on a intégré désormais ce souci du dialogue, c'est précisément que le besoin de dialogue se manifeste. Autrement dit que le temps du cochon d'usage ou de client est largement dépassé. C'est plutôt, en ce sens, une excellente nouvelle. Et une pratique louable.

## M. Debré décide d'expulser cinq sans-papiers de Saint-Bernard

CINQ MALIENS sans papiers, anciens grévistes de la faim de l'église Saint-Bernard, devaient être reconduits à la frontière, à destination de Bamako (Mali), vendredi 10 janvier à 11 heures, par un vol régulier d'Air France, sur décision de Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur. Sidi Diarra, Karounga Diagouraga, Sema Camara, Lamin Dembele et Moussa Sissoko avaient été interpellés, jeudi 9 janvier, au guichet du huitième bureau de la préfecture de police de Paris, chargé de l'*éloignement des étrangers*, où ils s'étaient présentés volontairement. Les cinq sans-papiers étaient venus s'enquérir des suites données à une demande d'autorisation provisoire de séjour formulée le 12 décembre. Cette requête visait à leur permettre de se maintenir en France afin de pouvoir suivre la plainte qu'ils avaient déposée le 15 août pour « atteinte à la liberté » et « violation de domicile » après leur hospitalisation forcée décidée par le ministère de l'Intérieur.

Leur avocate, M<sup>me</sup> Anne Brémaud, estime que le « droit au procès équitable » protégé par la convention européenne des droits de l'homme, devait leur permettre de demeurer en France. Jeudi, à la préfecture, les cinq hommes étaient venus accompagnés de deux autres ex-grévistes de la faim, Hamady Camara et Moussa Keita qui, eux, bénéficiaient déjà d'une autorisation provisoire de séjour pour soins médicaux. Après avoir été placés en rétention administrative au centre du bois de Vincennes (Paris, 12<sup>e</sup> arrondissement),

les cinq Maliens ont été transférés, vendredi matin, vers l'aéroport Charles-de-Gaulle, des sièges ayant été réservés sur le vol qui devait décoller à 11 heures vers Bamako.

Au ministère de l'Intérieur, on précise que la décision de les reconduire a été prise par Jean-Louis Debré jeudi soir, au vu de leur dossier. « Des autorisations de travail et de séjour ont été données aux familles, des aides au retour améliorées ont été proposées, explique-t-on place Beauvau. Mais pour ceux qui n'entrent dans aucune catégorie, le ministre a toujours dit que ce serait l'expulsion. »

L'éloignement des cinq Africains a pu être organisé d'une façon expéditive du fait que quatre d'entre eux font l'objet d'un arrêté de reconduite à la frontière ancien, immédiatement exécutoire puisque les délais de recours sont dépassés. Le cinquième, Moussa Sissoko, avait été condamné en 1993 à une interdiction du territoire pour séjour irrégulier. La démarche isolée des cinq ex-grévistes de Saint-Bernard a été critiquée par Ababacar Diop, l'un des porte-paroles des sans-papiers, qui estime qu'*en faisant cavalier seul, ils vont à l'encontre de la vaste mobilisation que nous souhaitons relancer*. Mais, parmi les sans-papiers, le réflexe de solidarité domine. Après une manifestation devant la préfecture de police, jeudi soir, les Africains avaient envahi le hall de France 2 pour protester contre l'interpellation de leurs cinq camarades.

Philippe Bernard

### DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL** : l'équipe de France jouera, en juin 1998, ses matches du premier tour de la Coupe du monde à Marseille le 12, au Stade de France le 18, et à Lyon le 24, révèle le quotidien *L'Equipe* du vendredi 10 janvier. Les Bleus connaîtront le 4 décembre leurs adversaires lors du tirage au sort, à Marseille, de la phase finale du Mondial, disputé du 10 juin au 12 juillet 1998.

■ **CULTURE** : Jack Lang a été nommé, jeudi 9 janvier, directeur du Piccolo Teatro di Milano, qui traverse une crise grave après la démission de Giorgio Strehler. L'ancien ministre de la culture a précisé qu'il avait « accepté simplement une mission de médiation et d'arbitrage » et non une fonction de direction. Il a ajouté qu'il avait déjà pris « quelques contacts pour que [sa] mission s'achève le plus vite possible par le retour de Strehler ».

## La CGT appelle les fonctionnaires à une semaine d'action

LES DISCUSSIONS salariales dans la fonction publique s'annoncent mal : toutes les fédérations demandent un rattrapage du pouvoir d'achat pour 1996, mais le gouvernement maintient le principe du « gel » (*Le Monde* du 10 janvier).

En présentant ses vœux à la presse, jeudi 9 janvier, Dominique Perben, ministre de la fonction publique, a admis qu'il y a là « une vraie difficulté ». M. Perben, qui a reçu la CGT, FO et la FSU, a indiqué qu'il souhaite un accord, mais qu'il doit tenir compte de l'équilibre des finances de l'Etat, des difficultés des collectivités locales et de la réforme de la Sécurité sociale. Il a précisé que la masse salariale de la fonction publique augmentera automatiquement de 12 milliards de francs par rapport à 1996, en raison des mesures catégorielles et des augmentations liées aux promotions et à l'ancienneté.

Confirmant qu'elle pourrait adopter une attitude modérée, FO a réclamé le simple maintien du pouvoir d'achat, soit 4,4 % pour 1996, 1997 et 1998, et non un rattrapage depuis 1982. La CGT a, en revanche, appelé à une semaine d'action, du 27 au 31 janvier, et a proposé aux autres fédérations une action de protestation sur les salaires. La FSU pourrait répondre favorablement.

Devenue la première fédération de la fonction publique d'Etat après les élections dans l'enseignement, la FSU a réclamé au ministre un plus grand nombre de sièges au conseil supérieur. M. Perben a répondu qu'il n'y avait pas lieu d'en revoir la composition.

Rafaële Rivais

## Le professeur Cerceau reconnaît la diffusion d'hormone de croissance naturelle après juin 1985

INTERROGÉ par *Le Monde*, M<sup>re</sup> Charles Korman, l'avocat du professeur Henri Cerceau, ancien responsable de la Pharmacie centrale des hôpitaux de Paris, aujourd'hui mis en examen pour homicide involontaire, dans l'affaire de l'hormone de croissance contaminée, a reconnu, que des lits d'hormone extractive fabriqués avant le mois de juin 1985 avaient bien été distribués après cette date.

Compte tenu des incertitudes médicales et scientifiques de l'époque, il n'y avait là, selon lui, rien de répréhensible. Selon M<sup>re</sup> Korman, il importe de reprendre la chronologie des informations médicales et scientifiques de l'année 1985 au cours de laquelle les spécialistes avaient appris, en avril, l'existence d'un possible lien entre l'usage de cette hormone de croissance fabriquée à partir d'hypophyses de cadavres et la survenue d'une pathologie neurodégénérative, toujours mortelle, la maladie de Creutzfeldt-Jakob.

Le 23 avril 1985, la firme pharmaceutique suédoise Kabi Vitrum AB avait décidé d'interrompre la commercialisation à l'échelon mondial de son hormone extractive. Commentant cette décision, le professeur Job avait déclaré au *Monde* qu'il s'agissait d'une décision « courageuse » (*Le Monde* du 8 juin 1985).

Sur le plan international, l'alerte avait été immédiatement donnée. Le 20 avril 1985, le *New York Times* avait annoncé que le gouvernement américain avait interrompu la distribution d'hormones de croissance naturelle produite par la National Pituitary Agency. Le 18 mai, *The Lancet* annonçait que la Canadian Pituitary Agency et les autorités sanitaires britanniques avaient décidé de faire de même. Toutes ces décisions étaient moti-

vées par le fait que des cas de maladies de Creutzfeldt-Jakob étaient apparus chez des patients traités par ce type d'hormone.

« On ne disposait alors d'aucune donnée quant à l'efficacité des méthodes d'inactivation différentes de celles qui étaient mises en œuvre en France, méthodes qui étaient généralement reconnues comme étant de nature à prévenir les hypothétiques risques de transmission de maladies infectieuses », nous a déclaré M<sup>re</sup> Charles Korman. L'avocat du professeur Cerceau rappelle en outre que le 10 juin 1985, le professeur Jacques Dangoumau, alors directeur de la pharmacie et du médicament au ministère de la santé, avait écrit au professeur Bernard Dray (Institut Pasteur, Paris) pour lui préciser la position des autorités sanitaires françaises.

### Un silence perçu comme une autorisation tacite

Le professeur Dangoumau indiquait : « Le système mis en place en France fournit l'assurance d'une utilisation convenable de l'hormone de croissance et il n'y pas lieu, actuellement, de le modifier. » Il ajoutait que, compte-tenu de la « rareté » du risque infectieux et de la gravité de l'affection traitée, « il n'apparaît pas justifié, actuellement, d'interrompre l'emploi de l'hormone de croissance naturelle ». Les procédures d'inactivation/purification utilisées en France constituaient, selon lui, « des éléments de sécurité supplémentaires non négligeables ».

Les responsables de l'association France-Hypophyse, de la

Pharmacie centrale des hôpitaux et de l'Institut Pasteur de Paris, persuadés eux aussi que les méthodes antérieures de fabrication étaient suffisantes, estimèrent que le silence du professeur Dangoumau quant aux lots existants constituait une autorisation tacite de leur usage. C'est la même logique qui les a conduits à ne pas s'opposer à l'usage de ces mêmes lots pour des enfants qui n'avaient encore jamais été traités par hormone de croissance.

Selon M<sup>re</sup> Korman, ce sont 10 000 flacons (et non 20 000), correspondant à 5 grammes d'hormone, qui ont été ainsi distribués après 1985. Grâce au travail effectué par le docteur Dominique Dormont (CEA et Service de santé des armées), la preuve de la contamination des hormones de croissance extractives a pu être établie en 1988, soit à une date où ces médicaments n'étaient plus utilisés.

En 1985, les plus grandes précautions avaient alors été prises pour qu'aucune information ne sorte du cercle des spécialistes. Dans une « Note urgente » datée du 25 mai 1985, adressée au professeur Dangoumau et reprenant le compte-rendu de la séance du 25 avril 1985 de la commission chargée de la répartition de l'hormone, on pouvait lire : « De plus, attention à la « grande presse », ne faut-il pas la devancer et prudence ». Lors du conseil d'administration extraordinaire du 14 mai 1985 de l'association France-Hypophyse, le professeur Job avait déclaré, selon le procès-verbal, que les médecins prescripteurs devaient « s'abstenir de déclarations à la presse et aux médias. S'ils étaient sollicités ils devraient transmettre les demandes d'information à la direction de la pharmacie et du médicament ».

Jean-Yves Nau

### BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le vendredi 10 janvier, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES			
Tokyo Nikkei	18079,90	+3,25	-10,62
Hong Kong index	13126,10	-1,91	-1,88
OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES			
Cours au Var. en % Var. en %			
0901 0901 fin %			
Paris CAC 40	2349,08	+0,75	+1,44
Londres FT 100	—	—	+5,91
Zurich	—	—	+0,87
Milan MIB 30	—	—	+11,14
Frankfurt Dax 30	2893,40	+0,45	+0,16
Bruxelles	—	—	+12,42
Suisse SMI	—	—	+1,31
Madrid Iboex 35	462,86	+0,24	+1,61
Amsterdam CBS	—	—	+1,02

Tirage du Monde daté vendredi 10 janvier 1997 : 512 556 exemplaires

## ÉTVIDES

Internet et les Français

Thierry LETERRE

De l'homme à nouveau

Pierre-Jean LABARRIÈRE

janvier 1997

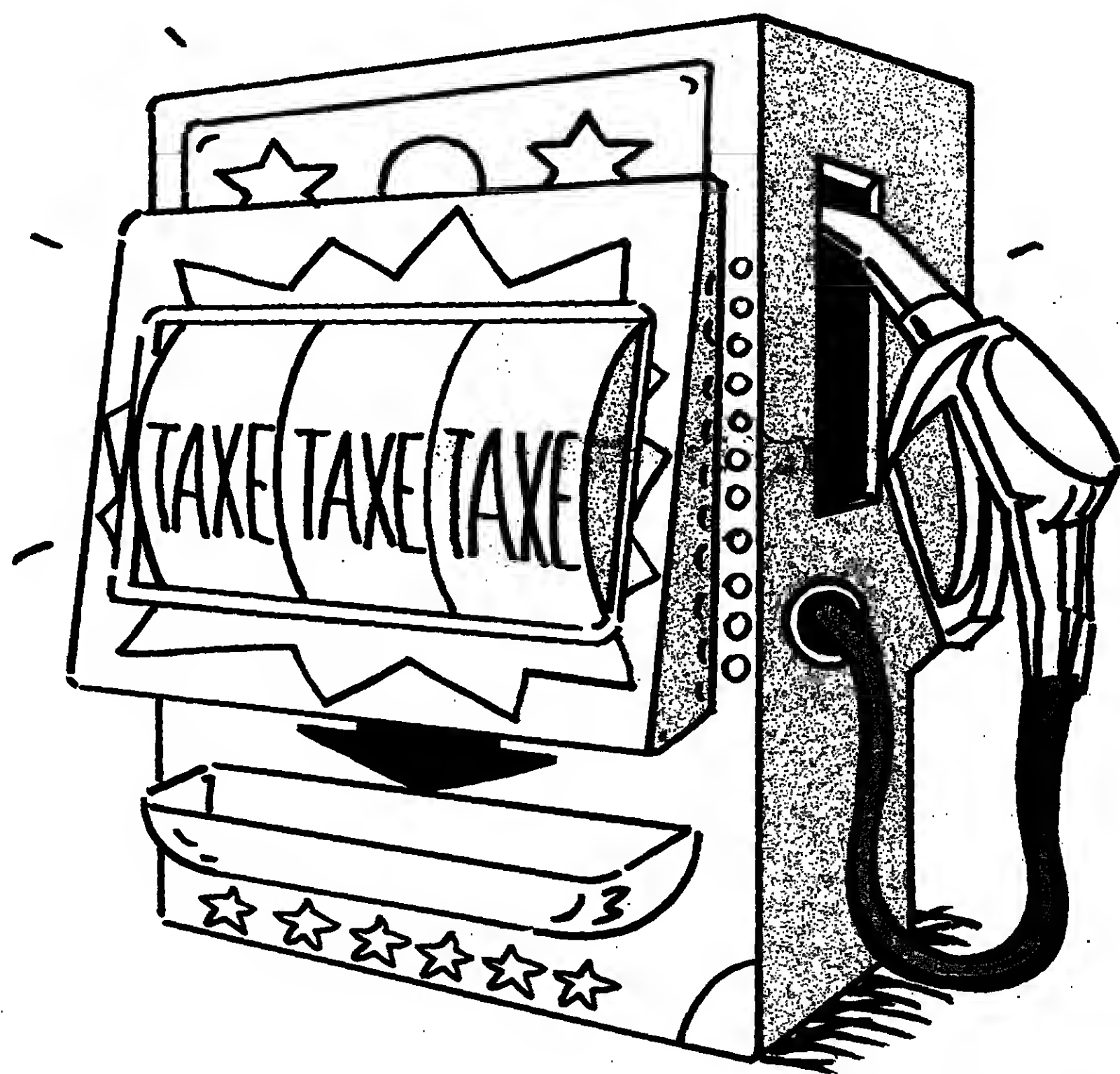
Le numéro : 58 F



محلنا من السجول

**Le 11 janvier 1997, l'essence augmente. Encore.**

**Pour relancer la consommation, est-ce vraiment une bonne idée de prendre les pompes à essence pour des pompes à fric ?**



En France, à la sortie des raffineries, les carburants sont les moins chers d'Europe. Mais dans les stations-service, les automobilistes doivent payer l'essence la plus chère. Pourquoi ? Parce que la France bat le triste record des taxes sur les carburants. Dans chaque litre de super, il y a 82,3 % de taxes. Le sans plomb est taxé à plus de 80 %, le gazole à 72,2 %. Le 11 janvier 1997, les taxes augmentent à nouveau de 6 à 7 centimes par litre. Devant cette nouvelle hausse, E. Leclerc réagit et lance l'Opération Anti-Taxes.

La voiture n'est plus un luxe. Pour certains foyers, c'est même un moyen de transport indispensable. Ce n'est pas en ponctionnant un peu plus les ménages que l'on fera repartir le moteur de la consommation. Parce que leur premier combat, c'est de préserver le pouvoir d'achat des Français, les centres E. Leclerc ont décidé de réduire leur marge pour retarder la hausse du prix des carburants jusqu'au 1<sup>er</sup> février. **E. LECLERC**



# Le Monde

BILAN DE L'ANNÉE - SAMEDI 11 JANVIER 1997

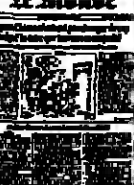
INTERNATIONAL

Progrès  
dans l'union  
monétaire  
page III

FRANCE

Cafouillage  
fiscal  
et impopularité  
page IV

Le Monde



SOCIÉTÉ

L'expulsion  
des sans-papiers  
page V

ENTREPRISES

Réorganiser  
le temps  
de travail  
page VII

AUJOURD'HUI

La télévision  
à l'ère  
du numérique  
page IX

CULTURE

Les milieux  
artistiques  
déchantent  
page X



## L'année de la mondialisation

par Jean-Marie Colombani

**L'**AMÉRIQUE gigantesque : s'il est un bilan de l'année 1996, il est bien dans ce triomphe des États-Unis et de leur système économique, social, de pensée et surtout de marché. S'il est un événement marquant, il est bien dans la réélection de Bill Clinton, gratifié d'avoir tenu le plus important de ses engagements : une Amérique plus forte parce que plus prospère. Quatre ans plus tôt, le même Clinton avait été élu sur une promesse : redonner aux classes moyennes une honnête raison de croire à l'Amérique. C'est, avec le retour de la croissance et de l'emploi, chose faite. Cette fois, Bill Clinton a promis que la mondialisation serait une chance, non un handicap pour les Américains ; une nouvelle frontière à élargir, non une menace.

Au même moment, les Français que nous sommes ont affaire à des dirigeants qui n'ont toujours pas reconstruit un vrai discours à l'intention de ces classes moyennes privées de leur raison d'être, à savoir la croyance en un espoir social permanent ; et qui, aujourd'hui, vivent la mondialisation comme un cauchemar annoncé, un déclin programmé.

L'Amérique, donc, avec une économie redevenue créatrice d'emplois, gouvernée par un homme qui a su élaborer une nouvelle synthèse entre un Parti démocrate ayant renoncé à une part de ses ambitions, certes, et une classe entrepreneuriale jamais à court de dynamisme. Une Amérique ayant repris l'initiative face au Japon, quand ce pays faisait figure, au cœur des années 80, de coéquipier irrésistible.

Ne faisant pas mystère de son aide pour prolonger Boris Eltsine à la tête d'une Russie guettée par le retour du national-communisme ; n'hésitant pas à réaffirmer sa puissance militaire dans le détroit de Taiwan, quand la Chine se faisait menaçante ; apportant la preuve, au grand soulagement des Européens, que rien ne se faisait sans elle sur le Vieux Continent, garantissant donc, par sa présence prolongée, la paix en Bosnie ; incontournable « partenaire » d'un dialogue israélo-palestinien aujourd'hui en péril, mais que seuls les États-Unis peuvent relancer en obligeant Israël à s'y plier.

Promis au reflux il y a quatre ans, conquise par le Japon, essouffée technologiquement, asphyxiée par des difficultés qui transformaient ses soldats en nouveaux mercenaires, voilà l'Amérique repartie. Tout semble désormais, pour elle, redessiné aux dimensions de la fusion entre Boeing et McDonnell Douglas, ou bien à celles qu'induit le triomphe planétaire d'Internet.

Ailleurs ? Les difficultés dominent. Le Japon est privé de l'élan des années 80 et affronte une crise politique et sociale. La Chine connaît un nouveau raldissement de son régime à l'ap-

proche de l'absorption de Hong-Kong, au point d'inquiéter l'Asie du Sud-Est, tandis que la mort annoncée de Deng Xiaoping, père d'un fragile « grand bond en avant » dans la modernité, alimente une incertaine guerre de succession. La Russie a de plus en plus le même visage de santé précaire que son président chancelant. L'Amérique latine, qui n'est sortie de la crise du peso mexicain que pour entrer dans celle ouverte par la révolte du Chiapas puis la prise d'otages de Lima, a de nouveau semé le doute sur la validité de son redressement économique et celle de son renouveau démocratique.

L'Afrique, quant à elle, s'ouvre de plus en plus, dans un contexte économique qui donne quelques signes de sursaut, à l'influence américaine, face à la montée, géographique et politique, de l'islamisme. Enfin, l'Europe : elle continue d'avancer, certes, sur la voie de son unité, jumele d'une feuille de route baptisée « pacte de stabilité » - qui doit la conduire à l'euro le 1<sup>er</sup> janvier 1999 ; mais cette avancée, qui paraît être la dernière d'un processus né du despotisme éclairé des pères fondateurs, laisse les peuples sceptiques et leur donne le sentiment de devoir payer chaque jour davantage sous le poids des sacrifices.

Bien sûr, la vitesse acquise et l'obstination du chancelier allemand ont jusqu'à présent permis à cette Europe-là de continuer. Mais, faute d'être à même de s'autonomiser davantage, elle est de plus en plus soumise au champ de gravitation américain. Sans cesse travaillée de l'intérieur par les progrès, et les méfaits, de l'ultralibéralisme. Bref, l'hégémonie américaine n'est jamais que le prix payé par une Europe encore impotente à l'effacement de la Russie.

Sans doute faut-il accepter de considérer comme un moindre mal le fait que cette hégémonie - à forte obsession commerciale - soit exercée par une puissance démocratique, conduite par un président qui a su, malgré tout, ne pas tout concéder au conservatisme politique.

Mais, à l'instar de Clemenceau au cœur de la Grande Guerre, qui ne souhaitait pas laisser la conduite de celle-ci aux militaires, il ne serait pas inutile d'affirmer, à près du troisième millénaire, que la situation est désormais beaucoup trop mondialisée pour être laissée à la discrétion de la seule puissance mondiale. Après tout, comme le prophétisait en son temps le président Giscard d'Estaing, la planète devient multipolaire. L'empire austro-hongrois avait su, lors du Congrès de Vienne, en 1815, organiser non pas une Europe autrichienne, mais une Europe multipolaire. L'Amérique a sans doute besoin, aujourd'hui, d'un président qui soit capable d'organiser cette multipolarité.

A trois ans du troisième millénaire, la situation est désormais beaucoup trop mondialisée pour être laissée à la discrétion d'une seule puissance mondiale.

Faute de quoi les réponses à cette mondialisation spontanée prendront de plus en plus la forme de ripostes nihilistes, dont l'actuelle effervescence islamiste donne un avant-goût particulièrement brutal. L'impudence des pauvres - qui sont la majorité de l'humanité - pourrait alors surgir des décombres d'États que la mondialisation ruine plus sûrement que la révolution.

Pour l'heure, une bonne partie de la planète vit au rythme des progrès d'un islamisme intransigeant. Chacun a sans doute en tête le cas limite, et particulièrement atroce, de la guerre civile algérienne. Mais bien peu prennent garde au fait que la Turquie, État membre de l'OTAN, est gouvernée par un islamiste dont les liens avec les militaires sont anciens, illustrés aujourd'hui par la relance des tensions chypriotes ; qu'à Islamabad, des islamistes ont indirectement contraint Benazir Bhutto à la démission, sur fond de corruption de son entourage ; que les talibans ont marqué des points en Afghanistan avec le soutien à peine masqué, via le Pakistan, des États-Unis, qui jouent en l'espèce aux apprentis sorciers ; tandis que l'Arabie saoudite bénéficie d'une cynique complaisance des Occidentaux, malgré l'absence de toute velléité de démocratisation de cette monarchie d'un autre âge.

Dans un contexte de transmission instantanée, du moins rapide, des perturbations, d'un bord à l'autre de la planète, il faut penser aux conséquences d'une radicalisation du pouvoir turc, ou bien à celles qui entraîneraient d'une volonté des islamistes pakistanais de transmettre à d'autres islamistes leur savoir nucléaire...

Nul doute que cette menace-là concernerait au premier chef le Vieux Continent. Quand ce dernier vit déjà sous la menace d'un dérapage au Proche-Orient, que le nouveau premier ministre israélien, encore inconnu aux pressions américaines, paraît s'obstiner à vouloir créer. Le courage et la lucidité de Yasser Arafat ont jusqu'à présent permis d'éviter que le cap de la paix soit laissé sur le bord de la route.

Ces perspectives difficiles ne sont sans doute pas étrangères à la crise d'identité que traverse la France. Après tout, celle-ci est la première visée par les terroristes algériens, et elle cherche, à travers sa « politique arabe », à se remettre en première ligne au Proche-Orient. L'affirmation de l'identité française est donc devenue l'un des thèmes majeurs des interventions présidentielles. Sans doute le président de la République a-t-il cherché tout au long de l'année à rassurer le pays, mais 1996 n'a guère permis d'évoquer : tout le monde parle et continue de parler depuis un certain temps d'une dépression collective pour caractériser ce nouveau « mal français ».

En fait, l'inquiétude qui étreint le pays peut être ainsi résumée : premièrement, il faut changer. Changer pour survivre, changer pour exister, pour avoir une chance de continuer à progresser. Deuxièmement, il ne faut pas changer à l'américaine. C'est-à-dire en important un modèle, certes efficace, mais marqué par sa précarité. On veut donc préserver une cohésion qui, après tout, a permis à la France de s'adapter depuis la Libération à un rythme soutenu. Troisièmement, on ne sait que faire pour y parvenir.

L'invention d'une nouvelle synthèse républicaine susceptible de concilier ces deux impératifs ne

semble, à ce stade, proposé par personne de façon convaincante. Et les paroles de Jacques Chirac, prononcées au mois de décembre, ont représenté, face à cette inquiétude, l'apogée de la perplexité. D'un jour à l'autre, les Français ont été déçus par leur conservatisme avant d'être lous pour leur dynamisme.

Qu'ils se reconnaissent dans l'une ou l'autre des catégories, ces mêmes Français ont pu faire un constat simple : l'année 1996 a été celle des promesses non tenues. Avec principalement un cobaye qui a repris sa sinistre marche en avant, atteignant un niveau record et rendant réaliste, hélas, une perspective de 13 % de la population active en recherche d'emploi.

Pour éviter de plonger davantage dans l'impopularité, le pouvoir a naturellement cédé à la tentation de tout pouvoir : imputer aux médias la morosité ambiante, inciter ses amis à mettre en avant ce qui va bien (un commerce extérieur florissant) et tenter d'exploiter les atouts de la France ; celle-ci n'aurait pas. Mieux vaudrait en effet pour les responsables français hâter le moment où une dépression devient créatrice, c'est-à-dire l'instant où l'on commence à réfléchir à la meilleure façon de reconstruire. Cela voudrait dire, pour lui, changer sa propre appréhension de la réalité.

La mondialisation, en effet, n'est vue qu'à travers la logique économique qu'elle imprime et ses conséquences sociales immédiates. Quand celle-ci devrait aboutir non seulement à une refondation du modèle social européen, mais aussi à l'adaptation et à la redéfinition de la capacité de la France à demeurer une « puissance régionale à vocation mondiale », selon l'expression consacrée.

Si bien que la France de 1996 a donné l'impression de s'échiner à masquer ses reculs sur la scène diplomatique notamment, tandis que les éléments du renouveau tardent à apparaître. Et témoignage, par exemple, sa fragilité grandissante dans son « pré carré africain » face à une donne bouleversée tout à la fois par la montée de l'islamisme, par l'affirmation d'une grande puissance potentielle, l'Afrique du Sud, et par une attitude américaine nouvelle, offensive et globalement hostile.

Les armes de la compétition moderne existent cependant. Elles se trouvent dans la banque et la sphère financière, mais les banques françaises sont affaiblies et tardent à faire leur mue ; elles se trouvent dans la haute technologie et les activités qui touchent les médias et le multimédia, mais le jeu de Meccano industriel lancé par le gouvernement n'a pas permis à ce jour de dégager une vue d'ensemble ou une stratégie de long terme.

Si bien que cet état dépressif laisse un goût amer et conduit à penser que peut-être 1996 restera pour la France et les Français une année perdue. Ce sentiment se reflète dans l'absence de confiance du pays, dans ses dirigeants comme dans l'avenir. Il interpelle aussi bien la majorité que l'opposition. A la première, il manque toujours, venue du sommet, la capacité à délivrer un message qui permette au pays de tracer une perspective, de retrouver un élan. A la seconde, fait encore défaut un projet de société couplé à des promesses électorales susceptibles d'être tenues. Pour l'une, comme pour l'autre, il est urgent de réagir.



عنا من النهر

## Chronologie

### JANVIER

5. - **PROCHE-ORIENT** : Assassinat de Yehia Ayache, l'artificier du Hamas. 11. - **JAPON** : Nomination au poste de premier ministre de Ryutaro Hashimoto (PLD). 14. - **PORTUGAL** : Election à la présidence de Jorge Sampaio (socialiste). 20. - **PROCHE-ORIENT** : Yasser Arafat plebiscite (88,1 % des suffrages) à la présidence de l'Autorité palestinienne et election du Conseil de l'autonomie.

### FÉVRIER

3. - **BOSNIE** : Evacuation réciproque des secteurs occupés. 11 et 18. - **ALGERIE** : 34 morts et plus de 120 blessés dans quatre attentats à la voiture piégée à Alger. 23. - **IRAQ** : Assassinat des deux gendres de Saddam Hussein, rentrés le 20 en Irak. 24. - **CUBA - ETATS-UNIS** : Deux Cessna américains d'une organisation de réfugiés anticomunistes, abattus par les forces aériennes cubaines dans l'espace international. 25. - **PROCHE-ORIENT** : 27 morts et 85 blessés, dans deux attentats-suicides du Hamas, à Jérusalem et à Ashkelon. 29. - **BOSNIE** : Fin de l'encerclement de Sarajevo par les Serbes.

### MARS

3. - **ESPAGNE** : Victoire du Parti populaire (PP, opposition conservatrice) de José María Aznar.

3 et 4. - **PROCHE-ORIENT** : Deux attentats-suicide du Hamas à Jérusalem (19 morts) et à Tel Aviv (13 morts). 21. - **SUEDE** : Le social-démocrate Göran Persson remplace Ingvar Carlsson comme premier ministre. 23. - **TAIWAN** : Election du président sortant, Lee Teng-hui, lors de la première consultation au suffrage universel. 29. - **UE** : Sommet extraordinaire de Turin, lançant la Conférence intergouvernementale (CIG). 27. - **ALGERIE** : Enlèvement de sept moines trappistes, de nationalité française, à Tbehirine, qui sont égorgés le 21 mai. 31. - **TCHÉCHÉQUIE** : Boris Eltsine ordonne le cessez-le-feu.

### AVRIL

18. - **PROCHE-ORIENT** : 102 morts et 105 blessés dans un bombardement israélien d'un camp de la Fimul à Cana (Liban). 21. - **TCHÉCHÉQUIE** : Mort du général Djokhar Douaev, président des indépendantistes, au cours d'un bombardement russe ; il est remplacé par le vice-président, Zelimkhan Landarbiev. 22. - **ITALIE** : La coalition de centre-gauche (« L'Olivier », de Romano Prodi remporte les élections législatives anticipées. Il présente son gouvernement le 17 mai. 24. - **PROCHE-ORIENT** : Suppression de la charte de l'OLP de 1964 de tous les articles contraires à la reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP.

### MAI

7. - **Inde** : Le Parti du Congrès nettement dépassé par la droite nationaliste hindouiste (Parti national indien, BJP)

lors des élections législatives. 29. - **ISRAËL** : Victoire de Benyamin Nétanyahou, leader du Likoud (droite).

### JUIN

7. - **TURQUIE** : Nomination au poste de premier ministre de Necmettin Erbakan, du Parti de la prospérité (RP, islamiste). 25. - **ARABIE SAOUDITE** : Attentat au camion piégé sur la base internationale de Khobar, près de Dharban, faisant 19 morts parmi les Américains.

### JUILLET

3. - **RUSSIE** : Victoire de Boris Eltsine au second tour de l'élection présidentielle, devant son adversaire communiste, Guennadi Ziouganov. 17. - **ETATS-UNIS** : Un Boeing 747 de la compagnie TWA à destination de Paris s'abîme en mer (230 morts, dont 45 Français). 20. - **BURUNDI** : Massacre de 312 civils tutsis par des rebelles hutus dans un camp de la province de Gitega. Coup d'Etat, le 25, de l'ancien président Pierre Buyoya, et sanctions économiques, le 31, par les chefs d'Etat de la région des Grands Lacs. 27. - **ETATS-UNIS** : Attentat à la bombe dans le parc du Centenaire des Jeux olympiques, en plein centre d'Atlanta (2 morts et 112 blessés).

### AOÛT

1<sup>er</sup>. - **ALGERIE** : Assassinat de l'évêque d'Oran, Mgr Pierre Claverie. 15. - **BOSNIE** : Réouverture de l'aéroport de Sarajevo au trafic civil. 16. - **BELGIQUE** : Libération, après l'arrestation, l'avant-veille de Marc Dutroux, de deux fillettes de quatorze ans enlevées par ce dernier.

### EN VEDETTE

■ **BILL CLINTON**, premier démocrate depuis Franklin Roosevelt à être réélu à la présidence des Etats-Unis.  
■ **MGT CARLOS FELIPE XIMENES BELO** et **JOSÉ RAMOS HORTA**, prix Nobel de la paix pour leur combat en faveur du Timor-Orient.  
■ **HELMUT KOHL** réélu à la tête de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), bat le record de durée des chancelliers allemands.  
■ **ALEXANDRE LEBED**, secrétaire du conseil de sécurité russe, conclut un accord de paix avec les indépendantistes tchétchènes.  
■ **JAMES A. MIRLEES** et **WILLIAM VICKREY**, respectivement britannique et canadien, prix Nobel d'économie pour leurs travaux sur l'inflation.  
■ **KOFI ANNAN**, de nationalité ghanéenne, est nommé secrétaire général des Nations unies.  
■ **LE GUATEMALA** met un terme à une guerre civile qui a fait plus de 100 000 morts en trente-six ans.

## INTERNATIONAL

# Les querelles entre Paris et Washington ont laissé la France seule en première ligne

Commandements de l'OTAN, intervention humanitaire en Afrique, soutien à M. Boutros-Ghali à l'ONU... M. Chirac n'a guère été suivi par ses partenaires européens

ENTRE eux, tout avait plutôt bien commencé. Avant même le début de l'année 1996, Paris et Washington s'étaient rapprochés : le 5 décembre 1995, la France avait annoncé, pour la plus grande joie des Etats-Unis, qu'elle allait réintégrer la structure militaire de l'OTAN dont le général de Gaulle était sorti en 1966. Décision immédiatement qualifiée d'« événement historique » par le secrétaire général de l'OTAN, l'Espagnol Javier Solana ; décision qui aurait dû marquer l'année 1996 d'une toute nouvelle harmonie entre les diplomates américaine et française.

Il n'en fut rien : 1996 restera, dans le camp occidental, comme une de ces années de permanentes bisbilles entre la France et les Etats-Unis. L'impact concret de ces querelles est moins important que ce qu'elles révèlent de l'isolement diplomatico-stratégique de la France en Europe.

Au départ, Jacques Chirac tire une leçon des années Mitterrand : le président socialiste s'est vainement efforcé de convaincre ses partenaires du Vieux Continent de la nécessité pour l'Europe de se doter d'une politique de défense autonome (comprendre : indépendante de l'OTAN, donc des Etats-Unis), sans laquelle il ne saurait y avoir de politique étrangère commune. Les alliés de la France en Europe n'en veulent pas : ils ne voient ni l'utilité ni la possibilité de reconstruire une machine de défense commune en dehors de l'OTAN.

Tout aussi convaincu que M. Mitterrand qu'il faut doter l'Europe de moyens de sécurité collective, M. Chirac, pragmatique, essaie une autre voie. Puisque nos partenaires européens ne veulent rien faire hors de l'OTAN, c'est à l'intérieur de celle-ci qu'il faut construire l'Europe de la défense. Conséquence logique : la France regagne la structure militaire intégrée de l'Alliance atlantique en contrepartie d'une promesse de principe des Etats-Unis de doter l'OTAN d'un véritable pilier européen.

Ce devait être la décision la plus importante prise par la France en politique étrangère en 1996. Acquis en décembre 1995, elle fut officiellement confirmée au sommet de l'OTAN réuni à Berlin les 3 et 4 juin 1996. C'est là que M. Solana parle d'« événement historique », mais c'est là aussi que se noue un malentendu. Berlin enregistre bien la volonté de la France de se rapprocher de l'OTAN, mais prend moins au sérieux la condition que Paris attache à ce retour : l'affirmation d'une identité européenne au sein de l'organisation.

La France veut notamment une claire identification européenne dans la répartition des commandements géographiques de l'OTAN. Elle réclame que le commandement de la zone sud de l'Alliance, installé à Naples, revienne à un officier européen.



Naples est, depuis toujours, le fief d'un amiral américain qui a également en charge la VI<sup>e</sup> flotte, laquelle ne dépend pas de l'OTAN. Les Etats-Unis refusent, catégoriquement.

La France a-t-elle, sans garantie, qui n'existe pas ? Au cœur de l'affaire, il y a, non seulement un malentendu entre Américains et Français, mais, peut-être plus encore, un gros malentendu entre ces derniers et leurs partenaires

de l'Union européenne (UE). D'un strict point de vue militaire, personne ne conteste que l'Europe soit bien défendue par l'OTAN ; la France fait valoir que le problème est celui de la dépendance stratégique des Européens à l'égard des Américains.

Dans le système actuel, ce sont les Etats-Unis qui exercent le vrai contrôle sur la politique de sécurité en Europe. Ce sont d'ailleurs eux qui fixent les nouvelles frontières de sécurité de l'Europe, en décidant d'étendre l'OTAN à tel

ou tel nouveau membre. La France, qui a choisi l'intégration européenne pour sauvegarder une certaine influence dans le monde des blocs de l'après-guerre froide, supporte mal cette dépendance. Héritage du gaullisme : comme en 1966, elle tente aujourd'hui de convaincre ses partenaires en émettant des doutes sur la permanence de l'engagement américain en Europe.

### OPPOSITIONS

Seulement cette intolérance française à la dépendance stratégique vis-à-vis de Washington n'est pas la chose la mieux partagée en Europe. A l'évidence, on n'est pas aussi ombrageux sur ce chapitre à Londres, bien sûr, mais aussi à La Haye, à Bruxelles, Rome, Madrid et même à Bonn, pour ne pas parler des nouveaux candidats à l'Union européenne qui sont, eux, franchement hostiles à tout affaiblissement de l'influence des Etats-Unis sur le Vieux Continent. On n'éprouve pas, ou pas au même degré, chez nos partenaires, le besoin de se libérer d'un leadership politico-militaire américain librement consenti et qui donne pleine satisfaction au plan de la sécurité. Répétés à satiété à Paris, le discours français sur la fameuse politique étrangère et de sécurité commune - ou prétendue telle - masque cette réalité.

Chaque occasion de bataille d'influence diplomatique entre l'Europe et les Etats-Unis laisse, en fait, les Français seuls, en première ligne face à Washington. Quand la France - au nom de

l'Europe, bien sûr - veut une intervention humanitaire en Afrique dans la région des Grands Lacs, comme ce fut le cas ces derniers mois au Zaïre, ses partenaires la soupçonnent de vouloir protéger un des régimes les plus déliquescents et corrompus de son pré carré africain. Quand elle veut faire flotter le pavillon de l'Europe dans les négociations politiques en cours au Proche-Orient, elle se suscite guère que molle approbation. Quand elle mène une bataille de principe pour un deuxième mandat Boutros-Ghali à l'ONU au Proche-Orient, les commentateurs, à Londres, Madrid ou Bruxelles, sont peu charitables. Dans l'UE, on ne se boucle pas derrière Jacques Chirac lorsqu'il dénonce, en décembre, l'« hégémonie américaine » en matière monétaire.

Plus grave, le malaise franco-américain génère un malaise franco-allemand. Les prétentions françaises en Afrique ou au Proche-Orient exaspèrent Bonn qui soutient Paris sans enthousiasme dans l'affaire du commandement sud de l'OTAN. En politique étrangère, l'Allemagne hésite entre trois directions : rester fidèle au couple formé avec la France (moteur de la construction européenne, notamment monétaire) ; jouer en Europe le rôle de partenaire privilégié des Etats-Unis ; mener de par le monde une diplomatie solitaire à la mesure de son poids. Les deux derniers tropismes ne feraient pas l'affaire de la France.

Alain Frachon

## Boris Eltsine, vainqueur aux urnes, défait en Tchétchénie

Le président russe a été opéré d'un quintuple pontage coronarien

MOSCOU

A quel point Boris Nicolaeitch Eltsine ce vendredi 9 août 1996 ? Il est là, debout, presque immobile, devant 3 000 invités qui le scrutent, massés dans le Palais des congrès du Kremlin pour son investiture. Comme pétrifié devant des millions de téléspectateurs qui guettent le moindre de ses gestes, devant ses rivaux, ses alliés, tous ces prétendants à son trône qui éplèvent les moindres signes de faiblesse.

Pense-t-il à son triomphe ? Il est le premier président élu, et même réélu, le 3 juillet, en mille ans d'histoire de la Russie. « Les livres d'histoire parleront de 1996 comme de l'année où la Russie a fait son choix final : à partir de maintenant, seul le peuple décidera de qui donner le pouvoir », affirme-t-il plus tard, une fois réélu.

Se dit-il, après avoir battu à plate couture son adversaire, que lui, l'apparatchik du PC soviétique a enfoncé le « dernier clou dans le cercueil du communisme » au pays de Lénine ? Ou bien songe-t-il à la

défaite ? Au bain de sang à Grozny, la capitale de la petite Tchétchénie séparatiste où depuis quatre jours les combattants indépendantistes taillent en pièces les troupes russes ? Se dit-il : « J'ai gagné la bataille électorale, mais je suis en train de perdre la guerre du Caucase » ? Sait-il seulement qu'au moment où la « nouvelle Russie » pavise, le siège du gouvernement russe qu'il a mis en place en Tchétchénie brûle ? Est-ce le souvenir de ses promesses de paix brisées aussitôt réélu qui le paralyse ainsi ?

Où bien les images des cadavres, des cerceaux des soldats russes, des villages écrasés sous les bombes, des ruines de Grozny, des femmes qui pleurent, des enfants qui hurlent, qui le figent et le hantent ?

A moins qu'il ne rêve simplement à la coupe de champagne qu'il pourra déguster tout à l'heure puisque ces maudits médecins lui interdisent désormais la vodka ?

On ne sait pas. Il est arrivé raide sur l'estrade, marchant vers les micros comme un robot. Il est 10 heures du matin, mais il a déjà l'air épuisé. « Une fatigue colos-

sale », a expliqué son porte-parole, après une campagne électorale où il a dû tant promettre.

Il pose la main sur cette Constitution qu'il s'est taillée sur mesure en 1993 après avoir écrasé, déjà dans le sang, la rébellion du Parlement russe. Il a l'air triste. On dirait qu'il ne se dit rien, qu'il ne se souvient de rien, qu'il ne rêve à rien. Qu'il sent juste une douleur sourde dans sa poitrine : le cœur... Ce cœur qui n'en finit pas de le lâcher, de lui faire mal.

### UNE DÉCISION DIFFICILE

A soixante-cinq ans, il a déjà dépassé de dix ans l'espérance de vie des hommes dans la « nouvelle Russie » ? Peut-être, à ce moment-là, se décide-t-il à se faire opérer. « C'était une décision difficile », dira-t-il après un quintuple pontage de ses artères en novembre, mais c'était la bonne.

Il fixe le prompteur. Il lit avec peine, une seule phrase, heureusement : « En exerçant les pouvoirs du président de la Fédération de Russie, je jure de respecter et de protéger les droits et les libertés de l'homme et

du citoyen, de défendre la souveraineté, l'indépendance, la sécurité et l'intégrité de l'Etat et de servir fidèlement le peuple. » Au même moment, son aviation écrase le centre de Grozny sous les bombes pulvérisant des civils. Du ciel, des hélicoptères russes jettent des cadavres dans les cuves de pétrole en feu. Voilà pour les droits de l'homme. A cet instant, le pouvoir russe s'effondre à Grozny sous les assauts des combattants tchétchènes. Voilà pour l'intégrité de la Russie.

Peut-être est-ce le moment où il se résout à envoyer en Tchétchénie cet ambitieux général Lebed qui a l'insolence de vouloir lui succéder avant l'heure (il paiera bientôt, illogé en octobre), mais promet de mettre fin à cette guerre qui défigure son règne.

Mais on dirait qu'il ne pense pas, qu'il se dit juste : « Ténir, il faut tenir. » Encore une cérémonie, une année, une opération. Encore un mandat. Il se retourne, marche vers la sortie. Une fois de plus, il a tenu.

Jean-Baptiste Naudet

## Rongée par la violence, l'Algérie a perdu ses illusions

Sept moines français parmi les victimes

DÉCEPTION. C'est sans doute le mot qui caractérise le mieux le sentiment des Algériens au sortir d'une année 1996 qu'ils pensaient porteuse d'espoir. N'avaient-ils pas élu fin 1995 à la tête de l'Etat un homme qui, tout au long de sa campagne électorale, s'était engagé à ramener sans tarder la paix civile dans leur pays ?

Vaine promesse... Le président Liamine Zéroual n'a pas rempli son contrat. Le régime peut bien parler de « terrorisme résiduel », la violence continue à dominer l'actualité, même s'il est impossible de dresser un bilan exact des victimes dans un pays où la censure n'est pas un vain mot. Dans un rapport publié à l'automne, Amnesty International a avancé le chiffre de 50 000 victimes au cours des cinq dernières années. D'autres sources parlent de 100 000 morts. Des victimes anonymes, vu de France, sauf exception comme l'enlèvement, puis l'assassinat à la fin mai de sept moines français du monastère de Tibhirine ou celui, le 1<sup>er</sup> août, de Mgr Claverie, l'évêque d'Oran.

### FAUX SEMBLANTS

Mais les « terroristes islamistes » n'ont pas le monopole de la violence. Même si elles s'en défendent, les forces de sécurité savent employer à l'occasion des méthodes aussi expéditives que celles de leur adversaire. Prise en tenaille entre deux barbaries, la population n'a guère les moyens de se faire entendre.

Non pas que les attributs d'une démocratie fassent défaut. Alors qu'elle a déjà un président de la République, qu'elle s'est dotée le 28 novembre d'une nouvelle Constitution - la quatrième depuis l'indépendance -, l'Algérie se prépare à élire au printemps 1997 des députés. Mais, derrière les apparences, c'est une dictature militaire qui s'installe progressivement en cultivant des valeurs arabo-islamistes. La presse est sous haute surveillance. Une loi a muselé les partis politiques. La Constitution - approuvée à une unanimité plus que douteuse - enlève par avance tout pouvoir à la future Chambre des députés.

Il faut une bonne dose d'optimisme pour croire que Liamine Zéroual va créer la surprise en 1997 et ouvrir la voie d'une indispensable réconciliation nationale. Hypothèse d'autant plus fragile qu'en Algérie le chef de l'Etat, même s'il concentre les apparences du pouvoir, doit rendre des comptes à ses pairs militaires. Son prédécesseur, le général Chadli, en sait quelque chose pour avoir été remercié le 11 janvier 1992 par les militaires qui le soupçonnaient de vouloir pactiser avec le FIS.

Jean-Pierre Tuquoy







مجلس الوزراء

## Chronologie

### JANVIER

8. - DÉCÈS de François Mitterrand, président de la République de 1981 à 1995. 10. - JUSTICE: Aggravation, en appel, des peines prononcées contre Michel Noir, Michel Mouillot et Pierre Botton, qui est immédiatement incarcéré. 12. - PRESSE: Liquidation judiciaire d'InfoMatin. JUSTICE: Condamnation à deux ans de prison ferme de l'ancien maire de Nice, Jacques Médecin. 22. - SÉCURITÉ SOCIALE: Abandon du projet de fiscalisation des allocations familiales. 25. - PRESSE: Les Chargeurs de Jérôme Seydoux prennent le contrôle de Libération. 27. - NUCLÉAIRE: Sixième tir nucléaire sur l'atoll de Fangataua. 29. - Annonce de « l'arrêt définitif des essais nucléaires français ». 30. - ÉPARGNE: Le taux de rémunération du livret A est ramené de 4,5 % à 3,5 %.

### FÉVRIER

1. - IMPÔT: Entrée en vigueur du remboursement de la dette sociale (RDS). 19. - RÉFORME CONSTITUTIONNELLE: Le Congrès réuni à Versailles modifie la Constitution pour attribuer au Parlement le contrôle du budget de la Sécurité sociale.

### MARS

1. - AFFAIRES: Après avoir démissionné de la mairie de Béthune, le 27 février, Jacques Mellick abandonne son mandat de député du Pas-de-Calais. Bernard Seux (PS) lui

succède le 19 mai. 12. - TAPIO: Nouvelle mise en examen, dans l'affaire des comptes de l'OM. 13. - JUSTICE: Condamnation à la prison avec sursis d'Henri Emmanuelli dans l'affaire Urba-Sagès-BLÉ. 15. - GIGASTORAGE: Mise en examen et incarcération de Christian Proust, président du conseil général du Territoire de Belfort. Il est remis en liberté le 30. 20. - VACHE FOLLE: Les Britanniques admettent qu'un lien existe entre la maladie de Creutzfeldt-Jacob et celle de la « vache folle ». Dès le 22, les exportations de viande bovine se heurtent à un blocus international. 31. - UDF: François Léotard succède à Valéry Giscard d'Estaing à la tête de la confédération.

### AVRIL

16. - IMMIGRATION: Rapport Sanvalgo sur l'immigration clandestine. 18. - NÉGATIONNISME: Soutien de l'abbé Pierre au livre négationniste de Roger Garaudy *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*. Mise en examen du philosophe, le 26. 24. - SÉCURITÉ SOCIALE: Adoption des trois ordonnances sur la réforme de la Sécurité sociale.

### MAI

13. - CORSE: Ultimatum des nationalistes au gouvernement français, qui est rejeté le 28 par Alain Juppé. 22. - BANLIEUES: Adoption du projet de loi d'« intégration urbaine » incluant la création de trente-huit « zones franches ». 24. - AFFAIRES: Incarcération de Maurice Biderman pour l'affaire Elf-Biderman. Il est libéré le 22 juillet. 28. - ARMÉE: Annonce de l'abandon du service national obligatoire dès 1997 et de la mise en place progressive d'un

« rendez-vous citoyen ». 31. - TAPIO: Condamnation à la prison dans le cadre de sa gestion du Phocéa. AUDIOVISUEL: Démission de Jean-Pierre Elkabbach, PDG de France Télévision. Xavier Gouyon Beauchamps lui succède le 2 juin.

### JUIN

5. - TAPIO: Mise en examen pour banqueroute dans l'affaire Adidas. 12. - SÉCURITÉ SOCIALE: La CFTD de Nicole Notat accède à la présidence de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) à dater du 15 juillet, succédant à FO. 27. - TIBERI: Perquisition au domicile des époux Tiberi, saisie de documents compromettants, et refus de la police d'assister le juge dans cette perquisition. ARC: Mise en examen et incarcération de Jacques Crozemarie. Il est libéré le 20 décembre.

### JUILLET

1. - TAPIO: Condamnation dans l'affaire Testut. 5. - AFFAIRES: Mis en examen la veille, le PDG de la SNCF, Loïc Le Floch-Piguet, ancien PDG d'Elf Aquitaine, est incarcéré dans le cadre de l'affaire Elf-Biderman. Il démissionne de la présidence de la SNCF, le 18. Il est libéré sous caution le 23 décembre. 9. - JUSTICE: Condamnation et incarcération d'Alain Carignon dans l'affaire de l'attribution de l'eau de la Ville de Grenoble. 17. - ARMÉE: Présentation des mesures de restructuration des forces armées liées à leur professionnalisation. 19. - AFFAIRES: Mis en examen la veille, Michel Mouillot, maire (UDF-PR) de Cannes, est incarcéré pour une affaire de pots-de-vin.

### EN VEDETTE

■ ROGER FAUROUT, président de la commission qui a élaboré le rapport « Pour l'école ». ■ EVA JOLY, juge d'instruction au tribunal de Paris, chargée notamment de l'affaire Elf. ■ CHARLES MILLON, ministre de la défense, artisan de la réforme des armées, des industries d'armement et du service national. ■ MARTINE MONTEIL, nommée chef de la brigade criminelle de la police judiciaire de Paris. ■ NICOLE NOTAT, secrétaire générale de la CFTD, qui assume la responsabilité de l'assurance-maladie et de l'assurance-chômage. ■ CATHERINE TRAUTMANN, maire de Strasbourg, ville distinguée pour sa politique de lutte contre la pollution automobile. ■ JEAN PICO, secrétaire général de la défense nationale, a donné sa démission par fidélité à ses idées sur la nécessaire réforme de l'Etat.

## FRANCE-SOCIÉTÉ

Corse :  
le pouvoir  
mise sur  
la répression

Une zone franche  
pour aider l'économie

LE CHOC des images est parfois trompeur : images de la démonstration armée de Tralonca, dans la nuit du 11 au 12 janvier ; de l'attentat sanglant à la voiture piégée de Bastia le 1<sup>er</sup> juillet ; ou bien d'un autre attentat, le 5 octobre, contre la mairie de Bordeaux. Inlassablement rediffusées tout au long de l'année, elles ont accablé l'idée qu'en 1996 la Corse s'est enfoncée chaque jour un peu plus dans une violence plus ou moins liée aux mouvements nationalistes. Or, les chiffres nuancent cette impression en montrant, pour l'année passée, l'apparence statistique d'une continuité dans la violence.

En 1996, 574 attentats et tentatives d'attentats par explosifs, armes à feu ou substances incendiaires, ont été recensés par le parquet général de Bastia, qui est compétent sur toute l'île. En 1995, la même source avait dénombré 602 actions de ce type. La proportion des attentats revendiqués par des organisations clandestines est demeurée identique (148 opérations « signées » en 1996, au lieu de 154 en 1995). La vague d'attentats avait débuté au cours du premier semestre 1996, mais elle s'est nettement gonflée au cours d'un été qui a connu l'interdiction du « processus de paix », décrété en janvier avec le FLNC-canal historique, et qui a été marqué par l'attentat meurtrier du 1<sup>er</sup> juillet contre des dirigeants nationalistes proches de cette organisation.

Depuis lors, les attentats à l'explosif et les mitraillages signés par les « historiques » se sont multipliés. Alors que les attentats revendiqués ont visé pour l'essentiel des cibles publiques (bâtiments de l'Etat, biens appartenant à des élus), la masse des actions anonymes ont concerné le plus souvent des règlements de comptes personnels ou des différends commerciaux.

### IMPLOSION OU SURSAUT ?

Pendant l'année écoulée, le gouvernement est passé d'une tentative de traitement politique du problème posé par le nationalisme, dans sa dimension violente, à une approche essentiellement fondée sur la répression, assortie d'une zone franche économique (Le Monde du 1<sup>er</sup> janvier). Il escompte ainsi que l'action répressive aboutira à une diminution de la violence, non à sa radicalisation ; sur le terrain économique, il espère que la loi créant la zone franche, entrée en application dès le 1<sup>er</sup> janvier, produira ses effets, en dépit de l'avalanche de critiques qu'elle a suscitées.

L'enjeu pour la Corse est de savoir de quel côté penchera une balance qui oscille depuis plusieurs années : d'un côté, il y a la marche au chaos et l'implosion de la société insulaire, de l'autre, un sursaut attendu par de très nombreux Corses, nationalistes ou non.

Jean-Louis Andreani

# Le cafouillage fiscal a été le révélateur des flottements de la politique économique d'Alain Juppé

Conjoncture morose, croissance faible, maladrances... L'exécutif a battu en 1996 des records d'impopularité

LA formule magique de Jacques Chirac pendant sa campagne électorale de 1995, « Trop d'impôt tue l'impôt » (empruntée à l'économiste américain Arthur Laffer), sonne étrangement au début de l'année 1996. Au sortir d'un mouvement social qui a réduit l'activité économique pendant un mois et demi, les Français vont subir un matraquage fiscal sans précédent : 120 milliards de francs de prélèvements supplémentaires sur les ménages et sur les entreprises (80 milliards selon le gouvernement) en vertu des décisions prises par le premier ministre et avalisées par sa majorité à l'été et à l'automne précédents.

Les balladuriers - Nicolas Sarkozy, François Léotard, Edouard Balladur - ne cessent de crier « casse-cou ! » en expliquant que cette pression fiscale ne peut que brider une croissance déjà faible, évaluée à 1,3 % sur l'année. Le patronat, auquel le pouvoir reproche de ne pas embaucher, met en cause le larmisme de l'Etat. Les socialistes reprochent au pouvoir une grave erreur d'appréciation et de « cadrage » et dénoncent l'injustice de l'accroissement de la TVA, qui pèse davantage sur le budget des plus modestes.

M. Juppé met en cause l'état « calamiteux » des finances publiques que lui a léguées son prédécesseur à Matignon. La réduction des déficits publics impose, explique-t-il, de ponctionner davantage les contribuables, et la croissance viendra d'une gestion rigoureuse des deniers publics. Cependant, alors que le chômage ne cesse d'augmenter, les sondages révèlent, après une accalmie, un re-

gain d'impopularité qui ne tarde pas à atteindre aussi M. Chirac.

Aussi, bien que la consommation résiste à l'évolution très défavorable du pouvoir d'achat des ménages, le gouvernement semble vite douter de sa propre argumentation. La trêve politique provoquée par la mort de François Mitterrand, en janvier, a permis au président de la République de prendre de la hauteur et au premier ministre de disposer d'un répit, qu'il a mis à profit pour annoncer, coup sur coup, deux mini-plans de relance destinés à soutenir la consommation.

Ces mesures ne peuvent suffire cependant pour créer la « confiance » qui fait défaut au gouvernement au moment où il affronte, parallèlement, les mécontentements provoqués par sa réforme de la Sécurité sociale. La reprise économique espérée pour la fin du premier semestre se révèle illusoire.

### CHANGEMENT DE CAP

Finalement, le 7 mai, dans un point de vue publié par Le Monde, le chef de l'Etat annonce un changement de cap : il faut, dit-il au gouvernement, « aller plus loin dans la réduction de la dépense publique, car c'est la seule façon d'abaisser les impôts sans pour autant creuser les déficits ».

Le nouveau cap étant fixé, M. Juppé convoque les caméras de télévision à l'hôtel Matignon, le 3 juin, pour révéler les résultats de la mission de réflexion sur la réforme fiscale, confiée à Dominique de La Martinière et annoncée... qu'il annoncera en septembre les propositions qu'il compte en retenir. Le

premier ministre finit par indiquer le 30 août que la baisse promise sera « au moins de 20 milliards net ». Puis, le 5 septembre, il surenchérit et dévoile son projet : la baisse de l'impôt sur le revenu atteindra 25 milliards de francs en 1997 et 75 milliards, au total, sur les cinq années 1997-2001, soit sensiblement plus que ce que la rumeur laissait entendre.

Le gouvernement semble, pour une fois, avoir bien mené sa barque, même si la réforme de l'impôt sur le revenu est critiquée par les professions dont les abattements professionnels sont supprimés et par la gauche, qui aurait préféré une baisse de la TVA. Pourtant, cette fois encore, une maladrerie vient ruiner l'opération : le gouvernement tarde à réagir aux premières estimations des hausses de la fiscalité locale pour 1996, soit quelque 25 milliards de francs au total. Estimant que ces ponctions supplémentaires ne sont pas de son fait, mais de la responsabilité des collectivités locales, il s'embrouille ensuite dans les explications.

Pire que cela ! Cette polémique n'est pas même éteinte qu'une autre commence, portant cette fois sur l'impôt de solidarité sur la fortune. Au détour d'un entretien à Valeurs actuelles, Jacques Chirac annonce en effet qu'il ne serait pas hostile à ce que le Parlement procède à un allègement de cet impôt, par le biais d'un retour au système de plafonnement qui existait jusqu'en 1995.

Aussitôt, la proposition, qui a été soumise au chef de l'Etat par un représentant d'une grande famille du Nord et qui a été rendue publique sans que Bercy soit consulté - ce



qui est arrivé fréquemment au cours de cette année 1996 -, déchaîne les passions et, à la mi-décembre, le Parlement est contraint de battre en retraite : il entérine l'amendement qui avait été initialement voté par le Sénat. Avec, au bout du compte, un résultat catastrophique : les contribuables les plus modestes ont pu croire durant de longues semaines que le gouvernement était disposé à favoriser les grosses fortunes, tandis que ces dernières ont été frustrées d'une réforme qu'on leur avait fait miroiter. Symbolique, ce dossier des im-

pôts l'est donc à de nombreux égards : de la conjoncture morose que la France a traversée durant cette période aussi bien que des « loupés » de l'action gouvernementale. En quelque sorte, 1996 peut rester dans les mémoires comme l'année des impôts. C'est même une année historique : avec des prélèvements obligatoires qui ont atteint 45,7 % du produit intérieur brut, la France n'a jamais connu un tel niveau de pression fiscale.

Laurent Mauduit

## De la conscription à l'armée de métier

En 2002, les obligations militaires actuelles seront remplacées par un tout nouveau système

JACQUES CHIRAC a posé le 22 février 1996 l'acte fondateur d'une véritable révolution culturelle dans les armées françaises, qui doit se traduire, entre 1997 et 2002, par l'abandon progressif de la conscription et la montée en puissance d'une armée professionnelle. Le chef de l'Etat, chef des armées selon la Constitution, décidait ainsi de mettre fin à un siècle de traditions militaires en France.

C'est dans un texte législatif, la loi dite de programmation militaire approuvée au printemps 1996 par le Parlement, que les orientations de la réforme voulue par le gouvernement se sont traduites. Dans les six années à venir, les effectifs du service national seront progressivement réduits de sorte que, en 2002, les obligations militaires, qui ont été instaurées au début du siècle pour les hommes, auront cédé la place à un tout autre système, ouvert dès 1997 aux hommes, puis en 2002 aux femmes, et créant un « rendez-vous citoyen » d'une durée de cinq jours.

Au cours de cette semaine passée

dans une douzaine de centres spécialisés et répartis sur l'ensemble du territoire, les 800 000 jeunes Français et Françaises qui y seront soumis obligatoirement subiront des tests médico-psycho-techniques, recevront une information d'ordre civique sur les rouages de la société française, et ils pourront choisir, s'ils sont volontaires, de servir, entre 9 et 24 mois, au profit de la sécurité nationale (gendarmérie, police, douane, sécurité civile et environnement), de la cohésion sociale (aide humanitaire et santé publique) et de la coopération internationale.

Dans le même temps, les trois armées, la gendarmerie et leurs services communs s'organiseront sur la base de forces professionnelles, de taille plus réduite et vouées à des opérations (dites de « projection ») hors du sol national.

Ce nouveau modèle d'armée suppose que quelque 15 000 cadres quittent l'uniforme de leur propre décision. C'est la raison pour laquelle le ministre de la défense,

Charles Millon, a fait adopter par le Parlement un plan de reconversion professionnelle susceptible de permettre à ces officiers et sous-officiers de retourner à la vie civile pour y exercer, jeunes, une seconde carrière.

### COMPENSATIONS

Parallèlement, le gouvernement a arrêté une série de mesures visant à compenser, entre 1997 et 1999, les pertes d'activités et de ressources dans les communes les plus touchées par la réorganisation. C'est probablement le volet le plus délicat de la révolution culturelle introduite par M. Chirac.

En effet, les effets de ce réaménagement du domaine immobilier propre aux armées vont se conjuguer, dans les années à venir, avec ceux que la restructuration des industries de défense va localement susciter. Le projet, tel qu'il a été présenté en 1996 sans qu'on puisse être assuré qu'il sera appliqué sans avoir été modifié, tend à créer un « pôle » aéronautique (avec la fusion entre

Aérospatiale et Dassault-Aviation), un « pôle » électronique de défense (autour de la privatisation de Thomson), un « pôle » industriel mécanique (avec deux groupes-clés, GIAT Industries et la Direction des constructions navales) et enfin un « pôle » nucléaire (autour du Commissariat à l'énergie atomique). Sur la base d'un budget de la défense annuel de 185 milliards de francs (valeur 1996) qui obligera les industriels à réduire leurs coûts de l'ordre de 30 % sur les six ans à venir, les armées devront rarefier et rationaliser leurs commandes.

C'est dans cette optique-là que des estimations - aussitôt qualifiées de « pessimistes » par M. Millon - ont avancé la perspective que les industriels de la défense en France soient amenés, comme l'ont déjà été leurs homologues étrangers, à supprimer des emplois : environ 50 000 à 60 000 postes d'ici à 2002, soit le cinquième de leurs effectifs actuels.

Jacques Isnard

## L'amiante interdit en France

■ Après la parution d'une étude officielle chiffrant à 1 950 le nombre des victimes de l'amiante en France en 1996, les pouvoirs publics ont décidé d'interdire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997 « la fabrication, l'importation et la mise en vente » des produits contenant cette fibre massivement utilisée en protection phonique et thermique dans les années 60-70. La France est ainsi devenue le huitième pays européen à bannir ce minéral cancérogène.

Au-delà des procédures en réparation des maladies professionnelles, plusieurs procès ont été engagés au pénal par des victimes. Deux informations judiciaires ont été ouvertes à Paris, l'une pour « blessures involontaires » sur plainte d'un électicien atteint d'un cancer de la plèvre, spécifique de l'amiante et l'autre pour « violences involontaires » et « abstention délictueuse » sur la gestion du dossier par les universités du campus parisien de Jussieu. Le désamiantage de cette université s'annonce comme le plus important chantier du genre en Europe.



سجل من السجل

**AOÛT**  
22. - CORSE: Fin de la trêve annoncée par le FLNC-canal historique, le 12 janvier. 23. - IMMIGRATION: Expulsion des Africains sans papiers de l'église Saint-Bernard, à Paris 18<sup>e</sup>, occupée depuis le 28 juin.

**SEPTEMBRE**  
5. - TAPIÉ: Bien que démissionnaire depuis le 28 août, le Conseil constitutionnel prononce sa « déchéance de plein droit de son mandat de député ». 10. - IMPÔTS: Annonce de la baisse de l'impôt sur le revenu en 1997, et d'un allouement probable de la fiscalité locale pour 1996. 11. - FONCTION PUBLIQUE: Fin du gel des traitements des fonctionnaires en compensation de la diminution de leurs effectifs. 18. - JUSTICE: Renvoi en cour d'assises de Maurice Papon, pour crimes contre l'humanité. 19-22. - FRANCE-VATICAN: Voyage (contesté) de Jean Paul II en France à l'occasion du 1500<sup>e</sup> anniversaire du baptême de Clovis.

**OCTOBRE**  
1<sup>er</sup>. - UNEDIC: Nicole Notat (CFDT) est élue présidente de l'Unedic, où elle succède à Marc Blondel (FO). 10. - JUSTICE: Rapport Rasmus sur la réforme de la procédure pénale. 11. - CORSE: Attentat du FNLC-canal historique contre l'hôtel de ville de Bastia. 9. - PRISON: Adoption du projet de loi sur la réforme de la détention provisoire. 10. - AFFAIRES: Mise en examen de Robert Hue, de Georges Marchais et de Pierre Sotura (trésorier du PCF) dans l'enquête portant sur le financement occulte du PCF. 20. - LÉGISLATIVES PARTIELLES: Election dans la 10<sup>e</sup> circonscription des

Bouches-du-Rhône de Roger Mei (60 % des voix), maire PCF de Gardanne, en remplacement de Bernard Tapie, face au candidat du FN, Damien Bariller. 21. - TIBERI: La cour d'appel de Paris retire, pour six mois, son habilitation d'officier de police judiciaire (OPJ) au directeur de la police judiciaire parisienne, Olivier Roll, dans l'affaire de la perquisition au domicile des époux Tiberi. 23. - JUSTICE: Confirmation de l'interdiction, le 13 mars, du livre du docteur Claude Gubler, *Le Grand Secret* sur la maladie de François Mitterrand. 28. - AFFAIRES: Mise en examen du président de Matra-Hachette, Jean-Luc Lagardère, pour paiement excessif de l'équipe de direction. 30. - VACHE FOLLE: Les quinze accordent aux éleveurs des primes exceptionnelles pour compenser les pertes attribuées à la maladie.

**NOVEMBRE**  
14. - LIBERTÉ D'EXPRESSION: Condamnation à la prison ferme des deux chanteurs du groupe rap NTM pour outrages à l'autorité publique, lors d'un concert à la Seine-sur-Mer en juillet 1995. 18-29. - SOCIAL: Blocus des routiers qui réclament la réduction du temps de travail, le paiement des « heures d'attente » et la retraite à cinquante-cinq ans pour les conducteurs. 19. - FISCALITÉ: Suppression sur cinq ans des abattements professionnels dont bénéficient certains métiers. 24. - MUNICIPALES PARTIELLES: Election du maire (RPR) sortant de Dreux (63 %), Gérard Hamel, devant la liste du Front national conduite par Marie-France Stirbois (39,36 %).

**DÉCEMBRE**  
2. - CRÉDIT LYONNAIS: Ouverture d'une information

judiciaire contre X., portant sur d'éventuelles malversations commises par les anciens dirigeants de 1990 à 1993. 3. - ATTENTAT: Attentat sur la ligne B du RER à la station Port-Royal à Paris (4 morts et 126 blessés), et réactivation du plan « Vigipirate ». 5. - TIBERI: Mise en examen de Xavière Tiberi dans l'affaire du rapport payé 200 000 francs par le conseil régional de l'Essonne. 6. - CORSE: Adoption du projet de zone franche. Le 12, l'attentat contre le golf de Sperone entraîne l'arrestation, puis l'empêchement, de François Santoni et de sa compagne, le 18. AFFAIRES: Mise en examen de Louise-Yvonne Casetta, ancienne trésorière occulte du RPR. JUSTICE: Condamnation à la prison ferme de Jean Bousquet, député (UDF-radical) et ancien maire de Nîmes, dans l'affaire du gardiennage de sa propriété. 11. - PERQUISITIONS: Adoption du projet autorisant les perquisitions de nuit. 12. - CHIRAC: Interrogé sur TF 1, Jacques Chirac déplore le « conservatisme » des Français. ÉDUCATION: Victoire de la FSU au détriment de la FEN aux élections professionnelles. 13. - ÉPARGNE-RETRAITE: Adoption de la proposition de loi sur les fonds d'épargne-retraite. 16. - JUSTICE: Condamnation à la prison ferme de Maurice Arreckx, ancien sénateur (PR) et ex-président du conseil général du Var, dans le cadre de la construction de la Maison des technologies de Toulon. 17. - FISCALITÉ: Le Parlement rejette l'allègement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). 18-22. - PCF: 29<sup>e</sup> Congrès du parti à La Défense, et réflexion de Robert Hue comme secrétaire national. 19. - IMMIGRATION: La majorité aggrave le projet Debré sur le contrôle de l'immigration. 23. - RETRAITES: Signature d'un accord sur les retraites complémentaires.

## DISPARITIONS

● François Mitterrand, 79 ans, président de la République française de 1981 à 1995 (8 janvier).  
● Paul Touvier, 81 ans, chef militaire, responsable du service de renseignement de la Milice de Lyon pendant l'Occupation (17 juillet).  
● Michel Debré, 84 ans, ancien premier ministre du général de Gaulle, premier chef de gouvernement de la V<sup>e</sup> République (2 août).  
● Léon Askénazi, 74 ans, maître de la pensée juive en France (21 octobre).  
● Alain Poirer, 87 ans, président du Sénat de 1968 à 1992, qui assura l'intérim du président de la République en 1969 et en 1974 (9 décembre).  
● Marie-Claude Vaillant-Couturier, 84 ans, ancien député communiste, résistante (11 décembre).  
● Etienne Dailly, 78 ans, membre du Conseil constitutionnel (24 décembre).  
● Daniel Mayer, 87 ans, résistant, socialiste militant des droits de l'homme (29 décembre).

## FRANCE-SOCIÉTÉ

# Les médecins s'opposent au gouvernement sur la réforme de la Sécurité sociale

Le corps médical refuse des mesures qu'il assimile à un « rationnement des soins »

DES MÉDECINS en guerre contre un gouvernement de droite ! Il faut remonter à 1980 pour trouver une telle situation dans le paysage social français. Encore était-on, à l'époque, au terme du septennat de Valéry Giscard d'Estaing. Seize ans après, c'est le début du mandat présidentiel de Jacques Chirac qui est marqué par une crise entre le gouvernement et le corps médical.

Un an de gré, trois mots d'ordre de grève, diversément suivis, et le rejet de tout accord avec les caisses d'assurance-maladie n'ont pas suffi à assouvir la colère des médecins. Cette opposition pourrait se faire encore sentir en 1997, tant est grande la déception d'une catégorie professionnelle qui avait majoritairement voté pour le candidat Chirac en mai 1995.

Les raisons de ce divorce entre les médecins et la majorité tiennent en deux mots : plan Juppé. Six mois après sa nomination à Matignon, le premier ministre annonce une réforme sans précédent de la Sécurité sociale. Certaines mesures sont approuvées par le corps médical, mais deux dispositions soulèvent aussitôt son opposition : la contribution exceptionnelle qui lui est demandée au titre du redressement de comptes de l'assurance-maladie ; l'instauration d'une « enveloppe globale » de dépenses, assortie de sanctions à l'encontre des praticiens en cas de dépassement de l'objectif voté par le Parlement. C'en est trop pour trois syndicats de médecins libéraux (CSMF, FMF, SML), punis par une base



souvent plus virulente encore. La tension entre les médecins d'un côté, le gouvernement et l'assurance-maladie de l'autre, n'a cessé de croître au cours de l'année, les premiers reprochant aux seconds d'engager sans le dire une politique de « rationnement des soins » qui, dit-on, conduira selon eux à une médecine pour les riches et une médecine pour les pauvres. Cette tension a débouché, en décembre, sur une crise : le refus par ces trois syndicats de l'accord que leur proposait la Sécurité

sociale, puis la résiliation par les caisses de la convention qui les liait aux praticiens libéraux (tarifs, maîtrise des dépenses, formation médicale continue, etc.).

Au cours de son entretien télévisé, le 12 décembre, le chef de l'Etat a essayé de jouer l'apaisement, regrettant que les médecins aient « l'impression d'être désignés comme des boucs émissaires » et les invitant à « reprendre le dialogue » pour établir « un véritable contrat de confiance » avec la Sécurité sociale. Sans succès. La Confédéra-

tion des syndicats médicaux français (CSMF), qui souhaite une consultation des Français sur ce qu'elle considère comme « un changement total de système de santé », a annoncé son intention d'organiser, le 11 janvier, une journée d'information auprès des patients.

Quelques jours après l'intervention de M. Chirac, le gouvernement a fait un pas en direction des médecins en publiant le décret « très assoupli » sur les sanctions qui seront prises contre les praticiens s'ils dépassent l'objectif d'augmentation des dépenses de médecine de ville voté par le Parlement (1,3 % en 1997). Ainsi le gouvernement fait-il rentrer la CSMF dans le jeu contractuel pour ne pas avoir à s'appuyer, pour l'application du plan Juppé, sur le seul syndicat MG-France, qui ne représente que les généralistes.

Le retour à l'équilibre de la branche maladie de la Sécurité sociale n'est pas prévu avant 1998-1999, même si les professionnels de santé libéraux et les hospitaliers respectent l'objectif qui leur a été fixé. Les syndicats médicaux ont désormais deux solutions : rentrer dans la convention médicale ou bien jouer la montre politique en tablant sur un changement de gouvernement et en menaçant la majorité RPR-UDF de représailles aux élections législatives de 1998. Cette seconde option est risquée, car aucun premier ministre ne viendra sur l'encadrement des dépenses d'assurance-maladie.

Jean-Michel Bezat

# Les « affaires », au cœur des débats politiques et judiciaires

L'année écoulée a été marquée par les premiers procès pour corruption

TOUS CEUX - et ils étaient nombreux - qui espéraient que les amnisties des années 1988 et 1990, ainsi que les nouveaux textes sur la transparence des marchés et le financement des partis, viendraient à bout de la corruption n'ont été déçus : l'année qui s'achève a, une nouvelle fois, été l'année des « affaires ».

Plus que les mises en examen, 1996 - et c'est une nouveauté - a été marquée par les premiers procès de corruption. Jusqu'alors, à l'exception des audiences concernant Alain Carignon, Michel Noir ou Pierre Botton, la plupart des « affaires » étaient encore au stade de l'instruction. En 1996, plusieurs hommes politiques ont comparu devant la justice : ce fut notamment le cas du sénateur (PR) du Var, Maurice Arreckx, du député (apparenté socialiste) de la Réunion, Gilbert Annette, et du maire (UDF, radical) de Nîmes, Jean Bousquet.

Ces procès ont permis d'analyser longuement, en audience publique, les circuits illicites de financement des partis et d'enrichissement personnel, que l'on ne connaissait jusqu'alors que par les indiscrétions de l'instruction. A Saint-Denis de la Réunion, de hauts dirigeants de la Compagnie générale des eaux ont ainsi reconnu publiquement, à la barre, que l'intention des marchés publics de la ville était liée au versement de commissions. Selon Jules Raux, ancien trésorier fédéral du PS, l'ancien maire demandait un versement « à hauteur de 3 % du montant de ces marchés », un taux « honnête et modeste par rapport à d'autres collectivités qui demandent davantage ».

Dans tous ces procès, la justice n'a pas hésité à prononcer des peines de prison ferme. Maurice Arreckx, qui avait touché des pots-de-vin lors de la construction de la Maison des technologies de Toulon, s'est vu infliger une peine de deux ans ferme. L'ancien maire de Saint-Denis de la Réunion, Gilbert Annette, a été condamné à dix-huit mois de prison et Jean Bousquet, qui avait fait supporter, de 1991 à 1994, les frais de gardiennage de son château de Roquecourbe à la ville de Nîmes, à un an.

Face à ce déferlement, le gouvernement a tenté, tant bien que mal, d'endiguer le flot par le biais des parquets, qui sont placés « sous l'autorité » du garde des sceaux. Il a ainsi fallu près de quatre mois pour que la chancellerie donne au procureur de Paris son feu vert pour l'ouverture d'une information judiciaire sur les salaires fictifs perçus par Louise-Yvonne Casetta, souvent présentée comme la trésorière officieuse du RPR.

L'épisode du rapport de Xavière Tiberi, épouse du maire de Paris, a, lui aussi, permis de mesurer l'extrême nervosité du pouvoir politique : pour joindre le procureur d'Evry, le gouvernement n'a pas hésité à dépecher dans l'hélicoptère un message du directeur central de la police ju-

diciaire, Bernard Gravet, et du directeur des affaires criminelles et des grâces, Marc Maimard.

Le développement des « affaires » a également nourri un débat récurrent sur l'un des délités phares de ces dernières années, l'abus de biens sociaux (ABS), introduite en France en 1935, cette infraction consiste, pour un dirigeant, à utiliser les biens de sa société à un usage contraire à l'intérêt social de l'entreprise. C'est le cas, par exemple, d'un directeur qui fait payer à sa société des travaux réalisés à son domicile ou qui fait financer par son entreprise le journal d'un parti politique.

Le CNPF, mais également certains avocats et une partie du monde politique estiment que cette infraction est trop floue et que sa prescription différenciée - elle commence le jour où les faits ont été découverts - pose problème.

Une première offensive a eu lieu en février, avec une proposition de loi de Pierre Mazeaud sur le régime de prescription des ABS, qui n'a finalement jamais été inscrite à l'ordre du jour. « Sous le couvert de la technicité, c'est bien l'instauration d'une véritable « amnistie douce » des infractions financières qui constitue l'enjeu du débat », estimait l'Union syndicale des magistrats, le Syndicat de la magistrature, et l'Association française des magistrats instructeurs.

Jacques Chirac : « Il faut sérieusement étudier la possibilité de rendre le parquet indépendant »

Six mois plus tard, le sénateur (RPR) de Toise, Philippe Marini, proposait, dans un rapport remis au premier ministre, une définition plus étroite de cette infraction. La chancellerie présentera, début 1997, une réforme du droit des sociétés, inspirée par ce rapport, mais on ne sait encore s'il contiendra des dispositions sur les abus de biens sociaux.

1996 restera, enfin, l'année de la fin d'un tabou très français : les liens entre le parquet et le ministre de la justice. Au mois de décembre, pour la première fois depuis le début de la V<sup>e</sup> République, un chef de l'Etat en exercice a publiquement estimé qu'il « fallait sérieusement examiner la possibilité de rendre le parquet indépendant du garde des sceaux ».

Pour justifier cette réforme qui mettrait fin à près de mille ans de subordination hiérarchique, Jacques Chirac n'a pas invoqué de grands principes : il s'est contenté de remarquer avec un certain dépit que les « procureurs n'obéissent plus ». Une commission de réflexion sur cette question sera installée au début de 1997.

Arne Chemin

# Ababacar Diop, au nom de tous les sans-papiers

23 août 1996 : les CRS expulsent « manu militari » 300 personnes de l'église Saint-Bernard

IL CRIE, IL HURLE. Il se débat et insulte les policiers qui le portent hors de l'église Saint-Bernard, à Paris. Ce vendredi 23 août 1996, entre une porte qui vole en éclats sous les coups de matras des CRS, et les larmes d'un enfant noir blotti dans les bras d'Emmanuelle Béart, l'image fulminante d'Ababacar Diop apparaît sur les écrans de télévision.

Jusqu'alors, le porte-parole des sans-papiers ne s'était jamais publiquement départi de son calme et de son sourire. Mais ce jour-là, l'heure n'est plus au débat. *Mamou militari*, comme trois cents personnes, dont dix hommes affaiblis par cinquante-deux jours de grève de la faim, il est conduit dans un fourgon cellulaire, puis vers le centre de rétention de Vincennes. Quelques heures plus tard, les policiers le relâchent.

Au terme de cinq mois de combat, et sous l'œil étonné de millions de Français qui découvrent que « sans-papiers » ne signifie pas forcément clandestin, le parcours de ce Sénégalais de vingt-sept ans vient une nouvelle fois d'épouser celui de ses compa-



ABABACAR DIOP

gnons d'infortune. Il est libre, mais toujours dépourvu de papiers.

Le 18 mars précédent, alors qu'une poignée de Maliens commencent l'occupation de l'église Saint-Ambroise, dans le XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, Ababacar Diop est encore à la préfecture de Bobigny. En France depuis juillet 1988, il pense avoir déjà tout connu. Touriste, demandeur d'asile travaillant régulièrement, puis débouté de cette demande et plongé dans l'irrégularité, le jeune informaticien, marié et père d'une petite fille, vient réclamer une régularisation. « Ils m'ont conseillé de

repartir et de me cacher, se souvient-il. L'hypocrisie complète. » Sa décision est prise. Le lendemain, il rejoint « la lutte ». Quelques jours plus tard, il est élu délégué, « parce qu'il fallait un non-Malien », puis porte-parole.

## D'UN COMBAT À L'AUTRE

Expulsion de Saint-Ambroise, du gymnase Japy, errance à travers Paris, accueil provisoire au Théâtre du Soleil, occupation d'un entrepôt de la SNCF, dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement, et enfin installation à l'église Saint-Bernard : il est de tous les combats. Au printemps, il multiplie les contacts avec les associations et les syndicats quand ceux-ci hésitent encore à trop s'engager. A l'aube de l'été, il gère les tensions internes, à l'heure où le groupe désespère d'éveiller l'intérêt des responsables politiques.

Après l'expulsion de l'église Saint-Bernard, la bataille se poursuit devant les tribunaux. Au cent dix-sept régularisations accordées par l'administration viennent s'ajouter les libérations prononcées par les magistrats. Si bien que, au total, seuls quinze des trois

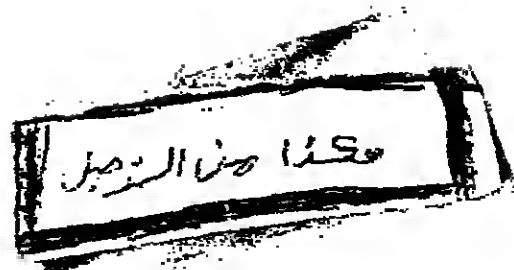
cents sans-papiers n'ont jusqu'ici été reconduits dans leur pays d'origine. Dans l'intervalle, le Conseil d'Etat est venu rappeler au gouvernement, par un avis, que le droit de vivre en famille, pilier de la convention européenne des droits de l'homme, n'était pas un vain mot.

Cela n'empêche pas les députés d'adopter, en décembre, un texte de Jean-Louis Debré durcissant les lois Pasqua (certificats d'hébergement, contrôle des personnes hébergées des étrangers, prises d'empreintes des visiteurs). Au passage, le renouvellement automatique de la carte de résident est supprimé. Pourtant, les députés ont dû admettre la régularisation de certains étrangers, notamment les parents et conjoints de Français.

Autant de débats qu'Ababacar Diop a suivis avec passion. « Car le combat de tous continue », assure-t-il. La semaine prochaine, il publiera, au Seuil, son autobiographie. Pour continuer à témoigner au nom de tous.

Nathaniel Herzberg





## Chronologie

### JANVIER

2. - ÉTATS-UNIS : Le géant américain ATT annonce la suppression de 40 000 emplois. 3. - ÉTATS-UNIS : Rachat de l'électronique de défense de Westinghouse par le groupe Northrop Grumman. 8. - SNCF : Refonte de l'organigramme par le PDG Loïc Le Floch-Prigent qui distingue la gestion des infrastructures ferroviaires de l'offre de services de transport.

### FÉVRIER

17. - ÉTATS-UNIS : Le Congrès vote la dernière phase de l'ouverture des télécommunications à la concurrence. 2. - ÉTATS-UNIS : Nomination à la tête d'Apple de Gilbert Amelio. 3. - AFP : Jean Amiot élu président. 7. - BULL : Cession de sa micro-informatique défective au constructeur américain Packard Bell. 12. - EURO-TUNNEL : Deux mandataires, Robert Badinter et Lord Wakeham, chargés d'éponger la dette de 65 milliards de francs. THOMSON : Le gouvernement annonce son intention de privatiser Thomson SA, Alain Gomez, PDG « démissionnaire » du groupe, est remplacé par Marcel Roulet. 28. - ITALIE : Giovanni Agnelli cède la direction de Fiat à Cesare Romiti.

### MARS

8. - ÉTATS-UNIS : Après la publication des chiffres du chômage pour février (en baisse de 3 %, soit la création de

705 000 emplois), chute de Wall Street, qui perd 3 %, pour reprendre 2 % le 11. 15. - PAYS-BAS : Mise en faillite du groupe aéronautique Fokker. 18. - FRANCE TÉLÉCOM : Lettre de mission d'Alain Juppé au PDG, Michel Bon, confirmant son intention de modifier le statut de l'entreprise. 20. - SNCF : Les pouvoirs publics deviendront responsables du réseau SNCF et de son financement, l'entreprise étant limitée au rôle d'opérateur.

### AVRIL

18. - ALLEMAGNE : Baisse d'un demi-point des deux principaux taux de la banque centrale. 29. - BANQUES : Annonce de 10,8 milliards de francs de pertes au Crédit foncier de France (CCF), et acceptation par la Compagnie de Suez de vendre sa filiale Indosuez au Crédit agricole.

### MAI

3. - UIMM : Accord entre l'Union des industries métallurgiques et minières, FO et la CGT sur l'annualisation du temps de travail. 13. - RENAULT : En cédant 6 % (sur les 53 % qu'il détient) du capital de Renault à des investisseurs, l'Etat met fin à cinquante ans de nationalisation. 21. - AGF : Lancement de la privatisation des Assurances générales de France, à 128 francs par titre.

### JUIN

3. - JAPON : Dépôt de bilan de l'établissement financier Shinkyo Shiman (crédit à la consommation). 13. - FRANCE TÉLÉCOM : Adoption du projet de loi transformant, à compter du 31 décembre 1996, France

Télécom en société anonyme dont le capital entreprises pourra être ouvert à hauteur de 49 % aux investisseurs privés. 14. - RENAULT : Lancement de l'appel d'offres pour la privatisation de la Régie, à 139 francs le titre. 18. - MOULINEX : Présentation du plan de restructuration du groupe électro-ménager, visant à la suppression de 2 600 emplois.

### JUILLET

1. - AÉRONAUTIQUE : Présentation du projet de constitution d'un « groupe unique », Aérospatiale et Dassault. 4. - AIR FRANCE : Annonce de la fusion au printemps 1997 d'Air France Europe (ex-Air Inter) et d'Air France. 2. - BANQUES : Annonce de la restructuration du Crédit suisse, prévoyant la disparition de plus de 110 des 376 filiales. 11. - CUBA-ÉTATS-UNIS : La société minière canadienne Sheritt International est la première entreprise à être sanctionnée par les États-Unis au titre de la loi Helms-Burton. 16. - FRANCE-ÉTATS-UNIS : Rachat par l'Américain Kirk Kerkorian des studios MGM/UA au Crédit lyonnais, pour 6 milliards de francs. 19. - ÉTATS-UNIS : Fusion entre Time Warner et Turner Broadcasting System (TBS), donnant naissance au plus gros groupe mondial de communication. 23. - AUCHAN : Docks de France accepte POPA d'Auchan à 1 270 francs l'action. 24. - FRANCE TÉLÉCOM : Le Conseil constitutionnel autorise la réforme du statut de France Télécom, mais rappelle l'opérateur à ses obligations de service public. SNCF : Nomination de Louis Gallois à la présidence, en remplacement de Loïc Le Floch-Prigent, incarcéré depuis le 5.

### EN VEDETTE

■ GIOVANNI AGNELLI a quitté la présidence de Fiat au profit de Cesare Romiti. ■ ALAN GREENSPAN a été reconduit à la tête de la Réserve fédérale américaine.

■ PIERRE LESCURE (Canal Plus) a engagé la fusion de son groupe avec le sud-africain NetHoll.

■ PATRICK PONSOLLE a renégocié avec succès la dette d'Euro-tunnel face à ses banquiers.

■ RON SOMMER, en Allemagne, a réussi la privatisation de Deutsche Telekom.

■ BAE SOON HOON, patron de Daewoo Electronics, a fait figure de « tête de turc » dans la privatisation de Thomson.

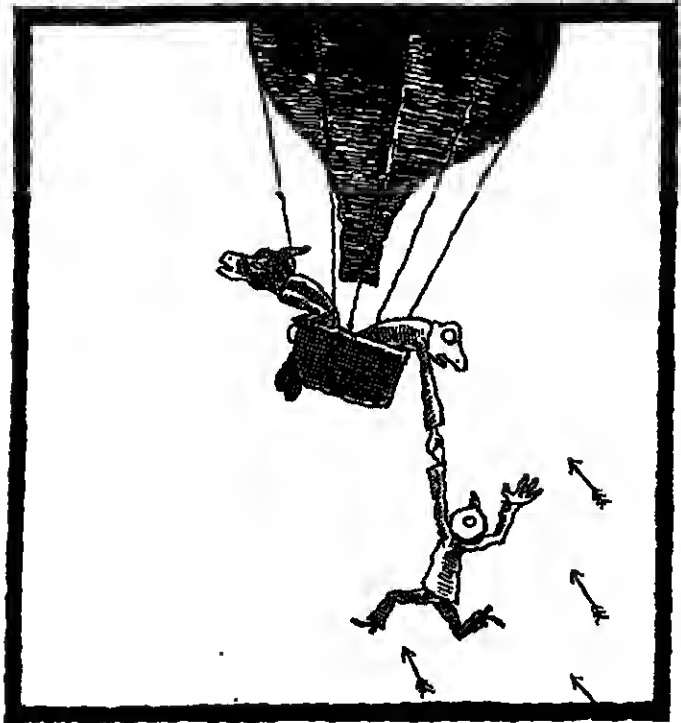
■ DANIEL VASELLA a pris la direction de Novartis, numéro 2 mondial de la pharmacie, issu de la fusion de Sandoz - Ciba-Geigy.

■ BERNARD ARNAULT (LVMH) a dépensé près de 13 milliards de francs pour racheter Duty Free Shoppers, premier distributeur mondial de produits de luxe.

## ENTREPRISES ET MARCHÉS

### Une très bonne année pour les marchés financiers

La forte détente des taux n'a pas empêché en France un débat monétaire houleux



DÉCEVANTES sur le plan économique, les performances de la France dans le domaine financier en 1996 ont, en revanche, été excellentes. La détente des taux d'intérêt a été, d'abord, bien supérieure aux prévisions formulées par les économistes les plus optimistes à la fin de 1995. Au grand dam des nombreux détenteurs de titres monétaires, qui ont vu fondre la rémunération de leurs placements, la Banque de France a ainsi abaissé à douze reprises son principal taux directeur, celui des appels d'offres, qu'elle a ramené de 4,45 % à 3,15 %.

Les taux de marché ont, eux aussi, fortement baissé. Les échéances à trois mois ont rétrogradé de 4,70 % à 3,30 %, celles à dix ans sont passées de 6,60 % à 5,80 %. Ce recul des taux a permis à la Bourse de Paris de s'apprécier de 23,71 % en 1996, sa meilleure performance depuis 1989. Enfin, le franc n'a pas cessé de progresser face au deutschemark, terminant l'année à 3,37 francs pour un mark.

L'environnement économique a été propice à la détente des taux d'intérêt : une croissance faible, avec un produit intérieur brut en hausse limitée de 1,3 % et des prix à la consommation en progression modérée de 1,5 %. L'économie française a aussi obtenu des performances nettement meilleures que sa rivale d'outre-Rhin en matière de comptes extérieurs ou même d'assainissement des finances publiques.

Les investisseurs ont été également impressionnés par la détermination des pouvoirs publics à poursuivre la réduction des déficits budgétaires, à rester fidèles à la politique du franc fort et à maintenir le cap vers la monnaie unique européenne.

Enfin, les taux d'intérêt français sont parvenus à se tenir à l'écart de l'évolution haussière et défavorable du marché américain des emprunts. Aux États-Unis, le rendement du titre de référence à trente ans est remonté de 6 % à 6,70 % après avoir

atteint un pic de 7,25 % durant l'été, en raison des craintes de tensions inflationnistes apparues outre-Atlantique et du dynamisme du marché de l'emploi.

Malgré la très forte détente des taux d'intérêt observée en France, le débat monétaire est resté animé tout au long de l'année. Lors de son intervention télévisée du 14 juillet, le président de la République a critiqué directement la politique monétaire française, en déclarant « le niveau nettement trop élevé des taux d'intérêt ».

### POLÉMIQUE

Ces propos ont été interprétés par les opérateurs comme une volonté délibérée de l'Élysée de déstabiliser le gouvernement de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, d'autant que quelques jours plus tard le gouvernement annonçait son intention de poursuivre les anciens dirigeants du Crédit lyonnais, à l'époque où M. Trichet était directeur du Trésor. Il a fallu une mise au point très ferme du premier ministre, Alain Juppé, revenu en catastrophe de vacances, pour calmer les marchés.

Au mois de novembre, la polémique a été relancée par Valéry Giscard d'Estaing, qui, à la surprise générale, a proposé de décrocher le franc du deutschemark. Elle a ensuite été alimentée, en décembre, par les spéculations des opérateurs à propos d'une possible inflation de la politique monétaire française, dans le sens d'une plus grande souplesse et d'une plus grande indépendance à l'égard de la Bundesbank, à l'occasion du renouvellement d'une partie du conseil de la Banque de France. La nomination, vendredi 3 janvier, de Jean-René Bernard et de Pierre Guillen au remplacement de Jean Boissonnat et Bruno de Mauville n'a pas mis fin à leurs interrogations, ces deux personnalités étant réputées moins attachées à la politique du franc fort que leurs prédécesseurs.

Pierre-Antoine Delhommais

### Les Européens restent à la traîne dans la restructuration de l'industrie aéronautique

Les regroupements entre constructeurs américains ont contraint le Vieux Continent à réagir

LES Européens ont été pris de vitesse en 1996 par les Américains dans la course à la restructuration de l'industrie aéronautique. Le 15 décembre, Boeing et McDonnell Douglas ont annoncé leur fusion pour donner naissance au numéro un mondial de l'aéronautique civile et militaire avec un chiffre d'affaires de 48 milliards de dollars (240 milliards de francs environ) pour 1997. Quelques mois auparavant, Boeing avait renforcé son pôle militaire avec le rachat du groupe aéronautique Rockwell, et l'autre géant américain, Lockheed Martin, en acquérant l'électronique militaire de Loral, devenant le premier fournisseur de l'armée américaine.

En Europe, la France a tenu de donner le signal du départ des grandes manœuvres. Jacques Chirac a annoncé, le 22 février, la constitution de quatre « pôles nationaux » dans l'aéronautique, l'électronique militaire, l'électronique civile et le nucléaire. Outre la constitution d'un pôle électronique de défense, à l'occasion de la privatisation de Thomson, le président de la République a exigé le rapprochement des deux champions aéronautiques nationaux, l'aviationneur privé Dassault, spécialisé dans le matériel militaire, et le constructeur public d'avions civils Aérospatiale. Il leur a demandé de mettre en commun les cellules d'avions, les

hélicoptères et les systèmes d'armes au nom de « l'intérêt national ».

Non sans mal. Le comité de pilotage des directions de l'Aérospatiale et de Dassault est parvenu à présenter, le 30 juin, les modalités de ce rapprochement. Les réticences de Serge Dassault, le président du groupe du même nom, ont été vaincues par le pouvoir politique, qui a obtenu de l'aviationneur privé « la constitution d'un groupe unique dont l'Etat actionnaire majoritaire détiendra le contrôle effectif ». Reste à s'entendre, dans les tout prochains jours de 1997, sur les modalités financières.

De son côté, la procédure de privatisation de Thomson échouait. Le gouvernement faisait connaître « sa préférence » pour une reprise par le tandem constitué du groupe Lagardère (partie défense) et du coréen Daewoo (partie électronique grand public), mais la Commission de privatisation indiquait en décembre qu'elle contestait ce choix. Une nouvelle procédure devait être trouvée par le gouvernement au début de 1997.

Dans le même temps, l'industrie aéronautique européenne a décidé de restructurer Airbus. Le groupement d'intérêt économique, constitué par les français Aérospatiale (37,9 %), l'allemand Daimler-Benz Aerospace (37,9 %), le britannique British Aerospace (20 %) et l'espagnol Casa (4,2 %), a réussi à s'acro-

cher 40 % des parts de marché mondial des avions civils remportant, notamment, un contrat historique de quatre cents appareils obtenus auprès de la compagnie aérienne américaine USAir. McDonnell Douglas, numéro trois, a dû se mettre sous l'aile du numéro un, Boeing, le 15 décembre.

### « POUVOIR DE DÉCISION »

A la veille d'un combat sans merci sur les nouveaux Super-jumbo (des appareils de plus de cinq cents places), il est indispensable qu'Airbus puisse s'appuyer sur une structure juridique nouvelle pour adapter son offre commerciale, rationaliser sa production et faire appel au marché pour financer ses investissements. « Il faut qu'Airbus acquière un véritable pouvoir de décision et de maîtrise d'œuvre. Il doit regrouper toutes les fonctions jusqu'à présent dévolues aux partenaires », a expliqué Yves Michot, le président d'Aérospatiale. Les Européens avaient promis de trouver un compromis sur la nouvelle structure avant la fin de 1996. L'échéance a dû être reportée au début de 1997.

Faut-il s'en tenir à la mise en commun des usines d'assemblage ? Ou effectuer le grand saut qui permettrait de fusionner véritablement l'ensemble des forces aéronautiques européennes ? En tout cas, « Daimler-Benz Aerospace, British Aerospace et Casa sont d'accord avec nous : il faut regrouper à la fois nos

activités civiles et militaires », expliquait Yves Michot au dernier Salon aéronautique de Farnborough, en septembre. « Nous ne savons pas encore si Airbus sera le noyau de l'industrie aéronautique européenne, regroupant en son sein la défense et l'espace, mais cela est une possibilité, clairement identifiée », a confirmé Manfred Bischoff, le président de Daimler-Benz Aerospace. La nécessité économique est évidente : face aux 27,7 milliards de dollars (140 milliards de francs) de chiffre d'affaires de Lockheed Martin et aux 48 milliards de dollars du nouveau géant Boeing-McDonnell Douglas, l'Europe doit faire front pour être en mesure de leur opposer une force comparable (environ 30 milliards de dollars pour les quatre européens).

Mais l'accord est difficile à mettre en forme. L'autorité politique européenne manque pour impulser ce type de rapprochement radical. Les liens entre les autorités nationales et leurs industriels restent forts. « Les États contribuent au financement des programmes de recherche militaires et accordent des avances remboursables. Le pouvoir politique exerce en outre une influence sur les contrats à l'exportation », explique Yves Michot. Les partenaires européens réfléchissent donc à une organisation nouvelle qui permettrait de résoudre la quadrature du cercle.

Christophe Jakubyszyn

### Claude Bébear, nouvel empereur de l'assurance

En prenant le contrôle de l'UAP, le patron d'AXA place sa société au deuxième rang mondial



CLAUDE BÉBEAR

AU TERME DE négociations serrées, la mutuelle d'assurance privée AXA a pris, le 12 novembre, le contrôle de l'UAP, numéro un du secteur. La fusion des deux compagnies donne naissance au deuxième assureur mondial, derrière le japonais Nippon Life, et détrône l'allemand Allianz en Europe. Le nouvel ensemble totalise 310 milliards de francs de chiffre d'affaires et gère 2 295 milliards de francs d'actifs. Sa capitalisation boursière atteint 100 milliards. Son bénéfice attendu pour 1997 est de l'ordre de 6,7 milliards de francs.

En saisissant la chance qui s'offrait à lui de mettre la main sur le premier assureur français, Claude Bébear, le patron d'AXA, fait d'une pierre trois coups : il réalise un coup d'éclat en se hissant au tout premier rang de l'assurance mondiale ; il fait une bonne affaire puisqu'il acquiert l'UAP, qui traverse une mauvaise passe, à un prix raisonnable ; il renforce les activités de son groupe en Europe, alors que, ces dernières années, AXA avait favorisé une croissance externe tournée vers les États-Unis et l'Australie.

L'opération est spectaculaire par son ampleur et ses conséquences : on ne voit pas seulement la plus importante jamais réalisée dans le secteur, mais sa mise en

œuvre va rayer de la carte la plus grosse compagnie française, dont le nom même disparaîtra à terme. Le mouvement d'AXA n'est pas isolé. Il s'inscrit dans un vaste mouvement de concentration observé dans la profession. L'année 1996 a été ponctuée par des rapprochements : les britanniques Royal Insurance et Sun Alliance ont fusionné, créant un ensemble de près de 7,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires, baptisé Royal Sun Alliance. L'allemand Allianz a pris le contrôle de la société d'assurance allemande Vereinte Holding AG.

C'est dans le domaine de la réassurance que la course à la taille a été la plus effrénée. Simultanément : mis à mal par une série de catastrophes naturelles (typhons, ouragans, tremblements

de terre) intervenues ces dernières années, et par l'aggravation des risques liés à l'amiante et à la pollution, les réassureurs ont eu du mal à faire face. Nombre d'entre eux ont disparu. Les autres doivent présenter à leurs clients une surface financière de plus en plus solide.

### MANŒUVRES PLANÉTAIRES

C'est la raison principale des rapprochements amorcés en 1995 avec le rachat par American Re, filiale de General Electric, de deux réassureurs allemands, Frankona et Aachen. En 1996, l'Américain General Re a ouvert le bal en acquérant son concurrent National Re. La Scor, numéro un français et sixième mondial, a renforcé ses positions aux États-Unis en rachetant l'Américain Allstate.

Des opérations modestes, comparées à celles réalisées par les deux grands du secteur, l'allemand Munich Re et le suisse Suisse de Ré, qui se livrent une guerre permanente. Le premier s'est étendu aux États-Unis en rachetant American Re pour 3,3 milliards de dollars, puis s'est renforcé dans l'assurance santé en acquérant, auprès d'Allianz, la société DKV, numéro un dans cette activité. La Suisse de Ré répliquait en s'emparant de la compagnie britannique Mercantile and Gene-

ral, spécialisée elle aussi dans l'assurance santé. Dernière acquisition : le premier réassureur italien, l'Unione Italiana di Riassicurazione, filiale de la compagnie d'assurance-vie transalpine INA.

Les États-Unis sont restés à l'écart de ces manœuvres. Les professionnels américains ont passé ces dernières années repliés sur eux-mêmes, occupés à remettre leurs affaires en ordre, notamment après le traumatisme de l'ouragan Andrew (16 milliards de dollars de pertes liées aux indemnités en 1992). Ils pourraient aujourd'hui rentrer dans le jeu, en particulier la compagnie American International Group, pour participer à la redistribution des cartes.

Terrain d'opérations privilégié : l'Europe, dont le marché va se trouver largement dominé par le nouvel ensemble AXA-UAP. Les AGF, privatisées en juin 1996, font l'objet de rumeurs récurrentes de rachat. A moins qu'elles ne prennent elles-mêmes l'initiative en se rapprochant d'une autre compagnie. La privatisation du GAN, prévue par le gouvernement dans le courant de 1997, devrait donner l'occasion à des groupes étrangers de se renforcer, voire de s'implanter, en France.

Babette Stern



1250 1250

26. - CRÉDIT FONCIER : Faute de repère, le gouvernement annonce le rachat par l'Etat du Crédit foncier (CFF), qu'il gèrera jusqu'à sa fin progressive.

AOÛT

1. - CIC : Lancement de la privatisation, avec la cession de gré à gré, par le groupe public d'assurances GAN, de 67 % du capital. 2. - THOMSON : Lancement de la privatisation, l'Etat conservant toutefois le droit de s'opposer à toute vente d'actif dans les activités de défense, mais pas dans l'électronique grand public. 7. - AÉRONAUTIQUE : Nomination d'Yves Michot à la présidence d'Aérospatiale. 21. - BALLY : Dépôt de bilan de la filiale française du chausseur suisse. 27. - CRÉDIT FONCIER : Dépôt d'une OPA par la Caisse des dépôts et consignations (CDC). 30. - FRAMATOME : Ouverture de négociations entre le Britannique GEC et le Français Alcatel-Alsthom en vue d'une fusion de leur filiale commune GEC-Alsthom avec le constructeur de chaudières nucléaires Framatome. Le gouvernement donne son aval à la privatisation de Framatome.

SEPTEMBRE

3. - ITALIE : Démission de Carlo De Benedetti de son poste de président d'administration d'Olivetti. 6. - AUDIOVISUEL : Fusion de Canal Plus et du groupe sud-africain NetHeld, donnant naissance au plus grand groupe européen de télévision à péage. 11. - EDF : Annonce d'un remaniement important de l'état-major, se traduisant par un renforcement des pouvoirs du PDG, Edmond Alphandéry, qui est contraint, le 24, par le ministre de l'Industrie de revoir son projet de

réorganisation. 16. - THOMSON : Alcatel Alsthom et Lagardère Groupe se portent candidats au rachat de Thomson-SA. 26. - AIR LIBERTÉ : La compagnie aérienne dépose son bilan et est placée sous administration judiciaire pendant six mois.

OCTOBRE

1. - EUROTUNNEL : Signature avec les banques créancières d'un accord pour restructurer la dette (proche de 70 milliards de francs). Les cotations en Bourse s'effondrent le 8. 16. - THOMSON : Le gouvernement indique sa « préférence » pour le groupe Lagardère (Matra) comme repreneur de Thomson. Dans ce cadre, Thomson Multimédia (électronique grand public) serait cédée, pour 1 franc symbolique, au sud-coréen Daewoo, tandis que dans l'électronique militaire, l'Etat conserve un droit de regard sur les décisions stratégiques. 17. - AIR LIBERTÉ : Nomination de Vincent Bolare à la tête de la banque Rivaud, actionnaire principal d'Air Liberté. Le 23, le groupe Rivaud se rallie à la solution de sauvetage proposée par British Airways. 21. - CGM : La Compagnie maritime d'affrètement (CMA) reprend la Compagnie générale maritime dans le cadre de la privatisation de gré à gré de l'armateur public. EDF : Rejet par le Conseil d'Etat de la réforme présentée en septembre par Edmond Alphandéry.

NOVEMBRE

6. - AÉRONAUTIQUE : La compagnie USAir commande 400 Airbus pour un montant de 62 milliards de francs. Le 21, American Airlines commande à Boeing 103 appareils, pour 30 milliards de francs. 12. - GRANDE-BRETAGNE : La cour européenne de justice décide que Londres doit appliquer la

directive européenne limitant le temps de travail hebdomadaire à 48 heures. ASSURANCES : Fusion d'UPA et d'AXA. 14. - CIC : Le gouvernement interrompt la privatisation du Crédit industriel et commercial. 21. - FRANC : Valéry Giscard d'Estaing se prononce pour l'établissement d'une parité à 7 francs pour 1 euro, ce qui revient à dévaluer la devise française par rapport au mark. 24. - ITALIE : La lire italienne revient dans le système monétaire européen (SME), qu'elle avait quitté en septembre 1992. 27. - GAN : Nomination de Didier Pédier à la tête du groupe public d'assurances.

DÉCEMBRE

2. - THOMSON : Avis défavorable de la Commission de privatisations sur l'offre de reprise par le groupe Lagardère. Le 4, le gouvernement suspend la cession de Thomson et, le 11, décide une privatisation séparée de Thomson-CSF et Thomson Multimédia. Le 13, Bruxelles annonce une enquête sur la recapitalisation de Thomson Multimédia. 4. - FRAMATOME : Départ à la retraite de Jean-Claude Lamy, qui dirigea l'entreprise durant un quart de siècle. 6. - CRÉDIT FONCIER : Annulation par le Conseil d'Etat de la nomination datant du 29 décembre 1994 de Jean-Pascal Beaufort au poste de sous-gouverneur du Crédit foncier. 11. - PHARMACIE : Lancement d'une OPA par le groupe allemand Hoechst sur sa filiale française Roussel Uclaf. 15. - ÉTATS-UNIS : Boeing et McDonnell Douglas fusionnent pour créer le numéro 1 mondial de l'aéronautique, couvrant toutes les activités, du civil au militaire. 19. - SNCF : Lancement sur Paris-Lyon du TGV à deux étages. Le 23, annonce des premiers travaux du TGV-Est en 1998.

DISPARITIONS

● Jean-Marc Vernes, 76 ans, une des grandes figures du capitalisme français des années 80 (4 avril). ● Fred Uppmann, 91 ans, le père des montres Lipp (9 novembre). ● Seymour Cray, 71 ans, pionnier américain de l'informatique et concepteur de plusieurs lignes de super-ordinateurs (5 octobre).

Au journal Le Monde

● Claudine Escoffier-Lambiotte, 72 ans, qui dirigea la rubrique médicale de 1956 à 1988 (4 janvier). ● Jean-François Sallay, 49 ans, directeur de la préparation (28 février). ● Jacques Boissel, 69 ans, directeur juridique de 1964 à 1983 (5 août). ● Yves Heller, 50 ans, journaliste (26 septembre). ● François Renard, 67 ans, journaliste (28 septembre). ● Roger-Pierre Lagrange, 35 ans, journaliste (24 octobre). ● Jacques Decornoy, 59 ans, journaliste (16 décembre).

ENTREPRISES ET MARCHÉS

Les juges volent au secours des actionnaires minoritaires  
Des plans sociaux passés à la loupe

# Diverses formes de réduction du temps de travail ont commencé à être mises en place

Pour diminuer leurs sureffectifs, certaines recourent à la loi Robien. D'autres préfèrent élargir le dispositif des préretraites

L'ANNÉE 1996 restera-t-elle celle du début d'une prise de conscience générale de la nécessité d'aménager et de réduire le temps de travail ? En tout cas, pour atténuer l'impact de plans sociaux toujours aussi nombreux, beaucoup de firmes ont eu recours à deux dispositifs : les cessations anticipées d'activité et la diminution des heures travaillées dans le cadre du dispositif nouveau de la loi Robien.

Adoptée le 11 juin, entrée en vigueur à la mi-octobre, cette loi réduit de 40 % la première année et de 30 % les deux années suivantes les cotisations sociales patronales des entreprises qui s'engagent à réduire le temps de travail de 10 % pour diminuer ou éviter les suppressions d'emplois. Si la réduction du temps de travail est de 15 %, la diminution des cotisations s'élève à 50 %, puis à 40 %.

Bien que le dispositif soit contesté par une partie du patronat, en particulier par Jean Gandois, président du CNPF, et par l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), en raison de son coût élevé pour la collectivité, les entreprises hésitent rarement à y recourir en cas de plan social.

L'application de la loi Robien devait permettre de sauver 1 100 emplois sur 4 046 menacés au Crédit lyonnais, où un accord a été signé le 12 décembre 1996. 932 chez Giat Industries (sur 2 569 suppressions envisagées), 750 sur 2 100 chez Moulinex où un accord est en cours de négociation, 150 sur 1 500 chez Turboméca.

Outre ces exemples très médiatisés, la loi Robien va permettre de réduire le nombre de suppressions d'emplois initialement envisagées chez Pechiney, Thomson-CSF Services Industriels, la Sofresid, Dassault Electronique, Bauman (ameublement), la société marseillaise de pistons (équipementier automobile). Mi-dé-

cembre, soit deux mois seulement après son entrée en vigueur, le ministre du travail recensait déjà plus de quatre-vingts entreprises ayant signé un accord pour diminuer leurs sureffectifs dans le cadre de cette loi.

Mais celle-ci n'est pas réservée aux entreprises en difficulté. Les maisons en bonne santé qui réduisent le temps de travail pour embaucher des salariés peuvent également en bénéficier, dans des conditions même plus avantageuses, puisque l'exonération porte sur sept ans alors qu'elle ne s'engage à maintenir leurs effectifs que les trois premières années. Toujours mi-décembre, Jacques Barrot recensait environ quatre-vingts de ces accords dits « offensifs », dont Yves Rocher et Villages vacances familiales.

DÉCIS

Les partisans de la loi Robien voient dans ce dispositif le déclic qui permet, enfin, aux chefs d'entreprise d'embaucher. Ses détracteurs dénoncent l'effet d'aubaine qu'elle représente pour des entreprises en expansion qui, de toute façon, auraient embauché, ou l'effet anesthésiant qu'elle risque d'avoir sur des entreprises en difficulté qui ne font que retarder l'échéance de la restructuration.

Le coût de la mesure divise également les experts. Chacun s'accorde à dire qu'il est a priori élevé pour l'Etat, qui rembourse à la Sécurité sociale le manque à gagner lié aux exonérations des charges. En revanche, les régimes de retraite complémentaire sont gagnants puisqu'ils voient leur nombre de cotisants progresser. Le système d'assurance-chômage l'est également puisque le nombre de personnes à indemniser doit diminuer et le nombre de cotisants augmenter. Edmond Maître, président de VVF, rendant publics les calculs du Bureau d'information et de prévisions économiques (BIPE), estime



que le coût total net pour les régimes sociaux ne s'élève qu'à 10 000 francs par emploi et par an. En revanche, l'UIMM fait remarquer que « les coïncidences ne sont pas les mêmes » et s'en tient au coût pour le budget de l'Etat : plus de 140 000 francs par emploi créé la première année et 108 000 francs les années suivantes.

Les débats sur ce thème au sein du patronat sont loin d'être clos. Dans le premier entretien accordé depuis sa nomination à la présidence de la commission sociale du CNPF, Didier Pineau-Valencienne, par ailleurs président de Schneider, reconnaît qu'il « ne partage pas complètement » l'avis de Jean Gandois sur la loi Robien (Le Monde du 27 décembre 1996).

Le patronat est également divisé sur l'autre dispositif de réduction du temps de travail : les cessations anticipées d'activité. La restructuration de la sidérurgie en témoigne, les préretraites n'ont pas l'attrait de la nouveauté. Tout au long de l'année 1996, les pouvoirs publics, mais également les chefs d'entreprise et les syndicats, leur ont donné une nouvelle jeunesse. C'est ainsi qu'en novembre le conflit des routiers, provoqué par une durée excessive des temps de travail hebdomadaires et mensuels, s'est soldé, certes, par un décret réglementant ces durées, mais surtout par l'octroi de la retraite à cinquante-cinq ans pour les chauffeurs routiers ayant conduit un camion durant plus de vingt-cinq ans.

Dans les semaines qui ont suivi ce conflit, des grèves ont également affecté plusieurs entreprises de transports urbains, en particulier à Toulouse et Rouen, pour obtenir de cesser le travail à cinquante-cinq ans. Ceux-ci estiment que la violence à laquelle ils sont de plus en plus souvent confrontés justifie un départ anticipé à la retraite.

Revendiquée dans les transports routiers par les syndicats, au com des conditions de travail, la préretraite peut également être réclamée par les employés. Déplorant une pyramide des âges déséquilibrée qui mine leur compétitivité, les présidents de Renault et du groupe PSA ont effectué mi-1996 une démarche commune pour demander aux pouvoirs publics l'autorisation de se séparer de 40 000 ouvriers de plus de cinquante ans. En échange, les deux constructeurs s'engageraient à embaucher 14 000 jeunes. Après avoir nommé deux experts, le gouvernement fera prochainement connaître sa réponse.

Celle-ci devrait être négative. Dans son budget 1997, le gouvernement vient en effet de rendre plus coûteux pour les entreprises l'accès aux dispositifs de préretraites progressives.

Surtout, il a refusé aux secteurs du bâtiment et des travaux publics, pourtant bien plus préretraités que l'automobile, la possibilité de se séparer de 30 000 personnes de plus de cinquante-cinq ans.

Si Jacques Barrot, ministre du travail, peut voir d'un oeil relativement favorable ces préretraites qui s'aggravent pas les chiffres du chômage, Jacques Barrot, ministre des affaires sociales, ne peut que s'inquiéter du raccourcissement de la durée de vie active alors que l'espérance de vie augmente de quatre mois par an. D'autant que, toutes les statistiques le démontrent : les préretraites n'ont eu jusqu'à présent aucune incidence favorable sur l'emploi des jeunes.

Frédéric Lemaître

## Le secteur public français se cherche toujours un avenir

Comment gérer les entreprises nationalisées ? Le gouvernement oscille entre la déréglementation et... l'attente

DOS AU MUR, le gouvernement français peine à redéfinir le sort des entreprises nationalisées. Pris entre les difficultés budgétaires, le mouvement de déréglementation en Europe et la crainte des mouvements sociaux, il a été contraint, tout au long de 1996, de gérer à vue un secteur public plus restreint, mais plus compliqué qu'il y a dix ans.

Redoutant les libéralisations brutales, à l'image de celle à l'œuvre dans le transport aérien, la France a tenté de promouvoir une déréglementation maîtrisée au sein de la Communauté européenne, en défendant la notion de « service public à la française ». Après neuf ans de discussions, les ministres européens de l'énergie ont réussi à trouver un accord, le 20 juin, sur la libéralisation de l'électricité en Europe. Celle-ci est limitée aux seuls gros clients. En contrepartie, la France a

obtenu que la directive précise les obligations de service public des producteurs et distributeurs, et a sauvegardé l'essentiel de la structure d'EDF.

Dans les autres domaines, Paris n'a pas su trouver ses marques face à ses partenaires européens. Un accord a été trouvé en extremis, le 18 décembre, dans les services postaux, mais avec une portée très limitée : le texte concerne la libéralisation du courrier de plus de 350 grammes, soit 2 % du chiffre d'affaires de La Poste. Dans les chemins de fer, la France s'est opposée à toute libéralisation étudiée par Bruxelles. Il a préféré suspendre aussi son projet de réforme de la SNCF.

Cet attentisme contraste avec la politique suivie à l'égard des entreprises privatisables. Alors que la pression budgétaire s'accroît, l'Etat entend vendre au plus vite les sociétés inscrites dans la loi de privatisation de 1993. Grâce à la vente des AGF et de quelques participations, comme celles de Total et d'Elf, le ministère des finances est parvenu à encaisser 26 milliards de francs de recettes de privatisation.

MÉFIANCE GÉNÉRALE Mais toutes les autres cessions, lancées de gré à gré, ont posé problème. Peu transparentes, ces procédures ont suscité la méfiance générale. Tandis que la Compagnie générale maritime, cédée en novembre à l'armateur Jacques Saadé, connaît ses premiers malaises, le gouvernement a dû reporter, devant les multiples protestations, la privatisation du CIC, le 14 octobre, et surtout celle de Thomson, le 4 décembre.

Annulée en février, la privatisa-

tio du groupe d'électronique grand public et de défense devait être la pierre angulaire de la restructuration de l'armement français. Deux candidats étaient en lice : Alcatel-Alsthom et Matra, pour lequel le gouvernement a fait connaître, en octobre, sa préférence. La proposition du groupe de Jean-Luc Lagardère était de racheter Thomson, recapitalisé au préalable par l'Etat à hauteur de 11 milliards de francs, pour un franc symbolique, puis de céder la partie grand public au coréen Daewoo et de se consacrer à la partie militaire (Thomson-CSF).

Jugeant que les intérêts patrimoniaux de l'Etat étaient préservés, la Commission de privatisation, chargée d'examiner ce schéma de reprise, a émis un avis négatif. Le 4 décembre, le gouvernement a dû suspendre la privatisation du

groupe. Il a décidé de vendre Thomson en deux étapes, en commençant par la branche militaire. La partie grand public, très endettée, pourrait rester entre les mains de l'Etat jusqu'à son redressement.

Le gouvernement va-t-il tirer les leçons de ces échecs successifs et mettre au point des procédures plus claires, qui permettent de tracer un avenir pour les entreprises restant à privatiser ? A l'exception de France Télécom, entreprise florissante, dont 20 % du capital doit être mis en Bourse en avril, les groupes dont l'Etat a encore la gestion sont en posture délicate. Sans réflexion globale, la gestion du secteur public risque d'osciller entre l'immobilisme et le désengagement à tout va.

Martine Orange

Frédéric Lemaître et Arnaud Leparmentier



سنة من التحرير

## Chronologie

### JANVIER

7. - **RUGBY** : Le Stade toulousain remporte la première Coupe d'Europe en s'imposant (21-18) à Cardiff.  
14. - **RALLYE** : Victoire du motard italien Edi Orioli (Yamaha) et de l'équipage français Pierre Lartigue-Michel Périn (Citroën) dans le rallye-raid Grenade - Dakar.  
29. - **SIDA** : Les premiers résultats d'un traitement du sida associant trois médicaments antiviraux sont rendus publics à Washington.

### FÉVRIER

12. - **SIDA** : L'épiscopat français admet que la prévention de la transmission du virus du sida nécessite le recours au préservatif.  
14. - **ESPACE** : La nouvelle fusée chinoise Longue-Marche 3 B explose au décollage.  
25. - **ESPACE** : Echos de la NASA et de l'Agence spatiale italienne (ASI) dans leur tentative conjointe de larguer un satellite captif depuis la navette spatiale.  
16-22. - **ENVIRONNEMENT** : Echouage du pétrolier Sea Empress au large de Milford Haven, au Pays de Galles.  
17. - **ECHECS** : Garry Kasparov, champion du monde russe du jeu d'échecs, gagne contre le super-ordinateur d'IBM Deep Blue.  
24. - **SIDA** : Le Conseil national du sida (CNS) recommande de tirer au sort les malades à qui seront prescrits des antiprotéases, tant que leur mise à disposition à partir des Etats-Unis sera insuffisante. Alain Juppé s'y oppose le 28.

### MARS

7. - **SIDA** : Le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) n'exclut pas le tirage au sort préconisé par le Conseil national du sida (CNS), mais évoque cette hypothèse comme une « ultime possibilité ». Le 11, les firmes Merck et Abbott annoncent que les malades du sida pourront recevoir des antiprotéases.  
14. - **GÉNÉTIQUE** : Les chercheurs français du Génomique publient la première carte complète du génome humain.  
16-17. - **FOOTBALL** : Le championnat d'Italie de football est suspendu et la 26<sup>e</sup> journée reportée pour cause de grève des joueurs.

### MAI

5. - **FOOTBALL** : Pour la quatrième fois en cinq ans, Eric Cantona est sacré champion d'Angleterre avec le club de Manchester United.  
18. - **FOOTBALL** : Auxerre remporte le championnat de France de D1.  
19. - **FORMULE 1** : Premier succès d'une Ligier depuis 1981 avec la victoire d'Oliver Panis au Grand Prix de Monaco.

### JUIN

1<sup>er</sup>. - **RUGBY** : Le Stade toulousain conserve, pour la troisième année consécutive, son titre de champion de France, en battant Brive en finale (20 à 13) au Parc des Princes, à Paris.  
4. - **ESPACE** : La nouvelle fusée européenne Ariane 5 explose quarante secondes après le lancement de son premier tir de qualification, à Kourou (Guyane).  
6. - **SIDA** : Le deuxième sidaction organisé sur huit chaînes de télévision ne recueille qu'à peine le quart

des fonds réunis lors de la première édition de 1994, et déclenche une polémique.

8 et 9. - **TENNIS** : La finale dame des Internationaux de tennis de Roland-Garros est remportée, le 8, par l'Allemande Steffi Graf, opposée à l'Espagnole Arantxa Sanchez-Vicario (6-3, 6-7, 10-8). Le 9, Evgeni Kafelnikov est le premier Russe à remporter le tournoi, face à l'Allemand Michael Stich (7-6, 7-5, 7-6).

20-30. - **FOOTBALL** : A l'issue des championnats d'Europe, l'Allemagne obtient son troisième titre en battant en finale la République tchèque (2-1) dans une prolongation interrompue par la « mort subite ».

14. - **ENVIRONNEMENT** : L'Assemblée nationale adopte la gratuité des transports en commun en cas de dépassement des seuils de pollution.

15. - **SANTÉ** : Un décret du ministère de l'Agriculture ajoute la « tremblante du mouton » à la liste des maladies « réputées contagieuses ».  
20. - **FORMULE 1** : Renault annonce son retrait de la compétition à la fin de 1997. Le 25, le président d'Elf-Antar-France annonce que son groupe abandonnera la formule 1 à la fin de la saison.

### JUILLET

3. - **SANTÉ** : Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, annonce l'interdiction définitive de l'amiante, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1997, sur le territoire français.

4. - **FOOTBALL** : Jean-Claude Gaudin, maire de Marseille, annonce la reprise de l'Olympique de Marseille par la société Adidas.

### EN VEDETTE

■ **ROBERT CURL Jr** et Richard Smalley, Américains, ainsi que Harold Kroto, Britannique, Prix Nobel de chimie pour la découverte des fullerènes, molécules-cages composées d'atomes de carbone.

■ **PETER DOHERTY** (Australien) et Rolf Zinkernagel (Suisse), Prix Nobel de médecine pour leurs travaux sur « la spécificité de la défense immunitaire à médiation cellulaire ».

■ **XAVIER GOUYOU BEAU-CHAMPS**, nouveau président de France Télévision après le départ de Jean-Pierre Elkabbach.

■ **DAVID LEE**, Douglas Osheeroff et Robert Richardson, tous trois Américains, Prix Nobel de physique pour la découverte de la superfluidité de l'hélium.

■ **MARIE-JO PÉREZ**, athlète, auteure d'un donblié 400 et 200 mètres lors des JO d'Atlanta.

■ **PARIS-SAINT-GERMAIN** remporte, le 8 mai, la Coupe d'Europe des vainqueurs de Coupe.

## AUJOURD'HUI

### Atlanta, les derniers Jeux olympiques « à l'américaine »

**Sport.** De nombreuses imperfections ont révélé les travers du gigantisme et du sport-business

CETTE lame qui rouille sur le visage de Michael Johnson, statue figée de bonheur sur le podium du stade d'Atlanta, est un concentré d'émotion olympique. Comme un aveu d'humanité dans un bloc de détermination. Le sprinter texan était venu aux Jeux avec l'ambition affichée d'en être le roi. Vainqueur sur 400 m, réclameur sur 200 m avec, à la clé, un record du monde inouï (19 s 32), il a tenu ses promesses d'exploit.

A force de travail et de volonté, cet athlète a transformé la légendaire incertitude du sport en glorieuse fatalité. Sa culrassée d'homme-robot pouvait se fendre en un large sourire satisfait, une fois l'arrivée franchie. Il a triomphé de la plus belle des manières, piétiné les doutes qui souvent entravent la course des favoris. A son instar, le spectacle sportif offert par les Jeux d'Atlanta n'a pas déçu. Il restera comme une réussite totale, inespérée même pour la délégation française qui fit l'exceptionnelle moisson de 37 médailles, dont 15 d'or.

Tant d'économies de bouts de chandelle, tant d'apreté au gain, ont abouti à un bricolage géant qui ne sied pas à l'image de perfection rêvée pour l'olympisme

Sur les mêmes distances que Johnson, Marie-José Pérec a été d'une ponctualité de reine. Même politesse de la part de Carl Lewis. Dans un dernier coup de rein sur le sautoir en longueur, le « King » vieillissant a arrondi son capital de médailles d'or et fait fondre enfin l'Amérique d'une admiration affectueuse à son égard. Au terme de la quinzaine, les Etats-Unis étaient bien le vainqueur attendu de la plus universelle des manifestations. En trustant 101 médailles sur les 842 mises en jeu, les sportifs américains ont flâté l'orgueil national, sans pour autant écraser le reste du monde : sur les 197 délégations présentes au rendez-vous, 78 ont accédé aux podiums.

Les aléas, que l'on croyait réservés au domaine de la compétition, ont surtout affecté les certitudes qui avaient présidé au choix d'Atlanta pour ces Jeux du Centenaire. Pour ce rendez-vous symbolique, la célébration du sport-business au pays de Coca-Cola serait forcément impeccable. Ce ne fut pas le cas. Au fil des jours, la chronique a comptabilisé les lacunes d'une organisation mal rodée : le système informatique pour l'information des 15 000 journalistes, bien qu'estampillé IBM, resta muet ou bégaya, et les navettes pour le transport des 10 000 athlètes se sont entrecroisées à l'ignorance des horaires et des bons itinéraires. Comme si l'inten-

dance de cette fête planétaire était au-dessus des forces de la première puissance mondiale.

La pagaille battait son plein, le 27 juillet, lorsque, vers une heure du matin, une bombe tua deux personnes. Dans le parc du Centenaire, transformé en kermesse commerciale sous les yeux de la statue de Pierre de Coubertin, des malins civils avaient profité des approximations du système de sécurité pour déposer un engin de mort. Le visage rond de Richard Jewel, ce vigile désigné du doigt par les médias américains et arrêté à grand spectacle avant d'être disculpé trois mois plus tard, allait-il supplanter celui de Michael Johnson dans la mémoire des Jeux ? Les dirigeants du Comité international olympique (CIO) l'ont craint un instant et risqué des critiques à peine diplomatiques. Ils se mordaient les doigts d'avoir abandonné « leur » événement à une organisation privée.

L'obsession du profit avait fait perdre de vue au comité d'organisation (ACOG) l'élémentaire prudence qui consiste à tester les systèmes avant de les mettre en œuvre. Tant d'économies de bouts de chandelle, tant d'apreté au gain, ont abouti à un bricolage géant qui ne sied pas à l'image de perfection que Juan Antonio Samaranch, président du CIO, rêve pour l'olympisme.

D'autant que le résultat financier des Jeux apparaît comme un camouflet pour l'ACOG qui tarde à rendre ses comptes. Au début de 1997, William Payne, le président de l'ACOG, n'accolait encore les fonds de tiroir pour ne pas subir la honte d'un bilan dans le rouge ou en équilibre précaire.

Atlanta a marqué un arrêt dans la politique du « toujours plus » suivie depuis quinze ans par le mouvement olympique. Plus de participants, plus de disciplines sportives, plus de télé-spectateurs pour plus d'argent. La maîtrise du gigantisme est déjà l'une des priorités de Sydney pour ceux de l'an 2000. Si les Etats-Unis ont accueilli, du 19 juillet au 5 août, « les plus grands Jeux de l'Histoire », l'idée de la privatisation du sport au nom de la libre entreprise y est morte.

Sur le plan purement sportif, le fiasco de la Grande-Bretagne, repartie d'Atlanta avec une seule médaille d'or, a confirmé les limites du libéralisme exacerbé pour la préparation d'une élite nationale. Le succès français a été le contre-exemple dont plusieurs pays se sont déclarés jaloux. Les performances des judokas, des escrimeurs et des cyclistes, mais aussi des rameurs, des luteurs et des tireurs, ont valorisé l'organisation « à la française » du sport de haut niveau, subtil équilibre entre le tout-étatique et le tout-libéral.

La volonté du ministère du budget de supprimer la mise à disposition des cadres techniques aux fédérations a ulcéré la délégation française au début des Jeux. Les résultats exceptionnels ne rendent que plus étrange la volonté réitérée depuis par l'Etat de diminuer son aide et de se désengager du sport.

Jean-Jacques Bozommet

### Et les téléphones portables poussèrent comme des champignons...

**Télécommunications.** Plus de deux millions de Français ont succombé à leurs charmes

UNE vraie fringale ! En un an, le nombre d'abonnés aux réseaux de télécommunications portables en France a littéralement explosé. Fin novembre, selon la Direction générale des postes et télécommunications, le cap des deux millions d'abonnés a été franchi, ce qui représente un taux de croissance de 39 % en un an. Objet de consommation à part entière, le « portable » aura tenu la vedette dans la honte du Père Noël. On estime qu'en décembre 1996 150 000 appareils se sont vendus.

Cette ruée sur les instruments de communication mobile s'explique par l'entrée en lice des particuliers. D'abord réservés, de facto aux hommes d'affaires, le téléphone mobile a aussi conquis la vie privée. Dans les gares, les trains, les aéroports, les voitures, mais aussi dans la rue, on dégaîne son portable. Pour dire quoi ? D'après les enquêtes réalisées par les opérateurs, les conversations sont généralement utilitaires. Prévenir que l'on aura un peu de retard ou que l'on se charge d'acheter la baguette de pain.

Si le portable s'immerge dans la vie quotidienne d'un nombre croissant de personnes (toutefois, seul un Français sur vingt-cinq est équipé, ce qui est bien en deçà de la plupart des autres pays européens), c'est aussi grâce à la baisse des prix. La mise en concurrence progressive de trois opérateurs - France Télécom, SFR et Bouygues - a engendré une guerre des tarifs. Le prix des abonnements est régulièrement revu à la baisse et les offres promo-

tionnelles déferlent, sous forme de forfaits variables selon les horaires d'utilisation et les distances d'appel. Le consommateur est souvent désorienté devant une telle bousculade. Non seulement les propositions qui lui sont faites sont trop complexes pour être aisément comparées (la définition des heures creuses change selon les formules), mais, en outre, l'achat du téléphone est distinct de l'abonnement souscrit.

En fait, les opérateurs « subventionnent » le prix des appareils pour vendre plus facilement leurs services. Séduisante, cette pratique commerciale est dangereuse pour l'acheteur qui, au bout de quelques mois, risque de découvrir que sa facture téléphonique est beaucoup plus élevée qu'il ne l'espérait.

#### TARIFICATION A DEUX VITESSES

Autre piège : si les communications « sortantes », émises à partir du portable, font l'objet de rabais (certains appels sont fixés à 1 franc la minute), les appels « entrants » coûtent 3,71 francs la minute au plein tarif (courtoisement, les opérateurs ont tout alignés leurs prix...). Cette tarification à deux vitesses aboutit à faire financer une partie du réseau de téléphonie mobile par les abonnés du classique téléphone filaire.

Le marché de la radiomessagerie a également le vent en poupe. Ces petits récepteurs de messages numériques ou alphanumériques émis par l'intermédiaire du téléphone ou via le Minitel sont la coqueluche des moins de 25 ans. Ceux-ci peuvent ainsi communiquer en permanence - souvent, grâce à des messages codés - avec leur entourage amical et



familial. Les ventes ont doublé en six mois. Cette prolifération perturbe parfois le jeu social. De nouvelles règles de politesse s'ébauchent. De manière parfaitement informelle, une trêve généralisée des portables a été décrétée dans les restaurants et les lieux de spectacles.

Dans certaines entreprises, chacun doit s'abstenir d'utiliser son portable pendant les réunions. Fait révélateur, les opérateurs mettent de plus en plus en exergue les ser-

vices permettant d'être contacté sans être dérangé. Il est possible de recevoir, sur l'écran de son appareil, un court texte (par radiomessagerie) pouvant être consulté discrètement ou d'être avisé de la présence d'un message préalablement stocké sur une boîte vocale. Conséquence inattendue de cette sélectivité : la réhabilitation des opérations téléphoniques, qui transmettent des messages « en différé ».

Jean-Michel Normand

### Yannick Noah, le bonheur version Coupe Davis

**Tennis.** Exalté, exaltant, le capitaine de l'équipe de France a su galvaniser ses troupes



YANNICK NOAH

plus de regarder son joueur. La troisième balle évanouie, il hurle. Quelques minutes plus tard, au bout d'un match de près de cinq heures, il regarde Arnaud Boetsch claquer un dernier coup droit et puis s'agenouiller. Comme en 1991, la France gagne la Coupe Davis.

L'équipe vient de vivre un incroyable week-end. Donnée perdante par tous sauf par les membres qui la compose, cette poignée de joueurs vient de battre la Suède, l'un des pays les plus attachés à la Coupe Davis. Certes, vendredi 29 novembre, lors du match d'ouverture, l'Allemand Stefan Edberg, dont c'est l'ultime compéti-

tion, s'est tendu la cheville et a laissé filer la partie contre Cédric Pioline. Thomas Enqvist a égalisé contre Arnaud Boetsch, mais toutes les chances sont permises. Stefan Edberg déclare forfait le dimanche et laisse à la France le désir d'espérer.

#### AU BOUT DE SES FORCES

Pendant cette journée folle de neuf heures et douze minutes de tennis où, pour la première fois, le « saladier d'argent » se décide dans le cinquième set du cinquième match, Cédric Pioline va être à deux points de la victoire, où Arnaud Boetsch passe près de la catastrophe et va au bout de ses forces devant un Nicklas Kuit qui n'en peut déjà plus, perché de crampes. Yannick Noah est resté au bord du court, comme un métronome des émotions.

Le capitaine s'est agenouillé, a encouragé, plaisanté ou massé. Il a toujours voulu y croire : « Cela veut dire quoi être favoris ? Et la logique c'est quoi ? », tonna-t-il depuis l'accession en finale, en septembre. Comme en 1991 où il fit de Guy Forget et d'Hendri Leconte les héros

de la victoire en Coupe Davis contre les Etats-Unis, Yannick Noah a aussi su préparer ses joueurs à l'exploit tout au long des rendez-vous de l'année. Ainsi, au cours des stages de préparation, il leur fait apprécier la vie de groupe, eux qui vivent toute l'année dans un milieu individualiste. Pour tout cela, les joueurs l'aiment et le respectent chacun à sa façon : le vétéran Guy Forget pour son expérience ; le nouveau, Guillaume Raoux, pour avoir eu sa chance en Coupe Davis ; Arnaud Boetsch pour les impulsions données à sa carrière ; Cédric Pioline, le solitaire, seulement heureux d'une aventure collective.

La victoire et le bonheur galvanisateur de Yannick Noah vont avoir des échos inattendus. A la demande de l'équipe de France de Fed Cup, l'équivalent féminin de la Coupe Davis, et avec l'appui de la Fédération française de tennis, Noah sera également le capitaine des filles pour l'année 1997. Ces dames, jamais arrivées en finale de la Fed Cup, sont enchantées.

Bénédicte Mathieu



سجل من السجل

6 et 7. - **TENNIS**: Au tournoi de Wimbledon, l'Allemande Steffi Graf obtient, face à l'Espagnole Arantxa Sanchez, son septième titre (6-3, 7-5). Le 7, le Néerlandais Richard Krajicek bat l'Américain MaliVai Washington par (6-3, 6-4, 6-3).  
14. - **SANTÉ**: Lors de son intervention télévisée, Jacques Chirac annonce la fermeture de la faculté de Jussieu pour cause de pollution à l'amiante d'ici à la fin de l'année.  
19. - **JO**: Bill Clinton ouvre les Jeux olympiques du Centenaire à Atlanta. 21. - **CYCLISME**: Le Danois Bjarne Riis remporte la 83<sup>e</sup> édition du Tour de France devant l'Allemand Ullrich et le Français Richard Virenque.

#### AOÛT

4. - **JO**: Après seize journées de compétition, les Jeux olympiques s'achèvent sur le triomphe des États-Unis qui totalisent 101 médailles, dont 44 en or. La France, avec 37 médailles, dont 15 d'or, se classe en 5<sup>e</sup> position des 79 pays victorieux. 11. - **FORMULE 1**: Lors du Grand Prix de Hongrie, le Canadien Jacques Villeneuve et son coéquipier Damon Hill dominent à l'écurie anglaise Williams sa huitième victoire au championnat des constructeurs de formule 1.  
15-25. - **PARALYMPIQUES**: Les Jeux paralympiques rassemblent à Atlanta 3 500 athlètes. Avec 157 médailles, dont 46 d'or, les Américains terminent à la première place, la France se classant 6<sup>e</sup> avec 95 médailles, dont 35 d'or.  
17. - **ESPACE**: Première femme française astronaute, Claudie André-Deshayes décolle du cosmodrome de Baïkonour (Kazakhstan) pour une mission scientifique de deux semaines à bord de la station spatiale russe Mir, à laquelle son vaisseau Soyouz s'amarrera le 19.

#### SEPTEMBRE

6. - **CYCLISME**: Le coureur cycliste britannique Chris Borman pulvérise le record de l'heure en parcourant 56,3759 km, alors que le précédent record détenue depuis le 5 novembre 1994 par le Suisse Tony Rominger était de 55,291 km. 8. - **TENNIS**: À l'US Open, l'Américain Pete Sampras conserve son titre, en battant son compatriote Michael Chang en trois sets, 6-1, 6-4, 7-6 (7-3).  
11. - **ESPACE**: L'Allemande Steffi Graf domine l'Américaine Monica Seles en deux sets, 7-5, 6-4. 26. - **ESPACE**: La navette américaine Atlantis récupère à bord de la station orbitale russe Mir, l'astronaute Shannon Lucid qui y séjourne depuis le 24 mars.

#### OCTOBRE

9 et 13. - **CYCLISME**: Aux championnats du monde à Lugano (Suisse), Jeannie Longo conserve le titre de championne du monde, acquis en Colombie en 1985, dans l'épreuve contre la montre. Le 13, le Belge Johan Museeuw devient champion du monde sur route. 13. - **FORMULE 1**: En remportant le Grand Prix du Japon à Suzuka, le Britannique Damon Hill devient champion du monde des conducteurs de formule 1. 18. - **TELEPHONE**: Onze ans après l'introduction des numéros d'appels à 8 chiffres, France Télécom passe à la numérotation à 10 chiffres. 26. - **CYCLISME**: La Française Jeannie Longo améliore le record de l'heure en parcourant, à Mexico, 48,159 km.

#### NOVEMBRE

3. - **TENNIS**: Le Suédois Thomas Enqvist remporte l'Open de Paris en battant le Russe Evgueni Kafelnikov (6-2, 6-4, 7-5).

6. - **AUTOROUTE**: L'autoroute urbaine à péage A14, reliant Orgeval (Yvelines) à la Défense, est mise en service.  
6. - **ESPACE**: Les États-Unis envoient la sonde Mars Global Surveyor, qui doit cartographier la planète Mars. Le 18, la sonde spatiale russe Mars-96 s'abîme dans le Pacifique à la suite d'une défaillance du lanceur Proton. 18. - **TELEVISION**: Une « signalétique anti-violence » est appliquée à l'ensemble des chaînes généralistes. 18. - **INCENDIE**: Un incendie dans le tunnel sous la Manche fait huit blessés, et endommage fortement une des voies entre Calais et Folkestone, interrompant la circulation ferroviaire.

#### DÉCEMBRE

1<sup>er</sup>. - **TENNIS**: L'équipe de France de tennis bat la Suède en finale de la Coupe Davis, à Malmö. 4. - **ESPACE**: La sonde américaine Mars Pathfinder est tirée de Cap Canaveral, au direction de Mars, où elle devrait se poser le 4 juillet 1997, pour y déposer une station scientifique fixe et un robot explorateur. 6-7. - **TELETHON**: Record de promesses de dons (388 285 047 francs) lors du dixième Téléthon. 10. - **MALADIES**: Une équipe de chercheurs franco-américains révèle qu'un mécanisme fondamental de la genèse des maladies neurodégénératives d'origine héréditaire a été trouvé. 17. - **VACHE FOLLE**: John Major propose un nouveau plan d'abattage plus conforme à ce qu'exige l'Union européenne. Le 20, la France ferme ses frontières aux bovins suisses. 24. - **SURGENERATEUR**: Arrêt de Superphénix pour six mois de travaux. 27. - **VOILE**: Dans le Vendée Globe, le Britannique Pete Gros récupère Raphaël Dinelli, en perdition dans les « cinquantièmes hurlants ».

#### DISPARITIONS

● Marcel Bleustein-Blanchet, 89 ans, fondateur de Publicis en 1927 (11 avril).  
● Robert Hersant, 76 ans, patron du principal groupe de presse français (21 avril).  
● Luis-Miguel Domínguez, 69 ans, le torero ami de Pablo Picasso et inspirateur de récits d'Ernest Hemingway (8 mai).  
● Timothy Leary, 75 ans, « pape » du mouvement psychédélique (31 mai).  
● Henri Jammet, 76 ans, médecin radiologiste, pionnier de la protection contre les radiations (19 août).  
● René Lacoste, 91 ans, le dernier des « Quatre mousquetaires » de tennis et l'inventeur de la chemise au crocodile (12 octobre).  
● Germaine Solel, 83 ans, figure emblématique de la voyance radiophonique (27 octobre).  
● Roger Lanza, 74 ans, le Monsieur Loyal de la télévision française (25 novembre).

### AUJOURD'HUI

## La télévision a fait sa révolution numérique

Audiovisuel. En France, trois bouquets de programmes convoitent un marché prometteur

QUI s'en souvient encore ? Ils avaient pour nom 16/9, D2 Mac Paquet, TVHD. Ils devaient assurer l'avenir de la télévision. Las : en 1996, la télévision a fait sa révolution numérique. L'amélioration de la qualité de l'image et du son, les opérateurs de télévision ont d'abord choisi la multiplication des chaînes. A la base de ce bouleversement se trouve un procédé venu tout droit de l'informatique : la compression numérique.

Numerisés, c'est-à-dire transformés en longues suites de 0 et de 1, les images et les sons peuvent être ensuite comprimés. Ainsi réduits à l'essentiel, ils peuvent voyager plus facilement. En mode numérique, un opérateur ne transmet que ce qui change d'une image à l'autre. La couleur du ciel ou la tenue d'un costume restent constantes tout au long d'une émission et n'ont donc pas besoin d'être diffusées en continu. En revanche, les mouvements font l'objet d'une retransmission.

Grâce à la compression numérique, un satellite peut désormais retransmettre huit à dix fois plus de chaînes de télévision qu'en mode analogique. Une aubaine pour tous les satellite-opérateurs : le coût de transport par satellite d'une chaîne est passé de près de 30 millions de francs par an à moins de 5 millions.

Une telle baisse des prix ne pouvait qu'aiguiser les appétits. A l'exemple des États-Unis où la télévision numérique est une réalité depuis plusieurs années. Trois bouquets de programmes s'y disputent déjà les faveurs des téléspectateurs. Deux autres ensembles de programmes devraient venir compléter cette concurrence. Premier lancé, le bouquet Directv vient de franchir le seuil des deux millions d'abonnés. Primestar, son plus sérieux rival, dispose d'un mil-

lion et demi de souscripteurs. Outre la quantité de programmes proposés par les bouquets, c'est la qualité des images et du son numérique qui a séduit les abonnés américains aux prises jusqu'alors avec les défauts du standard NTSC.

En France, Canal Plus a pris une longueur d'avance sur ces concurrents. Le 27 avril, la chaîne cryptée a lancé son bouquet de programmes numériques. Contrairement à ses vœux, Canal Plus est partie seule. Tous les candidats approchés dans les mois précédant le lancement de CanalSatellite numérique ont renoncé les uns après les autres. En cavalier seul, la chaîne a affiché son offre et déjà séduit près de 200 000 personnes.

#### « TROP CHER ! »

La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), un moment tentée d'entrer au capital du bouquet de la chaîne cryptée, a choisi d'abandonner. « Trop cher ! », auraient estimé les dirigeants de la CLT. A un strapontin aux côtés de Canal Plus, la CLT a (momentanément ?) préféré un fructueux mariage doté de 5 milliards de francs avec l'allemand Bertelsmann.

An refus de la CLT se sont ajoutés ceux de France Télévision et de TF1. Présidé alors par Jean-Pierre Elkabbach, le service public n'a pas voulu être qu'un simple fournisseur de programmes de CanalSatellite. Après un long flirt, la Une n'a pas accepté les conditions de l'alliance proposée par Canal Plus.

Face à la chaîne cryptée, les débuts du numérique ont constitué une manière de front du refus. TF1 et France Télévision, rejoints pour l'occasion par la CLT, M 6 et la Lyonnaise des eaux, puis par France Télécom, ont créé Télévision par satellite (TPS). A peine constituée, cette concurrence a dé-

clenché une guerre des studios pour l'approvisionnement en films américains. Avec des chaînes cinéma diffusées presque 24 heures sur 24, les catalogues de films sont devenus vitaux pour les opérateurs des bouquets. Au final, Canal Plus conserve cinq majors contre deux à TPS.

Après CanalSatellite et TPS, dont les abonnements sont commercialisés depuis le 17 décembre, un troisième bouquet AB Sat, filiale du Groupe AB, producteur de Dorothée, a été créé à la fin de 1996. Ces trois ensembles ciblent, a priori, des clientèles distinctes.

Vendue 175 francs, mais riche de nombreuses exclusivités, Canal Plus vise le haut de gamme. Son complément CanalSatellite porte la note à près de 300 francs, mais offre l'accès aux matches de foot en paiement à la séance (50 francs).

Pour séduire de futurs abonnés, TPS annonce « une offre populaire et bon marché ». Pour 175 francs par mois, le prix de Canal Plus, l'abonné au bouquet complet de TPS pourra recevoir une brasse de chaînes thématiques, dont Eurosport et LCI, complétée par un trio de chaînes cinéma pour faire de films en exclusivité. Pour faire la différence avec ses deux concurrents, TPS mise aussi sur la diffusion des chaînes hertziennes - TF1, France 2, France 3, La Cinquième-Arte et M 6 - avec image et son stéréo numérique.

A l'écart de cette bataille de titans, AB Sat a choisi de mettre en œuvre une profusion de chaînes très thématiques vendues à bas prix. Depuis la fin décembre, AB Sat propose 18 programmes. Avec AB Sat, les téléspectateurs peuvent accéder à la télévision numérique pour 49 francs par mois.



Petit Poucet, le bouquet d'AB n'est pas sans atouts. Pour preuve, le Groupe AB a réussi son introduction à la Bourse de New-York. La société, présidée par Claude Berda, vaut 5 milliards de francs.

Concurrencée en France, Canal Plus est pourtant sans rival à l'échelon européen. Forcée de faire son deuil d'un projet de plateforme numérique en Allemagne, en compagnie de Bertelsmann, la chaîne cryptée a repris sa marche en avant en concluant une fusion surprise avec le groupe sud-africain NetHoll, fortement impliqué dans la télévision à péage en Scandinavie et en Italie.

Après ce mariage, Canal Plus regroupe près de 9 millions d'abonnés en Europe. Cette masse cri-

tique atteinte par Canal Plus permet à la chaîne cryptée de peser plus fortement dans ses négociations avec les majors américaines. Ainsi, le studio Fox, contrôlé par Rupert Murdoch, a préféré conclure avec Canal Plus plutôt qu'avec TPS.

Après le succès du numérique, la prochaine étape pourrait être le cinéma à domicile. Baptisé Home Theater, ce procédé qui combine la numérique, l'image 16/9 et le son Dolby stéréo surround recrée les sensations sonores et visuelles des spectacles en salle. Réservé aux mordus, ces systèmes se démocratisent. Philips propose une offre intégrée à moins de 12 000 francs.

Guy Duthell

## Les trithérapies redonnent espoir aux malades atteints du sida

Santé. Une percée majeure, mais coûteuse

QUINZE ANS après l'identification des premiers cas de sida, une percée majeure a été réalisée dans la thérapeutique de cette maladie épouvantable : la mise en œuvre des premières associations de différents types de médicaments antiviraux. Annoncées en janvier 1996, lors d'une réunion scientifique à Washington, les résultats préliminaires obtenus dans ce domaine ont, depuis, été largement confirmés. Ils ont notamment été exposés lors de la onzième conférence internationale sur le sida organisée en juillet à Vancouver.

Généralement regroupées sous le terme de « trithérapies », ces nouvelles associations thérapeutiques réduisent des molécules qui bloquent à différents stades la réplication du VIH dans l'organisme infecté. Elles résultent pour beaucoup de la découverte des antiprotéases, substances capables de s'opposer à une molécule virale - une protéase - qui joue un rôle clé dans la synthèse des structures du virus.

PAS DE « GUÉRISON »

Outre leur effet, souvent spectaculaire, sur l'amélioration des symptômes dont souffrent les malades, les trithérapies permettent d'obtenir des réductions de la présence du VIH dans le sang de l'organisme infecté.

Les trithérapies ont, en quelques mois, bouleversé la prise en charge médicale de cette affection. Elles ont aussi redonné espoir à de nombreux malades. En France, on est passé de janvier à décembre 1996 de quelques centaines à près de vingt mille personnes sous trithérapie. Les médicaments concernés étant dorénavant disponibles à l'hôpital comme dans les pharmacies d'officine.

Cette nouvelle thérapeutique a également donné lieu à quelques discours, exagérément triomphalistes, laissant entendre que l'épidémie de sida « était vaincue ». Outre le fait que la majorité des malades du sida - ceux qui vivent dans les tiers-monde - n'a pas accès à ces médicaments coûteux, les trithérapies ne permettent pas de « guérir » de cette maladie virale. Elles permettent d'espérer, en transformant le sida en une infection d'évolution chronique, que l'on pourra offrir aux personnes infectées une espérance de vie plus longue et une qualité de vie meilleure.

On ne saurait pour autant sous-estimer la complexité de ces traitements qui imposent de prendre de grandes quantités de médicaments à des heures régulières. Il faut également tenir compte des menaces d'apparition de résistances du VIH à ces nouvelles molécules. Déjà, certains chercheurs ne cachent plus, sur ce point, leur inquiétude.

Jean-Yves Nau

J.-Y. N.

### La planète Mars est de retour

■ Révélée par la NASA au mois d'août, la « découverte » fit l'effet d'un coup de tonnerre : des chercheurs détiendraient la preuve de l'existence d'une vie passée sur Mars. Très vite, hélas, le « fausseau d'indices » trouvé sur une météorite d'origine martienne révéla qu'il n'était pas aussi convaincant qu'annoncé. Il suffit, pourtant, à relancer l'intérêt pour l'exploration de Mars vers laquelle Américains et Russes (alliés aux Européens) devaient lancer trois sondes à l'automne.

La russe Mars 96 n'a pas survécu à une défaillance de son lanceur Proton, mais les deux américaines Mars Global Surveyor et Mars Pathfinder sont en route vers la planète rouge. La première doit assurer une cartographie qui était au programme de Mars Observer perdue en 1993, la seconde doit déposer, le 4 juillet, un robot et une station scientifique sur le sol martien. La NASA compte profiter de cet état pour convaincre ses partenaires étrangers de coopérer à un programme d'exploration spatiale internationale dont elle serait l'élément moteur.

## Le prion, ennemi public numéro un

Science. On découvre avec effroi que la maladie de la « vache folle » pourrait se transmettre à l'homme

A CAUSE DE l'épidémie de la « vache folle », l'année 1996 restera celle de la prise de conscience collective de l'existence d'un nouveau type d'agents infectieux aux conséquences mortelles dénommées « prions » et dont les propriétés et le mode d'action demeurent mystérieux. Plus encore que la « vache folle », c'est l'hypothèse, avancée à la fin du mois de mars, de la transmission à l'espèce humaine du prion responsable de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), qui est à l'origine de ce phénomène, qui a conduit à une intensification des recherches dans un secteur jusqu'alors très marginal de la biologie.

C'est égaré, la communication de Stephen Dorrell, ministre britannique de la santé, prononcée le 20 mars à la tribune de la Chambre des communes reconnaissant comme probable l'existence d'un lien entre l'ESB et une nouvelle forme de la maladie humaine de Creutzfeldt-Jakob (MCJ), affection neurodégénérative toujours mortelle, marquera le point de départ d'un nouvel essor dans ce domaine

des sciences du vivant. Les spécialistes de ces mystérieuses maladies sont plus que jamais confrontés à une série d'énigmes fondamentales. En rien ne permet encore de dire quand ils seront en mesure de fournir les solutions. « Nous ne connaissons pas le risque auquel nous sommes confrontés. Nous ne connaissons pas l'origine de ce risque et nous ne pouvons pas en saisir l'ampleur. En d'autres termes, nous sommes dans la pire des situations », déclarait Dominique Dormont, président du comité des spécialistes français lors d'une réunion en août à Erice (Italie). Rien depuis n'a vraiment changé, à la nuance près qu'une série d'arguments sont venus confirmer la possibilité d'une transmission à l'homme par voie alimentaire du prion responsable de la « vache folle ».

Le prion est une protéine naturellement synthétisée par de très nombreux organismes vivants et dont la fonction biologique demeure une énigme. Même si l'année 1996 a permis d'accumuler des données sur la version anormale de cette molécule, l'un des aspects les plus étranges de

meure. Il s'agit de comprendre comment une simple protéine peut, en l'absence de toute forme d'information génétique, avoir un pouvoir infectieux similaire à celui d'un virus ou d'une bactérie. Comment une simple configuration structurelle présente dans un organisme étranger peut-elle induire un processus pathologique neurodégénératif mortel ?

#### MCJ ET ERF

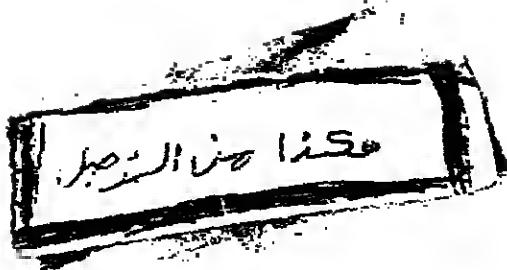
Dans ce domaine, l'un des événements de l'année fut la publication faite par le professeur Stanley Prusiner sur une expérience d'inoculation à des souris des prions impliqués dans deux affections neurodégénératives humaines : la maladie de Creutzfeldt-Jakob et l'insomnie fatale familiale. Celui qui est à l'origine de la plupart des concepts actuels sur les mécanismes physiopathologiques des prions a établi que l'injection de fragments cérébraux humains prélevés chez des patients décédés de l'une de ces deux affections induit la synthèse, chez ces animaux au patrimoine génétique mo-

difié, de souches de prions semblables aux prions d'origine. Un tel travail conduit à remettre en cause un principe fondamental de la biologie qui veut que l'enchaînement des éléments (acides aminés) d'une protéine détermine la forme dans l'espace de cette dernière. Si nous commençons à comprendre que des protéines-prions humaines différentes parviennent à elles seules à imprimer leurs marques respectives au sein des structures nerveuses d'animaux ? Il apparaît aujourd'hui que cette observation relance une controverse fondamentale : faut-il en finir avec le dogme qui veut que la transmission de ce type d'information ne puisse se faire en l'absence totale d'acides nucléiques ?

« Certains diront sans fin que ces maladies sont dues à des virus et il n'y a rien à leur dire sinon que les évidences sont accablantes, déclare le professeur Prusiner, cité par Science. Ils peuvent dire ce qu'ils veulent. Je ne peux les aider. »

### nupe Davis





X / LE MONDE / SAMEDI 11 JANVIER 1997

## Chronologie

### JANVIER

1<sup>er</sup>. - Voté en février 1994, un amendement du député UDF Michel Pelchat à la loi Carignon sur l'audiovisuel, obligeant les radios à diffuser 40 % de chansons d'expression française entre 6 h 30 et 22 h 30, entre en vigueur. 7. - Le Musée du Louvre à Paris est désormais ouvert gratuitement tous les premiers dimanches de chaque mois. 18. - Romancier et critique littéraire au Monde, Hector Bianciotti, écrivain d'origine argentine installé en France, est élu à l'Académie française au fauteuil d'André Frossard. 24. - *Par-delà les nuages*, le dernier film de Michelangelo Antonioni, sort sur les écrans. Le prologue, les entractes et l'épilogue sont réalisés par le cinéaste allemand Wim Wenders. 25. - Élu le 2 mars 1995 au fauteuil d'Eugène Ionesco, Marc Fumaroli, professeur au Collège de France et spécialiste de la rhétorique du Grand Siècle, est reçu à l'Académie française. 29. - La Fenice de Venise est entièrement détruite par un incendie.

### FÉVRIER

14. - Le nouveau livre de Salman Rushdie, *Le Dernier Soupir du Mouk*, paraît dans sa traduction française. 20. - La première chambre civile de la Cour de cassation confirme le jugement en appel condamnant l'Etat à verser 145 millions de francs de dommages et intérêts à Jean-Jacques Walter, ancien propriétaire du tableau de Van

Gogh, *Jardin à Auvers*, après un arrêté de classement de ce tableau pris par le ministre de la culture en 1989 pour en empêcher l'exportation.

### MARS

1<sup>er</sup>. - La rétrospective Johannes Vermeer (1632-1675) ouvre ses portes au Mauritshuis de La Haye. Fermé depuis 1994, le Palais Garnier rouvre ses portes à Paris, après plus d'un an de travaux de rénovation. Le metteur en scène Georges Lavaudant succède au Catalan Luis Pasqual à la direction du Théâtre national de l'Odéon. 2. - La XXI<sup>e</sup> Nuit des Césars couronne le film *La Haine* de Mathieu Kassovitz, et *Nelly et M. Arnould*, de Claude Sautet. 14. - Le cardinal Jean-Marie Lustiger est reçu à l'Académie française au fauteuil du cardinal Albert Decourtray. 25. - Le palmarès des Oscars consacre à Hollywood l'épopée médiévale *Braveheart*, réalisée par Mel Gibson. 27. - Jean-Jacques Aillagon, directeur des affaires culturelles de la Ville de Paris, est nommé président du Centre Georges-Pompidou, en remplacement de François Barré, nommé directeur de l'architecture au ministère de la culture.

### AVRIL

9. - Philippe Douste-Blazy lance vingt-neuf « projets culturels de quartier ». 17-21. - Avec plus de 90 000 spectateurs, le Printemps de Bourges consacre le rap.

### MAI

9-20. - Le 49<sup>e</sup> Festival de Cannes, présidé par Francis Ford

Coppola, décerne la Palme d'Or à Britannique Mike Leigh pour *Secrets and Lies* (*Secrets et mensonges*), le Grand Prix revenant au Danois Lars von Trier et le Prix d'interprétation masculine à Daniel Auteuil et Pascal Duquenne, tandem du *Huitième jour*.

### JUIN

3. - Plus d'un millier d'artistes, intellectuels et techniciens participent au rassemblement organisé au théâtre des Bouffes du Nord par le groupe Epopée pour protester contre la politique culturelle du gouvernement. 4. - L'écrivain espagnol Jorge Semprun est élu à l'Académie Goncourt à l'unanimité au premier tour, en remplacement d'Hervé Bazin récemment décédé. 7. - Le directeur du Festival de Châteauneuf, Gérard Paquet, décide de déprogrammer le groupe de rap NTM, qui devait se produire le 26 juillet, sur injonction du préfet du Var, Jean-Charles Marchiani, proche de Charles Pasqua. 14-28. - Le Monde et Les Cahiers du cinéma organisent à Sarajevo une quinzaine du cinéma français. 23. - Dix-huit ans après leur séparation, les Sex Pistols se produisent à Londres devant 25 000 personnes. 27. - Le Centre Georges-Pompidou expose, jusqu'au 14 octobre, les œuvres du peintre britannique Francis Bacon (1909-1992).

### JUILLET

5-7. - Les 8<sup>e</sup> Eurockéennes de Belfort battent les records en rassemblant près de 90 000 personnes. 9-31. - Plus de 40 spectacles de théâtre, de danse et de musique se partagent l'affiche du 50<sup>e</sup> Festival d'Avignon.

## DISPARITIONS

● Gerry Mulligan (68 ans), saxophoniste de jazz (20 janvier).  
● Joseph Brodsky (55 ans), Prix Nobel de littérature 1987 (28 janvier).  
● Gene Kelly (83 ans), acteur (2 février).  
● Hervé Bazin (84 ans), romancier (17 février).  
● Marguerite Duras (81 ans), romancière (3 mars).  
● Krzysztof Kieslowski (54 ans), cinéaste (13 mars).  
● René Clément (83 ans), cinéaste (17 mars).  
● Ella Fitzgerald (79 ans), chanteuse de jazz (15 juin).  
● Marcel Carné (90 ans), cinéaste (31 octobre).  
● Maria Casarès (74 ans), comédienne (22 novembre).  
● Edison Denisov (67 ans), compositeur (24 novembre).  
● Georges Duby (77 ans), historien (3 décembre).  
● Marcello Mastroianni (72 ans), acteur (19 décembre).  
● Mireille (90 ans), chanteuse (29 décembre).

## CULTURE

Danse, musique et théâtre au pied des HLM

Vingt-neuf projets contre la fracture sociale

LE FILM *Zone franche*, actuellement sur les écrans, est l'un des vingt-neuf « projets culturels de quartier » lancés par le ministère de la culture pour l'année 1996. Tous ont débouché sur des créations dirigées par des artistes de différents domaines. Implantés dans des quartiers pauvres, ils ont eu pour interprètes des jeunes et des adultes chômeurs ou RMistes. *Zone franche* est ainsi le fruit d'une collaboration, à Mulhouse, entre des jeunes de ZUP et le cinéaste Paul Vecchiali. Ils ont inventé l'intrigue et joué la plupart des personnages avec talent, incarnant les jeunes d'une cité, aux prises avec le racisme et la force policière. A Sarcelles, Armand Gatti, le dramaturge et metteur en scène familial des jeunes en difficulté, présente à la fin du mois un spectacle sur Jean Cavallès, philosophe exécuté par les Allemands en 1944.

### MULTICULTUREL

Chaque histoire de ces vingt-neuf projets est singulière. Les spectacles portent l'empreinte des créateurs qui les ont accompagnés et celle de l'expérience locale. Les banlieues lyonnaises, engagées depuis près de quinze ans dans les danses urbaines (hip-hop, breakdance...), ont participé en septembre à la Biennale de la danse, dédiée au Brésil. A cette occasion, plusieurs chorégraphes ont préparé un gigantesque carnaval avec les jeunes des cités périphériques. Quelque 150 000 personnes ont suivi le défilé dans les rues du centre de Lyon.

L'importante communauté gitane de Perpignan a vu reconnaître son génie musical à travers le projet mené par l'association Musique interculturelle catalane. Un nouveau lieu s'est ouvert, la Casa musicala, où les jeunes Gitans, mais aussi les Maghrébins, peuvent approfondir leur formation. Les enfants de Feyzin, au sud de Lyon, ont participé à la très belle création de Christiane Véreid, metteur en scène habitué des quartiers multiculturels.

L'ensemble de ces projets, du Havre à Montbéliard, du Mans à Marseille, ont reçu 40 millions de francs de l'Etat et presque autant des collectivités locales. Ces initiatives font suite aux expériences menées dans les banlieues depuis près de quinze ans. Elles ont montré que des créations artistiques de haut niveau étaient possibles au pied des HLM.

Mais leur petit nombre (vingt-neuf, quand plus de quatre cents quartiers « difficiles » sont officiellement recensés) en souligne les limites. En 1997, elles devraient être reconduites dans les mêmes sites. Si le souci de continuité est louable, il abandonne des populations entières à leur vide culturel.

Catherine Bédarida

# Les milieux artistiques déchantent, le « modèle français » s'essouffle

Un climat de morosité a envahi l'ensemble des secteurs de la vie culturelle. Sauf, peut-être, le cinéma

L'ANNÉE 1996 marquera le retournement de la politique gouvernementale et donc de l'activité culturelle en France. Après deux septennats socialistes, marqués par la personnalité de François Mitterrand et celle de son ministre de la culture, Jack Lang, qui ont vivifié le tissu culturel national, l'alternance aura entraîné un net fléchissement de la volonté gouvernementale et suscité de nombreuses inquiétudes dans les milieux artistiques.

Lors de la campagne pour l'élection présidentielle en 1995, puis à la faveur de son intervention télévisée le 14 juillet, Jacques Chirac, s'était engagé à consacrer 1 % du budget de l'Etat au ministère de la culture. Cette promesse réitérée n'aura pas été tenue, le budget de la culture passant même sous la barre de 0,8 % en 1997.

Le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, a donc été confronté à de difficiles arbitrages. Après une vaste mobilisation des professionnels de la culture, qui s'est traduite par un rassemblement, le 3 juin, au théâtre des Bouffes du Nord à Paris, un gel budgétaire décidé au printemps a été levé début juillet. Mobilisation encore, en décembre, des intermittents du spectacle pour le maintien de leur système d'assurance-chômage. Ils ont été rejoints par de nombreux professionnels qui s'inquiétaient de la diminution constante de leurs subventions.

Ainsi, le patronat, qui a fait l'objet d'une attention particulière avec le vote d'une loi portant création d'une fondation privée dont on peine à dessiner les contours, a été particulièrement visé par les



restrictions budgétaires, comme l'ont été le développement culturel et les formations. C'est donc un certain « modèle culturel français » qui est désormais en panne.

Le gouvernement n'aura pris cette année qu'une initiative d'urgence, la création au Palais de Chaillot à Paris en 2002, d'un Musée des civilisations et des arts premiers, projet cher au président de la République qui regroupera les collections du Musée des arts africains et océaniques et du Musée de l'homme. Cette décision ne masquera pas pourtant la crise pro-

fonde traversée par la Réunion des musées nationaux, établissement public dans une situation financière catastrophique en raison de la baisse importante de la fréquentation des principales institutions françaises.

Ce climat de morosité s'est étendu à la quasi-totalité des secteurs de la vie artistique. 1996 aura marqué la persistance de la désaffection du public pour la musique vivante. Les stars du chant, les instrumentistes les plus célèbres, l'opéra et les orchestres baroques ont échappé à ce phénomène. La

musique de chambre, quant à elle, est aujourd'hui sinistrée malgré la programmation exemplaire de l'Auditorium du Musée du Louvre. On n'en finit pas de s'interroger sur la lente, mais constante « privatisation » de l'Opéra national de Paris. Tandis que la façade de l'Opéra-Bastille se désagrége dangereusement, la politique artistique de cet établissement phare défile l'analyse.

Les « grandes voix », les « grands chefs » se font attendre quand les réalisations scéniques sont, presque systématiquement, confiées à des professionnels de second ordre.

Les institutions symboliques de la capitale artistique souffrent de directions artistiques insuffisamment visionnaires pour les hisser à une norme de qualité que l'on admire chez leurs homologues étrangers. Personne n'ose plus espérer la construction d'un auditorium qui leur permettrait de se produire dans des conditions acoustiques favorables. Dans les régions, malgré les incertitudes budgétaires, les opéras de Lyon, Toulouse, Marseille, Bordeaux et Nice tiennent leur rang. L'Opéra de Rennes a remporté, sans aucun doute possible, la palme du meilleur rapport moyens-résultats.

Le théâtre français, comme on a pu le constater lors d'un cinquantenaire Festival d'Avignon juste convenable, tient son rang dans un climat budgétaire déprimé. La nouvelle génération tarde à s'imposer vraiment quand les principales institutions, au premier rang desquelles la Comédie-Française, s'en tiennent à des choix sans risques véritables. On n'en finit pas d'appeler au répertoire sans se sou-

cier vraiment des écritures contemporaines. On attend les effets d'enrichissement que pourraient susciter l'arrivée de Georges Lavaudant au Théâtre national de l'Odéon et celle d'Alain Françon au Théâtre national de la Colline.

Les milieux de la danse sont plus enjoués, même si l'« effet répertoire » joue là aussi à plein. Il touche non seulement les formations classiques mais aussi les compagnies contemporaines, phénomène très nouveau, et nécessaire. Mais l'année aura été marquée par la bonne santé de Karine Saporta, Catherine Diverres ou Mathilde Monnier, et par les progrès des danseurs africains.

### MULTIPLIÉS

Le cinéma français est certainement le secteur le plus favorisé. La fréquentation des salles a progressé de 10 % en France, et de près de 6 % en Ile-de-France. Les parts de marché du cinéma français sont pourtant en légère baisse (32 % contre 35 % en 1995) au profit du cinéma américain (57 % contre 54 %). Ce mauvais score est dû à l'échec des films réputés à fort potentiel commercial, comme *Le Jaguar*, de Francis Veber, ou *Hommes femmes mode d'emploi*, de Claude Lelouch. *Secrets et mensonges*, de Mike Leigh, et *Breaking the Waves*, de Lars von Trier, ont connu une belle carrière. Ils avaient été les triomphateurs d'un Festival de Cannes salué comme l'un des plus riches depuis longtemps.

Le phénomène le plus important de l'année aura été le développement des multiplexes, malgré l'opposition d'une partie des professionnels et la limitation de principe votée par le Parlement. Beaucoup s'inquiètent aussi de l'augmentation du nombre de producteurs directement liés à une chaîne de télévision ; ce mouvement témoigne d'une concentration dangereuse pour les cinéastes indépendants.

Les professionnels ont été choqués aussi par la procédure de renouvellement des concessions accordées par le CSA à TF1 et M6 sans que leurs préoccupations aient été évoquées. Ils se sont inquiétés enfin de la signalétique anti-violence sur les chaînes hertziennes qui risque de « pré-formater », davantage encore, les films coproduits par les chaînes.

Si le ministre de la culture n'a pas vraiment convaincu en lançant ses « projets culturels de quartiers » destinés à lutter contre la fracture sociale dans les banlieues défavorisées, il s'est montré plus offensif dans son soutien aux institutions menacées par les élus du Front national, à Orange et à Châteauneuf. Mais on attend toujours de lui le même engagement pour les dossiers en souffrance et la même combativité pour retrouver les moyens budgétaires nécessaires au rayonnement de la culture française.

Dominique Frétyard

Olivier Schmitt

Une truite... et quelques...

livres...

LA LITTÉRA...

livres...

livres...

livres...

livres...

livres...

livres...

livres...

livres...

livres...

livres...

livres...

livres...

livres...

livres...

livres...

livres...

livres...

livres...

livres...

livres...

livres...

livres...



1250 000 000

8. - Peter Stein, directeur de la programmation du théâtre du Festival de Salzbourg, annonce qu'il ne demandera pas le renouvellement de son mandat, qui s'achève en 1997. 11. - Bilan positif pour le septième festival Paris, Quartier d'été. Depuis le 14 juillet, 110 712 spectateurs ont assisté aux 159 représentations à l'affiche.

SEPTEMBRE  
2. - Le 20<sup>e</sup> Festival des films du monde de Montréal décerne le Grand Prix des Amériques à *Different for Girls*, du Britannique Richard Spence, et le Grand Prix spécial du jury allant à *Un air de famille*, de Cédric Klapisch.  
7. - La 53<sup>e</sup> Mostra de Venise, présidée par le cinéaste Roman Polanski, décerne le Lion d'or à *Michael Collins*, de l'Irlandais Neil Jordan. La coupe Volpi pour la meilleure interprétation féminine est attribuée à Victoire Thivisol (quatre ans au moment du tournage) pour *Ponette*, de Jacques Doillon.

OCTOBRE  
2-5. - Myung-Whun Chung dirige trois concerts à Paris, où il ne s'est pas produit depuis son renvoi de l'Opéra-Bastille en octobre 1994. 2-7. - 144 galeries, dont 60 venues de l'étranger, sont présentes aux Brimley pour animer la 33<sup>e</sup> Foire internationale d'art contemporain (FIAC). 2-7. - La 48<sup>e</sup> Foire du livre de Francfort est marquée par la présence des éditeurs d'Europe centrale et orientale, et décerne au Péruvien

Mario Vargas Llosa son Prix de la paix. 7. - Jacques Chirac annonce la création d'un Musée des civilisations et des arts premiers qui regroupera, en 2002, au Trocadéro à Paris, le Musée des arts africains et océaniques et le Musée de l'homme, entraînant le déménagement du Musée de la marine. 12-27. - La troisième édition du Temps des livres propose quatre mille manifestations destinées à favoriser l'accès au livre et à la lecture, en France et à l'étranger. 15. - Le tribunal de grande instance de Toulon (Var) nomme un administrateur judiciaire provisoire pour trois mois, en remplacement de Gérard Paquet, directeur du Théâtre de la danse et de l'image à Châteauevallon.  
18. - Le Grand Palais expose, jusqu'au 20 janvier, 144 portraits de femmes peints par Pablo Picasso tout au long de sa vie. 23. - Philippe Douste-Blazy inaugure le Studio-Théâtre, troisième salle de la Comédie-Française.

NOVEMBRE  
4. - Le prix Femina est décerné à Geneviève Brisac pour *Week-end de chasse à la mère*; le Femina étranger revient à Javier Marias pour *Demain dans la bataille* pense à mai; le Médicis est attribué à Jacqueline Harpman pour *Orlando* et à Jean Rollin pour *L'Organisation*; le Médicis étranger revient à Ludmilla Oulitskaïa pour *Sonlitchko*. Le Médicis essai récompense Viviane Forrester pour *L'Horreur économique*. 8-13. - Le magazine *Les Inrockuptibles* fête ses dix ans d'existence. 12. - Le prix Goncourt est attribué à Pascale Roze pour

son premier roman *Le Chasseur Zéro*, et le Renaudot à Boris Schreiber pour *Un silence d'environ une demi-heure*. 14. - L'historien d'art Pierre Rosenberg, président de l'établissement public du musée du Louvre depuis octobre 1994, est reçu à l'Académie française, au fauteuil du philosophe Henri Gouhier. 18. - Inaugurée le 14, la nouvelle salle du Théâtre de la Ville, les Abbesses, ouvre ses portes. 22-24. - Reprise en main par la mairie Front national, la Fête du livre de Toulon, rebaptisée « Fête de la liberté du livre », est boycottée par les libraires organisateurs et par beaucoup d'auteurs, qui protestent contre les déclarations du maire, Jean-Marie Le Chevallier, jugeant l'hommage à Marek Halter « inopportuniste ». Le 22, en présence de Jack Lang et de nombreux auteurs, le ministre de la culture rend hommage à l'écrivain à Châteauevallon. 23. - Les cendres d'André Malraux sont transférées au Panthéon.

DÉCEMBRE  
10. - Les intermittents du spectacle réunissent plus de vingt mille professionnels dans toute la France opposés à la modification de leur régime spécifique d'assurance-chômage. Ce régime est prorogé, le 19, jusqu'au 30 avril 1997. 12. - Le prix Louis-Delluc 1996 est attribué à Y aura-t-il de la neige à Noël?, premier film de Sandrine Veysset. 17. - Jacques Chirac inaugure la Bibliothèque de France - François-Mitterrand sur le site de Tolbiac à Paris, avant son ouverture au public, le 18. 19. - Le biologiste François Jacob est élu à l'Académie française au fauteuil de Jean-Louis Curtis.

EN VEDETTE

■ WISLAWA ZYMBORSKA, poète polonaise, prix Nobel de littérature.  
■ JORGE LAVELLI, metteur en scène, Grand Prix des arts de la scène de la Ville de Paris.  
■ FRANÇOIS BAYLE, compositeur, Grand Prix de la musique de la Ville de Paris.  
■ LOUIS SCLAVIS, musicien de jazz, Grand Prix national de la musique du ministère de la culture.  
■ PHILIPPE TORRETON, comédien, pensionnaire de la Comédie-Française, Grand Prix Gérard-Philipe de la Ville de Paris.  
■ JEAN-LUC COURCOULT, fondateur de la compagnie de théâtre de rue Royal de Luxe, Grand Prix national du théâtre du ministère de la culture.  
■ PATRICE CHÉREAU refuse le Molière du meilleur metteur en scène pour *Dans la solitude des champs de coton* de Bernard-Marie Koltès.

CULTURE

# Une truie, des intellectuels qui s'interrogent et quelques polémiques...

Livres. 1996 a révélé de jeunes auteurs comme Marie Darrieussecq et Stéphane Zagdanski

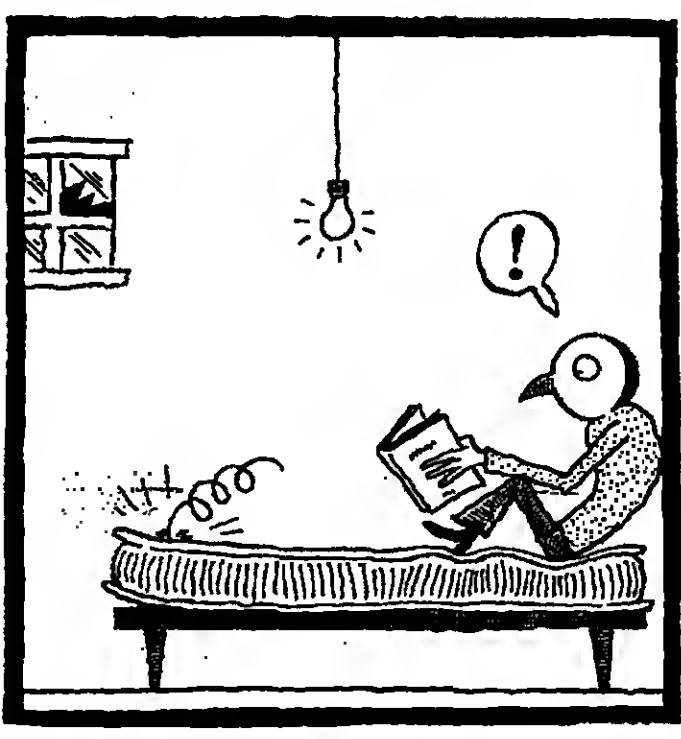
LA LITTÉRATURE ayant une relation conflictuelle avec l'information, au jeu du bilan de l'année, on est presque sûr de perdre. Le « phénomène » de 1996, c'est *Truismes* (éd. POL), le premier roman de Marie Darrieussecq, vingt-sept ans. Plus de 150 000 exemplaires vendus, après un emballement médiatique - venu surtout des hommes - à propos d'un bon livre, racontant, à la première personne, la métamorphose en truie d'une employée de parfumerie, substituée à ses heures.

L'idée qu'une femme, enfin, se transforme en « cochon », a dû enchanter quelques inconscients masculins. Il reste à espérer que ce tintamarre ne tue pas l'écrivain qui peut devenir Marie Darrieussecq - bien qu'il soit, à l'évidence, fait pour ça - si elle se libère du côté « générationnel » qui fait la faiblesse de son texte.

Quoi qu'il en soit, *Truismes* court loin devant le premier roman honorable, mais moyen, de Pascale Roze, *Le Chasseur Zéro* (Albin Michel), auquel on a décerné un important prix Goncourt. Toutefois, si l'on se passionne pour le syndrome « fin de siècle » - village planétaire, spectacle généralisé, démission de l'intelligence -, on pourra préférer un autre premier roman, *Les Intérêts du temps* (Gallimard) de Stéphane Zagdanski. Certainement beaucoup plus radical que celui de Marie Darrieussecq dans sa critique sociale, mais moins original dans sa facture, parce qu'on y sent la marque de ses « pères » littéraires, Philip Roth et Philippe Sollers. Ce dernier, justement, pour lequel 1997

va marquer le quarantième anniversaire d'une entrée remarquable en littérature (à vingt et un ans), a publié, en 1996, trois livres, à lire comme un triptyque : *Les Passions de Francis Bacon* (Gallimard), *Picasso, le héros* (Cercle d'art) et *Sade contre l'Étre suprême*, *Sade dans le temps* (Gallimard), une manière plurielle de continuer l'une des réflexions fondatrices de son œuvre : qu'est-ce qu'un artiste ? La première réponse est sans doute : quelqu'un qui ne se laisse pas enfermer dans les bilans de l'année.

TROP DÉRANGÉANT  
Du côté du débat d'idées, il y a eu, en France, un grand livre de mémoires politiques, *Louis soient nos seigneurs*, de Régis Debray. Il a été célébré, primé (prix Novembre), mais malheureusement le débat a été escamoté. Peut-être n'avait-on pas envie de s'interroger vraiment sur ce long apprentissage de l'« athéisme » politique que décrit magnifiquement Debray. Trop dérangeant. La polémique, en revanche, a été vive, dans plusieurs pays, autour de deux ouvrages d'histoire contemporaine. La palme du succès - et du scandale - est revenue au livre d'un politologue de Harvard, Daniel Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners* (les bourreaux volontaires de Hitler), publié au printemps aux États-Unis. Prenant à rebrousse-poil opinion publique et historiens, Goldhagen a cherché à montrer que le génocide perpétré par les nazis a bénéficié d'un large soutien populaire, en raison d'une tradition d'antisémitisme « élimi-



nationaliste », dont l'Allemagne aurait, selon lui, été imprégnée. Malgré l'hostilité de beaucoup d'historiens, ce livre a connu, lors de sa sortie en Allemagne, à la fin août, un triomphe, assorti d'une tournée de promotion qui a attiré un large public : en quelques semaines, le tirage avait atteint 130 000 exemplaires.  
Succès commercial plus modeste - quelques milliers d'exemplaires seulement -, mais écho considérable en France pour le livre de Karel Bartosek, *Les Aveux*

des archives (Seuil), paru en novembre. L'essentiel de l'ouvrage, nourri des archives du Parti communiste de Tchécoslovaquie, est consacré à Prague, base arrière et soutien financier des PC occidentaux. Mais, en ce cas, c'est la remise en cause, non d'un peuple mais d'une figure, Arthur London, jadis popularisée par Yves Montand dans le film *L'Aveu*, qui a suscité de nombreuses controverses.

Josyane Savigneau et Nicolas Weil

## Louis Couperin, l'orgue en soixante-dix pièces

Musique. La révélation d'un manuscrit du XVII<sup>e</sup> éclaire toute l'histoire de cet instrument

CE FUT l'une des beureuses nouvelles de l'année 1996 : la révélation d'un manuscrit de soixante-dix pièces de Louis Couperin (1626-1661). Si l'on peut espérer encore la découverte des *Leçons de ténébres* manquantes de François Couperin, dit « le Grand », il est impossible de sous-évaluer l'importance de ces soixante-dix pièces : c'est un chabot manquant de l'histoire de la littérature pour orgue qui ainsi est restitué. Du deuxième tiers du XVII<sup>e</sup> siècle français, on ne connaissait en effet presque rien pour l'instrument, entre Jehan Titelouze (1563-1633) et Guillaume Nivers (1632-1714). Presque quarante ans après sa découverte, le claveciniste, organiste et musicien britannique Davitt Moroney, installé à Paris, « héritier » spirituellement du manuscrit : il l'édite et l'enregistre sur l'orgue historique Jean Boizard (1714) de l'abbaye de Saint-Michel-en-Thiérache, dans l'Aisne (3 CD Tempéraments-France Musique TEM 316001-2-3, distribués par Harmonia Mundi).

On revient de loin. En 1957, un collectionneur britannique ama-

teur de musique, Guy Oldham, achète un cahier de musique de maroquin rouge in-quarto à l'italienne. Il contient cent dix-sept pièces signées Couperin (sans prénom), ainsi que d'Anglebert et Chambonnières, deux auteurs-clés pour le répertoire du clavecin au Grand Siècle.  
Le manuscrit est soumis à quelques spécialistes, qui repèrent deux pièces pour orgue de Louis Couperin déjà authentifiées. Mais les soixante-dix autres, de quel Couperin sont-elles ? Le style permet de les attribuer sans trop de peine au même compositeur, mais un détail retient l'attention des chercheurs : la vingt-sixième pièce du groupe, une *Rondelette*, porte la mention « Couperin Organiste de St. Gervais », le 4 juillet 1653.

CACHÉ SOUS LE SOMMIER  
Aucun doute ne subsiste. En 1653, l'organiste de la paroisse de Saint-Gervais était bien Louis Couperin. Le monde organistique et surtout les premiers amateurs et praticiens de la musique ancienne font le siège du collection-

neur, se font communiquer quelques instants le manuscrit afin d'en copier des extraits.  
Mais Guy Oldham est inflexible : il ne dévoile rien de sa trouvaille, accentuant le mythe du manuscrit secret et farouche. Les copies de quelques pièces circulent, fautes, tandis que le précieux livre de maroquin rouge reste caché sous le sommier de l'excentrique sourcil-

En 1968, le jeune Davitt Moroney, encore étudiant, fait la connaissance de Guy Oldham par l'entremise de son professeur d'orgue, Susi Jeans. Dix ans après sa découverte, le manuscrit demeure toujours inaccessible, et ce n'est que quelques temps avant de disparaître, voilà trois ans, que Susi Jeans convainc son ami Guy Oldham de laisser Davitt Moroney s'occuper de l'édition graphique et discographique des soixante-dix pièces.  
Entre-temps, il est vrai, Moroney s'est affirmé sur la scène internationale comme musicien et musicienologue : il enregistre, entre autres, l'œuvre pour clavecin de Louis Couperin. Une proposition

Renaud Machart

## « Breaking the Waves », le film-emblème

Cinéma. Le réalisateur danois Lars von Trier a su conquérir le public et les critiques

CHACQUE ANNÉE a ses films vedettes et ses films mémorables, qui ne sont pas toujours les mêmes. 1996 n'a pas échappé à la règle. Au hasard, parmi les « vedettes », *Independence Day* et *Chacun cherche son chat*, *Beaumarchais et Mission*, *Impossible*, *Secrets et mensonges*, *Casino* et *Microcosmos*. Parmi les « mémorables », *Coïté que coïté* et *Gabbeh*, *Le Violon de Rotschild*, *For Ever Mozart* et *Irmo Vep*. Au loin s'en vont les nuages, *Le Complexe de Toulon* et *La Seconde Volta*.  
Et, cumulant les deux qualificatifs, *Les Voleurs*, *Encore ou Comment je me suis disputé*. Il est néanmoins moins fréquent que se révèle un titre qui, dans le public, la critique et parmi les professionnels suscite une reconnaissance et une admiration aussi massive que *Breaking the Waves*, du cinéaste danois Lars von Trier.

Collé sur le poteau au palmarès de Cannes par le très consensuel *Secrets et mensonges* de Mike Leigh - mais gratifié du Prix spécial du jury - il vient de recevoir le trophée du meilleur film européen (le Félix) et d'être récompensé par les critiques américains. Il figurera en bonne place parmi les candidats aux César et Oscar du meilleur film étranger.  
Ce sont des indices, plutôt que des preuves, d'une popularité internationale qui dépasse largement le verdict de quelques assemblées de spécialistes. Pourquoi *Breaking the Waves* est-il devenu, qu'on le tienne ou pas pour le plus beau film de l'année, « le » film de 1996 ? Pourquoi pareille renommée en faveur d'un récit long (2 h 40) et sombre, situé dans un univers austère (le Nord désertique et glacé de l'Ecosse) et frotté de mysticisme ?

Son premier atout est évident : il s'appelle Emily Watson. La révélation avec une telle force d'évidence d'une grande actrice produit nécessairement un écho considérable. La deuxième réponse tient à la mise en scène qui, de l'incessant mouvement de la caméra portée à la construction en chapitres ironiquement séparés par des cartes postales et des renaissances des années 70, invente une forme moderne à cette histoire d'amour fou - d'un romantisme qui pouvait paraître daté, mais qui renoue les sentiments les plus profonds et les plus partagés -, à cette affaire de rédemption qui pouvait sembler d'un autre âge, mais trouve, dans son élan même, une nouvelle légitimité.

Il est pourtant possible que le véritable ressort transformant le quatrième long métrage de Lars von Trier en film-emblème se situe ailleurs, dans les replis de son scénario.  
*Breaking the Waves* raconte, subtilement, l'histoire d'une conversion, du protestantisme au catholicisme : Bess, appartenant à une rigoureuse communauté luthérienne, devient l'héroïne d'une fable catholique. (Il se trouve par ailleurs que le réalisateur, issu d'un univers protestant et converti au catholicisme peu avant la mise en œuvre du film, a suivi la même trajectoire.) Une fable catholique, c'est-à-dire où la grâce n'est plus

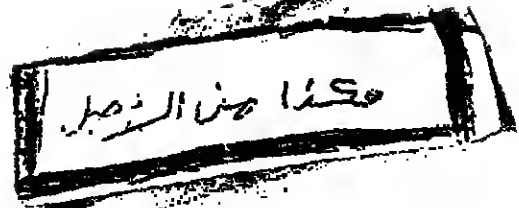
Pourquoi pareille renommée en faveur d'un récit long (2 h 40) et sombre, situé dans un univers austère, le nord désertique et glacé de l'Ecosse, et frotté de mysticisme ?

Alors que le cinéma « latin », au premier chef le cinéma français, plus radical et plus évident dans son élan, se trouve condamné à ne plus susciter qu'un intérêt mineur (qui ne signifie ni « mineur » ni « minable »). Un horizon extrême de la dégradation de la formule dominante hollywoodienne quand Lars von Trier aurait inventé, lui, une version négociée et plan à plan défendue de la rencontre entre les deux modèles.

A ce titre, et sans préjudice de la « continentalité » de son montage de production et du cosmopolitisme de ses interprètes et de son équipe technique - tous deux par ailleurs bien réels -, *Breaking the Waves* serait bien le premier modèle viable de cette chimère tant recherchée, un « film européen ».

Jean-Michel Frodon





XII / LE MONDE / SAMEDI 11 JANVIER 1997

# Le Monde

PERSPECTIVES 1997

## REUNIONS INTERNATIONALES

4 février : Ouverture du Forum économique de Davos, en Suisse.  
2 juin : Trente-troisième sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), au Zimbabwe.  
16 et 17 juin : Conseil européen, à Amsterdam (Pays-Bas), consacré à la conclusion de la Conférence intergouvernementale (CIG) sur la révision du traité de Maastricht.  
Du 20 au 22 juin : Sommet du G7 à Denver, dans le Colorado.

## 31 janvier

### Les deux cents ans de Schubert

Né le 31 janvier 1797, mort en 1828, Franz Schubert est le musicien de l'année. Le Musée de Vienne lui consacrera une exposition à partir de mai. Peu joué de son vivant, il fallut attendre la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> pour que son oeuvre s'installe au répertoire : aujourd'hui célèbres, ses sonates pour clavier furent exhumées par Eduard Erdmann et Arthur Schnabel au début des années 20. L'année 1997 devrait approfondir notre connaissance d'une oeuvre très abondante dont certains pans restent méconnus. Sans-on par exemple que Schubert a composé seize opéras ? L'année commence avec la publication de ses *Conjures* par la petite maison Opus 111 et continue par « La Folle Journée Schubert » organisée par la Ville de Nantes : six cents artistes y donneront quatre-vingt-douze de ses œuvres au cours de quatre-vingt concerts.

Du 23 au 25 septembre : Conférence annuelle du FMI et de la Banque mondiale, à Hongkong.

## ANNIVERSAIRES

31 janvier : Vingtème anniversaire du Centre Georges-Pompidou, à Paris.  
25 mars : Quarantième anniversaire de la signature du traité de Rome, qui créa la Communauté économique européenne.  
1<sup>er</sup> mai : Soixantième anniversaire de la fête du travail.  
5 juin : Cinquantième anniversaire de la déclaration Marshall, à l'université Harvard, aux Etats-Unis.  
4 septembre : 850<sup>e</sup> anniversaire de la ville de Moscou au cours duquel sera inaugurée la cathédrale du Saint-Sauveur, entièrement rénovée.  
7 novembre : 80<sup>e</sup> anniversaire de la révolution bolchevique.

## JOURNÉES

8 mars : Journée internationale de la femme.  
21 mars : Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.  
22 mars : Journée mondiale de l'eau.  
7 avril : Journée mondiale de la santé.  
9 mai : Huitième journée de l'Europe.  
17 octobre : Journée mondiale du refus de la misère.  
20 novembre : Journée nationale des droits de l'enfant.  
1<sup>er</sup> décembre : Journée mondiale contre le sida.

## SALONS

Du 23 février au 2 mars : Salon de l'agriculture, porte de Versailles, à Paris.

## 1<sup>er</sup> avril

### Un ciel européen sans frontières

Thèmes les restrictions dans le ciel tombent pour les compagnies aériennes européennes le 1<sup>er</sup> avril 1997. British Airways ou Lufthansa pourront naviguer sans contrainte des lignes intérieures en France, comme Paris-Nice, et Air France pourra, si elle le souhaite, partir à la conquête du ciel de ses concurrents. Les précédentes initiatives d'Alitalia sur Nantes-Lyon ou de Lufthansa sur Marseille-Bordeaux étaient très strictement encadrées.

Du 26 avril au 8 mai : Foire de Paris.  
Du 15 au 22 juin : Salon international de l'aéronautique et de l'espace, à l'aéroport du Bourget.  
Du 11 au 21 septembre : Salon international de l'automobile, à Francfort.  
Du 1<sup>er</sup> au 11 novembre : Salon de l'automobile de Paris.

## CINÉMA

12 février : *Tout le monde dit I love you*, de et avec Woody Allen et Julia Roberts.  
19 ou 26 février : *Level Five*, de Chris Marker.  
26 février : *Lucie Aubrac*, de Claude Berri, avec Carole Bouquet et Daniel Auteuil.  
26 février : *Mars attaque !*, de Tim Burton, avec Jack Nicholson.  
Mai : *Assassins*, de Mathieu Kassovitz, avec Michel Serrault.  
7 mai : *The Fifth Element*, de Luc Besson.  
21 mai : *Absolute Power*, de et avec Clint Eastwood et Gene Hackman.  
A la fin de l'année : *Eyes Wide Shut*, de Stanley Kubrick, avec Tom Cruise et Nicole Kidman.  
A la fin de l'année : *The Lost World*, de Steven Spielberg.

## THÉÂTRE

Du 21 février au 23 mars : *Zohar*, d'Isaac Babel, mise en scène de Bernard Sobel, Théâtre de Genève.  
Du 4 mars au 5 avril : *Karl Marx, théâtre inédit*, essai théâtral de Jean-Pierre Vincent, Bernard Chartreux et Jean-Paul Chambras, Nanterre/Amandiers.  
Du 4 au 26 mars : *Germania III, spectres autour de l'homme mort*, de Heiner Müller, mise en scène de Jean-Louis Martinelli, Théâtre national de Strasbourg.  
Du 15 mars à juillet 97 : *Tartuffe*, de Molière, mise en scène de Dominique Pitois, Comédie-Française.  
Au festival Exit de Créteil, du 27 mars au 5 avril.  
Du 22 avril au 14 juin : *Les Enfants*.

## 7-18 mai

### Cannes, cinquantième

Le cinquantième Festival de Cannes, créé en 1946 - mais privé de deux éditions qui n'eurent pas lieu - se déroulera du 7 au 18 mai. L'anniversaire sera l'occasion de nombreuses festivités. Celles organisées à titre officiel, et tenues secrètes jusqu'à l'annonce du programme de la manifestation début avril, menaçaient de prendre le pas sur les nouveaux films : les responsables du Festival, Pierre Viot et Gilles Jacob, ont convenu d'en concentrer l'essentiel sur une journée. La Croisette s'attend à la présence d'un nombre inhabituel de vedettes et de grands cinéastes, notamment des bénéficiaires, mais aussi des « oubliés » des palmarès depuis l'origine.

du paradis, de Jacques Prévert. Mise en scène de Marcel Maréchal. Théâtre du Rond-Point à Paris.  
Du 10 juillet au 2 août : Le 51<sup>e</sup> Festival d'Avignon s'ouvrira dans la Cour d'honneur avec *Nathan le sage*, de Lessing, dans une mise en scène du Québécois Denis Marlowe, avec Sami Frey.  
M1-septembre : Le 26<sup>e</sup> Festival d'automne à Paris, qui mêle créations de théâtre, de danse, de musique contemporaine, le cinéma et les arts plastiques, ouvrira avec la création française de *La Maladie de la mort*, de Marguerite Duras, dans une mise en scène de Robert Wilson avec Michel Piccoli.

## DANSE

Du 10 janvier au 23 février : Danse à la Bastille, au Théâtre de la Bastille.  
A partir du 17 janvier : Béjart Ballet Lausanne en création avec *Le Presbytère n'a rien perdu de son charme ni le jardin de son église*, au Théâtre national de Chaillot.  
Les 21 et 22 février : Triplé hip hop, au TNDI de Châteauneuf.  
Du 18 au 22 février : Anne Teresa De Keersmaecker au Théâtre de la Ville.  
Du 11 au 15 mars : *La Chamouille ou l'art d'aimer*, création de Jean-Claude Gallota, au Cargo de Grenoble.

## 1<sup>er</sup> juillet

### Hongkong redevient chinoise

Hongkong réintégrera le giron chinois, le 1<sup>er</sup> juillet, après plus d'un siècle et demi de présence coloniale britannique. Abandonnant d'une transition amorcée par la « déclaration conjointe » de 1984 signée par Londres et Pékin, cette rétrocession présente un triple enjeu. Politique : la communauté internationale surveillera de très près le sort qui sera réservé aux libertés civiles dont jouit la colonie britannique. Economique, ensuite : la Chine se fait fort de démontrer qu'elle est capable de préserver la prospérité de ce temple du capitalisme mondial. Stratégique, enfin : le retour de Hongkong s'inscrit dans une entreprise de réunification de la patrie chinoise qui doit se solder par la réappropriation de Taïwan.

8 mars-20 mai : Sarkis, Musée des beaux-arts de Nantes.  
9 mars-25 mai : Signac et la libération de la couleur, Musée de Grenoble.  
21 mars-14 juillet : Paris-Bruxelles-Paris, 1914-1948, Grand Palais.  
22 avril-22 juin : Les Francs, Petit Palais.  
29 mai-29 septembre : Fernand Léger, Centre Georges-Pompidou.  
9 juin-19 octobre : César, Jeu de paume, à Paris.  
Juin : Ouverture du Musée des Beaux-Arts de Lille.  
27 septembre-7 janvier 1998 : Prud'hon, Grand Palais, à Paris.  
Novembre : Ouverture des salles égyptiennes du Musée du Louvre.

## PHOTOGRAPHIE

17 janvier-16 mars : Cecil Beaton, hôtel de Sully.  
20 mars-31 août : Henri Cartier-Bresson, Maison européenne de la photographie.  
14 mai-11 août : Anthony Hernandez, Carl de Keyser, Pascal Convert, hôtel de Rothschild.  
10 juin-31 août : Un été photographique : Eugène Cavellier, Louis Robert, donation Berlew, Musée d'Orsay.



Tous les dessins de ce supplément ont été réalisés par Fabio.

Du 25 au 29 mars : Trisha Brown, au Théâtre de la Ville.  
Du 9 au 19 juin : Entrée au répertoire du Ballet de l'Opéra national de Paris du Sacre du printemps, de Pina Bausch.  
Du 13 au 29 juin : Pina Bausch, au Théâtre de la Ville.  
Du 20 juin au 4 juillet : William Forsythe et le Ballet de Francfort, au Châtelet.  
Festivals d'été : Montpellier-Danse, avec pour thème « Si loin, si proche », débutera fin juin. Danse à Aix s'ouvrira son vingtième anniversaire, en juillet.

## EXPOSITIONS

18 janvier-23 mars : Abstraction/abstractions, géométries provisoires, Musée d'art moderne de Saint-Etienne.  
30 janvier-29 septembre : Made in France 1947-1997, Centre Georges-Pompidou.  
24 janvier-4 avril : Van Dongen retrouvé, l'œuvre sur papier, Musée des Beaux-Arts de Lyon.  
2 février-26 mai : Angkor, dix siècles d'art khmer, Grand Palais à Paris.  
14 février-25 mai : Les années 30 en Europe, Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Au Musée des monuments français (30 janvier-15 avril), à Paris.  
20 février-12 mai : L'empreinte, Centre Georges-Pompidou.  
22 février-9 juin : Man Ray, Musée d'art moderne et contemporain de Nice.

## 8-9 juillet

### L'OTAN s'élargit

Les seize membres de l'Alliance atlantique doivent se retrouver les 8 et 9 juillet à Madrid pour amorcer la procédure d'élargissement de l'OTAN à l'est. Sur le papier, un compte pas moins d'une dizaine de candidats, mais, concrètement, seuls trois dossiers sont considérés comme prioritaires : ceux de la Hongrie, de la Pologne et de la République tchèque. Pour apaiser la colère d'un Kremlin farouchement opposé à cette ouverture de l'Alliance, le sommet de Madrid devrait, simultanément, accueillir la signature d'un « pacte de sécurité » entre l'OTAN et la Russie. Un tel document associerait de près la Russie aux activités de l'OTAN et lui donnerait nombre de garanties de sécurité.

20 juin-7 septembre : Lartigue et la Côte d'Azur, hôtel de Sully.  
15 octobre-15 janvier 1998 : Les photographes et leurs modèles, 1839-1914, Bibliothèque nationale de France, site François-Mitterrand.

## LITTÉRATURE

Centenaire de la naissance de Louis Aragon (octobre), avec le début de la publication de son œuvre

dans la « Bibliothèque de la Pléiade » (Gallimard, mai).  
● 17<sup>e</sup> Salon du livre de Paris, avec pour invité d'honneur, le Japon (12-17 mars).  
● Exposition Montesquieu, à Bordeaux, à partir d'octobre, à l'occasion du 250<sup>e</sup> anniversaire de L'Esprit des lois.  
● 49<sup>e</sup> Foire du livre de Francfort, avec pour invité d'honneur le Portugal (15-20 octobre).

## SPORTS

● JANVIER  
TENNIS : Internationaux d'Australie à Melbourne, du 13 au 26.  
RUGBY : Tournoi des Cinq Nations : Irlande-France, Ecosse-Galles, le 18.  
PATINAGE ARTISTIQUE : Championnats d'Europe à Paris, du 19 au 26.  
RUGBY : finale de la Coupe d'Europe des clubs, le 25.  
SKI ALPIN : Championnats du monde à Sestrières du 2 au 16.  
RUGBY : Tournoi des Cinq Nations : France-Galles, Irlande-Angleterre, le 15.  
● MARS  
RUGBY : Tournoi des Cinq Nations : Angleterre-France, Ecosse-Irlande, le 1<sup>er</sup>.

TENNIS : Tournoi de Wimbledon du 23 au 6 juillet.  
BASKET-BALL : Championnat d'Europe du 24 au 6 juillet en Espagne.  
AUTOMOBILE : Grand Prix de France de F1 le 29 à Magny-Cours.  
● JUILLET  
CYCLISME : Tour de France du 5 au 27.  
● AOÛT  
ATHLÉTISME : Championnats du monde du 1<sup>er</sup> au 10, à Athènes.  
FOOTBALL : Début des championnats de France de D1 et D2 le 2.

## 15-16 août

### Inde et Pakistan, dos à dos

L'Inde célébrera, le 15 août, le 50<sup>e</sup> anniversaire de son indépendance. Le Pakistan l'ouvrira le lendemain. Cette double naissance se fit dans la douleur en 1947, quand les Britanniques prirent la décision d'abandonner le joyau de leur empire : alors que le sous-continent assistait à un effroyable transfert de population entre l'Inde et le Pakistan, des centaines de milliers de personnes trouvaient la mort lors de terribles affrontements entre hindous et musulmans. Cinquante ans plus tard, les séquelles de ce sanglant démembrement perdurent, l'Inde et le Pakistan restant profondément divisés sur la question du Cachemire, une querelle héritée de la partition.

NATATION : Championnats d'Europe du 18 au 24, à Séville.  
TENNIS : Internationaux des Etats-Unis à Flushing Meadow du 25 au 7 septembre.  
● SEPTEMBRE  
VOILE : Départ de la Whitbread le 21 à Southampton.  
VOILE : Départ de la mini-Transat le 28 à La Trinité-sur-Mer.

● OCTOBRE  
JUDO : Championnats du monde du 9 au 12 à Paris.  
VOILE : Départ de la transat Le Havre-Carthagène, le 10.  
CYCLISME : Championnats du monde sur route, le 12 à Saint-Sébastien.  
● NOVEMBRE  
TENNIS : Finale de la Coupe Davis du 28 au 30.  
● DÉCEMBRE  
FOOTBALL : Tirage au sort de la phase finale de la Coupe du monde, le 4 à Marseille.

## ENSEIGNEMENT

● Vacances d'hiver : du mercredi 19 février au mercredi 5 mars dans la zone A, du mercredi 12 février au mercredi 26 février dans la zone B et du mercredi 5 février au mercredi 19 février dans la zone C.  
● Vacances de printemps : du samedi 12 avril au lundi 28 avril, dans la zone A, du jeudi 10 avril au jeudi 24 avril, dans la zone B, du samedi 5 avril au lundi 21 avril, dans la zone C.  
● Début des vacances d'été : samedi 28 juin, dans les trois zones.  
● Rentrée scolaire des élèves : jeudi 4 septembre dans les écoles et collèges, jeudi 11 septembre dans les lycées.  
● Vacances de Toussaint : du vendredi 24 octobre au mardi 4 novembre, dans les trois zones.  
● Vacances de Noël : du samedi 20 décembre au lundi 5 janvier 1998, dans les trois zones.

## 5 septembre

### Quelle ville pour les JO de 2004 ?

La ville-hôte des Jeux olympiques d'été de 2004 sera élue par le Comité international olympique au cours de sa 106<sup>e</sup> session à Lausanne (Suisse). La centaine de membres auront le choix entre les quatre ou cinq villes retenues le 7 mars au cours d'une présélection entre les onze candidates, c'est-à-dire Rome, Saint-Petersbourg, Stockholm, Séville, Saint-Petersbourg, San Juan de Porto-Rico, Le Cap, Athènes, Buenos Aires, Rio de Janeiro et Lille.

EDF et GDF proposent la semaine de 32 heures à 40 000 salariés.

Crise à la Justice : les juges ont-ils le droit de se faire justice eux-mêmes ?

Le général Tawadros : un homme de guerre ?

Pour une nouvelle politique familiale

Le directeur de l'Agence pour l'évaluation de la performance

Apple parle sur l'Internet

Le monde de la presse